

Les services secrets israéliens

Jacques Borde

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

JACQUES BORDE

LES SERVICES SECRETS ISRAËLIENS

D'Eichmann à la guerre de Syrie



RENSEIGNER, DÉSINFORMER, LIQUIDER



© V.A. Éditions, 2019
98, boulevard de la Reine, 78000 Versailles
<http://www.vapress.fr/>

ISBN (version papier) : 979-10-93240-75-6

ISBN (versions numériques) : 978-2-36093-024-1

Édition des versions numériques réalisée par **IS Edition** via son label **Libres d'écrire**

Dépôt légal : avril 2019

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayant cause est illicite » (art L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Note de l'éditeur

Avertissement : *Les Services Secrets israéliens* contient de caractères arabes qui sont susceptibles de ne pas être correctement affichés sur certaines liseuses.

Il est donc recommandé de lire cet ouvrage sur tablette ou smartphone via votre application de lecture numérique habituelle (Kindle, iBooks, Google Livres...) ou par le biais de votre navigateur internet (Chrome, Mozilla...) en installant le plugin "EPUBReader".

INTRODUCTION – GENÈSE & MÉTHODES

Au début était le Rechesh – La Stratégie de la Décapitation – La question de la torture – On ne prête qu'aux riches – La Déception – Le Département politique des Affaires étrangères

Beaucoup de choses ont été alléguées, colportées, dites et écrites sur tout ce qui tourne autour des Services de Renseignements israéliens (SR). Il ne s'agit pas dans le cadre du présent ouvrage de retracer par le complet la saga des Services secrets de l'État hébreu, mais de donner un aperçu de leurs activités et leur manière de conduire leurs opérations dans le cadre des crises qu'ont connues le Proche et Moyen-Orient, et, en dernier lieu, l'arraisonnement du Mavi Marmara. Et, pour une large part, de démystifier une partie de la légende qui entoure ces SR israéliens.

À côté des chapitres consacrés à chacun des SR ayant existé en Terre Promise (côté israélien, il s'entend), nous avons choisi de revenir sur quelques affaires emblématiques de l'histoire de ces centrales de Renseignement d'un genre un peu particulier.

Toutefois, quitte à décevoir certains de nos lecteurs, ce livre ne fera qu'aborder, faute de place, qu'une partie des actions des SR israéliens.

De fait, il n'entrait pas dans l'objet de ce livre de traiter de manière détaillée de faits comme la traque des criminels nazis – exceptée celle d'Eichmann – ni l'intégralité de la guerre de l'ombre qui oppose, d'un côté, les SR de l'État hébreu et de l'autre les Palestiniens. Sur ce point, seront abordées la traque des auteurs de la tragédie de Munich, ainsi que la guerre qui oppose, notamment par le biais de la stratégie de la décapitation¹, Tel-Aviv aux mouvements d'opposition armée palestiniens.

Au début était le Rechesh

Il faut bien un début à toute chose. C'est donc peu de temps après la fin de la 1^{re} Guerre mondiale, que les responsables des groupes d'autodéfense juifs actifs en Palestine mandataire décident de créer le Rechesh (acquisition). Il s'agissait d'une petite structure ayant pour vocation de collecter armes et munitions à travers le monde. Une tâche dont s'acquittera plus tard (et fort bien) un certain Shimon Pérès. Par la force des choses, et les nécessités du moment, le Rechesh conduira des opérations de Renseignement.

Quelques années plus tard, la Haganah naissante crée deux services : le Ha'Machlaka Ha'Technit ou Hamachat (Département technique) et le Sherut Ha'Yediot Ha'Artzit (Service de l'information nationale), plus connu sous l'acronyme de Sha'Y.

Rapidement, une branche de ce service, le Ha'Machlaka Ha'Aravit, se spécialise dans l'infiltration des populations arabes, utilisant des juifs séfarades originaires du Moyen-Orient. En 1937, le Mossad Ley'Alya B (Institut pour l'immigration), communément appelé Alya B, est mis sur pied, afin de faciliter l'immigration clandestine vers la Palestine. Sous la houlette de Reuven Zaslani, considéré comme le fondateur du Renseignement israélien, puis d'Isser Beeri, le Sha'Y constitue progressivement l'ossature des futurs SR israéliens. Il s'inspire directement, dans sa structure, des SR britanniques :

- Une branche Renseignements militaires ;
- Une branche Contre-espionnage.
- Une branche Action extérieure.

Durant la 2^e Guerre mondiale, les SR britanniques vont épauler la Haganah la fournissant en armes, entraînement et fonds. Le tout en échange d'experts en langues et de la réalisation d'opérations. Étaient impliqués des vétérans du Sha'Y et du Fo'Sh2 au travers d'une école d'entraînement désignée sous le nom de code ME 102 mise sur pied par le MI-43.

Fait peu connu, le Sha'Y entretint d'étroites relations avec l'OSS américain⁴, mettant à la disposition de celui-ci, dès la fin de la 2^e Guerre mondiale, des agents originaires d'Europe Centrale ayant une parfaite connaissance de pays comme l'Allemagne, l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Pologne ou l'URSS. Comme le rappelle La Voix des Opprimés : « Tous ces services grandissent dans l'ombre de groupes eux-mêmes clandestins, élevant l'action secrète au rang de vertu cardinale et façonnant selon cet état d'esprit les futurs cadres des SR »⁵.

En avril 1951, le Ha'Mossad Ley'Modi'in u-lé Tafkaidim Méyuh'Adim (Mossad, ou Institut Central de Renseignements & des Opérations Spéciales, Mossad signifiant l'Institut) est créé. Reuven Shiloah en prend la direction et

l'orienté résolument vers les missions traditionnelles des SR.

Les SR israéliens connaissent, toutefois, des débuts assez, difficiles. En 1951, un réseau israélien est démantelé en Irak, provoquant l'arrestation d'une vingtaine d'agents, dont deux sont exécutés. Un échec identique survient en Égypte, entre 1954 et 1955, entraînant l'arrestation de huit personnes. La plupart sont des juifs égyptiens. Six agents sont emprisonnés et deux autres pendus. Cette affaire entraîne la démission du ministre israélien de la Défense, Pinhas Lavon.

En 1965, deux des meilleurs agents israéliens de ces temps héroïques tombent : Élie Cohen (à Damas) et Wolfgang Lotz (au Caire). Le premier était devenu le confident du président syrien, tandis que le second, qui se faisait passer pour un ancien nazi, était parvenu à s'infiltrer dans les plus hautes sphères militaires et politiques égyptiennes. On lui doit, très certainement, une bonne part des informations qui ont permis l'élimination des savants allemands venus travailler dans l'industrie d'armement égyptienne⁶. Un travail peu connu du grand public, mais qui va briser dans l'œuf les projets d'une industrie d'armement arabe naissante. À cause de Lotz, on peut raisonnablement estimer qu'en ce domaine, les pays arabes⁷ ont perdu entre quinze et vingt ans. Et, de toute manière, aujourd'hui, la majorité des industries d'armement ayant pignon sur rue dans le monde arabe, sont résolument tournées vers l'Occident⁸.

Ces revers vont de pair, heureusement pour Tel-Aviv, avec des résultats qui méritent d'être soulignés. Le 16 août 1966, un déserteur irakien livre aux Israéliens un intercepteur d'origine soviétique MiG-21bis Fishbed. Le dernier modèle de la série, permettant ainsi à l'Heyl Ha'Avir (armée de l'air israélienne) de tester l'appareil et de mettre au point de nouvelles tactiques de combat aérien plus adaptées à la menace que faisait peser l'introduction de cet appareil dans les armées de l'air arabes.

À ce sujet, Tom Séguéev de noter que « La plupart des Israéliens ne savaient pas que le vol de l'avion irakien, un MiG-21 de fabrication soviétique avait été organisé par le Mossad. Avant qu'il ne déserte, le soldat irakien avait été conduit en Israël pour y recevoir des instructions. C'était le premier MiG tombé entre les mains d'un pays du bloc occidental et les membres du Mossad lui donnèrent un nom symbolique : 007 »⁹.

En novembre 1968, le Scheersberg A, un navire chargé de deux cents tonnes d'oxyde d'uranium – substance qui, après retraitement, peut concourir à fournir la matière fissile pour les armes nucléaires que développe l'État hébreu – disparaît (sic) en Méditerranée. La communauté internationale du Renseignement estime qu'il a déchargé sa cargaison en Israël. À noter que cet

exploit est à porter au crédit du Lekem et non du Mossad.

Durant la nuit de Noël 1969, un commando israélien s'infiltré à l'intérieur du port (militaire) de Cherbourg et enlève cinq vedettes lance-missiles vendues à Israël par la France, mais bloquées dans le port français depuis l'embargo décrété par le général De Gaulle, à la suite de la guerre des Six Jours et du raid de Beyrouth. Certes, l'affaire¹⁰ passe pour avoir été réglée avec le consentement des autorités françaises, mais le coup reste techniquement appréciable ayant eu lieu à l'insu des éléments locaux de la sécurité d'État française...

Durant toute cette période, les SR israéliens ont été le reflet d'influences diverses au gré des dirigeants qui se sont succédé à leur tête, adoptant des styles très différents. La Voix des Opprimés dresse de cette communauté du Renseignement le portrait suivant :

« De 1948 à 1952 », elle « est dominée par Reuven Shiloah. Ce dernier a été formé à la mode britannique. Il affiche une passion pour les opérations secrètes, les intrigues diplomatiques et les grands concepts stratégiques, conférant à l'espion une dimension romantique. C'est lui qui pose les bases de l'édifice. Entre 1953 et 1963, Isser Harel s'impose comme le personnage central du Renseignement, concentrant entre ses mains un pouvoir considérable. Originaire de Russie, il façonne durablement l'édifice en s'inspirant des méthodes soviétiques. De fait, on retrouve dans l'organisation des services israéliens le socialisme, l'esprit de conquête, la centralisation et la prépondérance des intérêts de l'État sur ceux de l'individu. L'agent type doit être polyglotte, être animé d'un esprit pionnier et de sentiments patriotiques irréprochables. Parallèlement, Harel combat le communisme de manière virulente et multiplie les gestes de bonne volonté à l'égard des Services secrets américains. Conjointement, des personnages tels que Shimon Pérès ou Yitzhak Shamir, après avoir multiplié les missions clandestines en France, insufflent un peu de leur expérience "à la française" au sein des services. C'est d'ailleurs l'époque où Français et Israéliens coopèrent étroitement dans de nombreux domaines »¹¹.

Autres temps, autres mœurs, « La période qui commence en 1964 est marquée par deux hommes : Meïr Amit pour le Mossad et Aharon Yariv pour les Renseignements militaires. Ceux-ci introduisent davantage de professionnalisme, développant une conception du Renseignement à l'américaine. La haute technologie fait son apparition. Meïr Amit conçoit ainsi son rôle comme celui d'un dirigeant de grande société qui doit démontrer que celle-ci est rentable »¹².

Dans leur ensemble, les SR de l'État hébreu ont fait la preuve leurs capacités

de collecte. En revanche, la qualité des analyses – bénéficiant pourtant de moyens équivalents aux grands services occidentaux – a parfois connu d'étonnantes pannes. Pannes qui ont fait l'objet d'un document de la CIA, intitulé Israël Foreign Intelligence & Security Survey (mars 1979), révélé au grand jour suite à la prise de l'ambassade US de Téhéran, par les Étudiants de la Ligne de l'Imam (Khomeiny).

La Stratégie de la Décapitation

D'entrée, et quitte à décevoir certains de nos lecteurs, rappelons encore que cette stratégie de la décapitation – dans sa version moderne des assassinats ciblés – n'est pas un concept israélien, mais... états-unien¹³. Quid novi sub solem ? Nada !

Contrairement à une idée reçue, les Israéliens ont, en matière de violence d'État, la main beaucoup moins lourde que leur mentor états-unien. Que l'on sache, le Kidon n'a jamais eu pour objectif d'éliminer les présidents Nasser, Hafez el-Assad ou les membres de leur gouvernement. Certes, les secrétaires généraux du Hezbollah ont toujours figuré en bonne place sur la *short list* du Kidon et Yasser Arafat¹⁴ aura échappé à plusieurs tentatives d'assassinat attribuées au Mossad. Reste, évidemment, la piste israélienne dans l'attentat à la bombe ayant coûté la vie à Rafic Hariri, telle qu'elle a été soulevée par le secrétaire général du Hezbollah, Sayyed Hassan Nasrallah.

A contrario, les SR états-uniens, agissant sur ordres (écrits la plupart du temps, executive orders ou lethal findings) de leur exécutif, ont un long palmarès d'assassinats, de tentatives d'assassinat et/ou de participation à des tentatives d'assassinats contre une foultitude de chefs d'État, de chefs et de membres de gouvernements légaux et reconnus internationalement de par le monde. Citons, pêle-mêle : Patrice Lumumba, Fidel Castro, Raül Castro, Salvador Allende Gossens, Orlando Letelier, Carlos Prats González¹⁵, Eduardo Frei Montalva, Hugo Chavez, etc.

Lorsqu'ils n'ont pas eu d'implication directe, l'on peut, malgré tout, affirmer la responsabilité indirecte de la thalassocratie US et de sa barbouzerie dans de nombreux assassinats dans la mesure où : a) ceux-ci ont été le fait de SR et d'exécutants amis formés et encadrés par des agences US ; b) les administrations US concernés feront tout pour empêcher la manifestation de la vérité à propos de ces exécutions.

Ainsi, Yvonnick Denoël, à propos de la Dina¹⁶ chilienne, rappelle que « la

CIA (...) offrit son aide à la Dina : formation, entraînement, manuels techniques furent offerts sans restriction. Mieux encore : le chef de la Dina, le colonel Contreras,¹⁷ qui était responsable des pires atrocités du régime Pinochet, fut pendant plusieurs mois salarié de la CIA, jusqu'à ce que l'Agence ne s'avise que ce lien pourrait un jour ou l'autre lui porter un tort considérable s'il était révélé »¹⁸.

Pire, « Le 21 septembre 1976 (...), la voiture du diplomate chilien en exil Orlando Letelier explosa avec à son bord une Américaine de 26 ans, Ronni Karpen Moffit¹⁹. Ami d'Allende, Letelier avait été son ambassadeur à Washington avant de devenir ministre des Affaires étrangères (...). Letelier était devenu une des voix anti-Pinochet qui comptait à Washington »²⁰.

Deux choses sont particulièrement à noter à propos de « cette attaque terroriste sans précédent à quelques blocs de la Maison-Blanche »²¹ :

4. Comme le fait remarquer Yvonnick Denoël, « Ni l'Agence ni le Département d'État ne partagèrent leurs informations sur Condor²² avec la justice américaine »²³.
5. Ronni Karpen Moffit était bien un membre de la communauté juive nord-américaine. Cela n'a nullement empêché Tel-Aviv de s'accommoder de ce crime au nom de ses bonnes relations avec Washington et son allié chilien...

Dans la longue litanie des actions avérées ou prêtées au Mossad, l'on ne trouve indice de sa participation à des exécutions de masse de l'ampleur du Programme Phoenix, sous la houlette de William Colby, de 1986 à 1971. Pour Yvonnick Denoël, « on estime au minimum à 20 000 le nombre de supposés viêt-congs qui furent éliminés dans le cadre du Programme Phoenix »²⁴. Ah, oui, ce fait d'armes n'empêchera pas William Colby d'accéder au poste de directeur de la CIA. Un peu comme si Klaus Barbie avait fini sa carrière à la tête du BND ouest-allemand...

Certes de nombreux anciens de Tsahal ont effectué une carrière comme instructeur dans l'Isthme ou le continent latino-américain. Mais, généralement, à titre privé, ou pour le compte d'entreprises privées et ni plus ni moins que d'anciens membres des SAS, USMC, Royal Marines ou de la Légion étrangère...

Le fait que cette stratégie de la décapitation, à la sauce israélienne, soit avalisée par un pouvoir politique comprenant une forte composante religieuse ne saurait davantage constituer une typologie spécifiquement israélienne.

En effet, comme l'a fort justement rappelé Ariel Colonomos, « Éliminer

l'ennemi n'est pas un acte singulièrement nouveau. Si l'on se tient à ce constat, le débat sur les assassinats ciblés se révèle sans grand intérêt. Les assassinats de dirigeants à l'étranger sont certes une politique à laquelle nombre d'États occidentaux ont souscrit, tout particulièrement avant le tournant westphalien du milieu du XVII^e siècle à une époque où cette pratique est considérée comme légitime (et même encouragée par l'église lorsqu'il s'agit de ses ennemis) »²⁵. De ce fait, la présence de partis religieux, fortement marqués à droite, au sein des derniers gouvernements israéliens ne permet donc pas de caractériser fondamentalement l'action des SR israéliens.

Ce d'autant plus, que, nous le verrons au cours de l'ouvrage, l'action des SR, et tout particulièrement ceux amenés à conduire des opérations extérieures, ne relève pas du cabinet (et encore moins du parlement), mais directement – et seulement – du Premier ministre : le Ha'Mossad Ley'Modi'in u-lé Tafkidim Méyuh'Adim (Mossad) et le Leshkat Ley'Keshrei Madao (Lekem). Or, on rappellera au lecteur que, pour périlleux qu'ils soient dans la société israélienne, ces partis religieux et de droite restent minoritaires au parlement et, par là, dans les gouvernements qui se sont succédé à la tête d'Israël. De plus, à ce jour, aucun Premier ministre israélien ne peut être caractérisé par son appartenance à ce courant sioniste-religieux.

Ce qui deviendra la Sikul Memukad ou prévention ciblée²⁶, si l'on se réfère à la terminologie officielle, a été mise en place à la suite de l'Affaire de Munich qui vit la disparition, dans des circonstances non entièrement encore élucidées à ce jour²⁷, de l'équipe des onze athlètes israéliens venus participer aux Jeux Olympiques de 1972. Là, c'est bien le Ha'Mossad Ley'Modi'in u-lé Tafkidim Méyuh'Adim qui, sur instruction expresse du Premier ministre israélien de l'époque, Golda Meir, va mettre sur pied un groupe, issu de son service action, le Kidon, appelé la Colère de Dieu. Mission de ces hommes de l'ombre éliminer physiquement les responsables palestiniens impliqués²⁸ dans la Tragédie de Munich.

Mais, pour être complet, il faut signaler que les Israéliens n'ont pas attendu les années 70 pour éliminer leurs adversaires. Dès juillet 1952, les SR israéliens procédèrent à des envois de courriers piégés. Il s'agissait de livres piégés remis, de la main à la main, aux cibles par des agents doubles. Furent ainsi visés le patron des Renseignements militaires égyptiens pour Gaza, le colonel Mustafa Hafez, responsable aux yeux d'Israël des opérations de Fedayin dans cette zone ; et l'attaché militaire égyptien à Amman, le colonel Salah Mustafa, lui aussi impliqué dans l'envoi de Fedayin sur le front.

Plus généralement, à ces fins de liquidation préventive, Tsahal a créé des unités spéciales opérant clandestinement, côté palestinien, dont le rôle est de mener des missions de reconnaissance et de Renseignement. Elles sont

confiées à des Israéliens séfarades parfaitement à même de se faire passer pour des Palestiniens qui, s'infiltrant pour de courtes missions et habillés comme la population locale, d'où leur nom de Mist'Aravim, conduisent principalement des missions de repérage et de marquage de cibles. Et, parfois, des enlèvements et des exécutions²⁹. Aujourd'hui, la frappe est, le plus souvent, déléguée à des hélicoptères d'assaut, type AH-64D Apache, voire à l'Heyl Ha'Avir pour les plus lourdes qui sont, alors, menées à bien par des F-16C/D Falcon.

Un *modus operandi* qui n'est pas sans poser certains problèmes. En effet, comme l'a noté Jacques Baud, « La pratique de ces éliminations anime un débat en Israël même. Si l'idée de prévenir les attentats terroristes est soutenue d'une manière générale, le fait d'éliminer des individus pour la simple raison qu'ils pourraient mener des attentats reste moralement discutable »³⁰.

Mais, il n'y a pas que la morale qui fasse problème. Beaucoup se posent la question de l'efficacité même d'une telle stratégie. Pour Jacques Baud, « la question de l'efficacité des éliminations extrajudiciaires est très discutable. Ainsi, toute tentative d'assassinat devrait être précédée d'une évaluation sérieuse, afin de déterminer si le "remède" n'est pas pire que le "mal". En faisant abstraction ici des questions légales et morales d'une telle entreprise, il est essentiel de définir son objectif. Il est rare que l'élimination d'un chef conduise à la fin de l'action terroriste. Une éventuelle action d'élimination suppose une profonde connaissance stratégique des mouvements qui est le plus souvent insuffisante. Paradoxalement, alors que les opérations israéliennes ont toutes été des modèles de maîtrise tactique, elles ont généralement été des échecs stratégiques en raison d'une insuffisance analytique »³¹.

À ce stade du propos, il convient d'exonérer les SR d'une responsabilité qui n'est pas la leur, mais est avant tout celle des politiques. Les SR, comme les militaires, n'ayant que la responsabilité opérationnelle de ces actions. Le bien-fondé des opérations elles-mêmes n'est évidemment pas de leur compétence. Il n'est, par ailleurs, nullement établi que les exécutants de ces (basses) œuvres y soient, tous, favorables.

Quant à la responsabilité des politiques en ces affaires, comme l'a noté Jacques Baud, « le problème vient du fait que l'on confond – peut-être même à dessein – les notions d'"action préventive" et d'"action préemptive". La première se situant dans le long et moyen terme, tandis que la seconde se situe dans le court, voire très court terme, juste avant le désastre »³².

Privilégiant, parfois pour de basses raisons politiciennes, des frappes

préemptives, le politique obère l'avenir. « En 1988 », rappelle Jacques Baud, « l'assassinat de Khalil al-Wazir (alias Abou Jihâd) – bras droit de Yasser Arafat et considéré comme responsable de la première Intifada – avait pour objectif de mettre un terme au soulèvement palestinien. Non seulement il n'en a rien été, mais on a ainsi privé Yasser Arafat d'un conseiller avisé »³³. De même, au Liban, la disparition de Cheikh Abbas Moussaoui, n'a nullement empêché la montée en puissance du Hezbollah. Mais, tout au contraire, elle a fait succéder à sa tête l'un des meilleurs dirigeants politiques de la région : Sayyed Hassan Nasrallâh. Et, juste derrière lui, un expert des guerres asymétrique et secrète : Cheikh Na'im Qâsem !

D'une manière plus générale, ce *modus operandi* (de liquidations physiques) de l'État hébreu et de ses organes de force (armée, police, Renseignements) est un comportement occidental classique. D'où l'agacement des officiels Israéliens³⁴ lorsqu'ils sont confrontés aux réprimandes et leçons que leur prodiguent d'autres officiels occidentaux.

Deux exemples :

D'un côté, le gouvernement socialiste espagnol, Zapatero régnante, peut légitimement s'offusquer des méthodes d'élimination des SR israéliens. De l'autre, Tel-Aviv peut, tout aussi légitimement, ne tenir aucun compte de pareils troubles émotionnels de la part d'un pays européen dont les SR ont commandité près d'une trentaine d'assassinats ciblés au Pays basque français, autre pays membre de l'Union³⁵. Il en est de même pour la patrie de l'*habeas corpus*, le Royaume-Uni, qui a pratiqué pendant des siècles l'élimination physique de ses adversaires politiques, militaires et paramilitaires en Irlande occupée³⁶. Ces décapitations étant perpétrées là où les SR britanniques jugeaient bon de les commettre. À Gibraltar, notamment.

Qui plus est, le lourd passé des Européens en matière de droits de l'Homme et de bains de sang les disqualifie largement pour se poser en moralisateurs. La patrie (retrouvée) du peuple juif n'est, à cet égard, ni plus ni moins violente que ses alliés ou adversaires³⁷. Et, quant à cette violence qui sévit depuis lors dans cet Orient compliqué dont nous parlait le général, comme nous le rappelle Jacques Baud, le passé ne fait pas pencher la balance en faveur des Occidentaux : « ... il n'y a là rien de vraiment nouveau, la Chrétienté elle-même a aussi recouru à la guerre, à la torture, voire au génocide pour diffuser sa foi. Les guerres contre les cathares, les Camisards et autres factions à vocation religieuse ont fait appel à des mesures extrêmes parmi les plus inhumaines »³⁸.

La question de la torture

Beaucoup de choses ont été dites et écrites sur l'usage de la torture par les SR israéliens. Cet ouvrage n'étant pas consacré à cet aspect très précis de l'action des SR israéliens, nous ne nous étendrons pas plus que nécessaire sur un sujet, qui mériterait à lui seul un ouvrage de plusieurs centaines de pages.

Il importe toutefois de rappeler qu'Israël et les États-Unis – les deux pays occidentaux les plus cloués au pilori à propos de leurs méthodes d'investigation et d'interrogatoire – sont aussi ceux qui ont le plus réfléchi et légiféré sur la question et les seuls où de véritables commissions d'enquête n'ont pas hésité à remettre en cause, à chaud, le travail de leurs SR. Au sein de l'Union européenne, grande dispendieuse de leçons à autrui, le comportement de pays comme l'Allemagne (Affaire Baader-Meinhoff) ou le Royaume-Uni (Affaires des Six de Birmingham ou des Quatre de Guilford), les discrédite largement pour donner des leçons à qui que ce soit.

Il existe, qui plus est, une différence majeure entre Américains et Israéliens. Même dans des cas où les traitements les plus indignes ont été, pour ainsi dire, systématisés – Abou-Ghraïb, côté américain, et Khiam, côté israélien, pour ne prendre que ces deux exemples – il est à noter que les Israéliens (ce qui ne les excuse pas pour autant) agissaient avec une brutalité extrême pour obtenir des renseignements. À Abou-Ghraïb, on a assisté, à grande échelle, à de véritables scènes de sadisme gratuit de la part des tortionnaires agissant, parfois, hors de tout contrôle hiérarchique. De plus, que ce soit à Abou-Ghraïb ou dans d'autres centres d'interrogatoire en Irak sous occupation militaire³⁹, le partage, souvent improvisé, des tâches entre personnels locaux, membres des SR civils et militaires US, et la Prévôté militaire, voire des membres d'unités militaires (Marines, Airbone, etc.) livrés à eux-mêmes a pavé la voie aux pires des comportements...

Sur l'efficacité (relative) des méthodes d'interrogatoires, poussés ou non, la réalité, dans le cas d'organisations (dites) terroristes est, par définition, difficile à établir. En effet, à la différence du crime organisé, non seulement les suspects ne cherchent pas à fuir leur responsabilité, mais, souvent, au-delà de l'assumer⁴⁰, ils en rajoutent. D'où la difficulté de démêler le vrai du faux.

Aspect du problème qu'a parfaitement cerné Jacques Baud : « ... le fait que les "coupables" refusent l'assistance d'un conseil juridique (à défaut d'un avocat) souligne le caractère héraldiste de leurs "aveux". Sans doute innocents pour la plupart des crimes dont ils s'accusent, ils en assument une responsabilité au niveau de l'intention. Ainsi, le système judiciaire américain leur donne l'opportunité de poursuivre leur djihad et de servir de modèles pour de

nouvelles générations de terroristes ! Ici également, cette démarche éclaire une dimension asymétrique. Le système des tribunaux militaires mis en place pour juger les terroristes présumés ne permet pas de produire des témoins ou des discussions contradictoires par rapport aux charges retenues contre les accusés. En d'autres termes, il n'y a aucun moyen pour déterminer la véracité des crimes dont s'accusent les détenus. Ainsi, ces procès ne permettront pas de faire toute la lumière sur les faits réels, mais les condamnés auront rempli leur part du "contrat" de djihadiste »[41](#).

On ne prête qu'aux riches

Par ailleurs, quant à la nature de ce qui s'est passé sur le terrain, nous nous sommes volontairement limités aux actions suffisamment avérées prêtées aux SR israéliens, accusés par une partie des médias du Proche et du Moyen-Orient et une certaine presse conspirationniste d'à peu près tout ce qui ne va pas dans cette région du monde, y compris le mauvais temps et la Grippe A...

Même les plus avertis des observateurs peuvent se faire surprendre par des analyses parfois tirées par les cheveux.

En effet, au-delà du fait qu'il n'existe aucune preuve venant étayer cette vision des choses, il me semble impossible de suivre Gordon Thomas, lorsqu'il adopte, dans son dernier livre sur le Mossad[42](#), la thèse d'un rapprochement[43](#) entre le Hezbollah et Al-Qaïda.

Ne serait-ce que parce que ces deux adversaires autoproclamés d'Israël ne mènent pas la même guerre face à l'État hébreu. La vision djihadiste des différentes composantes d'Al-Qaïda est celle d'un affrontement limité et sans nécessité de victoire(s) sur le terrain. Elle est donc sans rapport[44](#) avec la guerre asymétrique[45](#) de longue haleine que conduit le Parti de Dieu face à la machine de guerre israélienne, s'inspirant, elle, largement[46](#) de la stratégie des Cinq cercles de Warden.

L'implication du Mossad dans la mort de Lady Di, dont Gordon Thomas fait également mention, nous semble tout aussi peu solide. En dépit des enquêtes officielles ou privées conduites à ce sujet.

Mais, les Israéliens eux-mêmes ne sont pas les derniers à colporter les rumeurs les plus variées sur leurs SR. Ainsi, en décembre 1966, l'hebdomadaire pornographique local, Boul, tenta de publier une enquête dans laquelle il accusait le Mossad d'avoir été mêlé à l'Affaire Ben Barka. Dans les

faits, il semble que, côté marocain, le général Oufkir ait bien sollicité l'aide du Mossad, essuyant un refus de son patron d'alors. Meïr Amit, qui écrira par la suite : « Nous sommes sortis complètement blanchis de cette affaire »⁴⁷. Un avis que partagera David Golomb – en dépit des efforts du prédécesseur d'Amit à la tête du Mossad, Isser Harel qui, dicit Tom Séguév, « exérait son remplaçant »⁴⁸, de le persuader du contraire. Golomb, in fine, se limitant à un laconique : « Il m'apparut que nous étions mêlés à ce meurtre de manière très indirecte »⁴⁹.

La thèse de l'implication du Mossad dans l'enlèvement de Ben Barka a, notamment, été défendue par René Naba. Mais ses arguments nous semblant largement insuffisants pour conforter cette thèse, nous ne les reprendrons pas ici.

Parmi les dernières opérations que l'on prête aux SR israéliens (en conjonction avec les SR de l'Autorité palestinienne et Mohammed Dahlan) est le coup de force tenté dans la Bande de Gaza par un groupuscule salafiste (lié ?) à Al-Qaïda. Assez tiré par les cheveux⁵⁰ et, un échec : le Hamas ayant mis moins d'une journée à régler le problème.

Au niveau des rumeurs, certains médias, à défaut de sérieux, font parfois preuve d'une imagination débordante.

Parmi les thèses les plus grand-guignolesques, celle voulant que le Mossad ait pu se trouver derrière une tentative de coup d'État en Turquie, en 2004. C'est du moins ce que croyaient avoir trouvé nos confrères de Milliyet.

Comme il n'y a que rarement fumée sans feu, rappelons que, effectivement, une organisation ultranationaliste turque, Ergenekon, « soupçonnée d'avoir des liens avec l'armée »⁵¹, a bien vu une partie de ses membres arrêtés pour avoir comploté en vue de renverser le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdoğan. Concrètement, les forces de sécurité turques ont emprisonné plusieurs membres du groupe Ergenekon, dont des généraux à la retraite, des hommes politiques, des juristes et des journalistes connus. Là où cela se corse, c'est que les enquêteurs auraient aussi découvert des preuves de l'implication d'un rabbin, nommé Tuncay Guney, mais qui s'est enfui au Canada.

Preuve de la forfaiture (sic) du religieux : un document, découvert par le quotidien Sabah, montrant que Guney aurait « sciemment infiltré »⁵² le groupe Ergenekon et le Jandarma Istihbarat Teskilati'nin⁵³ (JITEM) suspectée d'être responsable d'assassinats et d'enlèvements⁵⁴.

Diable ! Et comment est-on si sûr de la culpabilité de cet homme de D [ieu] ? Je vous le donne en mille : un autre quotidien (turc) Yeni Safak, a, lui, affirmé qu'ont été découverts au domicile dudit Guney des sacs contenant le

« drapeau israélien et l’emblème du Mossad⁵⁵ ». Mais, bon sang, c’est bien sûr ! Tout le monde sait ça : les espions gardent chez eux les grigris de leur centrale et le drapeau de leur pays ! Histoire de ne pas oublier leur vraie raison d’exister. Pas crédible, tout ça...

Autre affaire ne manquant pas de piquant, à défaut de réalité, celle levée par le journal algérien Ennahar qui lança l’information (sic) que le Mossad avait recruté et entraîné⁵⁶ des Maghrébins proches d’Al-Qaïda afin de leur faire commettre des attentats sur le sol européen. Abominations que l’on se hâterait d’attribuer à leur maison-mère (Al-Qaïda) ! But de cette abracadabrantesque opération : Israël craignant pour « ses intérêts stratégiques », comptait « les protéger à travers le terrorisme »... Ennahar n’expliquait pas vraiment en quoi faire exploser des bombes en Europe, au nom d’Al-Qaïda-Maghreb⁵⁷, allait, tant que cela, aider Tel-Aviv. Les précédentes vagues terroristes en Europe (Londres ou Madrid) n’ayant pas débouché sur des rapprochements significatifs entre les positions du Royaume-Uni, de l’Espagne et de Tel-Aviv⁵⁸, un tel mode opératoire comportant toujours le risque que ces commanditaires réels soient, un jour, découverts⁵⁹.

L’information (re-sic), datant du printemps 2009, précisait même que les attentats en question auraient lieu, pour ainsi dire dans la foulée, à l’été. Comme l’Europe (pas de chance pour nos Cassandre) ne connut AUCUN attenticule, cet été-là, on en déduira, soit :

Que les instructeurs du Mossad (ou de l’armée, qui sous-traite le plus souvent ce genre de cursus pyrotechnique) ne soient même plus capables de former qui que ce soit au maniement des explosifs. Ce qui est, tout de même, navrant pour des instructeurs militaires.

Que les élèves n’ont RIEN retenu de leur stage. Manque de chance pour le Mossad, qui aurait, en l’espèce, débauché les sympathisants les plus nuls d’Al-Qaïda dans tout le Maghreb !

Pour se rendre compte du ridicule de certaines accusations, il suffit de rappeler que les SR israéliens, pour efficaces qu’ils puissent être (et, comme leurs pairs, ils ont connu leur lot d’échecs), ne disposent pas des personnels à même de conduire la foultitude d’actions que la rumeur leur prête. Seuls les SR militaires disposent d’effectifs relativement importants, mais il ne s’agit pas de confondre bureaucrates, bidasses et magasiniers avec des agents de terrain !

Ainsi, pour le Mossad, si l’on en croit ce qu’en écrit Jacques Baud, l’un des meilleurs connaisseurs de l’univers du Renseignement, ses effectifs globaux, s’ils comptent « 1 200 à 2 000 collaborateurs permanents »⁶⁰, sur ce nombre :

seuls 500 sont des agents de Renseignements, des Katsa.

À souligner, également, qu'une part importante du travail des Renseignements israéliens est mené par des correspondants volontaires non rétribués : les Sayanim. Personnels dévoués, mais qui, pour la plupart, ne peuvent conduire que des opérations de routine. Vitales et indispensables, mais qui ne font pas d'eux des clones de Jason Bourne.

Et avec quels moyens ? Rappelons que, d'une manière générale, les SR sont chiches de moyens financiers qui leur sont généralement comptés. L'on notera que le Lekem avait promis jusqu'à 300 000 \$ US à Jonathan Jay Pollard. Mais ne lui en versera, au bout du compte, que 45.000 !

Une exception notable, pour Israël en tout cas, le cas de l'ingénieur suisse Alfred Frauenknecht qui vendra au Lekem les plans du Mirage III (en dotation dans la Troupe aérienne suisse). Frauenknecht touchera la somme non négligeable de 200 000 \$ US comme prix de sa trahison. Mais les enjeux n'étaient pas les mêmes. Dans le cas de Frauenknecht, il s'agissait, pour Tel-Aviv de lancer, dans un laps de temps extrêmement court, une industrie aéronautique militaire digne de ce nom...

Dissimulation, Manipulation, Déception

Entre dissimulation et communication (le plus souvent une absence de communication), la perception qu'a le public des SR israéliens doit également beaucoup à l'image qu'en donne le monde extérieur, à commencer les moyens de communication de masse : les mass medias. De par leur nature, les SR israéliens (et les SR de manière générale) informent assez peu, désinforment du mieux possible et fuient la publicité comme la peste, appliquant l'adage populaire : « Pour vivre heureux, vivons cachés ».

Le problème de la dissimulation est qu'elle pave la voie aux rumeurs. Et, évidemment, si l'on en croit certains milieux conspirationnistes, tout ce qui a vocation à communiquer, informer, voire distraire de par le vaste monde est, forcément, à la solde de l'État hébreu, donc de ses SR.

Outre que cet infantile postulat est battu en brèche par le travail de professionnels rigoureux comme Robert Fisk, Charles Handerlin et d'autres, ce qui ne colle pas dans cette théorie, c'est le peu de productions consacrées aux SR israéliens par rapport à la masse d'opus (livres, émissions, films, etc.) produits dans le monde.

Le plus intéressant étant de constater que les meilleures sources pour se faire une idée critique d'Israël, de sa classe politique, de ses institutions, de son armée et de ses SR sont... israéliennes. Si vous voulez savoir ce qui se passe réellement en Israël, lisez plutôt Ha'aretz, Davar, et même le (conservateur) Jérusalem Post et consultez-le très à droite Israël Actualités pendant une semaine et vous en apprendrez plus qu'en vous plongeant dans les presses arabe et européenne confondues une année entière !

Ce qui est, en revanche, exact, c'est que les principaux ouvrages consacrés aux SR israéliens – lorsqu'ils ne sont pas le fait d'anciens ne respectant pas l'omerta maison, mais, là encore, gare à la désinformation et à la déception – privilégient beaucoup les confidences, distillées à doses homéopathiques, par les membres de ces SR israéliens. Donc, souvent, une production par trop hagiographique (ce qui ne veut pas dire que les infos révélées soient fausses, déception n'a jamais voulu dire invention). Mais, là encore, la règle est la même pour l'ensemble des SR.

Mais le travail de déception peut aussi être pratiqué à d'autres niveaux.

Ainsi, si l'on se rapporte à ce qu'a écrit l'Historien Tom Ségué, c'est bien à une habile opération de déception que se livra Moshé Dayan, de retour au portefeuille de la Défense en juin 1967, lorsque recevant, le 2 juin, le petit-fils de Winston Churchill, alors envoyé du News of the World, qui cherchait « à savoir si la guerre allait éclater sous deux ou trois jours, car il se demandait s'il lui fallait encore attendre à son hôtel ou alors rentrer chez lui. Dayan lui répondit qu'il pouvait rentrer chez lui sans inquiétude de rater quoi que ce soit : il était pour l'heure trop tard ou trop tôt pour déclencher une offensive, et Israël se devait de poursuivre sur la voie de la diplomatie »⁶¹. Une cible parfaite, et qui s'imposait, dans la mesure où le jeune Churchill « avait téléphoné à l'étranger en disant ouvertement que l'aviation israélienne allait déclencher une offensive »⁶².

D'une manière plus globale, si l'on se fie à ce qu'en pense Jacques Baud, il conviendrait plutôt de redescendre sur terre.

En effet, rappelle cet homme de l'art, « Les Services de Renseignements israéliens n'ont été capables de prédire pratiquement aucune des crises qui ont affecté leur propre pays ou le Moyen-Orient depuis 1960. Concernant les mouvements palestiniens et libanais, les SR israéliens ont systématiquement sous-évalué leur capacité à se mobiliser et à se battre. Concernant la Syrie, ils ont systématiquement annoncé sa volonté d'attaquer Israël (1996 et 2006). Les SR israéliens ont gagné leurs lettres de noblesse dans l'action, mais non dans l'analyse – qui devrait être leur domaine »⁶³.

Jacques Baud parle donc à ce sujet d'un « déficit analytique » qui « est à l'origine de nombreuses pannes stratégiques israéliennes, dont la plus connue est la surprise causée par l'attaque égyptienne en octobre 1973 et la dernière est l'échec de l'offensive au Sud-Liban de 2006. Mais il affecte également les capacités d'Israël à aborder la question de la paix. Ainsi, les SR israéliens ont été incapables d'anticiper le processus de paix qui a conduit aux Accords d'Oslo (1993). Afin de surmonter ce problème, le SR militaire israélien a créé une unité dite de l'«avocat du diable» destinée à apporter d'autres points de vue dans l'analyse des SR »[64](#).

Toutefois, maîtriser de bout en bout les techniques de manipulation et de déception n'est pas toujours évident. Surtout dès lors que la politique s'en mêle. Ainsi, sous le premier mandat de Binyamin Nétanyahu en tant que Premier ministre, le bilan d'une opération ratée des Kommando Yami, avait déjà, remis en cause, la donne politique israélienne vis-à-vis de ce que les Israéliens considèrent comme leur Front Nord, à savoir la frontière libanaise.

Au-delà des protestations du personnel politique, le ministre de la Défense et les responsables des Renseignements de l'armée avaient dû se justifier et présenter, à la hâte, des rapports sur la situation au Liban. Du côté de la présidence du Conseil, Binyamin Nétanyahu s'était emporté, lors d'une visite d'une base des fusiliers marins, contre les « bavardages intempestifs » y compris au sein de son gouvernement. Selon lui, les « propos inconsidérés concernant un retrait hâtif du Liban alimentent les mesures agressives du Hezbollah ». Ce qui, à bien y réfléchir, n'était pas faux. « Nous souhaitons nous sortir du Liban, mais nous devons nous assurer que cette étape s'effectue dans les conditions adéquates », avait tenté de faire valoir le Premier ministre en plein Conseil des ministres, notant combien « les vains propos touchant à un retrait rapide du Liban, sous pression ennemie ne font qu'encourager le Hezbollah et ses semblables ». Nétanyahu aurait même souligné que cette question « ne devait être abordée qu'au sein du cabinet et non en public ». Rappelant qu'« Il n'existe pas de solutions faciles ni de remèdes miracles ». À noter que, sur ce dossier, le président israélien, Ezer Weizman (toute colombe qu'il fut) tiendra un discours de la même veine que le Likoud et Nétanyahu : « Si nous baissions les bras, la nation s'effondrerait. Nous devons rester fermes, en dépit des critiques, et garder notre sang-froid ».

Mais, la communauté du Renseignement peut aussi faire correctement son travail sans que celui-ci soit reconnu à sa juste valeur. Ainsi, comme le rappelle encore Jacques Baud, « ... les SR israéliens avaient prédit les problèmes liés au développement du Hamas en Palestine, mais n'ont pas été écoutés par les dirigeants politiques alors en exercice (notamment Ariel Sharon) »[65](#).

Le Département politique des Affaires étrangères

Le tableau des SR israéliens ne serait pas complet dans la mention du Machleket Ha'Keher (Direction de la Recherche & de la Planification politique ou en anglais Research & Political Planning Center). Ce département constitue un véritable Service de Renseignements à part entière. Sa mission principale consiste à collecter à l'étranger l'information de nature politique. Il est à noter que, contrairement à l'antagonisme latent qui oppose espions et diplomates dans la plupart des pays occidentaux, en Israël, la synergie réelle qui prévaut entre les SR classiques et le Département Renseignement du ministère des Affaires étrangères est un atout major pour la collecte, l'acheminement et le traitement des informations. Mais, attention, le fait que la branche Renseignement des Affaires étrangères collabore activement avec les autres SR ne signifie pas pour autant que :

Le Machleket Ha'Keher soit, pour autant, au fait de toutes les opérations conduites à l'étranger par ces mêmes services.

Le personnel diplomatique, a fortiori, soit mis au courant de ces opérations.

Une manière de dire des opérations comme l'Affaire de Dubaï ont parfaitement pu être menées à bien à l'insu du Machleket Ha'Keher et des Affaires étrangères, plus généralement.

1. Le terme hébreu le plus usité est *Sikul Memukad* (prévention ciblée).
2. Abréviation de *Plugot Sadeh*. Le *Fo'Sh* était placé sous le commandement de Yitzakh Sadeh, un chef excentrique, mais charismatique et hors pair que ses hommes surnommaient *Hazaken* (le Vieux).
3. *MI4*, Département du *British Directorate of Military Intelligence*, *Section 4*.
4. L'*Office of Strategic Services* (OSS), l'ancêtre de la CIA.
5. *La Voix des Opprimés* (3 février 2004), <http://news.stcom.net>.
6. Une tactique qui, selon certaines sources, semblerait refluer en Iran, visant, cette fois-ci, les savants impliqués dans la recherche nucléaire.
7. J'écris « *les pays arabes* », parce que le lancement de cette industrie d'armement panarabe aurait dû se faire dans le cadre de la *République Arabe Unie* (qui sera, elle aussi, un retentissant échec, mais, là, pour des raisons strictement imputables aux dirigeants arabes eux-mêmes).
8. Voir l'exemple jordanien où, désormais coaché par le *King Abdullah II Design & Development Bureau* (KADDB) *Investment Group*, les entreprises comme *JoSecure Intl*, *CLS Jordan*, *NP Aerospace Jordan*, *ARM*, *Jordan Amco*, *SAJ*, *JLM*, *JorAmmo*, *JMSS* tissent surtout des partenariats avec des entreprises occidentales. Une seule exception notable :

JRESO, qui est une *joint venture* entre KADDB et JSCS tournée vers la Russie.

9. 1967, *Six jours qui ont changé le monde*, p.41, Tom Séguez, Hachette Grand Pluriel, 2007.

10. Qui arrangeait tout le monde : a) Paris qui évitait d'inévitables recours juridiques contre sa décision, *totalemment* arbitraire, économiquement parlant ; b) Tel-Aviv qui récupérait ses précieuses vedettes...

11. *La Voix des Opprimés* (3 février 2004), <http://news.stcom.net>.

12. *Ibid.*

13. Ayant fait l'objet d'au moins *deux directives présidentielles* : l'une du président américain, Gerald Ford, la seconde, revue à la baisse *dans son énoncé* (*quid* des actes ?) est-il important de le préciser, de Jimmy Carter. À noter que si le *Presidential Executive Order n° 12333* (4 décembre 1981) limite effectivement les opérations de *décapitation*, en revanche, celles-ci restent parfaitement réalisables sur *Lethal Findings*, signés par n'importe lequel des présidents US.

14. Mais Yasser Arafat n'a jamais été reconnu, internationalement parlant, comme un chef d'État, mais, limitativement, comme le président d'une *Autorité nationale*...

15. Général en chef des armées chiliennes de 1970 à 1973 sous la présidence d'Eduardo Frei Montalva puis de Salvador Allende. Il fut également brièvement ministre de l'Intérieur puis de la Défense d'Allende.

16. *Dirección de Inteligencia nacional* (*Direction nationale du renseignement*) En raison de son image fortement négative, elle fut renommée en 1977 *Central Nacional de Información* (CNI).

17. Le général Manuel Contreras, en fait, directeur de la *Dina*.

18. *Le Livre noir de la CIA*, p.215, Yvonnick Denoël, Nouveau Monde, 2007.

19. L'assistante de Letelier.

20. *Le Livre noir de la CIA*, p.215, Yvonnick Denoël, Nouveau Monde, 2007.

21. *Ibid.*

22. Structure d'assassinats mis en place par plusieurs dictatures d'Amérique latine. À noter que la plupart de ses exécutants ont reçu leur formation terroriste des... États-Unis (*CIA, School of Americas*).

23. *Le Livre noir de la CIA*, p.215, Yvonnick Denoël, Nouveau Monde, 2007.

24. *Ibid.*

25. *Le Pari de la Guerre*, p.204, Ariel Colonomos, Denoël, 2009.

26. *Deviendra*, parce qu'à l'évidence, la traque des responsables de la *Tragédie de Munich* était autant *réactive* que *préventive*.

27. Le rôle de la police et des autorités allemandes, notamment.

28. Réellement ou réputés tels.

29. En fait, pour des raisons assez faciles à comprendre, ces éléments arabes et/ou arabisants sont davantage nécessaires à des missions d'*immersion* qu'aux opérations de *décapitation* elles-mêmes.

30. *Encyclopédie des Terrorismes & violences organisées*, p.242, Jacques Baud, Lavauzelle, 2009.

31. *Ibid.*

32. *Ibid.*

33. *Encyclopédie des Terrorismes & violences organisées*, p.343, Jacques Baud, Lavauzelle, 2009.

34. Et leur peu de réactivité.

35. Les *Grupos antiterroristas de liberación* (GAL), mis en place peu après l'arrivée au pouvoir du dirigeant *socialiste* Felipe Gonzalès, les *GAL* sont responsables de 27 assassinats

en France. Le 29 juillet 1998, l'ancien ministre espagnol de l'Intérieur José Barrionuevo, et l'ancien gouverneur de la Province de Biscaye, Julian Santristobal, ont été condamnés à 10 ans de prison en tant que commanditaires des *GAL*.

36. Ces deux pays européens occupant toujours, l'un : l'Eukadi, l'autre : l'Irlande du Nord.

37. Voire moins. En effet, contrairement à certaines idées reçues, *Tsahal* aurait eu, dans de nombreux cas, la main moins lourde que nombre d'autres États. Ainsi, en nombre de victimes civiles, Tel-Aviv se situe nettement en-deçà de Londres (Irlande occupée), sur le long terme ; et Washington (Mogadiscio en 1993, *Opération Gothic Serpent*), ponctuellement.

38. *Djihad, l'Asymétrie entre fanatisme & incompréhension*, p.23, Jacques Baud, Lavauzelle, 2009.

39. Ce qui implique une *double* responsabilité de l'occupant : *morale* et *juridique*. Cette responsabilité s'étendant, évidemment, aux centres d'interrogatoire de la *CIA* hors du territoire US.

40. Un exemple, contrairement aux criminels qui se débarrassent de leurs armes, leurs méfaits accomplis, de nombreuses organisations (dites) terroristes réutilisent *délibérément* des armes ayant déjà servi. Ainsi, leur identification par les SR et les services scientifiques concernés, permet de *signer* leurs opérations.

41. *Djihad, l'Asymétrie entre fanatisme & incompréhension*, p.28, Jacques Baud, Lavauzelle, 2009.

42. *Mossad : les nouveaux défis*, p.232, Gordon Thomas, 2008, ISBN 978-2757802878.

43. Il existe, en effet, un abysse, entre avoir des *contacts* – ce qui est le cas, par exemple, de la *DCRI* française et du *Vévak* iranien, par le biais des agents de liaison en poste dans les ambassades iraniennes par le monde – et *s'être rapproché* de...

44. Ni même points communs.

45. Des *Deux parcours*, tels que définis par le secrétaire général adjoint du Hezbollah, Cheikh Na'im Qâsseem, dans son livre, *Hezbollah, la voie, l'expérience, l'avenir*, AlBouraqa, 2008.

46. Trop largement, conviendrait-il de dire.

47. *1967, Six jours qui ont changé le monde*, p.108, Tom Ségué, Hachette Grand Pluriel, 2007.

48. *1967, Six jours qui ont changé le monde*, p.107, Tom Ségué, Hachette Grand Pluriel, 2007.

49. *Ibid.*

50. Le rôle, seul, des SR de l'Autorité palestinienne, semble plus probable.

51. Pléonasme s'il en fut.

52. Encore heureux. L'*infiltration* par étourderie se pratique assez peu, du moins à notre connaissance...

53. Cellule de Renseignement de la *Jandarma* (gendarmerie turque). À ne pas confondre avec le *Ozel Jandarma Komando Bolugu (OJKB)*, dont les missions relèvent de l'antiterrorisme, de la libération d'otages, et de la lutte anticriminalité, un peu à la manière du *GIGN* français.

54. Il était temps d'intervenir, visiblement...

55. L'auteur du présent ouvrage détient, chez lui, sous une forme ou une autre, l'emblème de près de 80 % des SR, des groupes terroristes et d'opposition armée du monde. Sans parler de l'organigramme de certains d'entre eux ! Alors, qu'en déduire ?

56. En Israël même. Par souci de discrétion, sans doute ?

57. Au niveau des allégations : les SR iraniens, on aurait mieux compris, mais passons.

58. Les SR de ces pays collaborant, depuis des décennies, en matière de lutte antiterroriste.

59. Ce qui, à titre d'exemple, a été le cas d'attentats perpétrés pour le compte de la *DRM* algérienne par des groupes salafistes instrumentalisés. Or, garder le secret sur le long terme

est souvent plus difficile que réaliser les opérations elles-mêmes.

60. *Encyclopédie du Renseignement & des Services secrets*, p. 469, Jacques Baud, Lavauzelle, 2002.

61. *1967, Six jours qui ont changé le monde*, p.366, Tom Ségué, Hachette Grand Pluriel, 2007.

62. *Ibid.*

63. *Djihad, l'Asymétrie entre fanatisme & incompréhension*, p.54, Jacques Baud, Lavauzelle, 2009.

64. *Djihad, l'Asymétrie entre fanatisme & incompréhension*, p.54, Jacques Baud, Lavauzelle, 2009.

65. *Ibid.*

CHAPITRE 1 – ISSER HAREL & RAFI EITAN, LES MAÎTRES-ESPIONS

Isser Harel, un grand patron du Renseignement – Rafi Eitan, l'homme de tous les coups durs – Capturer Eichmann – L'Opération Colère de Dieu

Les guerres modernes nous l'ont parfois fait oublier, mais le meilleur des Renseignements est celui recueilli sur le terrain par des professionnels. Donc, pour dire plus nettement les choses : les espions. Encore et toujours, en 2010 comme lors de la guerre du Péloponnèse⁶⁶, les hommes de l'ombre restent indispensables pour résoudre, brutalement si nécessaire, les cas non conformes résistant à toutes les autres options. À meilleure preuve, tous les dispositifs sécuritaires hi-tech, en vigueur à Dubaï n'ont pu empêcher le Mossad d'y réaliser une de ses plus retentissantes opérations d'élimination. Leçon à prendre en compte pour tous les SR du monde⁶⁷, l'Elint⁶⁸ ou le Sigint⁶⁹, n'effaceront jamais l'Humint⁷⁰. Pour régler définitivement le cas Mahmoud al-Mahboubh, de longtemps sur la liste noire de Tel-Aviv, il fallait des professionnels sur place.

Des hommes de l'art. Donc, quelque part, des maîtres-espions. C'est pour tout cela que nous commencerons notre plongée dans l'univers des SR israéliens par la présentation de deux hommes Isser Harel et Rafi Eitan – et de deux des opérations emblématiques auxquelles ils ont été mêlés : la capture d'Adolf Eichmann et l'Opération Colère de Dieu destinée à punir les auteurs de la Tragédie de Munich – sans qui le Renseignement israélien ne serait jamais devenu la redoutable machine de guerre à laquelle beaucoup font référence sans jamais réellement la connaître.

Isser Harel, un grand patron du Renseignement

Isser Harel Halperin (1912-2003), dénommé Isser le petit pour le distinguer de Isser le grand⁷¹, restera dans l'histoire du pays comme l'un des grands noms des Services secrets israéliens. Durant de nombreuses années, bien qu'il ne

soit pas celui qui a créé et mis en place le Mossad⁷², Harel fut bien l'homme fort de la Communauté du Renseignement de l'État hébreu.

Né en Biélorussie, Isser Harel fit sa montée (Alya) en Israël en 1930. C'est en 1944 qu'il débuta ses activités dans les Renseignements lorsqu'il rejoignit les rangs du Sherut Ha'Yediot Ha'Artzit⁷³, le Sha'Y. Il fut nommé, assez rapidement, chef du Département interne du SR, qui s'occupait de la collecte des informations sur les différents organismes et individualités du Yichouv, par exemple les groupes armés comme le Etzel, le Lehi, leurs chefs, leurs activistes, etc.

Avec la création de Tsahal, le Sha'Y fut démantelé, et son activité répartie entre trois organismes différents, l'un d'entre eux étant le Sherut Ha'Bitaron Ha'Klali, le Shabak, à la tête duquel fut placé Isser Harel, avec le grade de lieutenant-colonel. Il passa, ensuite à la tête du Ha'Mossad Ley'Modi'in u-lé Tafkidim Méyuh'Adim, le Mossad. Poste qu'il va occuper jusqu'en 1963.

Harel n'en aura pas, pour autant, fini avec le Renseignement, puisqu'en en 1965, le Premier ministre, Lévi Eshkol, le nomme conseiller pour les Questions de Renseignements. En 1969, il finira par se laisser tenter par la politique et rejoint la liste officielle du parti de David Ben-Gourion. Élu, il fut député durant la 7^e Knesset. Après sa démission, il consacra le reste de ses années, outre ses activités d'homme d'affaires, à écrire des livres sur les... Renseignements. Le plus célèbre d'entre eux restant La Maison dans la rue Garibaldi, où il décrit l'enlèvement d'Eichmann.

Durant les années qu'Isser Harel passa à la tête du Renseignement israélien, on lui doit un nombre non négligeable de coups d'éclat, parmi lesquels :

L'enlèvement d'Eichmann, qu'il supervisa personnellement.

La restitution de Yossele Shumacher. Une sordide affaire d'enlèvement d'enfant, par des juifs orthodoxes. Le jeune Yossele fut finalement retrouvé à Williamsburg, Brooklyn (USA) et rendu à sa famille.

La découverte d'une foultitude d'espions dans les limites géographiques d'Israël, comme Yisrael Bar⁷⁴. Cet ancien lieutenant-colonel, qui était aussi un commentateur et historien militaire reconnu, occupait un poste clé au ministère de la Défense. Il fut arrêté le 31 mars 1961, pour espionnage au profit de l'URSS.

L'obtention du discours secret du chef de l'Union soviétique d'alors, Nikita Khrouchtchev, lors de la 20^e Conférence du PCUS, qui blâmait pour la première fois les crimes attribués à Staline.

Au cours de sa longue carrière, Isser Harel dut également faire face à de

nombreuses et vives critiques. Notamment de ne pas suffisamment faire la part des choses entre son activité en faveur de la sécurité du pays et son activité politique. Concrètement, Isser Harel a toujours eu un faible pour le Mapaï et son chef, David Ben-Gourion. Ce dernier étant considéré comme son mentor politique⁷⁵. C'est ainsi qu'Isser Harel fut mêlé à une affaire d'écoutes visant le leader du Mapam, Meïr Yaari, le grand rival de Ben-Gourion.

À noter qu'en 1963, lorsqu'Harel démissionna de ses fonctions à la tête du Mossad, ce fut en raison de divergences graves avec Ben-Gourion. Concrètement, il entraîna avec lui une partie des cadres qu'il avait formés, provoquant de ce fait un certain chaos dans la maison. Isser Harel est décédé le 18 février 2003.

Parmi, les anecdotes qui fleurissent à son sujet, mentionnons, celle⁷⁶ selon laquelle, lors de sa rencontre à Washington, en 1954, avec le nouveau directeur de la CIA, le pince-sans-rire Allen Dulles, Isser Harel lui offrit une dague sur laquelle était gravée cette citation des Psaumes : « Jamais le gardien d'Israël ne dort ni ne somnole »⁷⁷. « Comptez sur moi pour garder l'œil ouvert avec vous », lui rétorqua Dulles. On lui prête également ces mots, lorsque prenant un taxi, Isser Harel répondit au chauffeur qui lui demandait simplement où le déposer : « C'est un secret » !

Rafi Eitan, l'homme de tous les coups durs

Rafaël Eitan Hanitman, plus connu sous le nom de Rafi Eitan, naquit à Ayin-Harod, le 23 novembre 1926. Comme beaucoup d'Israéliens de son époque, il servit dans la Pal'Mach et participa, entre autres, à la libération des immigrants clandestins de Atlit et à l'opération, dite de la Nuit des ponts (Heyl'Ha'Gesharim). Lors de son passage dans la Pal'Mach, il tomba dans un trou d'égouts et reçut ; à cette mémorable occasion, le surnom de Rafi, le puant. Surnom dont il ne réussira jamais à se défaire.

Après sa libération de la Division Yiftah, où il servait, Rafi Eitan rejoignit le Sherut Ha'Bitaron Ha'Klali (Shabak), avant de passer au Ha'Mossad Ley'Modi'in u-lé Tafkaidim Méyuh'Adim (Mossad), en 1951, où il atteint le poste de sous-directeur des Opérations. C'est à ce poste qu'il mena à bien l'enlèvement d'Eichmann, qui avait, enfin, été localisé en Argentine.

En 1968, plusieurs de ses subordonnés tentèrent de convaincre Rafi Eitan d'aller plaider sa cause à sa place, afin qu'il puisse prendre la tête du Mossad. Mais avant que Rafi Eitan ait eu le temps de se décider, le poste revint à un

homme lige du Parti travailliste, Zvi Zamir, un bureaucrate dans l'âme. Dépité, Rafi Eitan préféra rendre son tablier. Eitan, qui n'avait rien contre son nouveau patron, sentait simplement que le Bureau cesserait d'être un lieu où il se sentirait à l'aise. Sous Isser Harel et Meïr Amit, des directeurs pourtant peu commodes, il avait toujours eu la possibilité d'opérer à sa guise et ne s'en était pas privé. Or, quelque chose lui disait qu'avec Zamir ces temps héroïques étaient désormais révolus. « Ce n'était plus un boulot pour moi », confia-t-il à ses proches.

Rafaël Rafi Eitan, tenté par la vie civile, créa un cabinet de consultant. Mais l'affaire périclita assez rapidement. Au bout d'un an, Rafi Eitan fit savoir qu'il était prêt à regagner le giron du Renseignement. Et il rejoignit, dès 1970, le Shabak, où, là encore, il assura la direction des Opérations.

Eitan continua son travail dans les SR jusqu'en 1972, date à laquelle il quitta, derechef, ses fonctions pour le privé. Mais en 1978, Menahem Begin, alors Premier ministre, le rappela pour en faire son conseiller pour les Questions de terrorisme. En 1981, enfin, Rafaël Rafi Eitan fut nommé à la tête du Leshkat Ley'Keshrei Madao (Lekem, ou Bureau de liaison & de recherches scientifiques). Le moins connu des SR israéliens. Éclaboussé par l'affaire Pollard, Eitan dut rendre son tablier pour prendre la tête d'Israeli Chemicals. Poste qu'il quitta en 1993 à l'âge de 67 ans.

Rafi Eitan a toujours été un homme de terrain et un incomparable chef de mission. Et un chef de mission qui n'hésitait pas à se salir les mains. Comme il l'a confié à Gordon Thomas : « Chaque fois que j'ai dû tuer quelqu'un, j'ai éprouvé le besoin de le regarder dans les yeux. Dans le blanc des yeux. Ensuite, je me sentais calme et concentré. Je ne pensais plus qu'à ce que j'avais à faire, et je le faisais. C'est tout »⁷⁸.

En fait, bien que sous-directeur des Opérations, passer sa vie derrière un bureau pendant que ses hommes se chargeaient du sale boulot, n'était résolument pas son style. Rafi Eitan ne manquera jamais aucune occasion de se rendre sur le terrain, affirmant, calmement, que « Quand on ne fait pas partie de la solution, c'est qu'on fait partie du problème »⁷⁹.

Capter Eichmann

Après la 2^e Guerre mondiale, une première forme de traque des criminels de guerre nazis avait bien été lancée par des survivants de la Shoah, qui s'étaient eux-mêmes proclamés les Nokmin⁸⁰. Pragmatiques à l'excès, ils ne se

donnaient pas la peine d'intenter de longues et coûteuses procédures judiciaires⁸¹ : ceux des criminels nazis qu'ils retrouvaient étaient sommairement liquidés, avec les moyens du bord, poison y compris. Une guerre de l'ombre, absolue, féroce et sans concessions. Mais, efficace !...

Étrangement, jusqu'à la capture d'Eichmman, cette traque ne sembla pas être une priorité pour Israël. En tant qu'entité nationale constituée, l'État hébreu se préoccupait davantage de sa survie immédiate, encerclé qu'il était par des États hostiles et quasiment à parité militaire avec lui⁸² et menaçant régulièrement de rejeter les juifs à la mer⁸³.

Une autre raison qui explique, pour partie, les limites imposées de facto à la traque des anciens nazis, est, à l'évidence, l'intérêt manifeste de l'ami américain pour ces derniers. Si le rôle des savants du III^e Reich dans le succès des programmes spatiaux US est connu⁸⁴, celui, moins affriolant, d'anciens criminels de guerre comme Klaus Barbie, utilisés pour leur entregent supposé en Europe de l'Est et en Amérique latine, a longtemps joué dans la retenue des Israéliens. Ne serait-ce parce que la communauté du Renseignement US pratiquait une forte rétention des informations concernant ses supplétifs recrutés dans les rangs de la Waffen SS, de l'Abwehr et du Sicherheitsdienst (SD). Lorsque les Américains ne protégeaient pas, directement ou indirectement, les personnes recherchées par les Vengeurs puis par le Mossad ! Dans la pratique, pour le Mossad, le Kidon ou autre, s'en prendre à ces anciens nazis aurait revenu à s'en prendre à des professionnels du Renseignement travaillant pour les USA et la CIA, agence avec laquelle Tel-Aviv pratiquait des échanges constants et nécessaires...

Ces faits ont été niés, jusqu'à une date récente, par les différentes administrations des États-Unis. La déclassification d'un certain nombre d'archives US a permis une remise à plat du dossier et est révélateur à ce sujet.

Ainsi, le 15 novembre 1949, le US Department of State se fendait d'un Restricted Incoming Message au High Commissioner for Germany de Francfort (HICOG Frankfurt), stipulant très précisément que le Département avait reçu une note française, indiquant très clairement que dénommé Klaus Barbie « citoyen allemand, ancien chef de la Gestapo de Lyon, est poursuivi par le tribunal militaire de Lyon pour crimes de guerre. Deux mandats d'arrêt ont été établis les 1^{er} août et 12 septembre 1945 (...). Le juge français en charge de la Gestapo lyonnaise a réclamé avec insistance par le biais des autorités judiciaires de Baden-Baden que Barbie leur soit livré. En dépit de sollicitations multiples, les autorités américaines n'ont ni arrêté ni rendu Barbie (...). Si un jugement devait être rendu alors qu'un des accusés principaux est toujours libre en zone américaine, les avocats d'autres accusés

exploiteraient certainement le fait que les autorités américaines ont refusé de livrer Barbie. La presse s'en emparerait et l'opinion française en serait gravement indignée (...). Par conséquent le Département demande l'arrestation de Barbie et suggère de répondre aux Français que l'affaire sera traitée comme une priorité par le Haut-Commissariat »⁸⁵.

Pas gêné par une once, l'Office of the United States High Commissioner for Germany affirmait, le 5 mai 1950, au, je cite, « Dear Monsieur H. Lebegue, Director of the Legal Division, Office of the French High Commissioner for Germany » (sic), « avoir enquêté sur le cas de Klaus Barbie ». Hélas, « une recherche méticuleuse a été menée par la Branche de la sécurité publique du Haut-Commissariat sans parvenir à localiser les coordonnées de Barbie »⁸⁶. CQFD !

Or, comme l'a écrit, Yvonnick Denoël, « À la même date, Klaus Barbie est salarié par l'OPC, une branche quasi indépendante de la CIA dédiée à la lutte clandestine anticomuniste, sous les ordres de Franck Wisner (elle se fonda en 1952 dans la direction des Opérations de la CIA »⁸⁷.

Le rôle des États-Unis en cette sombre affaire a été reconnu par l'Attaché spécial auprès du sous-secrétaire à la Justice, Allan A. Ryan Jr, dans un mémorandum pour le ministre de la Justice des États-Unis, d'août 1983, où il écrit en toutes lettres que « comme l'a montré l'enquête menée au sujet de Klaus Barbie, des membres officiels du gouvernement des États-Unis ont directement contribué à protéger une personne recherchée pour crimes de guerre par le gouvernement français et l'ont aidé à se soustraire à la justice »⁸⁸.

De plus, concernant Israël, se posaient d'incontournables questions financières, le pays étant en permanence au bord de la banqueroute. En d'autres termes, il n'y avait pas assez d'argent dans les caisses de l'État pour aller conjurer à l'autre bout du monde les fantômes du passé. Étonnamment, les Israéliens de l'époque avaient une approche assez intériorisée de leur travail de mémoire. Les survivants vivaient avec le poids et le souvenir de leurs souffrances sans beaucoup en faire état. Leurs enfants faisaient avec. C'est la victoire de 1967⁸⁹, ainsi que la traque, réussie, d'Eichmann, qui vont leur faire appréhender le drame de la Shoah différemment.

Car cette vision intériorisée des choses n'était assurément pas celle du directeur du Mossad. Isser Harel – qui, déterminé à mettre la main sur des hommes comme Eichmann et Mengele, quel qu'en soit le coût⁹⁰ – obtint du Premier ministre, David Ben-Gourion, l'autorisation de retrouver Eichmann et de le ramener en Israël. Les investigations promettaient d'être longues. Mais, vers la fin de 1959, les Israéliens finirent par découvrir le nom d'emprunt sous

lequel se cachait Eichmann. Et le Mossad va patiemment remonter la piste de l'un de ses fils qui finit par les conduire au domicile d'Eichmann, rue Garibaldi, dans le quartier San Fernando à Buenos Aires. Isser Harel se rendit alors en Argentine pour superviser personnellement son enlèvement.

À traque exceptionnelle, chef de mission exceptionnel. Rafaël Rafi Eitan fut donc tout naturellement désigné pour ramener Eichmann en Eretz Israël, où on lui organiserait un procès en règle. Après coup, et quelques décennies, l'affaire nous paraît comme aller de soi. À l'époque, la mission était tout sauf une sinécure. En Amérique latine, les risques étaient à chaque coin de rue, ou presque. Eitan et ses hommes allaient devoir opérer à des milliers de kilomètres de leurs infrastructures, sous de fausses identités, sans pouvoir bénéficier d'appui réel. Et, ce, dans un environnement majoritairement hostile. L'Argentine, bien qu'abritant une forte communauté mosaïque, était, à l'époque, un sanctuaire pour les anciens du III^e Reich, qui, même avant l'arrivée des péronistes au pouvoir, cultivaient de solides réseaux d'amitié au sein des forces armées et police locales. En cas d'échec, une perspective à sérieusement prendre en compte, les agents du Mossad risquaient fort de finir en prison ou au cimetière.

Deux longues années durant, Rafi Eitan va tisser sa toile, se contentant d'attendre confirmation de l'information initiale. L'homme repéré dans une banlieue résidentielle de Buenos Aires sous le nom de Ricardo Klement était-il, bel et bien, sa cible : Adolf Eichmann ? Rafi Eitan était prêt à tout pour arriver au but. Y compris au pire : « J'avais décidé d'étrangler Eichmann de mes propres mains. En cas d'arrestation, je me serais défendu devant le tribunal en invoquant la loi du talion »⁹¹.

El-Al, la compagnie aérienne nationale, avait spécialement affrété, sur les fonds secrets du Mossad, un appareil de transport. Et pas n'importe lequel, un Bristol Britannia⁹². Un des meilleurs quadrimoteurs de transport de l'époque. Eitan et ses hommes arrivèrent à Buenos Aires le 1^{er} mai 1960. Ils s'installèrent dans l'une des planques⁹³ louées par un Sayan du Mossad. On loua également une douzaine de véhicules pour les déplacements et les planques. Pendant trois jours, l'équipe de repérage étudia la façon dont Eichmann se comportait à la descente du bus, au coin de la rue Garibaldi, lorsqu'il regagnait son domicile.

Le 10 mai 1960 au soir, Eitan opta pour un dispositif léger pour le kidnapping proprement dit. Soit un chauffeur et deux hommes, chargés de maîtriser Eichmann une fois dans la voiture. Quant à Rafi Eitan, il comptait rester assis à côté du chauffeur, « prêt à donner un coup de main en cas de besoin »⁹⁴. Une option qui va s'avérer décisive...

L'opération fut fixée au lendemain. Le 11 mai à 20 h, la voiture du Mossad et ses quatre passagers d'un genre un peu spécial, s'engagea, au ralenti, dans la rue Garibaldi.

Le reste est digne d'une production hollywoodienne : « On a roulé jusqu'à la hauteur d'Eichmann », racontera plus tard, Rafi Eitan. « Il marchait vite, en homme pressé de rentrer chez lui pour dîner. Dans mon dos, le spécialiste respirait régulièrement, comme on le lui avait appris à l'entraînement. L'opération était planifiée pour durer douze secondes. Notre gars devait jaillir de l'arrière, saisir Eichmann par le cou, le pousser vers la voiture. Sortir, maîtriser la cible, revenir »⁹⁵.

L'affaire pouvait-elle tourner court ? « La voiture arriva à la hauteur d'Eichmann. Le nazi se retourna à demi, décocha un regard surpris à l'agent qui jaillissait de l'auto. Soudain, celui-ci marcha sur son lacet défait, trébucha et manqua tomber la tête la première. L'espace d'une fraction de seconde, Rafi Eitan resta trop abasourdi pour réagir. Il avait traversé la moitié du globe pour capturer cet homme, et Eichmann était sur le point de leur échapper à cause d'un lacet mal attaché ! »⁹⁶ Eichmann pressant le pas Rafi Eitan bondit hors de la voiture.

« Je l'ai attrapé par le cou avec une telle force que j'ai vu ses yeux s'écarter. Si j'avais serré un peu plus fort, je l'aurais tué », confessa Rafi Eitan. « Mon agent s'était relevé, il me tenait la portière ouverte. J'ai propulsé Eichmann sur la banquette arrière. Mon agent s'est engouffré à l'intérieur, en s'asseyant à moitié sur Eichmann. Le tout n'a pas duré cinq secondes »⁹⁷.

En silence, les agents du Mossad regagnèrent leur planque, où ils se firent oublier pendant toute une semaine⁹⁸. Le moyen choisi pour transporter le prisonnier de la planque à l'avion d'El-Al, qui attendait la délégation israélienne sur un aéroport militaire, va être plus épique encore que l'enlèvement lui-même.

Eichmann fut revêtu d'un uniforme d'El-Al, rapporté d'Israël. Ensuite, on le força à boire une bouteille entière de whisky, ce qui le plongea dans un état de torpeur éthylique⁹⁹.

Eitan et ses hommes endossèrent, à leur tour, leurs uniformes de personnels navigants et s'aspergèrent consciencieusement de whisky. Après avoir coiffé Eichmann d'une casquette de steward, ils l'allongèrent sur la banquette arrière. Ensuite le commando partit vers la base militaire où les attendait le Bristol Britannia, prêt à décoller.

À l'entrée de la base, comme il fallait s'y attendre, les sentinelles les

arrêtèrent pour procéder au contrôle du véhicule. Simple routine. À l'arrière, Eichmann, victime du malt, ronflait comme une forge. Selon Rafi Eitan, « La bagnole empestait comme une distillerie. À ce moment-là, on a tous mérité notre Oscar du Mossad. On a joué les Juifs incapables de tenir la gnôle argentine. Les soldats se marraient tellement que c'est tout juste s'ils ont adressé un regard à Eichmann »¹⁰⁰.

Le 21 mai 1960, à minuit, le Britannia décolla, avec à son bord un Eichmann, qui ronflait toujours. L'ancien fonctionnaire de la Solution finale ne se réveillera que pour être remis à la justice israélienne.

Exceptionnellement, le procès fut placé sous l'égide de trois juges, au lieu d'un jury comme le veut la procédure. De plus, le procureur ne fut autre que Gidéon Hausner, alors ministre de la Justice. À noter que Hausner, comme une bonne partie du personnel judiciaire affecté au procès Eichmann, était parfaitement germanophone. Eichmann, de son côté, avait une connaissance approfondie de l'hébreu...

Reconnu coupable de tous les chefs d'accusation, Eichmann est condamné à la peine capitale, le 15 décembre 1961. Il est pendu par l'agent pénitentiaire Shalom Nagar peu après minuit, le 1^{er} juin 1962, dans la cour de la prison de Ramla.

Son corps a été incinéré et ses cendres dispersées en Méditerranée. La dispersion des cendres dans la mer fut l'une des dernières volontés d'Adolf Eichmann, Israël y concéda, mais uniquement au-delà de ses eaux territoriales.

En revanche, Josef Mengele, qui figurait en bonne place sur la *short list* d'Isser Harel, ne fut jamais pris. Il existe même une vive controverse à ce sujet en Israël. Isser Harel et Simon Wiesenthal ont violemment polémique quant au rôle de chacun en cette affaire non résolue.

L'Opération Colère de Dieu

L'Opération Colère de Dieu¹⁰¹, aussi connue sous le nom d'Opération Baïonnette¹⁰², fut l'opération confiée au service action du Mossad, le Kidon, visant à éliminer les auteurs – directs, indirects, voire simplement présumés – de la prise d'otages des Jeux olympiques de Munich de 1972, aussi appelée Massacre ou Tragédie de Munich. La tentative allemande de libérer les otages par la force avait tourné au désastre et la totalité des athlètes israéliens avait

trouvé la mort au cours d'échanges de tirs de près de 75 minutes, difficilement imputables au seul commando palestinien, en dépit de ce qu'en dira la version officielle fournie par les autorités allemandes.

Les représailles furent décidées par le Premier ministre israélien, Golda Meir, en personne. « L'intention était de répandre la terreur, de briser la volonté de ceux qui étaient encore en vie, jusqu'à ce qu'il n'en reste plus un seul »¹⁰³, confiera, plus tard, Ehud Olmert.

Les cibles visées par l'Opération Colère de Dieu incluaient, certes, les membres du groupe Septembre Noir, effectivement à l'origine de la prise d'otage de Munich, mais également des responsables de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), accusés d'être impliqués dans l'opération, sans que cela n'ait jamais été clairement établi. L'opération, qui reçut l'aval du Premier ministre, dès l'automne 1972, s'étala sur plus de 20 ans.

Les représentants de l'OLP en Italie, en France et à Chypre furent les premiers à faire les frais de cette campagne de liquidation : Wael Zwaiter, Mahmoud Hamchari et Hussein Béchir Aboul Kheir. Pratiquement au même moment, les représentants de la centrale palestinienne en Algérie et en Libye, Ahmed Wafi et Mustapha Awad Zeid, furent très grièvement blessés. La liste des morts et des blessés ne cessa de croître, jusqu'au 15 janvier 1991, lorsque, pour la première fois, furent éliminés des organisateurs avérés¹⁰⁴ de Munich : Abou Iyad et Abou Mohammed.

Au total, durant toutes ces années, les Kidonim du Service action liquidèrent une dizaine de Palestiniens et de ressortissants des pays arabes, à travers le Moyen-Orient et l'Europe, en Norvège notamment. Une opération combinée, dirigée par Ehud Barak, fut également lancée au Liban¹⁰⁵ afin de liquider des responsables palestiniens.

À ce stade de notre propos, une précision : l'opération Colère de Dieu diffère, malgré tout, des opérations de décapitation conduites généralement par les SR israéliens. Opérations de décapitation qui répondent, le plus souvent, à des modalités tactiques et sont directement liées aux remontées d'informations générées par les SR. A contrario, l'Opération Colère de Dieu va être une opération de très longue haleine conduite pour des raisons tant politiques, géopolitiques, que strictement sécuritaires.

Pour Ariel Colonos, s'« Il existe une histoire de l'élimination des ennemis par des services secrets. La différence avec les assassinats ciblés est cependant notable. Elle est double. En premier lieu, la politique israélienne d'élimination des terroristes est pleinement revendiquée par l'État. C'est une doctrine tactique et stratégique qui vaut aux yeux d'Israël par sa justification morale et

juridique. Israël revendique sa décision une fois l'opération menée, ses dirigeants souvent s'enorgueillissent de son succès. Sa logique et sa motivation sont résolument préventives. Tel n'est pas le cas des représailles à l'attentat de Munich, présentée à l'époque comme une juste punition »**106**.

Côté israélien, c'est bien la Tragédie de Munich qui a poussé l'État hébreu à revoir, de fonds en comble, sa politique en matière de lutte contre le terrorisme.

Peu après Munich, le Premier ministre, Golda Meir, mit sur pied le Comité X, un think tank restreint constitué de membres du gouvernement chargé de réfléchir à une réponse israélienne globale. À sa tête : elle-même et le ministre de la Défense, Moshé Dayan. Golda Meir s'entoura également d'un conseiller personnel pour l'Antiterrorisme, le général Aharon Yariv. Celui-ci, ainsi que le chef du Mossad, Zvi Zamir, prirent le contrôle et la direction des opérations.

Le Comité X aboutit à la conclusion que pour décourager de futurs actes de terrorisme de l'ampleur de la Tragédie de Munich il fallait supprimer tous ceux qui commanditèrent, exécutèrent ou pouvaient être associés, de près ou de loin, à l'affaire. Il s'agissait donc, dans l'esprit de ses planificateurs, d'une stratégie préventive à long terme.

Une stratégie qui n'alla pas sans conséquence sur l'essor du terrorisme dans le reste du monde et tout particulièrement en Europe. Ainsi, comme l'a, notamment, rappelé Lucien Bitterlin, l'assassinat à Paris de Mahmoud Hamchari constitua une rupture de la trêve de facto, que la France gaulliste avait obtenu des mouvements d'opposition armés palestiniens sur le sol français. Après Hamchari, rien ne serait plus comme avant...

D'une manière générale, estime Ariel Colonomos, « Les assassinats ciblés posent un grave problème moral pour la société israélienne. Il n'y a pour l'heure pas de preuve empirique consensuelle de leur efficacité, tout du moins y a-t-il des divergences de vue sur la pertinence de cette politique systématique de la prévention. Force est de le constater, un certain flou règne aussi dans les objectifs déclarés de ces frappes. S'agit-il de provoquer directement le dysfonctionnement du réseau par l'élimination d'un de ces maillons et dès lors, effet secondaire positif, dissuader de nouvelles attaques ? Ou bien s'agit-il de punir et donc peut-être dissuader en espérant que les activités du réseau seront à terme affectées négativement »**107**.

Le problème majeur de l'Opération Colère de Dieu est qu'en vingt ans, les hommes et les situations évoluent. Et souvent profondément. Les hommes abattus étaient-ils encore les activistes radicaux de leur jeunesse ? Israël n'a-t-il pas éliminé, parmi eux, des interlocuteurs intéressés à une paix réelle au

Proche-Orient¹⁰⁸ ? La question mérite d'être posée, tout particulièrement en ce qui concerne Abou Iyad...

De fait, l'opération Colère de Dieu doit clairement être appréhendée comme une exception dans l'Histoire des Services de Renseignements. Les SR, d'une manière générale, tuent assez peu, le font généralement ponctuellement, et s'y résolvent sans emphase¹⁰⁹. Tout le contraire de ce que fut l'Opération Colère de Dieu, qui, aux yeux de la classe politique israélienne, devait avoir valeur d'exemple pour les ennemis de l'État hébreu. À cet égard, il n'est nullement acquis que l'ensemble des agents du Mossad impliqués dans cette longue traque aient partagé la vision des hommes et femmes politiques sur l'intérêt et la finalité de leur mission.

Un volet de l'opération Colère de Dieu a profondément déstabilisé le Mossad. Depuis le lancement de l'opération, le Bureau recherchait activement Ali Hassan Salameh, surnommé le Prince rouge, considéré par Tel-Aviv comme l'organisateur de la Tragédie de Munich.

Sa traque va être confiée à une équipe du Mossad, dirigée par Mike Harari. Au début du mois de juillet 1973, celle-ci crut avoir localisé sa cible à Lillehammer, une petite ville perdue au nord de la Norvège. Une équipe du Kidon fut dépêchée sur place. Elle passa à l'action dans la nuit du 21 juillet, mais ce n'est pas Salameh qui tomba sous ses coups, mais Ahmad Bouchiki, un simple serveur marocain marié à une Norvégienne.

Pire pour Tel-Aviv, plusieurs membres du commando furent arrêtés par les Norvégiens. Sylvia Raphaël, chrétienne née en Afrique du Sud de père juif, va passer cinq ans dans les geôles norvégiennes. D'autres agents, grillés, durent être exfiltrés en catastrophe, des safe houses définitivement abandonnées et des procédures opérationnelles revues de fonds en comble. Officiellement, le gouvernement israélien a toujours nié avoir une quelconque responsabilité dans ce tragique épisode de l'Opération Colère de Dieu. Cependant en 1996, Tel-Aviv versa à la famille Bouchiki des dommages-intérêts...

Naturellement, cette série d'éliminations a provoqué des représailles de la part du groupe Septembre Noir et du camp palestinien, plus généralement. Ripostes visant des Israéliens, de tous rangs, grades et positions, ainsi que, bien souvent, la communauté en diaspora. L'opération a également suscité de vives réactions et d'amères critiques à l'encontre d'Israël, notamment pour son choix des cibles, sa tactique et l'efficacité globale de l'opération Colère de Dieu.

Là encore, ce fut encore Rafi Eitan qui organisa l'élimination méthodique des responsables de la Tragédie de Munich. Les exécutants, quant à eux, étaient

déjà morts, liquidés les uns après les autres par les Kidonim du Mossad.

« Le premier fut abattu dans le hall de son immeuble à Rome, par onze balles tirées à bout portant¹¹⁰ – une par athlète. Lorsque le deuxième répondit à un coup de téléphone dans son appartement parisien, sa tête fut arrachée par une minuscule charge explosive dissimulée dans le récepteur et déclenchée à distance. Un troisième dormait dans une chambre d'hôtel à Nicosie quand il fut pulvérisé par une explosion de même nature¹¹¹. Afin de répandre la panique parmi les derniers survivants de Septembre Noir, des Sayanim du Mossad s'arrangèrent pour que leur nécrologie soit publiée dans les journaux arabes locaux et que fleurs et messages de condoléances soient envoyés à leurs familles avant l'exécution de chacun d'eux »¹¹².

Restait à liquider Ali Hassan Salameh, le fameux Prince rouge. Après Munich, Salameh, telle une anguille, passait d'une capitale arabe à l'autre, déjouant ainsi les plans de Rafi Eitan. À plusieurs reprises, alors que les Kidonim étaient sur le point de passer à l'action, le Prince rouge disparaissait sans crier gare. Il finit par se fixer à Beyrouth. Tragique erreur et une occasion à ne pas rater, en dépit de la dangerosité de l'environnement beyrouthin. Une fois encore, Rafi Eitan, allait être à hauteur de sa réputation. Prétextant qu'il connaissait la ville comme sa poche¹¹³, Eitan tint à faire le repérage de la cible lui-même. Ce qui lui prit, à peine quelques jours.

La suite fut simple et rapide. « Trois agents du Mossad¹¹⁴ pouvant se faire passer pour des Arabes s'infiltrèrent au Liban. L'un d'eux loua une voiture. Le deuxième fixa un certain nombre de charges explosives dans le châssis, le toit et les portières. Le troisième gara l'auto sur le chemin qu'empruntait le Prince rouge chaque matin pour se rendre à son bureau. Grâce aux informations fournies par Eitan, la voiture piégée fut réglée pour exploser au moment précis du passage de Salameh. Le Prince rouge fut déchiqueté »¹¹⁵.

Une fin qui rappelle l'élimination, plus récente, d'Imad Mughniyeh. Le missile air/sol ayant simplement remplacé la charge explosive. Rien de bien nouveau sous le soleil, en somme. Identification, repérage et traitement de la cible se faisant dans des temps extrêmement courts. La faculté à aller titiller le poisson soi-même, à la manière de Rafi Eitan, ayant laissé place à des méthodes plus modernes. Le raccourcissement de la Boucle OODA¹¹⁶, notamment, mis en place par le patron du Shabak, Yuval Diskin.

66. Voir la *guerre de Troie*, le poème épique homérique nous dépeint notamment une mission d'espionnage conduite derrière les lignes ennemies par Ulysse et Diomède.

67. Ce en dépit des aléas photographiques de l'*Affaire de Dubaï*.
68. ELectionic INTElligence.
69. SIGnal INTElligence.
70. HUMan INTElligence.
71. Isser Beeri, lui aussi un des responsables des SR de la *Haganah*.
72. Reuven Shiloah fut le premier directeur du *Mossad*. Isser Harel ne prit sa suite qu'en 1952.
73. *Service de l'information nationale*, plus connu sous l'acronyme de *Sha'Y*, le SR de la *Haganah*.
74. Aussi connu sous le nom d'Israël Beer.
75. Comme Shimon Pérès pour Ehud Barak.
76. Reprise par Wikipédia.
77. *Psaumes* 121, 4.
78. *Histoire secrète du Mossad de 1951 à nos jours*, p.107, Gordon Thomas, Nouveau Monde, 2006.
79. *Ibid*, p. 108.
80. *Les Vengeurs*.
81. Pour lesquelles ils ne possédaient pas les fonds.
82. Situation qui va radicalement changer après 1967.
83. Une rhétorique assez courante à l'époque, et pas seulement côté arabe. Évoquée, notamment, par des officiels britanniques. Voir à ce sujet *Ô Jérusalem* d'Élie Chouraqui.
84. D'où la fameuse phrase prêtée à un officiel de haut rang US, lors du succès du programme *Apollo* : « *Nos Allemands sont meilleurs que les leurs* ». Ceux des Russes, évidemment...
85. *Le Livre noir de la CIA*, p.42, Yvonnick Denoël, Nouveau Monde, 2007.
86. *Ibid*. p. 45.
87. *Ibid*. p. 45.
88. *Ibid*. p. 45. & *US Department of Justice, Criminal Division, Klaus Barbie & the US Government*, Vol.2: *Exhibits to the Report to the Attorney General of the United States*. Submitted by Allan A. Ryan Jr, Washington, Aug. 1983.
89. C'est, en effet, à partir de 1967 qu'Israël devient – aux yeux de tous, y compris des capitales arabes – la puissance régionale *non-rejetable à la mer* par ses ennemis. À partir de 1967, voir la *Guerre d'Octobre* de 1973 (obtenir une certaine parité avec Israël, récupérer le Sinaï, être en position de négocier la paix, etc.), les guerres israélo-arabes sont *toutes* des guerres à enjeux géopolitiques *limités* et non des guerres d'éradication de l'État hébreu. Même la *Guerre des 34 Jours*, conduite avec succès par le *Hezbollah*, reste, avant tout, une *guerre défensive* face à l'agresseur israélien...
90. La longueur et le coût de cette traque lui furent d'ailleurs reprochés.
91. *Histoire secrète du Mossad de 1951 à nos jours*, p.110, Gordon Thomas, Nouveau Monde, 2006.
92. Appelé aussi le *Géant murmurant*.
93. Sept au total.
94. *Histoire secrète du Mossad de 1951 à nos jours*, p.111, Gordon Thomas, Nouveau Monde, 2006.
95. *Ibid*. p.112.
96. *Ibid*. p.112.
97. *Histoire secrète du Mossad de 1951 à nos jours*, p.112, Gordon Thomas, Nouveau Monde, 2006.

98. Cette phase d'attente a souvent été mise en pratique par le *Mossad*.
99. Un vieux truc de barbouze, mais qui fonctionne quasiment à tous les coups.
100. *Histoire secrète du Mossad de 1951 à nos jours*, p.114, Gordon Thomas, Nouveau Monde, 2006.
101. מבצע זעם האל, *Mivtzah Zaam Ha'el*, en hébreu.
102. Je n'ai pas trouvé d'explication *officielle* à cette 2^e appellation. Elle vient très certainement du nom des exécutants des basses œuvres, en l'occurrence le *Kidon* (service action du *Mossad*), mot hébreu signifiant baïonnette. Simple, mais pas très discret.
103. Propos recueillis par Gordon Thomas, in *Mossad : les nouveaux défis*, p.232, 2008, ISBN 978-2757802878.
104. Ou considérés comme tels.
105. À Beyrouth. À cette occasion, Ehud Barak s'était déguisé en femme. La scène figure dans le *Munich* de Spielberg.
106. *Le Pari de la Guerre*, p.205, Ariel Colonomos, Denoël, 2009.
107. *Le Pari de la Guerre*, p.218, Ariel Colonomos, Denoël, 2009.
108. Voire, pire pour Tel-Aviv, aux seuls intérêts d'Israël dans la région...
109. Ainsi, les SR américains mêlés à toute une série d'opérations de *décapitation*, en nient la paternité dans 99 % des cas.
110. Pour ses *Sikul Memukad*, le *Mossad* a toujours privilégié les armes de petit calibre. De préférence le pistolet *Beretta* en 22 LR. Une arme précise, silencieuse et ne tirant qu'en simple action, évitant ainsi le *coup de doigt* fatal du premier coup tiré, comme sur le *Walther PPK* allemand. Immortalisé par James Bond, mais plus une arme administrative (police) que de tueur.
111. Une charge un peu surévaluée qui, si l'on suit *Munich* de Spielberg, détruit une partie de l'étage de l'hôtel.
112. *Histoire secrète du Mossad de 1951 à nos jours*, p.118, Gordon Thomas, Nouveau Monde, 2006.
113. Rigoureusement exact.
114. On note, là encore, l'extrême professionnalisme de Eitan. Bien qu'il ait été parfaitement capable de conduire l'opération de bout en bout, la partie *exécution* du dossier Salameh a bien été séparée de la partie *repérage*...
115. *Histoire secrète du Mossad de 1951 à nos jours*, pp.118-119, Gordon Thomas, Nouveau Monde, 2006.
116. Boucle OODA (observation, orientation, décision, action).

CHAPITRE 2 – L'A'MAN

Une mécanique bien huilée – De quelques réussites des SR militaires – Sans parler des échecs – Les patrons de l'A'Man – Le He'Modi'in Ha'Sadeh

Stricto sensu, l'Agaf Ha'Modi'in (A'Man, autrement dit le Service de Renseignements militaire de l'État-major général israélien) est un des plus anciens SR de la région. Créé le 30 juin 1948 comme un service de la branche des Opérations de l'État-major général de Tsahal, il est élevé au rang d'une branche à part entière de l'État-major général en 1953. Il emploie quelque 7 000 personnes, dont 2 800 dans le Machleket Ha'Afaka (Département de la Production) et 600 pour le seul Machleket Mechkar (Département de la Recherche). On peut donc dire qu'il est le pendant de la DGSE française.

Une mécanique bien huilée

Son directeur – le Rosh A'Man (patron du Renseignement militaire), le major général Amos Yadiin, – est flanqué d'un officier de Renseignement Principal (Katzin Modi'in Rashi) qui le décharge du travail administratif pour le bon fonctionnement du service. Ce principe du dédoublement de poste est fréquent au Moyen-Orient¹¹⁷. Il permet de faire face sans problème à toute disparition, ou indisposition, du titulaire...

L'A'Man produit périodiquement à l'intention du ministre de la Défense et du Premier ministre, un National Intelligence Estimate qui présente l'appréciation de la situation politico-militaire régionale et internationale.

Sur le plan de l'organisation, l'Agaf Ha'Modi'in est structuré de la manière suivante :

Le Cha'Man (Intelligence Corps) est l'organe de collecte des informations de l'A'Man. Il regroupe l'ensemble des moyens de collecte militaire – y compris les moyens de collecte technique – et coordonne, en outre, l'activité des

Services de Renseignement de l'armée de terre, de la Section de Renseignement de l'Heyl Ha'Avir (armée de l'air), le Modi'in Heyl Ha'Avir, ainsi que celle de la Marine (Ha'Yam) : le Modi'in Heyl Ha'Yam. Une structure somme toute assez classique et que l'on retrouve dans la plupart des pays occidentaux.

Dans sa recherche du Renseignement, le Cha'Man se livre aussi à la collecte clandestine à l'intérieur d'Israël. Pas nécessairement une sinécure, car, à l'intérieur d'Israël signifie qu'il opère aussi dans des territoires de facto ennemis, vu qu'il s'agit (pour partie) de territoires arabes occupés.

Pour cela, il recourt, au-delà des moyens classiques de l'Elint (ELectronic INTelligence), de l'Humint (HUMAN INTelligence)¹¹⁸, aux forces spéciales de l'armée, les fameux sayerot, dont le Sayeret Mat'Kal, au sein duquel sont passées des personnalités politiques de premier plan, dont Ehud Barak et Binyamin Nétanyahu. Le second ayant même été sous les ordres directs du premier...

Le Cha'Man compte également une section technique, l'Ha'Mador Ha'Techni, en charge de l'évaluation des matériels militaires étrangers. Il n'est pas sûr, en revanche, que le Machlaka Techni (Département technique) lui soit directement rattaché.

Il existe également un département de la Recherche (Machleket Mechkar), lui-même subdivisé en sections géographiques essentiellement dirigées contre les pays arabes et en sections fonctionnelles qui traitent de problèmes spécifiques (Renseignement technologique, terrorisme, etc.). À noter que depuis 1967, tout ce qui touche au terrorisme dans les zones frontalières, autrefois surveillées par les différents commandements militaires (Nord, Centre et Sud), relèvent du Mador Faha (Division des activités terroristes hostiles).

Dépendent également du Cha'Man la Sécurité militaire, ou Bitaron Sadeh, et la censure militaire, Ha'Tzentura Ha'Tzvai.

Sur cette censure militaire, beaucoup de choses ont été dites. Si la Ha'Tzentura Ha'Tzvai reste relativement efficace, comme dans tout pays en guerre. Elle trouve aussi ses limites en raison de médias souvent très irrespectueux et très performants dès qu'il s'agit d'aller fouiner là où on leur dit de ne pas aller fourrer leur nez. Le même irrespect des organes se retrouve dans les milieux artistiques, à commencer par le 7^e art (le cinéma), prêts à transgresser toutes les règles et à révéler (dans des délais plus ou moins courts) tout ce qu'ils arrivent à glaner.

Quant au Bitaron Sadeh, qui travaille souvent de pair avec la Prévôté militaire, il reste très performant, sauf dans la gestion de la vie courante des appelés qui se montrent fort rétifs aux règles de discipline générale. Les SR adverses – ceux du Hezbollah, en particulier – l’ont parfaitement compris et ont fait de l’aspiration des communications transitant par les téléphones portables l’une de leurs meilleures sources de Renseignements. Les réservistes, en ce domaine se montrant aussi juvéniles que les générations montantes. Régulièrement, des mesures sont prises pour limiter l’usage des téléphones portables sur la ligne de front. Sans grand succès, apparemment.

Après la guerre de 1973, ont été intégrés à l’Agaf Ha'Modi'in le Département de Connaissance de l’ennemi qui diffuse au sein des unités des renseignements sur les tactiques et les armes en dotation au sein des pays potentiellement ennemis ; et la Section de revue chargée d’examiner les rapports pondus au sein de l’institution militaire afin d’en faire une évaluation critique. Une tâche de bénédictin censée empêcher l’enterrement de dossiers de subalternes par leurs supérieurs hiérarchiques divers. Il est difficile d’évaluer l’impact réel de cette Section de revue. L’on notera toutefois qu’elle n’aura nullement empêché que l’institution militaire fasse peu de cas de rapports importants, comme le Rapport Wald...

L’Unité 8200, sise à Herzliya (nord de Tel-Aviv), exploite les sections d’écoute électronique (Elint) sur les hauteurs du Golan occupé (les plus connues étant celles de Mar-Avital et du Mont-Hermon) ainsi que celles situées dans le désert du Néguev. Depuis 1996, l’unité disposerait également de stations d’écoute en Turquie dirigées contre la Syrie. Mais cet élément reste sujet à caution et n’a pas été confirmé de source indépendante. Il serait, toutefois, intéressant de savoir de quoi il retourne réellement compte tenu de l’évolution des relations entre Ankara et Tel-Aviv...

l’A'Man comprend également une école du Renseignement, ou Beit Ha'Sefer Lé'Modi'in, où sont formés les cadres du Renseignement militaire.

Là encore, il est plus aisé de faire une recension des échecs des SR militaires israéliens que de leurs exploits. Il est d’ailleurs parfois difficile de quantifier les succès en matière de Renseignements.

Ainsi, en 1982, le travail de déception¹¹⁹ mis en place par Tel-Aviv s’avéra particulièrement efficace. La banalisation du risque d’attaque (cry-wolf syndrome) par la répétition trop fréquente d’alertes a pleinement joué en faveur des Israéliens. Comme l’a écrit Jacques Baud, « Durant treize mois précédant l’opération, neuf exercices d’attaques contre le Liban avaient été joués. Le commandement syrien n’a réagi que lors des cinq premiers exercices et le jour décisif, l’armée et l’aviation israéliennes ont pu bénéficier

de l'effet de surprise »[120](#).

Historiquement, l'une des premières opérations de déception remonte, en fait, à la Rome Antique. Plus exactement, lorsque Caius Mucius, qui devant le spectre d'une défaite que faisait craindre le siège de Rome par les Étrusques, décida de s'introduire dans le camp ennemi et d'assassiner le roi (étrusque) Porsenna. Avec le consentement, des Pères conscrits, il traverse le Tibre et réussit à entrer le soir dans la tente de Porsenna. Mais se trompe de cible.

Capturé par la garde royale qui menace de le soumettre au feu s'il ne révèle pas qui il est, par où il est arrivé et combien d'autres Romains l'accompagnent, Caius Mucius enfourne sa main droite dans le brasero immédiatement à sa portée avant de lancer à Porsenna : « Le corps est peu de chose, pour celui qui n'aspire qu'à la gloire »[121](#).

Porsenna décidant de lui laisser la vie, Caius Mucius fait mine de se montrer reconnaissant et de se résoudre à lui avouer ce que par la force il ne pouvait obtenir de lui : c'est-à-dire que des douzaines de jeunes gens ont bien prêté serment de mettre un terme à la vie du roi ou d'y laisser la leur. Prêtant foi à cette déception, Caius Mucius étant seul, Porsenna décide illico de lever le siège de Rome et de mettre fin à la guerre.

À la suite de cet exploit, sa main droite étant définitivement invalide, Caius Mucius reçut le surnom de Scævola (en latin, le gaucher). Surnom que porteront, dès lors, ses descendants. Le fait que le jeune patricien, voulant éviter de passer pour un déserteur, ait averti le Sénat de sa décision, fait de sa geste une opération de déception des plus officielles.

De quelques réussites des SR militaires

Les SR n'ayant pas vocation à clamer sur les toits leurs victoires, dresser de manière exhaustive la liste des opérations menées à bien par l'A'Man n'est pas évident. Par ailleurs, quelle a été la part du Renseignement dans des opérations conduites par les forces spéciales israéliennes ? Notamment les opérations suivantes conduites par le Sayeret Mat'Kal, dans la mesure où l'unité sert aussi de bras armé au Mossad pour ses opérations de liquidation :

Libération, le 9 mai 1972, du Boeing de la Sabena détourné par un commando palestinien : Opération Isotope, opération à laquelle prirent part Ehud Barak et Binyamin Nétanyahu, le premier commandant le

second ;

Enlèvement, le 21 juin 1972, de cinq officiers des SR syriens :
Opération Basket ;

Raid sur Entebbe, 3-4 juillet 1976, pour délivrer des otages : Opération
Yonathan¹²² ;

Exécution, le 16 avril 1988 à Tunis, de Khalil al-Wazir, dit Abou
Djihad.

Enlèvement, le 31 juillet 1989, de Cheikh Adbul Karim Obeid,
responsable du Hezbollah pour le Sud-Liban¹²³.

Quel que soit le SR concerné, l'interception, le 3 janvier 2002, du cargo Karin-A, supposé se rendre à Gaza pour y décharger sa cargaison d'armes, est un coup notable. Le navire transportait, en effet, une cargaison estimée à 2 M \$ US et comprenant des roquettes de 107 mm et 122 mm, des RPG-7 Tandem et RPG-7 Nader¹²⁴, des obus de mortier de 120 mm, ainsi que des mines et des munitions. En revanche, l'origine du financement, ainsi que les implications internationales liées à cette affaire restent encore obscures. À noter que, pour Tel-Aviv, la responsabilité de l'affrètement du Karin-A ne fait aucun doute : Hamas et Iran. Depuis, d'autres opérations de même nature ont, semble-t-il, été conduites, ce à l'instigation des Services de Renseignements. De même, les SR israéliens conduisent des opérations de pénétration dans la Bande de Gaza afin d'assécher le transit d'armes par les tunnels qui relient Gaza à l'Égypte. Il semblerait qu'une partie de ces opérations soient conduites avec l'aide des SR cairotes. Mais cela n'a pas été confirmé officiellement.

Les SR israéliens ont également conduit des opérations d'immersion. Au Liban, notamment. Il est assez difficile de déterminer à quel SR, précisément, ces hommes et femmes de la guerre de l'ombre ont pu appartenir. La légende des SR israéliens nous raconte l'histoire de ce clochard libanais, se nourrissant des mois durant du contenu des poubelles beyrouthines, qui, en 1982, fera le tri des personnes à arrêter et à interroger, lors de la progression des troupes de Tsahal. Il aurait arboré¹²⁵, alors, l'uniforme de colonel des FDI...

Sans parler des échecs

Quant à ses plantages majeurs, il convient de rappeler une affaire, fort mal menée, qui rappelle de mauvais souvenirs aux anciens patrons des SR militaires israéliens : l'affaire Lavon, du nom du ministre de la Défense, Pinhas Lavon, nommé fin 1953 en remplacement de David Ben-Gourion. L'échec de l'Opération Susannah a entraîné la capture des treize membres, juifs égyptiens et israéliens, dont deux furent exécutés, un se suicida et les

autres restèrent emprisonnées jusqu'à leur libération à la suite d'un échange survenu après la guerre des Six Jours. De nombreuses sources ont fortement remis en cause le professionnalisme de l'équipe utilisée en Égypte.

Afin d'empêcher un rapprochement entre l'Occident et l'Égypte, avaient été commanditées des opérations terroristes en Égypte, préparées et exécutées sous le contrôle opérationnel de l'A'Man. But visé : brouiller les relations entre l'Égypte nassérienne et l'Occident. Tout particulièrement celles entre Londres et Washington, d'un côté, et Le Caire, de l'autre. Et, plus spécifiquement, à empêcher l'application en l'état de l'accord anglo-égyptien sur le retrait des troupes britanniques de la zone du Canal de Suez, retrait qui supprimait un glacis face à une éventuelle attaque militaire égyptienne contre Israël.

Le commando était constitué en majorité de jeunes juifs égyptiens, gravement inexpérimentés, motivés par leur seul engagement militant (et) sioniste. C'est l'échec de cette opération qui conduisit le Mossad à strictement encadrer le recours aux juifs en diaspora, lors de missions contre leur propre pays. Au Mossad, les Sayanim se contentant d'appuyer logistiquement des agents plus expérimentés, les Katsa. À raison, semble-t-il. C'est en raison de son manque d'expérience que Elhannan Tanenbaum, officier de réserve de l'armée israélienne (et probable membre de l'A'Man, mais pas à un poste de terrain) tomba récemment comme un fruit mur entre les mains du Hezbollah, à Beyrouth...

Concrètement, lors de l'Affaire Lavon, le patron de l'A'Man, le colonel Binyamin Gibli, planifia des attentats à la bombe contre des intérêts égyptiens et occidentaux, attentats qui devaient être attribués à aux nationalistes égyptiens, afin de « miner la confiance occidentale dans le régime égyptien en générant de l'insécurité publique ». L'Unité 131 fut chargée de l'opération. Tout sauf des pros, puisque majoritairement constituée, en fait, de juifs égyptiens sans expérience de l'action sur le terrain¹²⁶.

Le 2 juillet 1954, un bureau de poste d'Alexandrie était victime d'un attentat, et le 14 juillet, les bibliothèques de l'US Aid à Alexandrie et au Caire, ainsi qu'un théâtre appartenant à des capitaux britanniques, sautaient. Les dégâts furent minimes, et il n'y eut pas de victimes.

Pas de chance pour nos apprentis terroristes – c'est d'ailleurs, une erreur grossière de confier ce type d'opération à des individus n'ayant pas une solide praxis de l'action clandestine, une formation militaire (lorsqu'elle existe) ne suffit pas à vous y préparer – les Égyptiens mirent aussitôt la main sur un des auteurs des attentats, Philippe Natanson, lorsque qu'une bombe qu'il transportait explosa prématurément. À la suite de cette première arrestation,

l'ensemble du réseau fut rapidement arrêté. Un des suspects fut torturé à mort en prison et l'Israélien d'origine hongroise Max Bennett se suicida. Le procès commença le 11 décembre 1954 et dura jusqu'au 27 janvier 1955. Deux des accusés (Moshé Marzouk et Shmuel Azar) furent condamnés à la pendaison et fut exécutés.

Mais le ver était, semble-t-il, dans le fruit dès les origines de l'Opération Susannah. En effet, le responsable de l'opération sur le terrain, Avraham Seidenberg, parvint à regagner miraculeusement Israël. Mais, il fut arrêté en 1956 par le Contre-espionnage israélien alors qu'il tentait de vendre des informations à... l'Égypte. Isser Harel¹²⁷ affirmera d'ailleurs, en 1980, que Seidenberg avait été retourné par les Égyptiens dès avant l'opération...

Le retentissement international de l'affaire fut important, et très négatif pour Tel-Aviv. Le Premier ministre, Moshé Sharett, ordonna une enquête. Le ministre de la Défense, Pinhas Lavon, vivement critiqué, affirma n'avoir pas été tenu au courant de l'opération, mais, le patron de l'A'Man, le colonel Gibli, refusa de le couvrir et de porter le chapeau. Shimon Pérès et Moshé Dayan témoignèrent, alors, contre Lavon, qui dut démissionner, et fut remplacé par l'ancien Premier ministre David Ben-Gourion.

Plus grave : l'incapacité de l'A'Man à prévoir l'attaque égyptienne du 6 octobre 1973.

Jacques F. Baud, écrit dans son Encyclopédie du Renseignement & des Services secrets, que c'est « l'incapacité de l'A'Man », donc, si l'on suit l'auteur, les SR militaires et non le Mossad¹²⁸, « d'annoncer l'attaque égyptienne du 6 octobre 1973 [qui] a constitué son plus grave échec. En l'occurrence l'A'Man n'a pas réussi à évaluer et à interpréter l'abondance d'indications et d'informations disponibles, et n'a pas su déjouer le subtil travail de déception mis au point par les Égyptiens. Le fait même que le chef de l'A'Man, le général Zeira, était persuadé que les Arabes ne lanceraient pas d'attaque contre Israël a conditionné tout le travail d'exploitation aux niveaux subalternes, et les avertissements ont été étouffés ».

L'analyse de la Voix des Opprimés est tout aussi sévère. Pour ce site de gauche, « Après la guerre de juin 1967, les dirigeants des services israéliens, aveuglés par leurs succès et prisonniers d'une stratégie contre-terroriste qui fédérait l'essentiel de leurs moyens, n'ont pas pris conscience de la menace militaire arabe qui les guettait. Durant cette période, les armées arabes ont opéré, en effet, un redressement spectaculaire, sous-tendu par une formidable volonté de revanche destinée à effacer l'humiliation subie pendant la guerre des Six Jours. Lorsque les dirigeants des services israéliens ont réalisé l'ampleur du danger, il était déjà beaucoup trop tard. Leur échec a assuré aux

armées arabes un succès militaire inattendu. L'armée israélienne, initialement prise par surprise, s'est néanmoins ressaisie et a progressivement retourné la situation militaire à son avantage. Le déroulement des opérations, qui a donné lieu à de multiples rebondissements, illustre à son tour l'importance de la fonction renseignement pendant la bataille. Sa gestion par les belligérants met en exergue des forces et des faiblesses dans chacun des deux camps »[129](#).

Dans les faits, l'Agaf Ha'Modi'in n'aura pas réussi à interpréter efficacement l'abondance de renseignements à sa disposition. De plus, les SR militaires israéliens ont, aussi, été influencés par des retours d'information en provenance de SR amis, qui les ont d'autant plus confortés dans leurs propres erreurs que ces SR amis se fondaient, eux, sur des estimations venant d'... Israël ! L'éternelle histoire du serpent qui se mord la queue...

En fait, comme l'a rapporté La Voix des Opprimés, « L'échec du renseignement israélien dans la prévision de la Guerre du Kippour constitue un cas exemplaire d'intoxication réciproque entre services de pays différents. Les agences de Renseignement américaines se sont, en effet, fondées sur les estimations des services israéliens, réputés les meilleurs de la région, qui s'appuyaient eux-mêmes sur les analyses concordantes des agences américaines. Ce phénomène fut d'autant plus amplifié que les responsables des SR des deux pays entretenaient traditionnellement d'étroites relations entre eux »[130](#).

Sur ce point, il convient, aussi, de souligner l'excellent travail de déception mis en place par les Égyptiens. Efforts égyptiens qui – ajoutés au fait que le patron de l'A'Man de l'époque, le général Elihiau Élie Zeira, était intimement convaincu que les pays arabes ne lanceraient pas d'attaque contre Israël – ont plombé tout le travail d'exploitation aux niveaux subalternes. Dans l'histoire des conflits, il est rare de rencontrer un tel aveuglement. De mémoire, le seul cas similaire est l'intime conviction de Bani Sadr, alors président de la République Islamique d'Iran, persuadé, jusqu'au dernier moment, que l'Irak de Saddam Hussein ne déclencherait pas d'offensive générale contre la République islamique d'Iran...

Le fiasco de l'A'Man sera scruté de fonds en combles par la Commission Agranat, dont le rapport de 2 avril 1974 va recommander :

Le limogeage du directeur de l'A'Man, le major général Elihiau Élie Zeira ; de son adjoint, le brigadier-général Arie Shalev ; du Ra'Mat'Kal (chef d'état-major) le lieutenant-général David Dado Elazar ; du patron du Commandement Sud, le major général Shmuel Gonen ; du patron du Renseignement de ce même Front Sud, le

lieutenant-colonel David Gedaliah.

La refonte du Renseignement militaire, notamment « l'amélioration de l'exploitation du Renseignement par des mesures structurelles, une meilleure sélection du personnel d'analyse accompagnée de meilleures possibilités d'avancement »¹³¹.

Pas de chance, à cette époque l'Agaf Ha'Modi'in va rater une symbolique séance de rattrapage. En effet, le 10 août 1973, l'Heyl Ha'Avir intercepte un appareil de ligne libanais et le force à atterrir en Israël. D'après les renseignements de l'un des meilleurs agents israéliens infiltrés dans les milieux palestiniens, le dirigeant du FPLP, le Dr Georges Habache, devait se trouver parmi les passagers. En fait, aucun terroriste ne se trouvait à bord et Israël de se faire à nouveau clouer au pilori.

L'A'Man tentera de se défaire sur le Mossad qui l'aurait mal renseigné ! Mais le mal était fait, ce d'autant que de sont bien des appareils militaires israéliens, frappés du Maguen David¹³², qui ont opéré le détournement...

Autre raté des SR militaires. L'A'Man – pas plus que le Mossad, d'ailleurs – n'a été en mesure d'évaluer la volonté d'ouverture du président égyptien, Anouar el-Sadate, rendue publique par ce dernier le 9 novembre 1977.

En 1997, l'A'Man connaîtra un sérieux revers lors de la tentative d'enlèvement (raté) d'un cadre de la Résistance libanaise.

En 2006, pour finir, l'A'Man, pas plus que ses homologues du Mossad, n'a su produire une évaluation proche de la réalité des capacités militaires de la Résistance libanaise. Au-delà de l'incurie révélée à cette occasion par la hiérarchie militaire, la défaite du Liban, en 2006, doit largement être portée au discrédit des SR militaires, tout particulièrement en charge de la préparation et du déroulement de cette offensive. Une fois le conflit mal (pour ne pas dire calamiteusement) engagé, ces mêmes SR de l'armée se sont avérés incapables de localiser les principaux dirigeants du Hezbollah, à commencer par son secrétaire général, Sayyed Hassan Nasrallah. Ou même de trouver la plus petite option militaire qui eut pu limiter le désastre. Une incapacité de même nature¹³³ est à noter lors de la guerre de Gaza. En effet, liquider physiquement un maximum de responsables du Hamas figurait bien au hidden agenda des SR militaires israéliens. Or, seuls quelques cadres de haut rang du parti au pouvoir à Gaza ont perdu la vie lors des opérations armées les visant délibérément. Sans que l'Opération Plomb durci ait fait chanceler le Hamas au pouvoir dans la Bande de Gaza...

À cet égard, l'Affaire de Dubaï peut s'assimiler à une session de rattrapage pour la communauté du Renseignement israélienne.

Les patrons de l'A'Man

Au cours de son histoire, l'Agaf Ha'Modi'in (A'Man) a été dirigé par 16 directeurs, qui portent le titre de Rosh A'Man (patron du Renseignement militaire), dont trois seulement n'avaient pas le grade de général :

Lieutenant-colonel Israël Be'eri, en poste de 1948 à 1949.

Colonel Chaïm Herzog, en poste de 1949 à avril 1950.

Colonel Binyamin Gibli, en poste de 1949 à avril 1950.

Major-général Yéosofat Fatti Harbaki, en poste de 1955 à 1959.

Major-général Chaïm Herzog, en poste de 1955 au 31 décembre 1961.

Major-général Meïr Amit, en poste du 1^{er} janvier 1962 à avril 1963.

Major-général Aarom Yariv, en poste de 1964 à octobre 1972.

Major-général Elihiau Élie Zeira, en poste d'octobre 1972 à 1974.

Major-général Shlomo Gazit, en poste de 1974 à février 1979.

Major-général Yéoshua Saguy, en poste de février 1979 à février 1983.

Major-général Ehud Barak, en poste de février 1983 à février 1986.

Major-général Amnon Lipkin-Shahak, en poste de février 1986 à décembre 1990.

Major-général Uri Saguy, en poste du 12 décembre 1990 à juillet 1995.

Major-général Moshé Bougy Yaalon, en poste du 13 juillet 1995.

Major-général Amos Malka, en poste de décembre 1998 à juin 2001.

Major-général Aaron Ze'evi Falka, en poste à partir de juin 2001 à janvier 2006.

Major-général Amos Yadlin, en poste de janvier 2006 à 2010.

Major-général Aviv Kohavi, en poste de 2010 à 2014,

Major-général Herzl Halevy, en poste depuis 2014

Le He'Modi'in Ha'Sadeh

Le moins connu des membres de la communauté du Renseignement israélienne. En fait, le Corps des Renseignements opérationnels, le cinquième corps (arme) de Tsahal (aux côtés de l'infanterie, des blindés, de l'artillerie & du génie). Sa tâche est de fournir le Renseignement nécessaire à la conduite des opérations sur le terrain.

Statutairement, c'est au He'Modi'in Ha'Sadeh que sont rattachés certains des fameux sayerot (unités de reconnaissance), les forces spéciales israéliennes :

Sayeret Mat'kal, ou Unité 767¹³⁴, le plus connu et le plus sollicité des sayerot, qui, comme son nom l'indique, dépend opérationnellement de l'état-major.

Unité Yahkhman, acronyme pour Yekhizat Modi'in Matara, également connue sous l'appellation d'Unité Nit'Zan ou Unité 636. Sa tâche est d'identifier et assigner ses objectifs à l'artillerie, l'Heyl Tot'Hanim. Son existence, qui la fait opérer pour des repérages et des marquages des cibles ennemies, n'a été révélée au public qu'en 1999. Il n'est pas clairement établi que l'Unité 636 ait eu une part de responsabilité dans le massacre de Canaa, ce site des Casques bleus de la Finul, pilonné par les canons automoteurs israéliens, dans la mesure où il est avéré que des drones israéliens opéraient en temps réels au-dessus du site. À savoir, et faire savoir, que les officiers de tir concernés, conscients des risques, ont demandé à plusieurs reprises confirmation des ordres de tir avant d'obtempérer.

Unité T'Zasam, acronyme de T'Zevet Siour Modi'in, encore dénommée Unité 869. unité de reconnaissance lointaine, composée de trois compagnies.

Le Sayeret Hadruzim, composé d'Israéliens d'origine minoritaire (arabes, druzes et circassiens), est spécialisé dans l'infiltration des frontières ennemies et qui est également connue sous le nom d'Unité 300.

Le Sayeret Golani, unité de reconnaissance de la brigade d'infanterie Golani, traditionnellement affectée au Front Nord, et qui a longtemps fourni un réservoir de troupes de choc pour les opérations menées sur le Golan, en Syrie et au Liban. A été durement affecté lors des combats contre le Hezbollah, lors de la Guerre des 34 Jours, en 2006.

Les Sayerot Shaked (unité de reconnaissance du Front Sud), Haruv (unité de reconnaissance du Front Centre) et Egoz (unité de reconnaissance du Front Nord).

Les Sayerot Shaldag et Tzanhanim, de même que certains éléments appartenant aux troupes parachutistes, notamment à la 35^e Brigade parachutiste.

L'Unité 504 opérant aux frontières pour lutter contre l'infiltration ennemie.

Le bataillon de nageurs de combat, mieux connu sous le nom de Kommando Yami, rattaché à la 5^e Brigade d'infanterie Givati après la Guerre du Kippour.

Le Sayeret Duvdevan (Unité 217), opérant en Cisjordanie.

Le Sayeret Shimshon (Unité 367), opérant dans la Bande de Gaza (unité désactivée en 1994).

L'Unité Ya'Mas, opérant dans l'ensemble des territoires palestiniens.
L'Unité Gideonim (Police de Jérusalem), activée en 1994, mais reçoit souvent ses ordres opérationnels des SR militaires.

Un certain nombre d'opérations sont à porter au crédit du Sayeret Mat'Kal. Deux remarques concernant la liste qui suit : a) elle n'est nullement exhaustive ; b) établie par défaut, elle comporte des opérations sans liens avec les activités de Renseignements proprement dites

1. 1968, Opération Shock. Sabotage de centrales électriques et de ponts sur le Nil. Opération conduite conjointement avec l'Heyl Ha'Avir (armée de l'air).
2. 1968, Opération Gift. Destruction de 14 appareils de ligne (dont une part importante de la flotte des MEA), sur l'Aéroport international de Beyrouth.
3. 1969, Opérations Orchard 22 & Orchard 37. Destruction de lignes à haute tension & d'un site radar en Égypte.
4. 1969, Opération Bulmus 6. Assaut sur Green Island, site fortifié ennemi (Égypte).
5. 1969, Opération Rooster 53. Prise de contrôle, démontage & enlèvement d'un site radar dernier cri fourni par les Russes (Égypte). Opération conduite conjointement avec l'Heyl Ha'Avir (armée de l'air).
6. 1972, Opération Isotope. Libération des otages du Vol Sabena 572 (Tel-Aviv). Opération conduite par Ehud Barak, avec un commando du nom de Binyamin Nétanyahu sous ses ordres. Se déroulant en Israël même, elle a été conduite en coordination avec le Sherut Ha'Bitaron Ha'Klali (Shabak).
7. 1972, Opération Basket. Enlèvement de 5 officiers des SR syriens, dont un général.
8. 1973, Opération Fontaine de Jouvence. Rattachée à l'Opération Colère de Dieu. Visait des dirigeants de Septembre Noir, à Beyrouth. Opération conduite par Ehud Barak.
9. 1973, Guerre du Kippour. Prise du Mont-Hermon. Opération conduite conjointement avec la Hativat (brigade) Golani.
10. 1974, Opération de Ma'alot. Libération d'enfants pris en otages dans leur école de Ma'alot. Conduite en coordination avec le Sherut Ha'Bitaron Ha'Klali (Shabak).
11. 1975, Opération Savoy. Libération d'otages. Conduite en coordination avec le Sherut Ha'Bitaron Ha'Klali (Shabak).
12. 1976, Opération Yonathan. Libération des otages du vol d'Air France détourné sur Entebbe (Ouganda).
13. 1980, Opération du Misgav Am. Libération d'otages, dans un kibboutz. Conduite en coordination avec le Sherut Ha'Bitaron Ha'Klali (Shabak).

14. 1984, Affaire du Bus 300. Libération d'otages, mais également élimination sans autre forme de procès des preneurs d'otages. Il semble bien que ce soient des agents du Shabak qui ont procédé à l'exécution, les membres du Sayeret Mat'Kal n'ayant été que des témoins en cette affaire.
15. 1988, Raid de Tunis. Liquidation d'Abou Jihad, n° 2 officieux de l'OLP. Opération conduite conjointement avec l'Heyl Ha'Avir (armée de l'air).
16. 1989, Enlèvement du Cheik Abdul-Karim Obeid. Ce en vue d'un échange avec l'aviateur israélien Ron Arad (Liban).
17. 1992, Opération Bramble Bush. Visait à assassiner Saddam Hussein. Non menée à bien.
18. 1994, Enlèvement de Mustafa al-Dirani, cadre du Hezbollah. Ce en vue d'un échange avec l'aviateur israélien Ron Arad (Liban).
19. 1994, Opération Nachshon Wachsman. Opération, non réussie, de libération d'otages.
20. 2006, Opération Sharp & Smooth. Visait des sites du Hezbollah, durant la Guerre des 34 Jours. Conduite conjointement avec le Sayeret Shaldag.
21. 2007, Mission de reconnaissance. Visait à collecter des échantillons de terre ; en vue de l'Opération Orchidée, le bombardement d'un site (présumé) nucléaire syrien.

À noter le rôle majeur joué aujourd'hui par le Sayeret Egoz, en raison de son déploiement face au Hezbollah. Créé en 1956, le Sayeret Egoz, avait été dissous à la fin de la guerre du Sinaï pour être reconstitué en 1963 afin de surveiller la frontière nord avec la Syrie. Son engagement s'accroîtra à partir de 1968. Il est pour ainsi dire inactif à partir de 1985. Il est, à nouveau réactivé, largement avec du personnel en provenance du Sayeret Shimshon pour faire face aux activités grandissantes du Hezbollah. À savoir qu'il opère régulièrement avec l'unité canine Oket'z.

117. Quasi systématique en Iran notamment pour certains postes officiels.

118. Et donc, en sus des taupes, agents et autres défecteurs retournés.

119. Jacques Baud, in *Encyclopédie du Renseignement & des Services secrets*, page 200, nous donne cette définition du travail de *déception* : « *Contrairement au camouflage, qui cherche à cacher une activité (mesures passives), la déception consiste à simuler une activité (mesures actives). En matière militaire, la déception se résume souvent à faire passer des activités anormales pour des activités normales. On crée ainsi une "normalité" fictive, qui masquera les activités anormales réelles (par exemple préparatifs d'attaque. L'un des procédés les plus courants est d'effectuer à plusieurs reprises des exercices ou des manœuvres dans des conditions proches de la réalité afin de créer chez l'adversaire le cry – wolf syndrome* ».

120. *Encyclopédie du Renseignement & des Services secrets*, Jacques Baud, Lavauzelle, 2002.
121. *Histoire Romaine*, Tite-Live.
122. Originellement dénommée *Opération Thunderball*, rebaptisée *Opération Yonathan*, du nom de l'officier commandant l'opération qui sera le *seul mort* israélien de l'opération. Yonathan Nétanyahu était le frère de Binyamin Nétanyahu.
123. Liste plus exhaustive des opérations conduites par le *Sayeret Mat'kal*, en fin de chapitre.
124. Semble-t-il de fabrication iranienne.
125. Pas très malin, les cagoules ne sont pas faites que pour le carnaval.
126. Dont un membre de la communauté karaïte du Caire.
127. À l'époque patron du *Mossad*.
128. Qui, en l'espèce, ne fit pas mieux.
129. *La Voix des Opprimés* (3 février 2004), <http://news.stcom.net>.
130. *Ibid.*
131. *Encyclopédie du Renseignement & des Services secrets*, Jacques Baud, Lavauzelle, 2002.
132. *Bouclier de David*, injustement et systématiquement traduit par *Étoile de David*.
133. Mais pas de même ampleur, cependant.
134. Certaines sources donnent le nom d'*Unité 269*.

CHAPITRE 3 – LE SHABAK

Entre culte du secret et efficacité à tout prix – Un Contre-espionnage tenace – Un filet aux mailles très serrées – Mais personne n'est infailible – Le Shabak & la torture

Le Sherut Ha'Bitaron Ha'Klali (שירות ביטחון כללי), Shin-Beth, ou Shabak¹³⁵, si l'on use de l'acronyme qui a supplanté l'appellation Shin-Beth, beaucoup moins usitée de nos jours) est l'équivalent du FBI nord-américain et de la DCRI française. On le surnomme מגן ולא יראה (Le bouclier). Sa devise est : « Le Défenseur qui ne doit être vu ».

Jusqu'à la fin des années 50, le Shabak a fonctionné dans le cadre de Tsahal, sous la direction de son fondateur, Isser Harel, qui fut également, pendant plusieurs années, à la tête du Mossad.

Jusqu'à la guerre des Six Jours (1967), le Sherut Ha'Bitaron Ha'Klali, va rester une entité relativement restreinte (où ne travaillent que quelques centaines de personnes), qui s'emploie surtout aux tâches classiques du Contre-espionnage : détecter les espions ennemis en place dans le pays et déjouer les activités clandestines sur le territoire d'Israël.

Peu après 1967, le Sherut Ha'Bitaron Ha'Klali se voit attribuer tout ce qui touche au Renseignement dans les territoires occupés et dans la Bande de Gaza. De ce fait, le SR élargit ses activités. Corollaire : son budget et son personnel sont considérablement augmentés. Dans les années qui suivent, le Shabak met en place un vaste système de collecte des renseignements au sein de la population palestinienne des territoires¹³⁶.

La vague d'activisme palestinien contre des objectifs israéliens et juifs dans les années 70 oblige le Sherut Ha'Bitaron Ha'Klali à opérer une vaste mue structurelle et à mettre en place un large dispositif de sécurité autour de certains objectifs, en Israël et à l'étranger. L'activité du Shabak dans les territoires occupés lors de la guerre des Six Jours prend une nouvelle ampleur lorsque débute la 1^{re} Intifada (1987) et atteint son apogée avec l'Intifada d'Al-Aqsa (septembre 2000), à partir de laquelle les principaux efforts du Shabak

(couronnés de succès la plupart du temps) consistent à combattre les actes de terrorisme palestiniens.

En 1996, après l'assassinat du Premier ministre Yitzhak Rabin, nouveau visage et nouveau genre : l'amiral Ami Ayalon fut parachuté à la fonction de directeur du Sherut Ha'Bitaron Ha'Klali, afin de restaurer la crédibilité d'un SR qui avait échoué à protéger le Premier ministre.

Le Shabak avait également besoin d'être repris en mains, car il n'était pas encore remis de diverses affaires remontant aux années 80. Ayalon réussit (en partie) à restaurer l'image de la controversée Sécurité générale et à redonner au Shabak sa confiance en lui-même. Ami Ayalon exerça sa fonction sous les Premiers ministres suivants : Shimon Pérès, Binyamin Nétanyahu et Ehud Barak. Ayalon, largement décrié dans les médias qui ne l'aimaient guère, quitta finalement son poste en avril 2000. Il y fut remplacé par Avi Dichter, dont il avait soutenu la candidature, et qui, homme du sérail, avait été formé à l'intérieur du Sherut Ha'Bitaron Ha'Klali. Ayalon considéra cette nomination comme sa dernière victoire face à un environnement professionnel majoritairement hostile.

Quelques mois après le départ d'Ami Ayalon, éclata l'Intifada d'Al-Aqsa.

Ayalon, dont l'un des rôles en tant que patron du Sherut Ha'Bitaron Ha'Klali était pourtant très précisément d'anticiper ce genre d'événement, ne fit guère dans l'élégance et se défaussa entièrement sur les politiques. À l'entendre, l'Intifada n'a jamais rien eu à voir avec Arafat, mais était la conséquence de la déception engendrée par les Accords d'Oslo chez les Palestiniens. Une génération spontanée, en quelque sorte. Et seulement ça...

En mai 2000, le Dr Avi Dichter fut nommé par le Premier ministre, Ehud Barak, à la tête du Shabak. Dichter assumait cette fonction durant toute la période de l'Intifada d'Al-Aqsa. Durant cette époque, le Shabak réussit à faire échouer de nombreuses tentatives d'attentats, mais chaque fois qu'il échoua dans cette tâche, nombreuses furent les victimes. Pour Dichter, son plus grand revers, comme il le reconnut lui-même, fut, en 2001, l'attentat contre le ministre israélien du Tourisme, Rehavam Ze'evi. Le premier de cette ampleur dans l'histoire d'Israël. À cet égard, il est probable que les SR israéliens dans leur ensemble, polarisés sur la mouvance islamiste, aient (trop, visiblement) négligé les autres composantes du camp palestinien. Or, l'attentat, réussi, contre Rehavam Ze'evi, fut le fait du FPLP¹³⁷, mouvement nationaliste historique, et non d'un groupe islamiste radical.

En 2004, plus de trois ans après le début de l'Intifada d'Al-Aqsa, on put constater, cependant, une diminution substantielle des attentats. Changement largement imputable à la barrière de séparation dont Dichter soutint la mise en

place. Il fut même l'un de ceux qui poussèrent le plus à sa construction, lors de son érection qui fut l'objet de vives critiques tant à l'intérieur qu'à l'extérieur d'Israël.

Le 15 mai 2005, à la fin de son mandat de cinq ans, le Dr Avi Dichter quitta le Sherut Ha'Bitaron Ha'Klali. Yuval Diskin, qui avait été son adjoint, et le responsable des opérations de décapitation mises en œuvre par le SR, finira par le remplacer à cette fonction. Et, en février 2005, Diskin est, enfin, nommé directeur du Shabak en remplacement du Dr Avi Dichter.

Yuval Diskin est considéré comme un expert en matière d'exécution des opérations sensibles. Lors de l'Intifada d'Al-Aqsa, c'est lui qui perfectionna le protocole des éliminations ciblées. À cette fin, il élargit la collaboration de son service avec Tsahal, et permit ainsi que l'information, qui autrefois ne sortait pas du Shabak, soit transmise à l'Heyl Ha'Avir afin de permettre de réduire la Boucle OODA¹³⁸ et d'accélérer, ainsi, l'exécution des frappes.

Réduire la Boucle OODA peut sembler académique et un brin pompeux pour des esprits profanes. Mais c'est souvent ce qui fait la différence. Les SR américains, CIA en tête, ont, à de nombreuses reprises, été accusés d'avoir protégé Ossama Bin-Laden. Certes, on est en droit de s'interroger de leur difficulté à retrouver à Tora-Tora, site choisi et aménagé par les forces spéciales de la CIA elles-mêmes avec leurs alliés salafistes d'alors. Mais, au-delà, la complexité de la chaîne décisionnaire à chaque fois qu'il s'est agi de donner (ou ne pas donner) l'ordre de s'offrir Bin-Laden n'a guère facilité les choses. Pour comprendre, voici ce qu'en a dit, interrogé par PBS, le Chief of Station de la CIA (CoS) à Islamabad au moment des faits, Gary Schoren : « La chaîne de commandement part de moi, en qualité de chef de station, remonte vers le chef de la Division Moyen-Orient et le chef du CTC, puis vers le directeur des Services de Renseignements, le DCI¹³⁹, qui emmène alors les deux gentlemen que je viens de citer (...) au NSC et à la Maison-Blanche, afin de tout mettre sur table »¹⁴⁰. Et, encore ne s'agit-il que d'une partie du trajet aller de l'info...

Yuval Diskin remplaça Avi Dichter dans ses fonctions environ deux mois avant le démarrage du programme de désengagement d'une partie des territoires arabes occupés souhaité par le Premier ministre israélien, Ariel Arik Sharon. Une de ses principales missions étant, en tant que patron du Shabak, d'empêcher et d'endiguer le terrorisme de groupes extrémistes nationaux-religieux israéliens. Ce fut un échec partiel, dans la mesure où il ne parvint pas à prévenir les attentats commis par Natan Zada et Asher Weisgan.

À partir de janvier 2006, le Sherut Ha'Bitaron Ha'Klali devait fournir une estimation de la situation en vue des élections législatives palestinienne.

Yuval Diskin et son SR furent parmi les rares au sein de la Communauté du Renseignement à prévoir que le Hamas sortirait vainqueur des élections.

Après la réalisation (globalement réussie) du programme de désengagement, Diskin mit en place une série de rencontres avec les Yeshivot Hesder (séminaires militaires) et les classes propédeutiques précédant le service militaire, afin de réduire le sentiment de distance ressenti par le public national-religieux vis-à-vis de l'administration centrale et du Sherut Ha'Bitaron Ha'Klali en particulier. Bien qu'il soit difficile de se prononcer sur ce dossier, la part croissante d'éléments de la population issus de ce courant national-religieux servant au sein de l'appareil militaire et sécuritaire, doit, semble-t-il être, pour partie, portée au crédit de Yuval Diskin et de son action.

À ce jour, Yuval Diskin dirige toujours le Sherut Ha'Bitaron Ha'Klali.

Entre culte du secret et efficacité à tout prix

Le Shabak est l'un des organes de Renseignements les plus secrets au monde et peu de détails sont réellement disponibles sur ce service, dont la structure et même le nom de son directeur furent longtemps interdits de publication, selon la loi israélienne.

Le Shabak dispose d'un millier de personnes. Chiffre important et moyen à la fois. Important, par comparaison à d'autres SR équivalents. Moyen si l'on prend en compte l'ampleur de sa tâche, Israël étant l'un des pays au monde les plus visés (cela dépend des années) par la violence armée. Or, comme le rappelle Jacques Baud, le Sherut Ha'Bitaron Ha'Klali « est responsable de la sécurité militaire et de la sécurité terroriste en Israël. Ses pouvoirs sont étendus et, par exemple, il pratique sur une base régulière des écoutes téléphoniques. Il est également responsable de la sécurité dans les aéroports et dans les appareils de la compagnie nationale El-Al ».

Il est à noter que, contrairement à la plupart des organes de Renseignements intérieurs occidentaux (FBI et DCRI, notamment), le Sherut Ha'Bitaron Ha'Klali ne se prive pas de mener des opérations à la fois clandestines et extrêmement brutales. Ses méthodes d'interrogatoires lui ayant valu de vives condamnations, notamment de la société civile israélienne. À noter que le Shabak est probablement le seul SR au monde dont les méthodes d'interrogatoire ont été si précisément¹⁴¹ encadrées par le législateur (depuis 1993). Corollaire de ces pratiques parfois controversées : une bien plus grande efficacité que dans les pays du monde où la coercition sous sa forme la plus

extrême est utilisée dans les interrogatoires.

Le Shabak est, plus encore que ses petits camarades du Mossad et de l'A'Man, d'une modestie de rosière quant à ses activités, mais également à propos de sa structure. Ainsi, jusqu'en 1996, l'identité de son chef était interdite de publication. Les noms de ses directeurs successifs n'étant révélés au public qu'à la fin de leur fonction à la tête du Sherut Ha'Bitaron Ha'Klali. Et encore, pas toujours. Pour la première fois, au début 1996, le nom et le visage du nouveau chef du Shabak étaient dévoilés au public lors de son entrée en fonction.

Une des différences majeures du Shabak par rapport au Mossad, qui ne relève que du seul Premier ministre¹⁴², est que le Sherut Ha'Bitaron Ha'Klali doit présenter un bilan périodique à la Sous-Commission du Renseignement de la Knesset (Parlement). Un peu à la manière des audiences (fréquentes, mais non régulières) auxquelles se soumettent les responsables des Renseignements US devant le US Senate Intelligence Committee et le House of Representatives Intelligence Committee. À noter que les résultats de ces audiences restent entièrement secrets en Israël, ce qui n'est pas le cas des hearings¹⁴³ devant les chambres US, dont le contenu est partiellement rendu public.

Par ailleurs, son chef est nommé par le cabinet, sur recommandation du Premier ministre.

Le Shabak se compose de trois divisions opérationnelles :

La division des affaires arabes : Cette division s'occupe des opérations antiterroristes et de la mise à jour d'une banque de données sur des terroristes arabes¹⁴⁴. Cette division comporte un détachement militaire nommé Henza qui travaille en collaboration avec les Mist'Aravim (chargés de l'infiltration et venant de l'A'Man), pour maîtriser les émeutes, qui ne sont cependant pas des unités de maintien de l'ordre.

La division des affaires non arabes : Cette division a pour but d'infiltrer les agences étrangères de renseignement et les missions diplomatiques en Israël. Avant la chute du bloc soviétique, cette division était subdivisée en 2 sections : Section communiste et Section non communiste. On y étudiait les dossiers de certains immigrants venant de l'Europe de l'Est ou des pays membres de l'Union soviétique.

La division de la sécurité : Cette division assure la protection des infrastructures gouvernementales, diplomatiques et scientifiques. Ou encore des industries militaires et des vols de la compagnie aérienne nationale El-Al. C'est au sein d'icelle que passera le dénommé Ygal Amir, l'assassin du Premier ministre israélien, Yitzhak Rabin...

Le Shabak comporte également 5 sections de réserve.

Par ailleurs, le Sherut Ha'Bitaron Ha'Klali va patiemment endiguer les tentatives de l'OLP puis du Hamas et du Djihad islamique à pérenniser un état d'insurrection à l'intérieur des territoires occupés. Les soulèvements populaires sont contrés les uns après les autres. L'immense majorité des cellules et des caches d'armes sont démantelées. En ces affaires, le Shabak bénéficie :

Du manque de professionnalisme des Palestiniens dans ces domaines. Un exemple : contrairement au Mossad qui utilise plusieurs équipes pour ses opérations de décapitation, la plupart des groupes palestiniens qui tentent de passer à l'acte utilisent les mêmes équipes pour les missions de repérage et d'action proprement dites (attentats, tentatives d'élimination). Résultat : les commandos se font généralement remarquer dès le repérage et se font arrêter juste avant ou dès qu'ils tentent de passer à l'action.

De la mise en place de tribunaux d'exception facilitant les procédures d'arrestation, d'interrogatoire et de mise au secret qui n'existent plus dans la plupart des démocraties occidentales.

Un Contre-espionnage tenace

Au niveau du Contre-espionnage, l'heure de gloire du Sherut Ha'Bitaron Ha'Klali se situe dans les années 70, période où Israël connaît un afflux massif d'immigrants et donc, parmi eux des espions infiltrés :

Janvier 1970, Ilan Stil, juif d'origine roumaine, est arrêté, peu de temps avant le déclenchement de la guerre des Six Jours. Motif : un projet d'assassinat du ministre de la Défense.

1971, Arthur Paterson, homme d'affaires britannique de 71 ans, est condamné pour espionnage au profit de l'Égypte.

1972, Peter Fulman, juif d'origine allemande, est condamné pour espionnage au profit du Liban.

1972, John Gerald Glover, ingénieur britannique, est accusé d'espionnage au profit de la Jordanie.

Le Shabak doit aussi faire face également à une recrudescence des tentatives

d'infiltration émanant des SR arabes et du KGB. Notamment, l'existence en Galilée, en décembre 1972, d'un véritable réseau prosyrien. Il ébranle toutefois la société israélienne, car parmi la quarantaine de personnes arrêtées figurent un certain nombre d'Israéliens¹⁴⁵.

Le Contre-espionnage se retrouve également confronté à l'émergence de mouvements d'extrême gauche débordant d'activité.

Dans la foulée des Black Panthers¹⁴⁶, éclot en Israël un mouvement éponyme israélien, militant, lui, pour les droits des Séfarades ou Juifs orientaux. Reuven Abarjet, Juif marocain d'origine et fondateur des Panthères Noires israéliennes, va soutenir le boycott universitaire d'Israël en vue d'exercer des pressions contre le gouvernement et protester contre l'occupation des Territoires palestiniens. L'appel au boycott des facultés israéliennes a été initié par des universitaires britanniques. Mais l'engagement va bien plus loin. Reuven Abarjet écrira, à ce sujet que « Notre lutte contre le régime fut difficile et sans compromis. La violence s'est répandue dans la rue et, pour casser la résistance séfarade, la police a agi de toutes ses forces sur ordre du Premier ministre d'alors, Golda Meir. Dès le début de notre lutte, les Panthères Noires ont entamé le dialogue avec les dirigeants palestiniens aussi bien sur place qu'en Europe. Des délégations de Panthères Noires se sont rendues en Italie, en France, en Belgique, aux Pays-Bas. Parallèlement, nous avons rencontré, dans les camps de réfugiés, des familles endeuillées qui avaient perdu leurs enfants dans la lutte contre l'occupation. Juste avant la mort du président Yasser Arafat, j'ai fait partie d'une délégation de militants qui l'a rencontré dans la Muqata assiégée ». Et d'affirmer que « Le système politique israélien, maintenu par des motivations capitalistes externes, entraîne l'effondrement des Palestiniens et des Séfarades sous le poids de l'oppression et de l'occupation ».

Compte tenu du quadrillage mis en place par le Shabak, l'activisme d'extrême gauche n'ira jamais bien loin. Ainsi, en janvier 1973, Ehud Adiv et Dan Véréd, deux jeunes réservistes israéliens, sont condamnés pour avoir porté atteinte à la sécurité d'Israël. Incités à se lancer dans l'action clandestine lors d'un séjour en Europe, les deux jeunes Israéliens avaient rejoint un groupuscule dirigé par Daoud Turki, un chrétien arabe proche du parti Ba'as, qui prônait le renversement du gouvernement israélien.

Un filet aux mailles très serrées

Sans qu'il nous soit, ici, possible de restituer avec certitude comment se fait la

remontée d'informations entre les différents organes et agences, seules certaines modalités sont connues, Israël est un modèle du genre en matière de collecte, de traitement et de circulation des informations.

Ainsi, le fichier central de la Police nationale regroupe toutes les données disponibles sur les criminels et ennemis répertoriés en Israël même. Mais aussi dans les territoires occupés, les territoires autonomes (Autorité palestinienne), et dans la Bande de Gaza. À cela s'ajoutent les noms, adresses, numéros d'identification de tous les adultes en Israël. Idem (probablement) pour la Cisjordanie et Gaza. Naturellement, les numéros et noms de possesseurs de toutes les armes, permis de conduire des véhicules possédés, sont aussi répertoriés. Le nombre, la nature et l'état des armes détenues (officiellement) par les organes de force palestiniens sont aussi connus, dans la mesure où, conformément aux accords israélo-palestiniens, ces armes, pour l'essentiel, ont été fournies par... Israël et non achetées sur le marché international.

Fait assez peu connu quant au quadrillage mis en place par les autorités israéliennes, et dont profitent les SR, outre les 22 000 membres de la Police nationale, existe en Israël, une Garde civile (rattachée à la Police nationale). Lisez ce qu'en écrivait le magazine spécialisé *Raid*, dans son numéro spécial consacré au conflit israélo-palestinien : « Afin de prévenir les actes terroristes dans les villes et les agglomérations, la Garde civile forme un maillage serré d'observation et opère en civil, à pied ou à bord de véhicules personnels pour prévenir la police. Au total, la Garde civile regroupe 45 000 volontaires de 17 à 80 ans qui aident aussi la police à assurer la circulation, le contrôle de la criminalité et des patrouilles. Ces volontaires doivent effectuer au minimum quatre heures par mois et sont armés ; de plus, ils participent régulièrement à des exercices et suivent une formation de base policière »¹⁴⁷.

Rappelons, aussi, qu'au sommet de la pyramide du Renseignement, le Va'Adat Rashei Ha'Sherutim (Comité des Chefs de Service), présidé par le Ha'Mémouné¹⁴⁸ (directeur du Renseignement), regroupe le directeur de l'A'Man, le directeur du Shabak, l'inspecteur-général de la Misheret Yisrael (police nationale), le directeur général des Affaires étrangères, le directeur du Machleket Ha'Keher¹⁴⁹ (Direction de la Recherche & de la Planification politique du ministère des Affaires étrangères), et les conseillers du Premier ministre en matière politique, militaire & terroriste.

Mais personne n'est infailible

Pour revenir au Shabak, à proprement parler, parmi ses échecs, le plus marquant aura été son incapacité à empêcher l'assassinat du Premier ministre israélien, Yitzhak Rabin. Ce alors même que l'assassin, Ygal Amir, était membre d'un groupuscule extrémiste, Eyal¹⁵⁰, dirigé par une taupe des Renseignements intérieurs : Avishai Raviv¹⁵¹. Taupe auprès de laquelle, Ygal Amir se serait, à plusieurs reprises, ouvert quant à ses intentions homicides.

À noter, dans ce dossier, le sort peu enviable fait à l'étudiante présentée (exagérément) comme l'égérie d'Ygal Amir, Margalith Har-Shefi, littéralement lynchée par les médias, pour n'avoir pas informé les autorités du complot visant Yitzhak Rabin. Arguant qu'Ygal Amir s'était vanté auprès d'elle de son projet, le juge fondera l'essentiel de son argumentation sur le fait que la loi lui faisait obligation d'en informer la police. Margalith Har-Shefi a plaidé non coupable expliquant que : primo, elle n'avait jamais cru qu'Amir passerait à l'acte, précisant n'avoir pas « ajouté foi à ses dires, car un chien qui aboie ne mord pas... » ; secundo qu'Ygal Amir avait fait part « peut-être à 1 000 personnes » de ses intentions.

Une affaire ténébreuse à souhait, où la justice fera tout pour faire de la jeune fille un coupable idéal. Un peu trop tout de même. Margalith Har-Shefi ayant, d'entrée, été mise hors de cause en ce qui concerne la fourniture d'armes au meurtrier. On voit effectivement mal en quoi il aurait été nécessaire, pour elle, de mettre Ygal Amir en rapport avec un « expert en explosif » pour parfaire son éducation. Amir avait, en effet, effectué son service militaire chez les Golani, unité d'élite où celui que ses camarades surnommaient McGiver avait appris, dans ses stages commandos, autre chose qu'à démonter son Glilon¹⁵² ! En outre, rappelons qu'Ygal Amir avait également servi dans la sécurité des ambassades, domaine où l'on est entraîné à faire face à la menace des... explosifs !

Beaucoup se sont donc demandé pourquoi il a été reproché à Margalith Har-Shefi – et à elle seule – d'avoir manqué du discernement dont les SR intérieurs israéliens ont dramatiquement manqué en cette affaire. Rappelons, entre autres, que l'ancien Ha'Mémouné, le général Danny Yatom (à l'époque où il était secrétaire du Premier ministre Rabin) ne l'avait pas averti des activités d'Avishai Raviv, à la tête du mouvement d'extrême droite Eyal, où Ygal Amir avait ses entrées...

Au-delà de ces lignes, tant de choses ont été écrites et dites sur ce dossier, qu'ad minimo, un ouvrage du triple de celui-ci serait nécessaire pour espérer y voir plus clair. Nous en resterons donc là.

Sans qu'on puisse à proprement parler d'échec, dans la mesure où les preneurs d'otages furent neutralisés, en 1986, Avraham Shalom, patron du

Sherut Ha'Bitaron Ha'Klali, avait dû rendre son tablier en raison du Scandale du bus 300. Affaire durant laquelle deux membres du FPLP avaient été exécutés après une prise d'otages ratée, deux ans auparavant. En fait, pour les Israéliens le plus choquant fut d'apprendre que les agents du Shabak, outre d'être accusés : a) d'avoir exécuté des prisonniers ligotés, b) d'avoir gêné l'enquête, avaient fourni de faux témoignages.

Sera également reproché au Sherut Ha'Bitaron Ha'Klali d'avoir été, pendant ses premières années d'activité, un instrument politique au service du gouvernement et que ses agents servaient à collecter des informations politiques dans des domaines sans rapport aucun avec la sécurité du pays. C'est ainsi que l'on découvrit, en 1953, que le Shabak avait placé des écoutes dans le bureau du chef du Mapam de l'époque, Meïr Yaari.

Le Shabak & la torture

Dans le quotidien Yediot Aharonot du 23 mars 2007, lors d'un entretien, l'avocat Arie Hadar, aux dires de certains : ancien chef des interrogateurs du Shabak, reconnaissait, entre autres, que sa centrale avait bien eu recours à la torture contre des détenus arabes. Selon lui, la plupart des violations se seraient déroulées pendant les premières années d'existence de l'État d'Israël, sous la Présidence du conseil de David Ben-Gourion. Notons qu'Israël a ratifié la Convention contre la torture de l'ONU en 1991.

L'usage de la torture lors des interrogatoires du Sherut Ha'Bitaron Ha'Klali a toutefois perduré. La Commission Landau¹⁵³ de 1987 démontra clairement que le Shabak faisait un usage routinier de la torture lors de ses interrogatoires, malgré ses dénégations et parjures devant les tribunaux.

En fait, depuis 1994, nous a rappelé Samia Chouchane, il existe bien un « code d'éthique, autrement désigné par son titre officiel L'Esprit des forces israéliennes de défense (Ruach Tsahal) »¹⁵⁴, supposé s'appliquer aux organes de force (Défense, Police, Renseignements). Mais, poursuit Samia Chouchane, « Marqué par un certain échec, notamment en raison de son manque d'enracinement dans les valeurs et la culture nationale israélienne, ce code a fait l'objet de nombreuses contestations dans un Israël où l'identité politique de l'État est en permanente oscillation entre judéité et laïcité et où les valeurs de ses soldats sont au cœur d'une telle dynamique de tensions. Envisagé comme une formalisation de l'éthique dans un texte unique et officiel (dans un contexte de montée en puissance de l'éthique et du droit religieux dans la guerre au service des sionistes religieux), ce code ne parvient

pas à résoudre (le pouvait-il ?) tous les problèmes relatifs au comportement des militaires israéliens sur le terrain. La complexité des problèmes posés par l'éthique militaire en général et israélienne tout particulièrement n'est pas résolue »¹⁵⁵.

Dans la pratique, la « judiciarisation de l'éthique » s'est « essentiellement manifestée autour de décisions relatives à l'usage de certains modes opératoires militaires marqués par les problèmes qu'ils peuvent poser sur le plan éthique et juridique »¹⁵⁶. Lorsqu'il s'agit d'évoquer la « question des pressions physiques et des méthodes d'interrogatoire employées par l'armée » et le Shabak, un « usage modéré de pressions physiques »¹⁵⁷ était admis. Bien que, « comme le souligne le juge Barak qui a rédigé l'opinion majoritaire de la Cour dans l'un de ses arrêts¹⁵⁸ les plus célèbres »¹⁵⁹, ces méthodes soient « illégales »¹⁶⁰.

« Dans l'un de ses attendus », notait Samia Chouchane, « la Cour s'attache aussi à préciser la notion de “nécessité” sécuritaire, qui constitue l'argument principal de l'Exécutif, en établissant deux critères concomitants pour sa recevabilité : dans une situation de “ticking bomb”¹⁶¹ et lorsqu'il y a “un besoin immédiat de préservation de la vie humaine”¹⁶². Dès lors, en dehors de ce cadre précis de l'urgence absolue, la torture, puisqu'il s'agit bien de cela, est illégale »¹⁶³.

Des interrogations et des recommandations sans grands résultats, semble-t-il. En effet, un rapport parlementaire de 1997, rédigé sous la direction de Myriam Ben-Porat¹⁶⁴ montra que le Shabak a continué à torturer après le rapport de la Commission Landau, allant bien au-delà des « pressions physiques modérées » acceptées par le rapport en question. Et ce, en particulier lors de la 1^{re} Intifada, entre 1988 et 1992. Soumis à un sous-comité ad hoc du Parlement, le rapport fut gardé secret jusqu'à 2001.

La même année 1997, le Comité de l'ONU contre la torture conclut que les méthodes d'interrogatoire utilisées par le Sherut Ha'Bitaron Ha'Klali constituaient bien des actes de torture contraires à l'Article 1 de la Convention contre la torture.

Entre la rédaction du Rapport Ben-Porat (1997) et sa publication en 2001, le Bagats statua, à la suite d'une requête déposée, entre autres, par le Comité public contre la torture en Israël (PCATI), sur l'état juridique de la question en 1999. La Cour décréta que les interrogatoires du Sherut Ha'Bitaron Ha'Klali étaient soumis aux mêmes restrictions que ceux de la police, et que, de ce fait, la torture restait illégale.

Dans les faits, le gouvernement n'ayant pas le pouvoir¹⁶⁵ de réglementer cette praxis via des directives administratives, il laissait ouverte la possibilité pour

les enquêteurs de s'abriter, en cas de plainte au pénal, derrière l'excuse de « défense nécessaire » (necessity defense), invoquant notamment le ticking time bomb scénario.

Près de dix ans après cet arrêt historique de la Cour, les actes de torture continuent à être pratiqués, selon le PCATI.

Pourtant, comment ne pas noter qu'Israël est certainement le pays, où l'on a le plus tenté de trouver des réponses à cette question de la torture et des violations des droits. Une École de droit militaire fut même fondée en 1994.

« La naissance de cette dernière », a reconnu Samia Chouchane, « est ainsi à l'origine d'une publication par l'armée d'un manuel de droit des conflits armés¹⁶⁶, très largement distribué et diffusé auprès des soldats. Cette École s'est aussi lancée dans une publication à caractère scientifique, l'Israël Defense Forces Law Review, qui se veut un espace d'échanges, de discussions et d'approfondissement de l'ensemble des aspects juridiques du conflit dans lequel Tsahal est impliquée, et en premier lieu, des questions liées à la conduite des hostilités »¹⁶⁷.

Finalement, en 2002, la Knesset adopta la Loi sur le Shabak qui fixe les fonctions du SR et ses moyens d'action. Elle redéfinit le statut et les attributions du SR, les modalités de nomination de son directeur et fixe les méthodes de travail de l'organisation ainsi que les moyens d'en assurer le contrôle. Ses dispositions ne portent pas sur l'usage de la violence et n'ajoutent rien à ce que prévoit le droit pénal quant à la possibilité d'exercer une « pression physique modérée » sur les suspects. Par ailleurs la loi limite la latitude laissée aux médias de livrer des informations sur le Shabak.

Des efforts donc, mais ne semblant guère porter leurs fruits. Comme semble encore le démontrer une affaire récente de dépassement des règles fixées par le législateur.

En effet, comme l'a révélé Ma'an News Agency, une journaliste israélienne s'est retrouvée assignée à résidence pour des violations répétées de la censure. Motif : Anat Kam (23 ans), qui travaillait pour le site israélien d'informations Walla ! jusqu'à son arrestation en décembre 2009, aurait obtenu et procuré certaines informations confidentielles au quotidien Ha'aretz.

Le Sherut Ha'Bitaron Ha'Klali aurait interdit aux médias de mentionner cette affaire¹⁶⁸. Cependant, un groupe de journalistes israéliens a mis en cause l'isolement d'Anat Kam au tribunal, le 12 avril 2010, 48 heures avant l'ouverture de son procès pour « espionnage et trahison »¹⁶⁹.

L'accusation soutient qu'elle aurait copié des documents militaires classifiés (près de 2 000 pièces) lors de son service militaire. Documents qui auraient été à l'origine d'une enquête d'Ha'aretz en 2008 par le journaliste Uri Blau¹⁷⁰. Enquêtes détaillant les procédures d'éliminations ciblées de Tsahal.

Les collègues d'Anat Kam croient dur comme fer que la communauté du Renseignement veut faire un exemple de Kam, afin de dissuader la profession de dévoiler des documents secrets dans le futur.

De son côté, Ha'aretz n'a pas confirmé que Kam était bien l'informatrice de Blau. Dans un premier temps, au cours d'une conversation entre Ron Kampeas¹⁷¹ et le rédacteur en chef de Ha'aretz, Dov Alfon, ce dernier a même prétendu que les allégations selon lesquelles les deux journalistes auraient collaboré sur la même affaire étaient « absurdes »¹⁷². Dans la mesure où « Plus d'un an a passé depuis l'arrestation de Kam, année pendant laquelle Blau a publié beaucoup d'autres “unes” critiquant la conduite de l'armée »¹⁷³.

Kam a également nié toute implication dans les enquêtes de Blau. Un de ses avocats, M^e Eitan Lehman, a déclaré à Donald Macintyre de l'Independent que sa cliente respectait du mieux possible les règles de la censure militaire. Lehman affirmant même que « les fuites venaient de l'autre bord, pas du sien »¹⁷⁴. L'affaire Kam est passée devant la justice israélienne.

135. La meilleure traduction étant : *Service Général de la Sûreté*.

136. Par *territoires*, nous entendons ici les territoires palestiniens dans leur ensemble, qu'ils soient *autonomes* ou *occupés*.

137. Le *Front populaire de libération de la Palestine* (الجبهة الشعبية لتحرير فلسطين, *al-Jabha al-Cha'biyyah li – Taḥrīr Filasṭīn*, *FPLP*) a été fondé en 1967 par le Dr George Habache, de confession chrétienne comme la plupart des cadres du mouvement. Le *FPLP* est une organisation issue du Mouvement nationaliste arabe, qui combine nationalisme et marxisme. Le *FPLP* possède une branche armée, les *Katā'ib Abu « Ali Mustafā* (brigades d'Abou Ali Mustafa, كتائب ابو علي مصطفى). Le *FPLP* a rejoint l'*Organisation de libération de la Palestine* (*OLP*) en 1968 et devint, dans l'organisation, le deuxième groupe par son importance après le *Fatah* de Yasser Arafat.

138. Boucle *OODA* (observation, orientation, décision, action).

139. George Tenet, à l'époque.

140. *Le Livre noir de la CIA*, p.388, Yvonnick Denoël, Nouveau Monde, 2007.

141. Bien que pas encore suffisamment.

142. Comme le *Lekem*.

143. Audiences.

144. Semble-t-il différentes de celles de la police. Lire supra.

145. Et pas seulement des Arabes-Israéliens et des Palestiniens.

146. Mouvement radical qui combattait pour les droits des Afro-Américains aux États-Unis à partir de la fin des années 1960.

147. *Israël-Palestine, l'Appel aux armes, Raids*, Hors-série n° 2.
148. Qui est, d'office, le patron du *Mossad*,
149. La branche *Renseignements* du ministère des Affaires étrangères, en fait.
150. Mouvement ultranationaliste religieux, officiellement basé à Kyriat-Arba (près d'Hébron). Il aurait compté quelques 500 membres, essentiellement recrutés dans les *Yeshivot* (écoles talmudiques). Des cellules d'*Eyal* étaient présentes à l'*Université Bar-Ilan*. Université où sont dispensés de nombreux cursus religieux.
151. *Champagne* pour ses officiers traitants.
152. Fusil d'assaut.
153. Du nom du président du *Bagats* (Cour suprême israélienne), Moshé Landau.
154. *La judiciarisation de l'éthique militaire en Israël*, Samia Chouchane, *Bulletin du Centre de recherche français de Jérusalem* (10 mars 2010).
155. *La judiciarisation de l'éthique militaire en Israël*, Samia Chouchane, *Bulletin du Centre de recherche français de Jérusalem* (10 mars 2010).
156. *Ibid.*
157. *Ibid.*
158. En 1994.
159. *La judiciarisation de l'éthique militaire en Israël*, Samia Chouchane, *Bulletin du Centre de recherche français de Jérusalem* (10 mars 2010).
160. H CJ 5100/94 *Public Committee Against Torture in Israel vs The State of Israel*. Notons que dans le corps de cet arrêt de principe est décrit tout un panel de méthodes employées lors des interrogatoires.
161. Ce terme se réfère à une situation dans laquelle un suspect appréhendé par les services de sécurité détient d'importantes informations concernant la localisation d'une bombe sur le point d'exploser. Dans ce cas d'extrême urgence, des pressions peuvent être exercées afin d'obtenir les renseignements nécessaires pour la localiser.
162. *More of the same: judicial activism in Israel*, p.361, Suzie Navot, *European Public Law*, Vol.7, # 3.
163. *La judiciarisation de l'éthique militaire en Israël*, Samia Chouchane, *Bulletin du Centre de recherche français de Jérusalem* (10 mars 2010).
164. Juge à la *Cour suprême* de 1977 à 1987, puis élue contrôleur d'État,
165. Et, certainement, encore moins le souhaite.
166. Ce manuel a été publié par l'*IDF Military Law School*, sous la direction du Capitaine Erez Hazon, *Laws of war in the battlefield*, Département de droit international, 1998.
167. *La judiciarisation de l'éthique militaire en Israël*, Samia Chouchane, *Bulletin du Centre de recherche français de Jérusalem* (10 mars 2010).
168. Injonction sans grand succès, vu le battage médiatique qui en a suivi...
169. *Israeli journalist held under secret house arrest*, *Ma'an News Agency* (27 mars 2010).
170. lui-même l'objet d'une foudroyante de tarcasseries, depuis.
171. De la *Jewish Telegraph Agency*.
172. *Israeli journalist held under secret house arrest*, *Ma'an News Agency* (27 mars 2010).
173. *Ibid.*
174. *Ibid.*

CHAPITRE 4 – LE MOSSAD

Le Bureau : mode d'emploi – Ce qui a marché – Ce qui a beaucoup moins bien marché – Tel-Aviv Vs Washington – Réseaux israéliens au Liban – Coups tordus entre Tel-Aviv et Téhéran –

Le Ha'Mossad Ley'Modi'in u-lé Tafkidim Méyuh'Adim (Mossad, ou Institut Central de Renseignements & des Opérations Spéciales) est le Service de Renseignement extérieur d'Israël. À ce titre il est le pendant de la DGSE et de la CIA. Par commodité, l'on y fait référence en parlant simplement de l'Institut, ou Mossad. Sauf en interne. C'est le terme de bureau, Hamisrad, qui est toujours usité par ses employés, agents ou responsables, le mot Mossad étant banni du vocabulaire.

La (vieille et officieuse) devise du Mossad est assez explicite, quant à sa raison d'être : « Par la tromperie, la guerre mènera »¹⁷⁵. Sur ce sujet, le site du Bureau reste assez sibyllin tout en donnant des indications claires et compréhensibles pour le commun des mortels : « collecter l'information, analyser les renseignements et effectuer des opérations spéciales clandestines au-delà des frontières (d'Israël) ».

À l'origine, c'est à l'époque du Mandat britannique qu'apparut, côté israélien, la première forme de SR élaboré : le Sherut Ha'Yediot Ha'Artzit (Sha'Y, ou Service d'information national) qui était le SR de la Haganah. Les entités précédentes se limitant à une forme réduite de Contre-espionnage et d'espionnage des formations d'activistes palestiniens et arabes. L'essentiel des expériences à l'extérieur de la Palestine mandataire ne relevant pas, à proprement parler, du Renseignement, vu qu'il s'agissait d'achat d'armes à l'étranger et de l'aide apportée à l'Alya (montée en Israël).

Durant la 2^e Guerre mondiale, on constate cependant une relative montée en puissance : les SR britanniques vont fournir la Haganah en armes, entraînement et fonds en échange d'expertise (donc de personnel) en langues et de la réalisation d'opérations noires. Étaient concernés des vétérans du Sha'Y et du Fo'Sh au travers d'une école d'entraînement désignée sous le nom de code ME 102 mise sur pied par le MI-4¹⁷⁶.

Le Mossad naît donc des survivances du Sha'Y, le Service de Renseignement de la Haganah.

En juillet 1949, c'est Reuven Shiloah, un proche collaborateur du Premier ministre, David Ben-Gourion, qui propose la création d'une entité centrale pour organiser et coordonner les Services de Renseignements et de sécurité. Le 13 décembre 1949, Ben-Gourion autorise l'établissement de cette instance de coordination s'occupant, en fait, de tout ce qui peut relever de la sécurité intérieure et du Renseignement militaire : le Mossad est officiellement né ce jour-là.

Le Bureau : mode d'emploi

Le domaine d'action du Mossad comprend le Renseignement classique, les opérations spéciales et la lutte contre les mouvements classés comme terroristes, à l'extérieur d'Israël et des territoires palestiniens occupés (qui sont eux de la responsabilité du Shabak). Les deux services ne répugnant pas à entreprendre des actions communes lorsque nécessité fait loi. L'un des grands atouts des SR israéliens, dans leur ensemble, étant leur extrême pragmatisme.

Le Mossad se compose de 8 départements. Et, encore faut-il rester prudent quant à cette répartition, dans la mesure où l'organisation interne de l'agence n'est pas du domaine public. Les éléments ci-dessous pouvant être, pour partie, de la manipulation émanant du Mossad lui-même :

Division de l'Information (la plus importante). Elle est responsable des opérations d'espionnage à l'étranger, à travers ses antennes officielles ou clandestines. Ce département, lui-même, se divise en bureaux, chacun d'entre eux étant responsable d'une zone géographique, des antennes qui s'y trouvent, et des agents qui y opèrent dans leur zone géographique.

Division de la Recherche. Lui revient la responsabilité de l'interprétation des Renseignements recueillis. La division fournit un rapport quotidien, un bulletin hebdomadaire et un carnet mensuel détaillé. Ce département se divise en 15 zones géographiques : les États-Unis, le Canada, l'Europe de l'Ouest, la CEI, la Chine, le continent africain, le Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie), la Libye, l'Égypte, l'Irak, la Jordanie, la Syrie, l'Arabie Séoudite, les Émirats Arabes Unis et l'Iran. Un bureau annexe suit l'évolution des projets d'armement des pays voisins. On notera donc que trois sous-

départements sur quinze servent à espionner des pays amis d'Israël. Rien que de très normal en somme, même si cela surprend encore quelques journalistes un peu crédules...

Loh'Ama Psychologit. Le Département s'occupant de la guerre psychologique, de la propagande et des opérations de mystification, voire de déception (mais pas la seule).

Division des relations internationales. Elle s'occupe des relations et des opérations conjointes avec les agences des pays amis, mais aussi avec les pays n'entretenant pas de relations normalisées avec l'État hébreu. Dans les antennes de grande importance comme Paris, le Mossad dispose, sous le couvert de l'ambassade, d'un responsable affilié à la Division de l'Information, et d'un responsable des Relations Internationales.

Metsada ou Division des opérations spéciales. Véritable Mossad dans le Mossad. Dépend du directeur adjoint. Elle conduit les opérations paramilitaires, de guerres psychologiques, de sabotage et d'assassinat. Il n'est pas clairement établi que le Metsada soit chargé de l'aspect opérationnel des opérations élaborées par le Loh'Ama Psychologit. Le Kidon est la Branche exécution & exfiltration (enlèvement) de Metsada.

Division technologie.

Division instruction. Lui est, selon toute logique, rattaché l'école d'entraînement dite Midrasha (Académie). Lieudit : « Résidence d'été du Premier ministre », colline surplombant le centre de loisirs Country Club, Tzomet Glilot, route Tel-Aviv-Herzliya.

Division administration.

Le rôle du Mossad est comparable à celui de la CIA. Mais, particularité propre à l'histoire et la politique de l'État hébreu, le Mossad est, aussi, chargé de faciliter l'Alya (montée en Israël) lorsque celle est interdite ou limitée, ce qui a été le cas la plupart pays arabes et arabo-musulmans. Voire de certains autres pays désirant caresser les chancelleries arabes dans le sens du poil...

Le QG du Ha'Mossad Ley'Modi'in u-lé Tafkaidim Méyuh'Adim se situe au King Saul Boulevard, Hadar Dafna Building, à Tel-Aviv.

Au niveau du recrutement, bon nombre d'agents sont tout simplement approchés lors de leur passage sous les drapeaux. L'Institut n'est toutefois pas opposé aux candidatures spontanées. Le Mossad aura également recours à des encarts dans la presse israélienne, mais, semble-t-il, également dans la presse communautaire diasporique. L'une d'entre elles est mentionnée en ces termes par Gordon Thomas : « ... le Mossad a des postes à pourvoir. Seul votre cœur vous dira si vous êtes capable de penser différemment, de vous dépasser »¹⁷⁷.

Mais n'entre pas au Mossad qui veut. L'ancien Ha'Mémouné, Meïr Amit, a donné un aperçu des critères qui sont en vigueur au sein de l'Institut pour choisir ses futurs agents : « Aucun Katsa ne sera accepté au Mossad s'il est motivé au premier chef par l'appât du gain »¹⁷⁸. Mais le Mossad se méfie tout autant des têtes brûlées, car, selon Amit, « les sionistes trop zélés n'auront pas davantage leur place dans cette maison. Le fanatisme empêche de discerner clairement les objectifs d'une mission. Notre métier requiert un jugement clair, calme et lucide. Les gens cherchent à entrer au Mossad pour toutes sortes de raisons. D'abord le prestige. Et aussi le goût de l'aventure. D'autres s'imaginent qu'ils pourront ainsi élever leur statut social ; ce sont des petits qui ont envie de grandir. Quelques-uns s'imaginent que le Mossad leur confèrera des pouvoirs secrets. Aucune de ces motivations ne devra être considérée comme valable »¹⁷⁹.

À noter que c'est à dater de 1951 (donc dès ses débuts) que remontent les contacts du Mossad avec la CIA. C'est l'antenne (Station) de la CIA à Tel-Aviv qui assure les contacts entre centrales de Renseignement. Auparavant, le Sha'Y collaborait régulièrement avec l'ancêtre de la CIA, l'OSS.

Le Mossad, même s'il préfère faire cavalier seul, ne rechigne pas, lorsque cela est nécessaire, à coopérer avec d'autres SR. Ainsi, a existé, jusqu'à la révolution islamique d'Iran, le groupe Trident qui regroupait, outre le Mossad, le Sazémen-é-Etelaat va Amijiniat-é-Keshvar (Savak, ou Organisation nationale d'information & de sécurité) iranien et le Milli Istikhbarat Tskilati (MIT) turc. But de cette alliance : contrer les SR arabes et les activités terroristes en provenance des pays arabo-musulmans. Formellement, les trois SR se réunissaient deux fois par an. Théoriquement ces relations (parfois complexes) relevaient de la Division des relations internationales. Dans les antennes de grande importance comme Paris, le Mossad dispose, sous le couvert de l'ambassade, d'un responsable affilié à la Division de l'Information, et d'un responsable des Relations Internationales.

Mais cette présence de représentants des SR, attachés aux ambassades, n'est pas spécifique au Mossad. Ainsi, la plupart des représentations de la RI d'Iran dans le monde ont en poste de ces officiers de Renseignements, chargés du suivi avec leurs homologues locaux.

Il importe, aussi, de mettre à bas quelques légendes.

Comme celle des Israéliens répugnant à verser le sang de leurs compatriotes – antienne notamment ressassée à l'envi lors de l'assassinat de Yitzhak Rabin – mais qui ne résiste guère aux faits. Ainsi, l'unité de contre-espionnage de la Haganah, dirigée par Rigul Hegdi, liquidait physiquement les collaborateurs juifs qui travaillaient avec l'occupant britannique...

Notamment, « Rigul Hegdi », écrit Gordon Thomas, « recensa les femmes juives qui frayaient avec des officiers britanniques, les commerçants qui négociaient avec eux et les patrons de bar qui leur servaient à boire. En pleine nuit, les “traîtres” comparaissaient devant des cours martiales improvisées par la Haganah. Les coupables étaient soit roués de coups, soit sommairement exécutés dans les monts de Judée, d’une balle dans la nuque : le caractère expéditif de cette méthode n’était pas sans augurer de la férocité du futur Mossad »¹⁸⁰.

Et même lorsque l’Institut épargne la vie de ceux des Juifs qui sont dans son collimateur, il n’en fait pas pour autant dans la dentelle pour arriver à ses fins. Ainsi, Thomas rapporte que, lors de l’Affaire Yossele¹⁸¹, le Mossad, dît le rapport circonstancié de la mission, va faire échouer un rabbin « dans un bordel de Pigalle, sans avoir le moindre soupçon quant à la nature de l’endroit. Deux prostituées payées par nos soins sont entrées dans la pièce et se sont jetées à son cou. Nous avons pris des photos au Polaroid, et nous les lui avons montrées en menaçant de les faire parvenir à sa congrégation s’il ne nous avouait pas séance tenante où se trouvait l’enfant. Mais il a fini par nous convaincre qu’il n’en savait rien, et nous avons détruit les photos devant lui »¹⁸².

Ce qui a marché

Peu connu du grand public : l’obtention du discours de Nikita Kroutchev, lors de la session secrète du 20^e Congrès du Parti communiste de l’URSS, en mai 1956. Cette action donnera ses lettres de noblesse au Mossad.

Parmi les pages de gloire du Mossad, on classera, sans nul doute, le travail de fourmi réalisé pour préparer la guerre des Six Jours. Et sans lequel la victoire n’eût pas été si éclatante.

La relation qu’en fait Gordon Thomas mérite qu’on la cite, lorsqu’il évoque la « moisson d’informations (...) qui permit au Mossad d’en savoir au moins autant que l’état-major cairote sur l’aviation égyptienne et son commandement militaire »¹⁸³.

Et de préciser que « les analystes du Mossad » avaient préparé à leur patron Meïr Amit, « un descriptif détaillé de la vie quotidienne dans les bases ennemies (...). Entre 7 h 30 et 7 h 45 du matin, les unités de surveillance atteignaient leur niveau de vulnérabilité maximale. Pendant ce quart d’heure,

alors que l'équipe de nuit était fatiguée à la fin de sa longue faction, la relève n'était pas encore très vigilante – d'autant que ses membres étaient souvent retardés par la lenteur du service au mess. Quant aux pilotes, ils prenaient leur petit-déjeuner entre 7 h 15 et 7 h 45. Ensuite, ils retournaient à leurs quartiers pour enfiler leur combinaison de vol. L'opération prenait en moyenne dix minutes. La plupart perdaient quelques minutes supplémentaires aux toilettes avant de rejoindre les hangars. Ils s'y présentaient vers 8 heures, début officiel de leur journée de service. À ce moment-là, les équipes au sol avaient déjà entrepris de sortir les appareils des hangars pour les ravitailler et les armer. Pendant un quart d'heure environ, le tarmac était encombré de camions-citernes et de véhicules transporteurs de munitions »[184](#).

Concrètement, les fréquences de radio et les codes adverses étaient quasiment tous connus. La désignation, la localisation et la composition des unités dont disposait l'ennemi, également. Les pilotes israéliens qui décollaient connaissaient, en outre, l'emplacement de chaque base, ainsi que le nombre et le type des appareils ennemis qui y étaient déployés. Ils avaient à leur disposition, non seulement, les plans détaillés de chaque aéroport avec la place exacte des appareils, mais aussi celle des nombreux leurres que les Égyptiens avaient installés. Il arriva même – les SR israéliens ayant réussi à identifier les noms des pilotes égyptiens, ainsi que leurs indicatifs de combat – que leur soient adressés contrordres, ordres contradictoires, ou, le cas échéant, des messages personnels destinés à les démoraliser. Or, un bref instant d'inattention, lors d'un combat tournoyant (dogfight), est généralement synonyme de mort assurée...

La même minutie avait été apportée pour disséquer le travail de l'état-major égyptien. Ainsi, le Mossad avait établi que « l'officier cairote mettait en moyenne trente minutes pour aller de sa maison de banlieue à son lieu de travail. Les planificateurs stratégiques n'étaient pas assis à leur bureau avant 8 h 15. Ils passaient généralement dix minutes de plus à s'installer en sirotant un café en papotant avec leurs collègues. L'officier d'état-major ne commençait donc à se pencher sérieusement sur le contrôle du trafic nocturne des bases de chasseurs que vers 8 h 30 »[185](#).

En fonction de tous ces éléments, « Meïr Amit expliqua aux chefs de l'aviation israélienne que leurs cibles devraient être frappées entre 8 h et 8 h 30. Trente minutes seraient largement suffisantes pour les anéantir : le haut commandement du Caire serait privé d'une bonne partie de son personnel qualifié pour diriger la riposte »[186](#).

5 juin 1967 – 8 h 1, les premiers Mirage et Ouragan lâchaient leurs coups sur les pistes encombrées de leurs adversaires. Jamais la victoire n'aurait été aussi décisive sans le travail des agents de Renseignements. À se demander,

comment, 39 ans plus tard, Haloutz, Olmert et Peretz, lors de la Guerre des 34 Jours, ont pu oublier une leçon aussi magistrale ?

À l'issue de la guerre des Six Jours, le ministre israélien de la Défense, Moshé Dayan, eut ces mots lourds de sens : « Tout ce que je peux dire, c'est que le rôle du Renseignement a été au moins aussi important que celui de l'aviation et du corps des blindés ».

Maintenant, il faut garder à l'esprit qu'il n'est pas dans la nature des SR (quel que soit leur pays) d'étaler continûment leurs actions sur la place publique. S'ils le font à l'occasion c'est essentiellement pour deux raisons :

Primo, parce qu'ils en ont reçu l'ordre du pouvoir politique. La plupart du temps contre leur propre volonté. La devise de la communauté du Renseignement pouvant se résumer dans l'adage populaire : « Pour vivre heureux, vivons cachés » !

Secundo, lorsque la révélation de telle ou telle action correspond à un but opérationnel précis, sans que ce but soit, lui, pour autant, rendu public.

Ainsi, si l'on en croit Joseph Henrotin, la parution dans les colonnes de Ma'ariv d'une lettre d'un réserviste (presque) anonyme de Tsahal donnant son éclairage sur la guerre de Gaza serait une émanation des PsyOps israéliens. Notons d'entrée que, sur son blog, Henrotin ne précise pas à quel SR il est fait référence. Peut-être le Loh'Ama Psychologit, du Mossad, mais pas sûr. Pour ceux que ces thématiques intéressent tout particulièrement, elles ont été traitées dans des numéros des revues DSI et DSI-T.

Naturellement, le Bureau ne revendique jamais la plupart de ses actions. Ainsi, l'assassinat d'un des chefs militaires les plus implacables du Hezbollah, Imad Mughniyeh¹⁸⁷, n'a jamais été revendiqué. Ni infirmé d'ailleurs, le Mossad laissant, la plupart du temps, planer le doute sur son implication dans ce genre d'action. À l'évidence, cette opération de décapitation répondait à un double objectif (politique et psychologique) : redorer l'image du Premier ministre israélien de l'époque, Ehud Olmert, dont l'image avait été ternie par le Rapport Winograd qui dressait un tableau plutôt sombre de la Guerre des 34 Jours au Liban. Et, naturellement, débarrasser Tel-Aviv d'un de ses plus dangereux ennemis, ce qui pour les planificateurs du Mossad constituait la véritable priorité de la mission...

Ce qui a beaucoup moins bien marché

Cependant, le Mossad a connu également des revers pour le moins retentissants.

Et – péché de jeunesse, peut-être, nous sommes dans les années 70 – c'est surtout hors de ses frontières que le Mossad va afficher sa plus grande faiblesse, face à des Palestiniens prêts à rendre coup pour coup.

En effet, le Mossad, à cette époque, n'a pas été en mesure d'apporter un environnement sécurisé suffisant pour pallier l'action déterminée des groupes palestiniens opérant en Europe. Premier coup dur, le 10 septembre 1972, Zadok Ofir, officier du Bureau agissant sous couverture diplomatique en Belgique, est atteint de plusieurs coups de feu tirés par un agent double. L'affaire est d'autant plus inquiétante, qu'après la décision de la France de geler son aide militaire à destination d'Israël, le centre de gravité de l'espionnage israélien en Europe avait été transféré à Bruxelles. Le 26 janvier 1973, c'est au tour de Baruch Cohen, le chef de station du Mossad à Madrid, d'être abattu dans des circonstances similaires. Simia Glazer, lui aussi membre du Bureau, est assassiné à Chypre, le 12 mars 1973. Côté arabe, il n'est pas établi que les deux dernières de ces actions puissent être reliées à la Tragédie de Munich et aux représailles exercées par les SR israéliens...

Le 24 septembre 1997, plusieurs Katsa du Kidon passent la frontière jordanienne, munis de passeports canadiens. But de la mission : injecter une dose de poison mortel à l'un des leaders politiques du Hamas, Khaled Méchaal. Ce qu'ils parviennent à faire, au beau milieu d'une rue d'Amman, injectant dans l'oreille de Khaled Méchaal un mystérieux produit. Mais l'opération capote à cause de l'intervention des gardes du corps de Méchaal, qui parviennent à appréhender deux membres du commando, à la suite d'une course-poursuite rocambolesque.

L'affaire va déclencher une crise diplomatique majeure entre Amman et Tel-Aviv. Crise qui oblige Binyamin Nétanyahu, Premier ministre de l'époque, à une sévère reculade. Donnant, donnant, pour récupérer leurs deux hommes, les Israéliens sont obligés de fournir l'antidote au poison, et de sauver ainsi Khaled Méchaal. Et, comme les Jordaniens ont placé la barre très haut, de libérer plusieurs prisonniers du Hamas, dont le Cheikh Ahmed Yassine, fondateur et figure de proue du Hamas.

Va suivre de peu un autre fiasco : la tentative de pose de micros clandestins dans l'appartement d'un militant islamique, à Berne. L'affaire va conduire à l'arrestation de cinq agents du Mossad, en février 1998, et déclenche une crise entre la Suisse et Israël. Cela précipite la démission de Danny Yatom, déjà critiqué pour l'échec jordanien. Ephraïm Halévy, ancien patron du Bureau londonien, fut tiré de sa retraite pour remettre de l'ordre dans la maison.

À ce jour, l'assassinat raté de Khaled Méchaal reste l'un des plus cuisants échecs du Mossad.

Tel-Aviv Vs Washington

On l'a vu plus haut, le Mossad a, dès ses origines, collaboré avec la CIA. Mais, les relations du Mossad avec l'ami américain seront souvent chaotiques¹⁸⁸. Le FBI n'a jamais pardonné au Loh'Ama Psychologit,¹⁸⁹ son travail pour coller sur le dos de ses ennemis iranien et irakien la responsabilité de la disparition du Vol 800 de la TWA. Gordon Thomas prête ces propos au directeur d'enquête du FBI, James K. Kallstrom : « S'il existait un moyen de clouer au pilori ces fumiers de Tel-Aviv, je n'hésiterais pas. Ils nous ont obligés à démentir une par une toutes les fausses infos qu'ils ont servies dans les médias »¹⁹⁰.

En passant, deux explications à l'ire de Kallstrom :

Primo, ce travail de sape du Mossad a eu un coût effectivement élevé pour le FBI : « 500 000 dollars et dix mille heures de travail à vérifier ces [fausses] allégations »¹⁹¹.

Secundo, l'agent Kallstrom est universellement connu pour son caractère de cochon. Ainsi, sur un autre dossier, fit-il éjecter manu militari d'une de ses propres conférences de presse un journaliste pourtant dûment accrédité. Motif : ce dernier lui posait de mauvaises questions !

Et, bien au-delà des divergences ayant pu opposer les administrations américaine et israélienne sur le dossier du Proche-Orient, Gordon Thomas dresse un tableau saisissant des activités conduites sur le sol des États-Unis par les SR israéliens. Et de citer « la présence accrue du Mossad aux États-Unis en matière d'espionnage économique, scientifique et technologique. Des membres d'une unité spéciale baptisée Al¹⁹² – le mot signifie “au-dessus”¹⁹³ en hébreu – venaient d'être repérés en train de rôder dans la Silicon Valley et sur la 128, en quête de secrets liés à la haute technologie »¹⁹⁴.

Or, précise Thomas, « dans un rapport à la Commission des Renseignements du Sénat¹⁹⁵, la CIA venait d'épingler Israël comme l'un des six pays étrangers ayant déployé un “effort gouvernemental orchestré et clandestin pour s'emparer de secrets économiques américains” »¹⁹⁶. Les mêmes reproches étant faits par les SR allemands, britanniques et français.

Cette détermination de l'Institut à espionner l'ami américain est confirmée par

Jacques Baud, pour qui « les priorités du Mossad sont en premier lieu dirigées sur les pays arabes et les mouvements terroristes proche-orientaux et en second lieu sur les USA, notamment en ce qui concerne le renseignement technologique et les décisions pouvant affecter les relations israélo-américaines »¹⁹⁷ ;

Mais, il y aurait pire – et plusieurs sources rapportent le même épisode¹⁹⁸ – en août 1983, le Mossad aurait eu vent de l'attaque à la voiture piégée en préparation contre le camp des Marines à Beyrouth. Et le 23 octobre, jour de l'attentat ses agents auraient suivi¹⁹⁹, pour ainsi dire, l'attaque live. À Tel-Aviv il fut décidé de ne pas faire remonter l'information aux Américains, contrairement aux accords entre les centrales de Renseignement des deux pays.

Pourquoi une telle défausse ?

À en croire Gordon Thomas, lors d'une réunion au GQ du Mossad, l'ordre suivant avait été donné : « Faisons le nécessaire pour que nos hommes surveillent le camion. Quant aux Yankees, on n'est pas là pour les protéger. Ils peuvent très bien s'en charger eux-mêmes. Il n'est pas question d'en faire trop pour eux, ça reviendrait à chier sur notre propre paillason »²⁰⁰.

L'explication que donne Jacques Baud, qui y voit un des échecs majeurs de la Centrale, est sensiblement différente. Dans son Encyclopédie du Renseignement & des Services secrets, Baud évoque de manière plus que sibylline « la non-annonce aux USA de l'attentat qui a tué 241 Marines à Beyrouth en 1983, probablement afin de stimuler une détérioration des relations entre les USA et les pays arabes »²⁰¹. Pas très amical, effectivement. Mais, professionnellement tout à fait défendable...

À la suite de l'attaque elle-même, la réaction au sommet du Mossad fut tout aussi lapidaire et sans pitié. En, effet, selon le défecteur du Mossad, Victor Ostrovsky, les mots employés auraient été les suivants : « Ils ont voulu fourrer leur nez dans le merdier libanais. Ils en paient le prix »²⁰².

Réseaux israéliens au Liban

« Au Liban, les Israéliens ont toujours assassiné impunément qui ils

voulaient »[203](#), nous rappelle justement Gilles Munier. C'est, à la fois un constat de l'efficacité desdits SR, mais aussi un constat de la difficulté à combattre un ennemi particulièrement versé dans la guerre de l'ombre. Faut-il donc se surprendre d'apprendre que les SR de l'armée libanaise aient, encore récemment, démantelé un réseau du Mossad, à Saïda, au sud du Liban ? Spécialité de ces joyeux drilles : l'attentat à la voiture piégée. Une valeur sûre au pays des Cèdres, lorsqu'on veut y semer la confusion et la terreur. Fort heureusement, cette fois-là, les Mabuah[204](#) n'ont pas eu le temps de passer à l'acte. Le chef du groupe, Mahmoud Rafeh, a été arrêté ainsi que deux de ses complices. L'homme est un Druze libanais – à la fois ancien officier de l'Armée du Liban-Sud (ALS[205](#)) et ancien des Forces de sécurité libanaises (FSI[206](#)). Comme nous le précise Gilles Munier, « L'armée libanaise a découvert dans sa cave la panoplie du parfait espion : un ordinateur et des caméras en provenance d'Israël, des tenues militaires libanaises, des téléphones cellulaires avec des lignes internationales, un décodeur permettant de lire sur un écran de télévision des messages codés, des faux papiers, des portraits d'épouses fictives israéliennes »[207](#).

Mahmoud Rafeh aurait été recruté par le Mossad dès 1994, ce sur les conseils du patron de la sécurité de l'ex-ALS, Alameddine Badaoui. Rafeh aurait été formé en Israël et « dans un pays étranger »[208](#), puis renvoyé au Liban en 2000 « pour mettre en place des réseaux chargés de l'exécution d'opérations »[209](#).

Rafeh a avoué avoir organisé une série d'attentats contre des personnalités libanaises ou palestiniennes. Mais, comme l'a expliqué Jacques Baud, dans ses livres, il convient d'être particulièrement prudents avec les aveux de ce genre de personnage. Mais, si l'on se fie à ce qu'écrit Gilles Munier, « En 1999 et 2003 », Rafeh aurait très vraisemblablement « tué deux dirigeants du Hezbollah. Le 20 mai 2002, il a assassiné Jihâd Djibril qui dirigeait la branche armée du FPLP-CG[210](#) fondé par son père. Cet attentat avait été revendiqué par un Mouvement des nationalistes libanais, créé pour la circonstance »[211](#).

En 2006, le 26 mai, Rafeh aurait également assassiné Mahmoud Majzoud, du Harakat al-Jihâd al-Islami fi Filastin (Djihad Islamique) palestinien qui, « victime d'un attentat similaire, il y a deux ans, avait installé des caméras de surveillance dans – et devant – son immeuble. Elles ont disparu »[212](#). Manquent à l'appel deux membres du réseau qui ont pris la fuite : un certain Abou Georges et Hussein Khattab, un ancien prisonnier palestinien en Israël, accusé par Ahmed Djibril d'être directement responsable de l'attentat contre son fils.

Un autre réseau d'espionnage a été démantelé au Liban. Et les premières têtes ont commencé à tomber. En effet, le colonel Gazwan Shahin[213](#), vient d'être reconnu coupable d'espionnage au profit d'Israël. Le procureur a requis contre

lui la peine de mort. En fait, selon les sources sécuritaires à l'origine de cette information, il s'agirait du quatrième officier jugé cette année pour ce type de délit.

Selon l'accusation, Shahin procurait aux services israéliens des photos et des renseignements, notamment sur les positions civiles et militaires au Sud Liban au cours de la guerre qui a opposé Israël au Hezbollah en 2006 et après la fin des hostilités.

Les enquêtes du Contre-espionnage libanaises auraient conduit à l'arrestation d'une cinquantaine de suspects et une vingtaine d'entre eux auraient, d'ores et déjà, été reconnus coupables.

Ultime avatar du Mossad. Vrai ou faux ? Israël aurait, délibérément, évité de liquider le secrétaire général du Hezbollah, Sayyed Hassan Nasrallah !

En effet, selon des médias israéliens, eux-mêmes relayés par des supports arabes, ont diffusé des informations laissant entendre que les SR israéliens auraient été, à deux reprises, sur le point de liquider le numéro un du Hezbollah, au cours des derniers mois.

Première tentative avortée. Selon le quotidien koweïtien Al-Jarida, citant des sources israéliennes ayant requis l'anonymat, un drone israélien de type Choval a pu capter et logger Sayyed Hassan Nasrallah, dans un des quartiers de la Banlieue Sud. Mais l'opération de liquidation a été ajournée, car le bâtiment « était plein d'enfants », prétendent ces sources.

Quant à la deuxième occasion, elle se serait présentée lorsque le secrétaire général du Hezbollah s'est rendu à Damas pour y rencontrer les présidents syrien et iranien, le Dr Bachar el-Assad et Mahmoud Ahmadinejad, lors de la célèbre rencontre tripartite de février 2010. En fait, Le Mossad serait parvenu à capter ses déplacements, mais temporairement, car Nasrallah serait parvenu à « disparaître » (sic) une fois passée la frontière libanaise, a cru savoir le Yediot Aharonot.

Ces révélations qui ne comportent aucun élément probant sont, naturellement, à prendre avec les précautions d'usage. Ce d'autant qu'aucune source officielle, côté israélien, libanais ou syrien, n'a jugé opportun de les confirmer ou les infirmer.

Récemment, le débat a été relancé sur l'implication du Mossad dans l'assassinat de Rafic Hariri. Avec perte et fracas d'ailleurs, puisque ce fut le sujet du discours du secrétaire général du Hezbollah, Sayyed Hassan Nasrallah, en date du 9 août 2010.

Dans sa brillante intervention²¹⁴, Sayyed Hassan Nasrallâh, a même présenté des images prises, selon le Hezbollah, « par un avion de reconnaissance israélien »²¹⁵. Images, nous rapporte Gilles Munier, dans son blog d'information, « interceptées et décryptées par le service de contre-espionnage »²¹⁶ du Parti de Dieu. « On y distingue clairement les trajets habituellement empruntés par le Premier ministre libanais lorsqu'il quittait sa résidence ou le Parlement, et le site de l'attentat qui lui a coûté la vie, ainsi qu'à 21 personnes, le 14 février 2005 »²¹⁷. « Quand on prend ce genre d'images » a affirmé secrétaire général du Hezbollah, Sayyed Hassan Nasrallâh, « c'est généralement en prévision d'une opération ».

Trois remarques immédiates :

Il semble techniquement difficile d'accréditer, ici, l'hypothèse d'images interceptées lors d'une mission de reconnaissance d'un appareil de l'Heyl Ha-Avir²¹⁸. Les images de ce type sont généralement traitées une fois l'appareil revenu à la base et ne sont pas transmises en temps réel à des stations au sol. Ce qui n'est pas le cas de celles saisies par des drones.

Le CE du Hezbollah dispose très certainement des capacités techniques nécessaires à ce genre de repiquage des données envoyées par des drones de surveillance.

Des images prises « en vue d'une opération ». Pas nécessairement, le chef du gouvernement libanais pouvait être sous la surveillance des SR israéliens pour de multiples raisons. La première étant qu'il était justement le... chef du gouvernement libanais. Plus convaincant, si cela était confirmé de manière indépendante,

Nasrallâh, nous a révélé des éléments beaucoup plus troubles :

Primo, « la présence sur les lieux du crime d'un agent israélien nommé Ghassan el-Jidd, disparu depuis sans laisser de traces »²¹⁹. Effectivement, troublante coïncidence !

Secundo, « le fait qu'un AWACS israélien avait survolé la même zone la veille »²²⁰. L'hypothèse de la présence d'un AWACS, ou d'un appareil doté de fonction d'AEW, C3 ou C4 serait plus révélateur. En effet, un drone n'aurait été à même que de surveiller la zone. Guère plus. Seuls les Américains disposent de drones capables de mener des missions plus offensives (mais peu discrètes, vu qu'ils tirent des engins air/sol de type AGM-114 Hellfire) : le MQ-1 Raptor et MQ-Reaper. Dans l'hypothèse d'un AWACS présent sur zone, ce type d'appareil aurait même parfaitement

pu déclencher à distance la charge fatale au Premier ministre Hariri, ou coordonner l'opération. Pour une simple mission (de surveillance) de routine, les drones, dont Israël dispose à profusion, sont plus appropriés, ne serait-ce que par le temps qu'ils peuvent passer sur zone...

« Par ailleurs », poursuit Gilles Munier, « le démantèlement, ces deux dernières années, de plusieurs réseaux d'espionnage au Liban a mis en lumière le mode opératoire des services israéliens. Les interrogatoires de la centaine d'agents sous les verrous font état de stages de formation accélérée en Israël, de livraison d'explosifs en contrebande, de missions de repérages. Les photos, vidéos, et écoutes étaient directement transmises aux laboratoires du Mossad par les drones survolant le Liban. L'arrestation de plusieurs employés de sociétés libanaises de téléphonie mobile a établi qu'Israël contrôlait en grande partie les communications et Internet, ce qui lui permettait d'effectuer toutes sortes de manipulations informatiques »²²¹.

« Or, malgré ces révélations », termine Gilles Munier, « Daniel Bellemare, procureur du Tribunal Spécial pour le Liban s'apprête à publier un rapport accusant des membres du Hezbollah de l'assassinat de Rafic Hariri. Son enquête a été menée uniquement à charge, sur la base d'informations fabriquées par Israël et les États-Unis, comme l'étaient celles contre la Syrie »²²².

Yves Bonnet, ancien directeur de la DST (1982-1985) interrogé par notre confrère Nidal Hamadé, pour le quotidien en ligne Al-Intikad, conseille au TSL de rechercher plutôt le meurtrier « dans le cercle des proches de la victime ».

L'Affaire Hariri, est-elle une des opérations les plus sombres du Mossad ? Hypothèse tentante, s'il en fut. Il est, toutefois, trop tôt pour le dire.

Coups tordus entre Tel-Aviv et Téhéran

Le Mossad, on l'a encore vu avec l'Affaire de Dubaï, n'a pas pour habitude de clamer sur les toits le résultat de ses missions. Quel que soit le pays visé. Toutefois, il semblerait que le Ha'Mossad Ley'Modi'in u-lé Tafkidim Méyuh'Adim ait récemment reçu comme consigne de cibler la RI d'Iran, que Tel-Aviv considère comme un danger majeur pour sa sécurité²²³. Objectifs de l'ire commanditée du Mossad : les chercheurs impliqués dans le nucléaire iranien. Une hypothèse prise très au sérieux par le spécialiste de ces questions qu'est Jacques Benillouche, pour qui « il semble bien que le mode opératoire

de l'assassinat du professeur Massoud Mohammadi, savant éminent, professeur de physique nucléaire à l'Université de Téhéran, soit de facture israélienne »[224](#).

Pour l'instant, poursuit cet estimé confrère, « Il n'y a pas de confirmation que le Mossad soit directement impliqué. Jusqu'à présent ses agents ont eu beaucoup de mal à s'infiltrer à l'intérieur du pays. Ces lacunes ont d'ailleurs été relevées par les chefs des Renseignements eux-mêmes qui répugnent à mêler la communauté juive à ses opérations afin éviter une nouvelle affaire Lavon en Égypte ou Pollard aux États-Unis. Mais il est fort probable que les Israéliens aient cependant inspiré la main des exécutants qui ont agi en sous-traitants et trouvent un intérêt dans cette coopération avec Israël »[225](#).

Élément qui permet de douter d'une quelconque implication du Mossad dans la mort du Pr. Mohammadi : l'extrême décalage dans le temps existant entre le démarrage du programme nucléaire iranien lui-même et le passage à l'acte des SR israéliens. Au stade où en sont les Iraniens, on est en droit de se demander en quoi la disparition du Pr. Mohammadi va réellement leur mettre des bâtons dans les roues ?

Toutefois, au niveau des exécutants, Jacques Benillouche ne se trompe pas : il semble, en effet, plus qu'improbable – pour ne pas dire impossible – que la communauté mosaïque locale puisse être mêlée, de près ou de loin, à une affaire de ce genre. En effet, les Juifs iraniens, parfaitement intégrés, ont un fort sentiment d'appartenance à la nation iranienne. Par le passé, ils n'ont jamais été mêlés à la plus petite action violente contre le régime et la république. Et ceux qui ont servi lors de la Guerre Imposée[226](#), l'ont fait avec courage et abnégation, comme le reste de leurs compatriotes.

En fait, comme la plupart du temps lorsqu'il s'agit de violence terroriste à l'intérieur de l'Iran, les regards se portent assez facilement sur le Sazéman-é-Mojaheddin-é-Khalq-é-Iran (MeK, Organisation des Combattants du peuple iranien), mouvement qui a un long passé de violence dans le pays. Mais, bien sûr, on ne prête qu'aux riches...

Mais comme l'a rappelé Jacques Benillouche, les Mojaheddin-é-Khalq, « à la recherche d'un diplôme pro-occidental »[227](#), auraient accepté « dans le cadre de l'échange de bons procédés d'aider le Mossad à s'implanter et à agir en Iran » grâce à leurs « réseaux » et leurs « cellules dormantes »[228](#). Quant à leur expertise en matière d'action sur le terrain, Jacques Benillouche ne nourrit aucun doute à ce sujet, le MeK « était déjà à l'origine de nombreux attentats terroristes dont certains n'avaient pas été relayés par les médias... »[229](#).

Si la piste du MeK s'avérait exacte (ce qui reste encore à prouver), poursuit

Jacques Benillouche, cela signifierait clairement qu'Israël « s'est ainsi résigné à collaborer avec une opposition redoutable sous l'argument qu'elle est la seule organisation à prôner la destruction totale du régime des mollahs par les armes »[230](#).

Bien que risquée et particulièrement hasardeuse pour l'avenir, la piste n'est pas dénuée de sens. Tout au contraire, car, rappelle encore Jacques Benillouche, « Israël, très inquiet de l'état d'avancement du programme nucléaire de l'Iran, n'a pas encore reçu le feu vert des États-Unis pour lancer une opération militaire afin de détruire ou de réduire les capacités nucléaires iraniennes. Il a donc confié au Mossad la mission d'en retarder l'évolution par des actions violentes dissuasives. La technique de l'engin piégé, fixé à une motocyclette, commandé à distance est suffisamment élaborée pour nécessiter une intervention de haut niveau d'expertise qui n'est pas à la portée de tout vulgaire terroriste »[231](#).

Enfin, souligne, à raison, Jacques Benillouche, « Cette volonté de s'en prendre aux acteurs du programme nucléaire n'est pas nouvelle. Le Mossad a toujours prévenu les savants scientifiques impliqués dans ces travaux spéciaux au moyen de lettres personnelles précisant ses intentions. Il passe ensuite à l'action lorsque l'avertissement n'a pas été suivi d'effet »[232](#). Reste que, concernant tout ce qui touche au nucléaire, les Israéliens ont, par le passé, davantage anticipé leurs réactions, que ce soit face à l'Irak ou l'Afrique du Sud.

Évidemment, on ne prête qu'aux riches !

Mais la communauté scientifique irakienne a bel et bien fait l'objet d'une campagne de décapitation particulièrement ciblée et efficace. Le US Department of State, qui ne passe pas pour un ministère très porté sur l'humour, « a confirmé », précise Jacques Benillouche, « l'assassinat de plus de 350 savants atomistes et professeurs d'université irakiens qui étaient mêlés dans le projet Osirak réalisé conjointement avec les experts français »[233](#). Il semble toutefois exagéré d'attribuer la paternité de l'ensemble de ces 350 décapitations aux seuls SR israéliens. Même si « dans cette affaire, à l'instar du MeK », estime Jacques Benillouche, le Mossad « s'était servi de sous-traitants kurdes qu'il avait formés dans le but de renverser de l'intérieur le gouvernement irakien. Il n'avait pas hésité non plus à agir en Europe puisque la police belge disposait en effet de preuves impliquant directement le Mossad dans l'assassinat de l'ingénieur canadien Gérard Bull qui travaillait avec les Irakiens dans le Projet Babylone de super canon »[234](#).

Pour l'avenir – les mois qui viennent, en fait – la question est bien de savoir si l'assassinat du Pr. Massoud Mohammadi va raviver, ou non, la guerre des

services entre l'État hébreu et la RII d'Iran ? Et, surtout, comme le faisait remarquer Jacques Benillouche, « L'Iran sera-t-il en état de s'opposer à l'élimination de ses meilleurs experts nucléaires ? Les Israéliens ont pris le parti depuis plusieurs années d'agir contre ceux qui développent l'armement nucléaire de l'Iran destiné à les rayer de la carte selon les propres propos d'Ahmadinejad. Il est difficile de savoir de combien ses actions ont retardé le programme nucléaire de la République Islamique et si elles sont de nature à empêcher un bombardement par l'aviation israélienne des installations iraniennes »²³⁵.

Sécuritairement parlant, l'Iran a toujours été un pays où la protection des personnalités laissait fortement à désirer. Le Rahbar-é-Enqelâb (guide de la révolution), l'Ayatollah Sayyed Ali Hossaini Khâmeneï, en sait quelque chose : il a, pour ainsi dire, perdu l'usage d'un bras, suite à un attentat. Récemment, un haut responsable du Sêpah-é-Pasdarân-é-Enqelâb-é-Eslâmi (Corps des gardiens de la révolution), a été abattu par des inconnus, à son domicile, alors qu'il sortait ses poubelles. Pour faire sérieusement face une campagne de décapitation organisée par des professionnels de l'élimination avec « extrême préjudice », il va falloir que les services de sécurité iraniens renvoient leur copie à zéro. D'ici là, les SR concernés par ce type d'action ont une certaine marge de manœuvre, pour ne pas une marge certaine...

Décimer la communauté scientifique nucléaire iranienne est une option d'autant plus tentante qu'elle ne devrait pas entraîner de vives protestations de la part de Washington²³⁶. En effet, le Chairman of the Joint Chiefs of Staff (CJCS, chef d'état-major des armées), l'amiral Michael Glenn Mike Mullen, l'a encore répété, « Aucune frappe, quelle que soit son efficacité, ne serait décisive à elle seule »²³⁷. Certes, très officiellement, l'amiral Mullen s'est contenté de plaider pour le recours accru à des pressions diplomatiques et économiques envers Téhéran. Au-delà, est-il responsable de ce qui peut être tenté par des alliés complaisants et zélés ? Officiellement, non. Bien sûr. Mais, gageons simplement qu'il ne s'offusquera guère face à des excès de zèle allant dans le sens de la neutralisation du nucléaire iranien...

Une option plus musclée encore reste, pour l'instant, dans les cartons de Tel-Aviv. Celle de l'Heyl Ha'Avir (armée de l'air israélienne) qui, depuis son raid sur le site de Tammouz (Osirak), a démontré son expertise à aller frapper des cibles en profondeur en territoire ennemi : le bombardement pur et simple d'un ou plusieurs sites relevant du secteur nucléaire iranien. Rappelons à ce sujet qu'Israël dispose – au-delà d'un parc aérien conséquent (des F-15I Ram et F-16I Soufa) – de deux des meilleurs experts au monde en matière de guerre aérienne : les généraux (CR) Avraham Avram Séla et Yiftah Spektor, le deuxième ayant d'ailleurs pris part au raid de Tammouz et le premier l'ayant planifié (aidé du second). Spektor, s'il fait partie aujourd'hui du

mouvement refuznik ayant, entre autres, condamné les dommages collatéraux causés lors de frappes d'activistes dans la Bande de Gaza, n'aura, a contrario, aucune réserve à reprendre du service dans le cadre de frappes visant, cette fois-ci, les sites nucléaires iraniens...

175. Qui n'est pas sa devise *officielle* (contrairement à ce que croient la plupart des gens). Tirée, elle des *Proverbes* (11,14) : « *Faute de direction un peuple succombe, le salut tient au grand nombre de conseillers* ».

176. *MI4*, Département du *British Directorate of Military Intelligence*, *Section 4*.

177. *Inside British Intelligence*, Gordon Thomas, 2008.

178. *Histoire secrète du Mossad, de 1951 à nos jours*, Gordon Thomas, Nouveau Monde, 2006.

179. *Histoire secrète du Mossad, de 1951 à nos jours*, Gordon Thomas, Nouveau Monde, 2006.

180. *Ibid.* p. 50.

181. Une ténébreuse affaire d'enlèvement d'enfant par des juifs orthodoxes.

182. *Histoire secrète du Mossad, de 1951 à nos jours*, p.65, Gordon Thomas, Nouveau Monde, 2006.

183. *Ibid* p. 98.

184. *Ibid* p. 98.

185. *Ibid* p. 98.

186. *Ibid* p. 98.

187. Littéralement décapité, le 12 février 2008, dans sa Jeep *Pajero*, à Damas

188. Voir le chapitre suivant sur le *Lekem*.

189. Rappelons-le : la branche *Psy Ops* du *Mossad*.

190. *Histoire secrète du Mossad, de 1951 à nos jours*, p.98, Gordon Thomas, Nouveau Monde, 2006.

191. *Ibid*.

192. Sous réserves. Admettre l'appartenance du *AI* au *Mossad* pourrait bien être une autre forme de *déception*.

193. Ou au sommet.

194. *Histoire secrète du Mossad, de 1951 à nos jours*, p.96, Gordon Thomas, Nouveau Monde, 2006.

195. *US Senate Intelligence Committee*.

196. *Histoire secrète du Mossad, de 1951 à nos jours*, p.96, Gordon Thomas, Nouveau Monde, 2006.

197. *Encyclopédie du Renseignement & des Services secrets*, p.471, Jacques Baud, Lavauzelle.

198. Mais, n'en apportent aucune preuve.

199. *Idem*.

200. *Histoire secrète du Mossad, de 1951 à nos jours*, p.98, Gordon Thomas, Nouveau Monde, 2006.

201. *Encyclopédie du Renseignement & des Services secrets*, p.471, Jacques Baud,

Lavauzelle.

202. *Histoire secrète du Mossad, de 1951 à nos jours*, p.102, Gordon Thomas, Nouveau Monde, 2006.

203. *France-Irak Actualités* (16 juillet 2006).

204. Collaborateur non-juif des SR israéliens.

205. Milice pro-israélienne du général Lahad.

206. Force paramilitaire calquée sur la gendarmerie française.

207. *France-Irak Actualités* (16 juillet 2006).

208. *Ibid.*

209. *Ibid.*

210. *Front Populaire pour la Libération de la Palestine – Commandement général.*

211. *France-Irak Actualités* (16 juillet 2006).

212. *Ibid.*

213. À noter le brusque sursaut de patriotisme exacerbé manifesté à cette occasion par le leader druze Walid Joumblatt qui s'est prononcé en faveur de la peine de mort pour les collaborateurs avec le voisin du Sud ?

214. Les Israéliens, eux-mêmes, tout en rejetant tout part de responsabilité dans la mort du Premier ministre Hariri, ont reconnu les talents d'Hassan Nasrallâh, en matière de communication...

215. *France-Irak Actualités* (16 août 2006).

216. *Ibid.*

217. *Ibid.*

218. De type F-16, probablement, équipé d'un pod *ad hoc*.

219. *France-Irak Actualités* (16 août 2006).

220. *Ibid.*

221. *France-Irak Actualités* (16 août 2006).

222. *Ibid.*

223. Même si cette thèse est loin de faire l'unanimité parmi les planificateurs des SR et de la Défense.

224. *Nucléaire, la guerre secrète entre Israël & l'Iran*, Jacques Benillouche, *Slate.fr* (14 janvier 2010).

225. *Ibid.*

226. Guerre Iran-Irak.

227. Une question de survie politique pour eux...

228. *Nucléaire, la guerre secrète entre Israël & l'Iran*, Jacques Benillouche, *Slate.fr* (14 janvier 2010).

229. *Ibid.*

230. *Ibid.*

231. *Ibid.*

232. *Ibid.*

233. *Ibid.*

234. *Ibid.*

235. *Ibid.*

236. Qui pourrait bien en être le commanditaire. Ce qui permettrait à Washington de régler le dossier nucléaire iranien sans compromettre ses chances de normalisation économique avec Téhéran.

237. *US Department of Defense* (22 février 2010).

CHAPITRE 5 – LE LEKEM

Le Lekem, ou comment espionner ses... amis – L’Affaire Pollard – Sans parler de quelques autres, Al entre autres – Où l’on parle de ce cher Yagur

Le Leshkat Ley’Keshrei Madao (Lekem, ou Bureau de liaison & de recherches scientifiques). Le moins connu des SR israéliens. Officiellement, c’est le service de Renseignements technologique de l’État hébreu. Tout aussi officiellement rattaché au ministère de la Défense, le Lekem a toujours dépendu directement du bureau du Premier ministre. De ce fait, comme le Mossad, il n’a aucun compte à rendre aux membres du gouvernement, aux commissions parlementaires et encore moins aux parlementaires eux-mêmes, pris individuellement. Quant au corps diplomatique, certain de ses membres, pour ne pas dire la plupart, n’avaient jamais entendu parler du Lekem avant l’Affaire Pollard...

Le Lekem ou comment espionner ses... amis

Bien qu’il n’en fasse guère état²³⁸, c’est bien Shimon Pérès qui a créé le Lekem, en 1957. Une filiation assez logique vu l’implication de l’ancien président israélien dans le développement de l’industrie nucléaire du pays. En fait, initialement mis en place pour recueillir tout renseignement concernant le nucléaire, notamment auprès des pays amis d’Israël, le Lekem est devenu le SR spécialisé dans l’espionnage auprès des amis, alliés et soutiens de l’État hébreu. D’où l’extrême discrétion concernant ses activités. Comme l’écrit Jacques Baud : « L’existence même du Lekem est restée longtemps ignorée des services occidentaux, ainsi qu’en témoigne son absence sur les documents concernant les services israéliens, datés de 1977, trouvés à l’ambassade américaine de Téhéran »²³⁹.

L’une des tâches du Lekem sera de procurer à Israël des matériaux fissibles. Ce dont s’acquittera avec zèle et efficacité Binyamin Blumberg, son premier patron²⁴⁰.

On lui doit, sans doute, le premier accord de coopération nucléaire passé, peu de temps après la Guerre du Kippour (1973), avec l'Afrique du Sud. Identifié sous le pseudonyme de Benjamine, Blumberg avait demandé à l'un de ses contacts, le brigadier-général Johann Blaauw, de lui fournir du yellowcake²⁴¹ sud-africain qu'Israël envisageait d'utiliser dans sa filière visant à produire du plutonium à usage militaire. Le yellowcake étant plus facile à se procurer que l'uranium à usage militaire.

Après des discussions avec le patron du BOSS²⁴², le général Hendryk van den Bergh, le Premier ministre sud-africain, John Vorster, avait finalement consenti à vendre 50 tonnes de yellowcake à Israël. Accord mis en place avec le ministre des Mines, Fanie Botha, qui avait remplacé Piet Koornhog, après que celui-ci se fut opposé à la vente. Le président de la Société d'Enrichissement d'Uranium, Ampie le Roux, était, lui aussi, au courant de l'accord.

Récemment amené à témoigner sur le sujet, Blaauw, a fini par reconnaître qu'« un haut degré de confiance » s'était développé « entre les gouvernements sud-africain et israélien qui impliquait l'échange de technologie militaire, des entreprises aéronautiques communes et la fourniture “de savoir-faire” par Israël à l'Afrique du Sud en ce qui concerne la fabrication d'armes »... nucléaires.

Blumberg était une sacrée pointure. Né dans un kibboutz en 1923, il avait combattu dans les rangs de la Haganah. Au milieu des années 60, au moment où la France a revu à la baisse son aide dans le domaine nucléaire, Blumberg s'est efforcé d'obtenir le matériel nécessaire par d'autres voies. Son premier succès, avant de se tourner vers les États-Unis, fut l'achat d'eau lourde (21 tonnes) en provenance de Norvège. Par la suite, et fort tardivement, la Commission d'énergie atomique US²⁴³ finira par « s'apercevoir » (sic) que 267 kg de cette matière première avaient disparu d'une entreprise, avec laquelle Blumberg était, comme par hasard, en affaires. Il semble bien qu'en coopération avec le Mossad, Blumberg fut également impliqué dans l'Opération Plumbat, la disparition, en 1968, du cargo allemand Scheersberg qui transportait 200 tonnes d'oxyde d'uranium.

Officiellement, le Lekem a été dissous en 1986, à la suite de l'affaire Pollard. Mais d'autres sources prétendent que le Lekem serait toujours opérationnel. De ce fait, il n'aura connu, toujours aussi officiellement, que deux patrons : Binyamin Blumberg et Rafaël Rafi Eitan.

L'un des plus beaux succès (reconnu) du Lekem sera l'affaire Frauenknecht : ce citoyen helvétique qui vendra à Israël les plans du Mirage III (en dotation dans la Troupe aérienne suisse). Alfred Frauenknecht touchera une somme

d'argent non négligeable²⁴⁴ comme prix de sa trahison.

Historiquement, Israël, alors (officiellement) sous embargo français, avait certaines difficultés à se procurer les pièces de rechange pour ses Mirage III. À noter qu'en cette affaire, comme le rappelle Jacques Baud, Israël « a alors répondu favorablement à l'offre spontanée de l'ingénieur suisse Frauenknecht, employé de la firme Sulzer à Winterthur, et qui avait été approché par des agents israéliens. Pour une somme totale de 200 000 \$ US (alors qu'Israël était prêt à payer une somme considérablement plus importante). Frauenknecht a fourni au Lekem, par semaine, environ 50 kg de documents »²⁴⁵.

En revanche, il n'est pas possible de suivre Jacques Baud, lorsqu'il écrit que « les informations fournies par Frauenknecht ont permis à Israël de réaliser le chasseur Kfir »²⁴⁶.

En fait, Baud, commet une erreur classique et saute une génération d'appareils. C'est le couple Nesher/Dagger²⁴⁷ que les plans fournis par Frauenknecht ont aidé à développer. Le Kfir étant un dérivé de ces deux appareils, remotorisé avec le J79 qui équipait déjà les F-4 Phantom II de l'Heyl Ha'Havir. Par ailleurs, contrairement à une idée reçue, le Kfir, bien que mieux connu du grand public, n'a pas eu à jouer le rôle majeur du Nesher dans l'inventaire de l'armée de l'air israélienne.

Pour finir avec cet épisode, « Frauenknecht a été arrêté, puis condamné en avril 1971 à quatre ans et demi de prison pour espionnage industriel et atteinte à la sûreté de l'État »²⁴⁸.

Quoi que puissent en penser les Occidentaux, et tout particulièrement les Américains, la possibilité d'espionner ses alliés (par le biais du Lekem) n'a rien de choquant. Les États-Unis sont les premiers à espionner leurs alliés. C'est même l'essentiel du travail dévolu au système d'écoute ECHELON, autrement plus nuisible pour les entreprises européennes que le Lekem, qui cible les entités privées ou publiques européennes (à partir des grandes oreilles basées au Royaume-Uni, notamment). Par ailleurs, il est clair que les Américains ont toujours pratiqué, pratiquent et pratiqueront, comme c'est tout à fait leur droit, la rétention d'informations à destination de leur allié hiérosolymitain²⁴⁹. D'où l'extrême nécessité pour un pays en guerre comme l'État hébreu de passer outre.

Dernier exemple en date – et qui, du point de vue israélien il s'entend, justifierait une belle opération noire du Lekem – le contentieux portant sur la non-communication des codes sources du système de guerre électronique du F-35 Lightning II. Appareil que les États-Unis comptent livrer sur étagère à

Tel-Aviv, sans permettre à des firmes comme Elbit, Elta et RafaEl, de le doter d'équipements maison²⁵⁰. Un impératif pourtant incontournable pour la sécurité de l'État hébreu. Mais, au moment où ces lignes sont écrites, le litige serait en passe d'être réglé.

L'Affaire Pollard

De loin l'une des plus ténébreuses aventures des SR israéliens. Entrons tout de suite dans le vif du sujet.

Le 21 novembre 1985, Jonathan Jay Pollard et sa femme Ann Henderson Pollard²⁵¹, poursuivis par des agents du Federal Bureau of Investigation (FBI), tentent de se réfugier à l'ambassade d'Israël. En pure perte, l'ambassadeur les faisant, purement et simplement, refouler, le couple est arrêté à la porte même du bâtiment. À ce sujet, la tentative des époux Pollard, pose problème : que tentait le couple par cette tentative désespérée ? Il semble bien que Pollard ait réussi à prévenir ses contacts de son arrestation imminente. Lui aurait-on explicitement dit de se réfugier à l'ambassade ? Le film Les Patriotes accredité cette thèse : ce serait le patron du Lekem qui aurait assuré aux Pollard de pouvoir se réfugier en Israël en cas de problème²⁵² ! Elle n'a jamais été confirmée par l'intéressé, ni par qui que ce soit d'autre. La conduite des autorités de l'ambassade est, elle, parfaitement logique : à l'époque les Pollard travaillaient pour un SR dont l'existence était, alors, encore un mystère pour le ministère des Affaires étrangères...

L'affaire démarrait. Elle reste assez simple à résumer. Pendant des mois les époux Pollard furent de besogneux agents du Leshkat Ley'Keshrei Madao (Lekem, ou Bureau de liaison & de recherches scientifiques). Service peu connu des Occidentaux, et pour cause, sa « raison sociale » étant l'espionnage des technologies de pointe... occidentales, donc, en premier lieu, nord-américaines !

Ébahi, le FBI va remonter sa ligne découvrant l'impensable. Pendant ses dix-huit mois d'activité en tant qu'agent d'Israël, Jonathan J. Pollard aurait livré plusieurs milliers de documents confidentiels. De l'aveu même du secrétaire US à la Défense, Caspar Weinberger, s'adressant au président de la cour, Aubrey Robinson, les documents transmis étaient « suffisamment importants pour modifier l'équilibre des forces au Proche-Orient », ajoutant combien « il m'est difficile d'imaginer qu'on puisse porter un plus grand tort à la Défense nationale de notre pays que ne l'a fait l'accusé ». On notera, parmi les documents transmis par Pollard, des éléments qui ont, visiblement, servi à la

planification du raid israélien contre le QG de l'OLP à Tunis. Tous les documents concernant l'Afrique du Sud (celle de l'apartheid, importe-t-il de rappeler), collectés par l'ensemble des SR états-unis (CIA, NSA, ONI, etc.) étaient par la suite transmis aux SR sud-africains. Au point de provoquer le démantèlement du principal réseau de la CIA dans le pays. Douze agents n'ayant d'autre choix que de quitter le pays en catastrophe.

Dans son livre consacré au Mossad, Gordon Thomas prête ces mots au sténographe du Conseil des ministres israélien de l'époque : « Quand on écoutait Admoni²⁵³, on avait presque l'impression d'être avec le président américain dans le Bureau Oval. Non seulement on était tout de suite informé de la dernière idée surgie à Washington sur toutes les affaires nous concernant de près ou de loin, mais on avait encore le temps avant de prendre une décision »²⁵⁴.

Rappelons, ici, l'immense responsabilité de Nahum Admoni dans le développement des activités du Lekem aux États-Unis. C'est, en effet, lui qui expliqua à Rafi Eitan qu'on ne pouvait plus considérer les États-Unis comme un « allié fiable par gros temps »²⁵⁵.

Lors du procès, l'avocat des époux Pollard, Me Richard Hibey²⁵⁶, tenta de mettre en avant le fait que ses clients n'avaient aucunement l'intention de porter atteinte aux intérêts des États-Unis puisqu'ils travaillaient pour un allié de l'Amérique ! L'argument fit un flop. Le procureur Charles Leeper lui répliqua sèchement que « ce n'était pas aux accusés » de décider de ce que le gouvernement fédéral voulait transmettre à ses alliés...

L'attitude hautaine du gouvernement hébreu n'allait rien arranger. Au président de la Commission restreinte pour les Affaires de sécurité de la Knesset, Abba Eban, qui demandait que toute la lumière fût faite de manière à satisfaire Washington, le Premier ministre, Yitzhak Shamir, répliquera sentencieusement que « Ceux qui savent, savent. Ceux qui ne savent pas n'ont pas besoin de savoir ». CQFD !

Pour finir, Tel-Aviv choisira d'accorder de substantielles (et immédiates, donc peu discrètes) promotions aux responsables de l'affaire. Rafaël Rafi Eitan (patron du Lekem) accédait à la présidence du Conseil d'administration d'Israeli Chemicals, l'une des plus grosses entreprises publiques du pays. Quant au colonel Avraham Avram Séla, promu général, il devait – théoriquement, car il eut l'intelligence et la diplomatie de refuser – prendre le commandement de la plus grosse base aérienne de l'Heyl Ha'Avir : Tell-Noff. Plus tard, les révélations du correspondant du Jérusalem Post, Wolf Blitzer, dans son livre *Territory of Lies* n'iront pas arranger les choses. Preuves à l'appui, le journaliste (israélien) devait démontrer que la taupe du Lekem n'agissait pas uniquement par idéal. Jonathan J. Pollard touchait, en effet,

2 500 \$ US par mois de l'État hébreu pour ses activités de haute trahison.

Une autre pomme de discorde allait alourdir passablement le dossier. Il s'agira de la nomination au poste d'attaché militaire à Washington du général Amos Yaron. Or, les médias ne se privèrent pas de souligner que cet officier supérieur de Tsahal avait été nommément cité par la commission Kahane dans le cadre de l'enquête sur les massacres de Sabra et Chatila. Ulcéré, l'éditorialiste du Washington Post, Richard Cohen, devait notamment écrire que « Cette nomination est une insulte aux millions d'Américains d'origine arabe et palestinienne et démontre un manque de sensibilité fondamentale à leur égard »²⁵⁷.

Lorsque s'abat la sentence sur les époux Pollard, le 4 mars 1987 : emprisonnement à vie pour Jonathan Jay Pollard, et cinq ans pour sa femme Ann Henderson, on peut dire que les relations bilatérales israélo-américaines arrivent, en quelque sorte, à l'âge adulte. Le Pentagone bloquant même certaines livraisons d'armes à destination de l'État hébreu.

C'est sans doute ce qui explique que, jusqu'à présent, toutes les tentatives pour obtenir l'élargissement du couple (puis de Jonathan Pollard, depuis la libération de sa femme) se sont soldées par de cuisants échecs. Ainsi lorsque 70 parlementaires israéliens (sur les 120 que comptait la Knesset) écrivirent à la Maison-Blanche une pétition signée par des personnalités de tous bords, de Geula Cohen (Tehia, droite radicale) à Shulamit Aloni (Méretz, extrême gauche). Les signataires arguant du fait, qu'en cas de grâce, les époux Pollard se hâteraient d'aller se faire oublier en Terre promise.

Il faut dire qu'à l'époque où les Américains découvraient avec indignation que leurs plus fidèles alliés les espionnaient sans vergogne, les relations entre les deux pays n'étaient pas vraiment au beau fixe :

Implication plus qu'active²⁵⁸ d'Israël dans l'Irangate²⁵⁹.

Refus de Tel-Aviv d'éclairer les Américains sur leur rôle réel dans les transferts de fonds du Contragate²⁶⁰, passablement tachés de poudre blanche d'origine colombienne²⁶¹.

Indignation quasi générale à la suite de la demande de Yitzhak Shamir de voir les autorités américaines refuser le statut de réfugiés aux refuzniks soviétiques, pour inciter ces derniers à effectuer leur Alya²⁶².

Démontée par le FBI, l'affaire Pollard fournirait la trame d'un excellent roman d'espionnage. Elle a servi (pour partie) à l'excellent film sur les SR israéliens du cinéaste français Éric Rochant : Les Patriotes, dans lequel on reconnaît aisément Pollard sous les traits du personnage Jeremy Pelman. Et si

au sujet des Patriotes, Pierre Razoux écrit qu'il s'agit de « l'un des meilleurs films traitant du monde trouble du Renseignement »²⁶³, ajoutons pour notre part qu'à ce jour, il s'agit toujours du meilleur film traitant des Services de Renseignements israéliens.

Jonathan Jay Pollard, bien que (ou plutôt parce que) n'appartenant pas à une famille s'affichant pour son sionisme militant, se révélera être une remarquable taupe. Son père était un des cancérologues les plus réputés des États-Unis (Notre-Dame), sa mère était une microbiologiste de renommée mondiale. Une famille américaine depuis trois générations où le jeune Pollard n'avait reçu aucune éducation religieuse ni militante d'aucune sorte. La condamnation sévère de sa femme semble prouver que le rôle de cette dernière était relativement important au sein de ce qui s'apparentait à un véritable réseau. Ce qui, pourtant, ne ressort pas des éléments que nous avons pu consulter...

Seul indice permettant de supposer l'intérêt de Pollard pour tout ce qui touche à l'État hébreu : lors de la Guerre du Kippour (1973) le jeune homme devait disparaître de Stanford University, ce pour toute la durée du conflit. Fait qui, en soi, n'aurait rien de répréhensible même en cas de participation de l'intéressé au conflit en cours : la législation US interdit à tout ressortissant états-unien de servir un autre drapeau que la bannière étoilée. À une exception près : Israël !...

D'abord analyste civil au sein de l'Office of Naval Intelligence (ONI) de l'US Navy, Pollard traitait les informations collectées par les bâtiments de la marine américaine dans le monde. En 1983 il rejoindra l'antenne de Lutte antiterroriste de la Navy pour s'y spécialiser dans... le monde arabe. En termes de métier, on peut dire que la taupe était en place.

Officiellement, l'analyste de la marine, en poste au Naval Anti-Terrorist Alert Center²⁶⁴ au moment des faits, aurait brusquement découvert (sic), à la suite de rencontres avec des homologues israéliens, que son pays pratiquait une rétention des informations à l'égard de Tel-Aviv. Choqué, Il s'en serait ouvert auprès du colonel Avram Séla (poursuivant un intéressant doctorat de Science aéronautique à l'Université de Columbia) qui l'aurait alors aussitôt recruté pour le compte du Lekem, (re) pris en main par le conseiller pour les Affaires de sécurité du Premier ministre, Rafi Eitan. Cette version paraît sujette à caution. Indépendamment du fait que Pollard avait le profil parfait de l'agent dormant, les Israéliens passent pour trop professionnels pour souffrir l'amateurisme à ce point dans un service aussi sensible que le Lekem.

Ensuite, la rencontre inopinée avec le colonel Séla n'a guère de crédibilité. Ou alors il faut admettre que Pollard a eu le nez creux lors de cette rencontre,

présentée comme fortuite. Car le colonel Avraham Avram Séla n'est pas n'importe qui. Sous le profil officiel du pilote de chasse (une victoire confirmée contre un MiG-21 en 1970) se cache un des meilleurs stratèges de l'Heyl Ha'Avir. Ce fut lui qui conçut le raid contre la centrale nucléaire irakienne d'Osirak. L'homme passe, avec le général Spektor, pour un des meilleurs théoriciens²⁶⁵ de la guerre aérienne. On parle aussi de lui pour la couverture aérienne lors de l'assassinat du dirigeant de l'OLP, Abu Djihad, et pour l'élaboration du raid de Tunis. Le moins que l'on puisse dire est que l'homme est coutumier des opérations noires...

Au-dessus de cette passionnante mêlée, on retrouve, ô surprise, Rafaël Rafi Eitan.

Une des figures majeures des SR israéliens, Eitan a été de la plupart des grandes opérations du Ha'Mossad Ley'Modi'in u-lé Tafkaidim Méyuh'Adim Méyuh'adim (Mossad, ou Institut Central de Renseignements & des Opérations Spéciales), à commencer par la capture d'Adolf Eichmann en Argentine. Plus tout ce que l'on ne sait pas. Le Lekem au moment de l'Affaire Pollard – le Lekem, rappelons-le encore, a été créé initialement à l'initiative de... Shimon Pérès, comme Service de Renseignement technologique – est sa « chose ».

Dater la refonte, version Eitan, du Lekem n'est pas chose aisée. Cependant elle doit remonter à son départ du Mossad, qu'il quitte en 1977 pour être le conseiller pour les Affaires de sécurité du Premier ministre de l'époque, Menahem Begin, puis de Yitzhak Shamir. Le Lekem sera jusqu'à l'éclosion de l'Affaire Pollard la face la plus cachée des SR israéliens. En effet, le Bureau de liaison se spécialise dans la fuite des informations de haute technologie et de haute sensibilité en provenance des pays alliés de l'OTAN. On comprend qu'il ait fallu le scandale Pollard pour que les Israéliens reconnaissent du bout des lèvres son existence.

Pour traiter Pollard, le reste de la structure est apparemment connu : Yossef²⁶⁶ Yagur, le conseiller scientifique auprès de l'ambassade d'Israël à Washington, mais également Irith Erb, employée au consulat new-yorkais. Cette dernière jouait un rôle clé dans le dispositif : c'est à son domicile que Pollard venait photocopier les documents qu'il empruntait à sa centrale ! Les Américains iront jusqu'à affirmer que Rafi Eitan se serait déplacé à plusieurs reprises²⁶⁷ pour rencontrer sa taupe. Se sentant grillés, les époux Pollard, avant de tenter d'obtenir l'asile politique auprès de l'ambassade, auront tout de même le réflexe d'avertir leurs contacts. Le démontage sera si rapide que les agents mentionnés ci-dessus abandonnèrent jusqu'à leurs effets personnels avant de sauter à bord d'un avion d'El Al.

Sur le plan des responsabilités, l'apparition d'hommes aussi importants que le colonel Séla et le pionnier du Renseignement israélien qu'est Rafaël Rafi Eitan démontrent que le Premier ministre était nécessairement – le Lekem ne dépendant que de la Présidence du Conseil, et elle seule – au courant et que Pollard n'était pas l'amateur-espion, un peu mythomane, qu'ont voulu croire certains. Certes, Pollard était un peu léger, psychologiquement, pour la mission qu'on lui avait confiée, mais il importe de rappeler que l'homme était, au mieux, un simple agent dormant, et non un pro du Renseignement comme Rafaël Rafi Eitan.

Les promotions accordées à nos deux héros de la guerre de l'ombre constituant, à défaut de preuves déjà accablantes, un facteur aggravant du dossier. C'est d'ailleurs ainsi que l'affaire sera perçue par les autorités américaines. Quant au Lekem, personne ne s'est vraiment posé la moindre question quant à la continuation ou non de ses activités²⁶⁸. Le départ de Rafaël Rafi Eitan pour le secteur privé ne constituant en aucun cas une preuve de la mise en sommeil du service. Personne n'ayant guère d'idée précise de son organigramme, seules les personnes citées lors de l'affaire ressortirent grillées de cet épisode un peu particulier des relations israélo-américaines. Des fuites récentes en provenance de l'État hébreu laissent supposer que le Lekem serait à nouveau opérationnel.

Pour le reste tout est possible...

Y compris les démarches les plus « tordues ». Notamment celle d'un échange entre Pollard et Marwan Barghouti. Une option envisagée un temps par l'administration Sharon, à en croire Ben Caspit, du Ma'ariv. Selon Caspit, l'ancien Premier ministre aurait proposé un arrangement aux Américains, juste avant d'appliquer son plan partiel de retrait des territoires occupés. Sharon aurait alors indiqué qu'il était prêt à libérer Marwan Barghouti, si, de son côté, Washington hâtait la libération de Jonathan J. Pollard.

Toujours selon Caspit, l'intermédiaire dans cette affaire aurait été l'ambassadeur d'Israël à Washington, Dany Ayalon, qui aurait transmis la proposition aux Américains. Mais ces derniers auraient repoussé l'offre. Ayalon, commentant cette affaire, affirmera que « la situation a changé » et qu'il est « de l'intérêt des USA, d'Israël et du monde de freiner le Hamas en renforçant le Fatah »²⁶⁹. Et de relancer le projet, affirmant que « Barghouti est un élément déterminant dans ce processus et il serait peut-être temps de proposer une nouvelle fois cette transaction aux États-Unis »²⁷⁰.

À l'époque, rapportait Arouts 7, « l'affaire aurait été gardée secrète, et seuls les conseillers de Sharon, Dov Weissglass, et Ayalon auraient été mis dans la confidence. Celui-ci aurait été chargé par Sharon de vérifier discrètement si un

tel échange était envisageable. Ayalon, qui aurait eu d'excellentes relations avec Condoleezza Rice, aurait alors sollicité un entretien privé, qu'il aurait obtenu, et aurait exposé à son interlocutrice les projets israéliens »[271](#). Mais Rice aurait répondu qu'il était hors de question de libérer Pollard, rappelant qu'« Il s'agit d'un sujet très douloureux »[272](#).

Ayalon aurait alors répliqué que « Pollard s'était déjà acquitté de sa dette en purgeant une peine de 20 ans de prison »[273](#) et aurait souligné que d'autres espions plus coupables que lui avaient été libérés par le passé des geôles US. Mais Rice de répondre que « Pollard avait trahi sa patrie »[274](#) et qu'il s'agissait d'un « sujet tabou à Washington »[275](#).

Encore aujourd'hui. Le US Senate vient de s'opposer à nouveau, le 17 juin dernier, à la libération de Jonathan J. Pollard, après plus de vingt ans d'incarcération : « Nous ne souhaitons pas mettre à mal les intérêts stratégiques américains en libérant Pollard », ont lapidairement fait savoir les élus du peuple américain.

Pollard sera-t-il libéré un jour ? Probablement, mais pas prochainement.

À ce sujet, lisons ce qu'en a écrit, Jacques Benillouche, « Cette dernière décision du Sénat semble indiquer que l'espion du Mossad n'est pas près d'être libéré et qu'il continue à payer un raté de ses services. Il paie aussi pour la réédition d'une action d'espionnage similaire. Le FBI et le Bureau de Contre-espionnage du Ministère de la Justice des États-Unis ont enquêté en 2004 sur un analyste de haut rang du Pentagone, Larry Franklin, suspecté d'espionnage au profit d'Israël pour avoir transmis des informations confidentielles sur l'Iran. Il est en cours de jugement et la sentence pourrait rejaillir sur le responsable du Mossad de l'époque, Uzi Arad, depuis deux ans persona non grata aux États-Unis, mais nommé conseiller diplomatique du Premier ministre israélien »[276](#).

En fait, les Américains attendent toujours des excuses de Tel-Aviv ! Or, côté israélien, personne ne tient à s'aventurer sur cette voie. À commencer par celui qui a recruté Pollard. Rafi Eitan – qui, de ce fait, a lui-même été longtemps interdit de séjour aux États-Unis – a toujours refusé d'aborder le sujet, qu'il estime relever du secret – défense[277](#). Ce qui n'est pas fait pour calmer les Américains et ne facilite guère la libération de Pollard. Retour à la case départ, en quelque sorte...

Sans parler de quelques autres, Al entre autres

Des sources souvent divergentes font état de la poursuite des activités d'espionnage israéliennes aux États-Unis. Notamment du maintien du Lekem comme structure de Renseignement. Qu'en est-il réellement ?

Dans son ouvrage *Histoire secrète du Mossad*, Gordon Thomas de citer Meïr Amir évoquant le fait d'être « surpris en train de fouiller dans les poches de ses amis »²⁷⁸, et de mentionner ce qu'il appelle « la présence accrue »²⁷⁹ du Mossad aux États-Unis en matière d'espionnage économique, scientifique et technologique. Et d'évoquer l'existence d'une unité spéciale baptisée Al²⁸⁰.

Mais, bien sûr, on ne prête qu'aux riches. Y compris, parfois, de manière quelque peu tirée par les cheveux...

Ainsi, Gordon Thomas, mentionnant l'ancien directeur de la CIA, William Casey comme source, mais parlant à ce sujet de vision « partielle »²⁸¹, fait également état de l'accusation (jamais prouvée à ce jour, une habitude pour les gens de Langley) « selon laquelle le Mossad avait exprès laissé mourir Bill Buckley dans l'espoir que l'OLP serait montrée du doigt (et que les efforts déployés par Arafat pour conquérir la sympathie de Washington seraient réduits à néant) »²⁸².

Une thèse parfaitement irrecevable. Outre qu'on voit assez mal le lien entre l'OLP et l'enlèvement de Buckley dans lequel la centrale palestinienne n'a pris aucune part, le Mossad n'ayant, quant à lui, pas la plus petite parcelle de responsabilité, dans l'enlèvement de ce cadre majeur de la CIA. Épisode qui contraindra les États-Unis à revoir entièrement l'implantation de leurs agents de terrain dans la plupart des pays du Proche-Orient. À l'évidence, pour la CIA, transférer puis laisser au Liban une partie de ses infrastructures de Renseignement précédemment positionnées en Iran (sous le Shah) a été l'une de ses plus tragiques erreurs. En s'emparant de William Buckley, le Hezbollah a assurément mis la main sur un très gros poisson. Un poisson qui parlera, certes. Mais l'on voit assez mal l'implication du Mossad ou de tout autre SR israélien en cette affaire...

L'une des meilleures²⁸³ sources concernant Al, est l'ancien Kasta du Mossad, Victor Ostrovsky, auteur de deux ouvrages retentissants sur les SR israéliens. Ce qu'il nous dit de ce service est passionnant, à défaut d'être certain à 100 %. Ostrovsky nous confirme, en tout cas, ce que la communauté du Renseignement savait déjà : que Al, tout comme le Lekem, est chargé d'espionner les entreprises de haute technologie US.

Victor Ostrovsky fait tout pour accréditer la thèse que Al est une structure opérative du Mossad, dépendant du Tsomet²⁸⁴, et, par là, du directeur adjoint du Mossad. Ce qui paraît, malgré tout, très surprenant, Al travaillant en

indépendance totale par rapport aux autres départements et sous-départements du Ha'Mossad Ley'Modi'in u-lé Tafkidim Méyuh'Adim, qui, de son côté, se défend de toute responsabilité quant aux activités attribuées à Al...

« Al est similaire au Tsomet », souligne malgré tout Ostrovsky, « mais n'entre pas dans la juridiction du chef du Tsomet. Au contraire, elle fait ses rapports directement au chef du Mossad »²⁸⁵. Ce qui semble peu logique, étant donné qu'Al est placé sous la houlette du n° 2 du Mossad ! « À la différence des stations normales du Mossad, elle n'opère pas à l'intérieur de l'ambassade israélienne. Ses stations sont situées dans des maisons ou des appartements sûrs »²⁸⁶. Un peu confus, tout de même, d'autant que le Tsomet n'est pas, officiellement du moins, une structure opérationnelle en lui-même.

En revanche, si Al s'avérait bien être une émanation du Mossad, il pourrait s'agir, en l'espèce, d'une structure du Metsada, la division des opérations spéciales, qui dépend effectivement du directeur adjoint du Bureau. Metsada, la division des opérations spéciales, conduisant les opérations paramilitaires, de guerres psychologiques, de sabotage et d'assassinat...

À lire Ostrovsky, l'on apprend, cependant, que « L'une des plus célèbres activités d'Al a impliqué le vol de matériel de recherche à certaines grandes firmes aéronautiques US pour aider Israël à s'assurer un contrat de cinq ans de 25,8 M \$ US en janvier 1986 pour équiper la marine US et le corps des Marines avec 21 drones de 4,87 mètres de long, ou Mazlat Pioneer 1 sans pilote, plus l'équipement de contrôle au sol, de lancement et de récupération. Les drones, qui ont un moniteur de télévision monté sous le ventre, sont utilisés dans le travail de reconnaissance militaire. Mazlat, une filiale des Israeli Aeronautical Industries et Tadiran, étatisées, "remporta" le contrat après avoir renchéri sur les firmes US dans un appel d'offres en 1985 »²⁸⁷. « En réalité », affirme Ostrovsky, « Al avait volé la recherche. Israël avait travaillé sur un drone, mais n'avait pas encore assez avancé pour entrer dans cette compétition. Quand vous n'avez pas à inclure le coût des recherches dans votre offre, cela fait une différence substantielle (...). Mazlat et AAI Corp. de Baltimore dans le Maryland, pour le terminer »²⁸⁸.

Certes. Mais, a contrario de ce que nous avance ce cher Victor l'avance des industries de défense israéliennes en matière de drones est, elle, avérée !

Du pur espionnage industriel, en somme. Victor Ostrovsky explique la raison d'être d'Al en tant que structure opérant de manière indépendante : « Les trois équipes de Al sont établies en station, ou unité. Supposons que pour une raison ou une autre, les relations entre Israël et la Grande-Bretagne s'effondrent demain et que le Mossad doive quitter le Royaume-Uni. Ils pourraient envoyer une équipe d'Al à Londres et avoir un réseau clandestin

complet le jour suivant. Les Katsa de Al sont parmi les plus expérimentés de l'Institut »[289](#).

Plus loin, Ostrovsky de noter que « Les États-Unis sont un endroit où les conséquences de la négligence sont immenses. Mais le fait de ne pas travailler à travers l'ambassade crée des difficultés, spécialement pour les communications. Si les gens d'Al se font attraper aux États-Unis, ils sont emprisonnés comme espions. Ils n'ont pas d'immunité diplomatique[290](#). Le pire qui puisse arriver à un Katsa dans une station normale, parce qu'il a l'immunité diplomatique, est l'expulsion. Officiellement, le Mossad a une station de liaison à Washington, mais rien d'autre »[291](#).

Techniquement, révèle Ostrovsky, « Les stations d'Al, bien qu'étant en dehors de l'ambassade, opèrent néanmoins comme des stations pour la plus grande part. Elles communiquent directement avec le QG de Tel-Aviv par téléphone, télex ou modem d'ordinateur. Elles n'utilisent pas de système de brouillage de communications, parce que même si les Américains ne pouvaient pas décoder les messages, ils sauraient qu'il y a une activité clandestine dans le voisinage, ce que le Mossad veut éviter. La distance est aussi un facteur »[292](#).

Difficile d'y voir franchement clair, d'autant que, comme l'admet Victor Ostrovsky, « Le Mossad ne reconnaît toujours pas l'existence de Al. À l'intérieur de l'Institut, on dit que le Mossad ne travaille pas aux États-Unis. Mais la plupart des gens du Mossad savent que Al existe, même s'ils ne savent pas exactement ce qu'elle fait. Le plus drôle de tout cela est que quand le Lekem éclata avec l'Affaire Pollard, les gens du Mossad disaient toujours : "Une chose est sûre. Nous ne travaillons pas aux États-Unis" »[293](#).

Et, là encore, que trouver dans les propos de Victor Ostrovsky : Révélations ou Déception ? Al, est-il réellement une branche du Mossad, ou du Lekem, dont Israël nous a, déjà, annoncé la fin, en 1986 ? À l'évidence, enterrer une seconde fois le Lekem, permettrait, par la même occasion, de ne pas répondre aux questions que d'aucuns se posent sur les activités d'Al et d'en exonérer le Mossad, le plus emblématique des SR de l'État hébreu.

Où l'on reparle de ce cher Yagur

« Garde-moi des mes amis, mes ennemis, je m'en charge » dit une invocation bien connue. Vieille comme Hérode, diront certains. Ils n'ont pas tort. Mais toujours d'actualité, visiblement. Car, concernant les relations israélo-

américaines en matière d'espionnage, on peut dire que l'Histoire est en train de repasser les plats. C'est, en tout cas, ce qui ressort de l'affaire Ben-Ami Kadish.

Fin avril 2008, cet Américain, âgé de 84 ans, se fait arrêter par le FBI pour avoir espionné, quelque vingt ans plus tôt, au profit d'un allié de longue date : Israël. Ancien militaire de carrière, mais ayant fait ses débuts au sein de la Haganah, Ben-Ami Kadish a aussi travaillé comme ingénieur au Centre de recherche de l'armée, sis à l'Arsenal Picatinny de Dover (New Jersey). Ses activités d'espion n'ont apparemment duré que six ans, entre 1979 et 1985. Ce qui est long et court à la fois.

Que faisait-il exactement ? Obéissant aux ordres de son officier traitant connu sous le nom de Yosser Yagur, Kadish empruntait des dossiers top secret à la bibliothèque de l'armée et les rapportait chez lui. Yagur passait, alors, la nuit à photographier les documents afin qu'ils puissent retrouver tranquillement leur place le lendemain. In fine, strictement le même mode opératoire que lorsque Pollard allait faire des photocopies au domicile d'Irith Erb ! Selon les enquêteurs, entre cinquante et cent dossiers confidentiels seraient ainsi passés entre les mains de Kadish et de Yagur.

Au menu, des informations concernant les armes nucléaires américaines, des éléments portant sur les fournitures de chasseurs bombardiers F-15C/D & E, des instructions sur le fonctionnement du système de défense aérienne Patriot²⁹⁴. Kadish aurait agi par idéalisme, sans jamais recevoir d'argent en échange de son travail. Le contact aurait été noué par le frère de Kadish, Ehud, qui avait travaillé avec Yagur dans l'industrie aéronautique.

Il ressort également du dossier que Kadish aurait été embauché par le Lekem. Or, rappelons-nous, c'est à ce même Yossef (ou Yosser, c'est selon) Yagur, à l'époque attaché scientifique israélien à New York, que Jonathan J. Pollard faisait parvenir les documents qu'il détournait.

En novembre 1985, l'affaire Pollard avait contraint Yagur à rejoindre précipitamment Israël et entraîné – officiellement, du moins – la dissolution du Lekem. Depuis, les Israéliens juraient leurs grands dieux avoir cessé d'espionner leur allié, mais, surtout, affirmaient qu'il n'y avait aucun autre espion israélien sur le territoire américain. C'est, probablement, le départ précipité de Yagur pour Israël qui a mis fin à la carrière d'espion de Kadish.

On ne sait pas encore ce qui a éveillé les soupçons du FBI, mais toujours est-il que les enquêteurs auraient intercepté et enregistré une conversation entre Kadish et Yagur. L'ancien officier traitant conseillait à l'espion, qui se savait soupçonné, de nier toute activité d'espionnage.... Face à l'évidence, Kadish a

été contraint d'avouer.

Rafi Eitan, interrogé sur le sujet, a affirmé que c'était la première fois qu'il entendait parler de Ben-Ami Kadish. Une affaire en voie d'enterrement. L'espion à la retraite a, finalement, été libéré après avoir versé une caution de 300 000 dollars. Apparemment, aussi bien aux États-Unis qu'en Israël personne n'a envie de voir le Lekem et ses exploits, présumés ou réels, refaire la Une des médias. Contrairement à ce que pourraient croire beaucoup, nulle trace de favoritisme en cette affaire : les SR ont toujours préféré laver leur linge sale en famille...

238. Shimon Pérès est d'une pudeur de première communiant sur le sujet dans *Conversations avec Shimon Pérès*, Robert Littell, Denoël, 1997.

239. *Encyclopédie du Renseignement & des Services secrets*, p.437, Jacques Baud, Lavauzelle, 2002.

240. De 1957 à 1981.

241. De l'anglais *gâteau jaune*, est un concentré d'uranium. Se présente sous la forme d'une poudre (non soluble dans l'eau) contenant environ 80 % d'uraninite, fondant à environ 2878 °C. Son nom vient de la couleur et de la texture des concentrés générés par les méthodes d'extraction primitives. Le *yellowcake* est produit dans tous les pays où l'on extrait de l'uranium. Dans le *yellowcake*, l'uranium est concentré sous la forme d'octaoxyde de triuranium U₃O₈. Il représente une étape *intermédiaire* dans le procédé d'obtention de combustible nucléaire à partir du minerai d'uranium. Le *yellowcake* est officiellement utilisé dans la préparation de combustible pour les réacteurs nucléaires. Il peut aussi être enrichi en formant un gaz d'hexafluorure d'uranium (UF₆), par séparation des isotopes par diffusion gazeuse ou bien dans une centrifugeuse pour produire de l'uranium enrichi, utilisé pour les armes et les réacteurs nucléaires.

242. *South African Bureau of State Security*. Principal SR sud-africain, créé en 1969, remplacé par le *National Intelligence Service* (NIS) en 1980.

243. Probablement l'*Atomic Energy Commission* (AEC). À moins qu'il en s'agisse de la *US Nuclear Regulatory Commission* (NRC). Le texte en français utilisé comme source ne donnant pas de précisions à ce sujet.

244. Nous sommes, aux moments des faits, en 1968.

245. *Encyclopédie du Renseignement & des Services secrets*, p.438, Jacques Baud, Lavauzelle, 2002.

246. *Ibid.*

247. Le *Dagger* étant la version export du *Nesher*. Acheté notamment par l'Argentine, il prit part à la *Guerre des Malouines*.

248. *Encyclopédie du Renseignement & des Services secrets*, p.438, Jacques Baud, Lavauzelle, 2002.

249. Bien qu'il existe un accord sur le partage des informations entre les SR des deux pays, remontant, si la mémoire de l'auteur ne lui fait pas défaut, à 1983.

250. Pour lesquels ils ont, notamment, besoin des codes sources en question...

251. J.J. Pollard a depuis divorcé et est remarié à une Israélienne, semble-t-il assez proche des milieux orthodoxes, et dont le nom est Esther Zeits.

252. Mais sans en préciser les modalités.

253. Nahum Admoni, alors directeur du *Mossad*. Son rôle dans cette affaire, bien que le *Mossad* n'y eût joué *aucun* rôle *direct*, était celui de patron du Renseignement israélien, de *Ha'Mémouné*, autrement dit celui qui dirige la communauté du Renseignement israélien, comme le patron de la CIA, aux USA, assume le rôle de *Director of Intelligence* auprès du pouvoir politique.

254. *Histoire secrète du Mossad, de 1951 à nos jours*, p.127, Gordon Thomas, *Nouveau Monde*, 2007.

255. Ibid.

256. Les défenseurs et partisans d'une libération de Pollard soulignent le manque de sérieux de l'avocat pour expliquer sa condamnation, selon eux, injustifiée et demander, *ad minimo*, une révision du procès.

257. À l'époque, il importe de souligner que le *Washington Post* est un journal indépendant, plutôt de gauche, alors qu'aujourd'hui il s'est rapproché des conservateurs.

258. Mais souvent grossie par des journalistes peu scrupuleux. En effet, si la livraison de missiles sol/air MIM-23 *Hawk* est avérée, la fourniture d'air/air AIM-54 *Phoenix* et de pièces de rechanges pour F-14A *Tomcat* prélevés sur les stocks israéliens relève d'une forme aggravée d'onanisme médiatique de la part de leurs auteurs. En effet : a) l'*Heyl Ha'Avir* n'a jamais eu en dotation (ni même à l'essai) ni l'un ni l'autre de ces matériels ; b) aucun *Phœnix* supplémentaire à ceux livrés du temps du Shah n'a été fourni à la *Nirouy-é-Havei-é-Shahanshahiyé* (armée de l'air impériale iranienne) dans le cadre de l'*Irangate*.

259. Attitude d'ailleurs fortement teintée de mauvaise foi de la part des Américains qui sollicitèrent, ne l'oublions pas, l'aide de l'État hébreu en ces délicates affaires. De plus, comme l'atteste le *Rapport Walsh* (du nom du conseiller indépendant qui conduisit ledit Rapport, Lawrence E. Walsh, nommé le 19 décembre 1986 par l'*Attorney General* Edwin Meese III), « *les opérations d'Iran furent conduites à la connaissance, entre autres, du président Ronald Reagan, du vice-président George Bush, du secrétaire d'État George P. Schultz, du ministre de la Défense Caspar W. Weiberger et des membres du NSC, Robert C. McFarlane et John Pondexter* ».

260. Même remarque que précédemment. Le *Rapport Walsh*, relève sur ce point, combien « *l'apport et la coordination d'aides aux Contras ont enfreint l'interdiction d'aides aux activités militaires au Nicaragua prescrites par l'amendement Boland* ».

261. Vue l'étendue des preuves accumulées, les compléments d'informations réclamés aux Israéliens peuvent sembler de pure forme. Jusqu'au prude *Département d'Etat* mouillé jusqu'au cou, comme le démontre encore le *Rapport Walsh* lorsqu'il note que « *le ministre Weinberger et ses conseillers les plus proches étaient bien au courant des cargaisons d'armes envisagées ou réelles faites à l'Iran* ».

262. Montée en Israël. Se dit des membres de la diaspora mosaïque qui choisissent d'aller s'installer en Terre promise.

263. *Tsahal, Nouvelle Histoire de l'Armée israélienne*, p.395, Pierre Razoux, Perrin, 2006.

264. Sis à Suitland, dans l'État du Maryland.

265. Et praticien...

266. Ou Yossef, selon d'autres sources.

267. Il ne l'aurait probablement rencontré qu'une seule fois, en Europe (Paris) ou Israël.

268. Selon certaines – mais pas toutes – sources spécialisées, le *Lekem* serait toujours opérationnel, mais plus versé désormais dans l'*espionnage économique* et technologique classique.

269. *Ma'ariv* (24 janvier 2007).

270. Ibid.

271. *Arouts* 7 (26 juin 2007).
272. *Ibid.*
273. *Ibid.*
274. *Ibid.*
275. *Ibid.*
276. Sur *Slate.fr*.
277. Tout en faisant savoir, ce qui doit passablement agacer côté US, qu'il serait très heureux de revoir Pollard.
278. *Histoire secrète du Mossad, de 1951 à nos jours*, p.96, Gordon Thomas, Nouveau Monde, 2007.
279. *Ibid.*
280. Le mot signifie « *au-dessus* », ou « *au sommet* », en hébreu.
281. *Histoire secrète du Mossad, de 1951 à nos jours*, p.96, Gordon Thomas, Nouveau Monde, 2007.
282. *Ibid.*
283. Ou plutôt la plus discrète.
284. *Tsomet* (ou *Meluckah*, le *Royaume*). *Département du recrutement* dont dépendent les *Katsa*.
285. *The Other Side of Deception*, p.271, Victor Ostrovsky.
286. *Ibid.*
287. *Ibid.* p. 270.
288. *Ibid.*
289. *Ibid.*
290. Contradictoire. Pratiquement tous les *Katsa* travaillent sans couverture diplomatique. Il y a là une confusion évidente, mais peut-être voulue, avec les *officiers traitants*, opérant, eux, la plupart du temps, sous couverture diplomatique.
291. *The Other Side of Deception*, p.271, Victor Ostrovsky.
292. *Ibid.*
293. *Ibid.* p. 276.
294. Pas inintéressant pour les Israéliens. En effet, le F-15C/D est en service, à la fois, au sein de l'*Heyl Ha'Avir israélienne*, mais également, dans une version sensiblement différente au sein de l'*Al-Qūwāt al-Malakiya al-Jawwīyā As'Saudiya* (armée de l'air séoudienne). Quant au *Patriot*, en connaître les différentes versions en service dans le monde peut être également profitable.

CHAPITRE 6 – L’AFFAIRE MAHMOUD AL-MABHOUH

*Un mode opératoire efficace – Profil bas à Tel-Aviv – Mabuah or not Mabuah
– Quid des vraies conséquences ? – Premier dommage collatéral en Algérie ?*

N’en déplaise aux commentaires de beaucoup de médias généralistes, peu familiers de ces sortes de sujets, certainement l’une des meilleures opérations de décapitation conduites au Proche-Orient par un Service action.

Un mode opératoire efficace

Concernant la cible, selon les autorités de Dubaï, Mahmoud al-Mabhouh était entré dans le pays sous le nom de Mahmoud Abdel Ra'ouf Mohammed. Supposé rencontrer, dès le lendemain de son arrivée, des contacts (supposés) iraniens, aux fins d’achats d’armes, ce haut responsable du Hamas aura à peine eu le temps de se poser. Se déplaçant seul, et donc dépourvu de protection rapprochée²⁹⁵. Grave erreur ! Depuis longtemps sur la *short list* des Kidonim²⁹⁶ du Mossad, Mahmoud al-Mabhouh est tombé victime de la redoutable guerre de l’ombre que se livrent, depuis des décennies, Israéliens et Palestiniens.

Quant au mode d’exécution, selon les médias locaux, Mahmoud al-Mabhouh aurait été paralysé à l’aide d’un pistolet électrique puis étouffé sous un oreiller, ou bien électrocuté²⁹⁷. Pour nos confrères du Times, en revanche, ses assassins lui auraient injecté une substance provoquant un arrêt cardiaque.

Selon la chaîne locale, Al-Arabiya, citant le responsable de l’enquête, le colonel Dahi Khalfan, Mahmoud al-Mabhouh « a ouvert la porte de sa chambre volontairement, apparemment à l’un des assassins ». L’intervention d’une mystérieuse « femme étrangère » a, également, été évoquée²⁹⁸. « Nous ne savons pas quel était son rôle, mais nous suspectons que c’est elle qui a réussi à convaincre Mabhouh d’ouvrir la porte de sa chambre ». Une

hypothèse envisageable, mais qui n'est pas confirmée par les images prises par les caméras de surveillance. A également été envisagée la déprogrammation de la commande d'ouverture de la porte, à l'insu de la cible.

Les membres du commando du Mossad mêlés à cette affaire ont été identifiés comme suit :

Kevin Daveron : passeport écossais, a quitté Dubaï pour Paris deux heures après le meurtre.

Gail Foliard : passeport écossais, a quitté Dubaï deux heures après le meurtre, direction Paris.

Peter Elvinger : passeport français, a quitté le pays avant le meurtre.

Evan Dennings : passeport écossais, a quitté le pays quatre heures après le meurtre pour Zurich.

James Leonard : passeport britannique, a quitté Dubaï douze heures après le meurtre pour Francfort.

Melvin Adam Mildiner : passeport britannique, est parti deux heures après le meurtre pour l'Afrique du Sud.

Michael Bodenheimer : passeport allemand, parti trois heures après le meurtre pour Hong-kong.

Michael Lawrence : passeport britannique, a quitté Dubaï dix heures après le meurtre pour Francfort.

Jonathan Louis Graham : passeport britannique, parti trois heures après le meurtre pour Hong-kong.

Stephen Daniel Hodes : passeport britannique, a quitté Dubaï deux heures après le meurtre pour l'Afrique du Sud.

L'analyse la plus perturbante, bien qu'intéressante, sur cette affaire aura été celle de Nehemia Strassler, d'Ha'aretz²⁹⁹, aux yeux de qui le meurtre de Mahmoud al-Mabhouh à Dubaï aurait fait « voler en éclats l'image d'efficacité des services secrets israéliens »³⁰⁰. C'est donc sur l'article de cette estimée consœur que nous nous appuierons pour pour le contredire point par point et fonder notre analyse de ce coup d'éclat du Kidon, le Service action du Ha'Mossad Ley'Modi'in u-lé Tafkaidim Méyuh'Adim.

Que soutient Nehemia Strassler ? Que « L'opération d'élimination [de Mahmoud Al-Mabhouh] a d'abord été présentée comme une nouvelle réussite du Mossad : ses agents sont entrés secrètement dans un pays arabe pour y liquider un terroriste notoire [en l'occurrence un dirigeant du Hamas] et en repartir tranquillement. Mais c'est alors que la police de Dubaï a produit le thriller le plus couru du moment : un long-métrage assorti d'un véritable dossier de presse comportant les photos de ses acteurs prétendument anonymes. Il est alors apparu que le Mossad est aujourd'hui devenu une

organisation dépassée et d'un amateurisme effrayant »301.

Selon elle, « Les planificateurs de l'opération n'ont pas tenu compte du fait que les technologies ont évolué. Jadis, il suffisait de falsifier un passeport, de se coller une fausse barbe et de se déguiser en joueur de tennis avec une casquette de baseball. C'est ce qu'on lisait dans les romans d'espionnage. Mais le monde d'aujourd'hui est un monde informatisé, numérisé, connecté et filmé en continu »302. Pour notre consœur, encore, « L'équipe de tueurs [israéliens] a laissé tant d'indices que même un aveugle les aurait retrouvés. Exemple : les membres de l'équipe d'agresseurs n'ont cessé de communiquer entre eux avec des téléphones cellulaires pendant l'opération. Or tout le monde sait que ces appareils sont également de redoutables instruments de détection, qui permettent de localiser à la seconde près leurs utilisateurs et d'en enregistrer les conversations »303.

Certes, on comprend l'embarras existentiel de notre consœur. Mais ne fallait-il pas que les Katsa304 du Mossad communiquassent entre eux, pour arriver à leur fin ? Et c'est bien l'un des aléas modernes des services actions des SR – le Kidon, comme les autres – de voir désormais leurs personnels et leurs actions écoutés, enregistrés et filmés un peu partout dans le monde. Pour le reste, les protocoles de communication utilisés sont suffisamment élaborés305 pour ne pas attirer – en temps réel – l'attention de grandes oreilles ennemies306...

Sur ce point, les médias israéliens n'ont pu que constater – mais que pouvaient-ils faire d'autre ? – les « difficultés nouvelles »307 que rencontrent les services actions du pays, du fait de la présence exponentielle de caméras de surveillance. Le Yediot Aharonot, a, lui, noté que « Les temps où l'on pouvait liquider ni vu ni connu sont finis. Reste à savoir si ceux qui ont envoyé les membres du commando à Dubaï et pris soin de les déguiser, oseront les renvoyer dans un autre pays, après que leurs photos se sont étalées dans les journaux »308 du monde entier. À l'évidence, et en dépit du fait que bien des Services de Contre-espionnage arabe ne sont pas du niveau des SR dubaïotes, le Mossad – et gageons qu'il y travaille déjà – devra affiner ses méthodes en matière d'infiltration et de travail en immersion de ses équipes...

« Comble du comble », nous affirme Nehemia Strassler, « les tueurs ont tous quitté l'hôtel au même moment, immédiatement après l'assassinat qu'ils venaient de commettre, au risque de se faire repérer et arrêter à l'aéroport »309.

Sourions quelque peu et rappelons à notre estimée consœur que c'est, aussi310, parce qu'ils ne se sont pas exfiltrés assez vite que les faux-époux Thurenge se sont fait pincer par la police néo-zélandaise, lors de l'Affaire du Rainbow Warrior. Et que c'est, aussi, parce que les « empoisonneurs » de Khaled

Méchaal n'ont pas réussi à s'exfiltrer du tout que l'affaire a viré au désastre pour Tel-Aviv ! À Dubaï, les Kidonim étant enregistrés dans des hôtels différents, leurs départs dans un laps de temps assez court ne constituaient pas un élément suffisant pour attirer, en temps réel, l'attention dans une structure aéroportuaire aussi grouillante que celle de Dubaï. Après, c'est une autre histoire...

« Pas vus, pas pris ! Pris, pendus ! », dit l'un des personnages d'une comédie d'espionnage française³¹¹. Le Mossad a, dans l'Affaire de Dubaï, parfaitement rempli son contrat : la cible a été éliminée et tout le monde est rentré au bercail. En l'espèce, pour Bruce Riedel, ancien de la CIA, cette capacité à exfiltrer ses équipes confirme, au contraire, l'efficacité du Mossad : « Tout en porte la signature – les passeports, européens, la rapidité avec laquelle l'équipe a disparu du pays, tout cela s'ajoute pour en donner une image plutôt convaincante »³¹². Riedel va plus loin : « Ce que les autorités de Dubaï découvrent n'est pas seulement une opération isolée, mais probablement l'entière agence du Mossad. Dubaï serait l'endroit idéal pour entreprendre, non seulement une opération isolée, mais des opérations à long terme contre l'Iran »³¹³. Un test en grandeur nature, en somme...

Le fait que, comme le souligne Nehemia Strassler, nous venions « d'assister à une gigantesque fraude, à une violation de la vie privée et à une sérieuse entorse au droit de tout citoyen à la sécurité et à la liberté de mouvement »³¹⁴, n'a – désolé, chère consœur – aucune espèce d'importance. Israël – et, tout un chacun est, évidemment en droit de le regretter, déplorer, condamner (au choix) – est un État en guerre. Il se conduit donc comme tel. En prenant des risques calculés. De plus, les réactions du public israélien aux deux dernières guerres israélo-arabes (Guerre du Liban de 2006 et Guerre de Gaza) l'ont encore prouvé : asséner des coups (fussent-ils mortels) à l'ennemi palestinien, geste perçu comme un combat intérieur, a le soutien de l'écrasante majorité des Israéliens ; a contrario de la Guerre des 34 Jours menée au... Liban, considérée comme un combat extérieur à Eretz Israël. L'émoi dont semble faire preuve notre consœur d'Ha'aretz n'a, visiblement, pas fait beaucoup d'émules en Israël même. Au jour où sont couchées ces lignes, l'affaire a complètement disparu des unes des médias, et il y a fort à parier que l'immense majorité des Israéliens croiseraient dans la rue les Kidonim de Dubaï, et ceux dont ils ont usurpé l'identité, sans probablement les reconnaître. Il n'est même pas acquis que tous les Israéliens dont l'identité a été usurpée par le Mossad partagent l'émoi de Nehemia Strassler...

Quant à la question « de savoir si le Premier ministre israélien, qui est politiquement responsable du Mossad, a soupesé les profits et les pertes d'une opération à laquelle il a donné son accord »³¹⁵. La réponse est, évidemment, oui ! Sauf, que rien ne l'oblige à le reconnaître, après coup, et c'est bien là

l'essentiel. Sur ce point, Nehemia Strassler prend, quelque peu, ses lecteurs pour des ânes. Bien sûr que Binyamin Nétanyahu était au courant. C'est une des règles du Mossad, « établies par Meïr Amit, premier directeur de l'agence d'intelligence³¹⁶,... toute exécution doit être avalisée par le Premier ministre en exercice. Toute exécution est ainsi soutenue par l'État, l'ultime sanction judiciaire de la loi. L'exécutant n'est donc pas différent du bourreau nommé par l'État ou de tout autre exécuteur désigné par la loi »³¹⁷. Et il semblerait qu'il y ait eu une réunion entre Nétanyahu et le chef du Mossad, Meïr Dagan, début janvier 2010. De moins à en croire le Sunday Times.

Reste à examiner l'hypothèse d'un enlèvement raté. D'une Opération Eichmann qui aurait mal tourné... L'hypothèse a, le plus sérieusement du monde, été évoquée par des sources américaines au site Debka.

« Les résultats de l'opération étaient contraires au scénario mis en place. Le Mossad aurait dû enlever Mabhouh pour l'échanger avec Gilad Shalit dans le cadre d'une vaste opération d'enlèvements de dirigeants du Hamas au Proche-Orient »³¹⁸ ont notamment indiqué ces sources US, pour qui « L'enlèvement de Mabhouh était la première étape d'une série d'enlèvements contre de hauts responsables du Hamas, qui auraient dû avoir lieu en janvier dernier. Mais toutes les opérations en question ont été annulées à la suite de l'échec de l'enlèvement de Mabhouh. Un kidnappeur aurait administré une quantité exagérée d'anesthésie, provoquant sa mort immédiate »³¹⁹. Et, prétendent encore ces sources, « Suite à la mort de Mabhouh, les kidnappeurs se sont rendu compte de l'impossibilité de transporter son corps sans susciter les soupçons des employés et des agents de sécurité de l'hôtel. Ensuite, ils ont reçu l'ordre de leurs dirigeants de laisser le corps sur place et de quitter immédiatement Dubaï »³²⁰.

Pourquoi pas, en effet. C'est la suite du scénario présenté par ces sources US qui nuit à la crédibilité de l'ensemble.

En effet, à en croire Debka, Mahmoud al-Mabhouh aurait dû être transféré sur un navire de guerre israélien, et, ensuite, l'équipe du Mossad était censée se diriger vers un deuxième pays du Proche-Orient pour y procéder à d'autres enlèvements.

Ces éléments sont pour le moins dérangeants et peu convaincants :

32618. Démultiplier ainsi les enlèvements aurait constitué une opération extrêmement lourde à mettre en place et à gérer.

32619. On voit mal en quoi, la fin tragique de Mahmoud al-Mabhouh compromettrait la suite des opérations.

32620. On voit encore plus mal pourquoi les mêmes équipes (action & repérage) auraient dû effectuer les deux opérations, à la suite l'une de l'autre. Quitte à mettre en place une pareille usine à gaz, le Mossad avait parfaitement les moyens de mettre à contribution une à deux équipes supplémentaires agissant simultanément ou dans un temps très court dans deux à trois pays différents. En vérité, bien que tentant intellectuellement, ce nomadisme barbouzard semble peu crédible.

Quant aux conséquences, contrairement à ce que fait mine de croire Nehemia Strassler, elles sont, et resteront, insignifiantes. La plupart des États qui froncent les sourcils – aujourd'hui, mais pour combien de temps – sont ceux-là mêmes qui font figurer le Hamas sur leurs listes des organisations terroristes et qui renseignent Israël à son sujet... Et, puis, quand a-t-on vu, par le passé, ces États manifester autre chose qu'une indignation de façade lors d'opérations similaires conduites par des SR ? Pourquoi en serait-il autrement aujourd'hui ?

En revanche, l'hypothèse que le Premier ministre Nétanyahu, ait rencontré en personne les membres du commando avant l'opération, comme cela a été évoqué par la presse dominicale britannique³²¹, nous semble totalement fantaisiste et, surtout, à rebours des règles de sécurité les plus élémentaires. Et, pourquoi pas un barbecue avec une photo de famille ?...

Au pire, les onze agents du Mossad concernés ne pourront plus opérer dans quelques pays arabes. Et, encore. Dubaï, État arabe modéré – comprendre étranglé diplomatiquement et géopolitiquement par Washington – sera sommé de saisir où se trouve son intérêt et continuera à entretenir les relations qu'on lui fera obligation d'avoir avec Israël³²². Aura-t-il, entre-temps, fait le nécessaire pour communiquer les renseignements utiles recueillis aux autres SR du monde arabe ? On peut également légitimement en douter. Les SR ne partagent que les informations strictement nécessaires avec leurs homologues. Et trop en dire, c'est aussi révéler une partie de son savoir-faire. Or les SR dubaïotes ont été, en cette affaire, d'une redoutable réactivité. Est-ce vraiment dans leur intérêt de trop faire savoir comment et à trop de gens, dont rien ne dit qu'ils leur renverront l'ascenseur ? Lorsque certains (voir les soupçons pesant sur les SR égyptiens dans de récentes affaires) n'iront pas tout répéter à leurs homologues occidentaux, israéliens en tête...

Profil bas à Tel-Aviv

Côté israélien, la manière de gérer, urbi et orbi, l'Affaire de Dubaï mérite,

cependant, qu'on y revienne. Fréquemment, Tel-Aviv ne se prive pas de reconnaître, à mots couverts, les exploits du Kidon, lorsqu'il s'agit d'aller liquider ses adversaires palestiniens. Là, les porte-paroles israéliens ont fait preuve d'un mutisme exaspérant.

Le summum de la mauvaise foi revenant au porte-parole de Tsahal qui a renvoyé son monde à son homologue du... gouvernement, soutenant mordicus que les affaires du Mossad ne sont pas liées à celles de l'armée. Dans d'autres cas, il aurait aimé « relever la maestria avec laquelle certains agents réussissent leur mission » !

Un comble lorsqu'on sait que c'est au He'Modi'in Ha'Sadeh, le Corps des Renseignements opérationnels³²³, que sont rattachés la plupart des Sayerot (les forces spéciales israéliennes), d'où sont tirés, pour l'essentiel, les personnels des Services action des différents SR et organes de force israéliens. À commencer par le Sayeret Mat'kal, ou Unité 767³²⁴, le plus connu et le plus sollicité des sayerot, qui, comme son nom l'indique, dépend opérationnellement de l'état-major. Et celui qui fournit la majeure partie des Kidonim chargés de basses œuvres du Mossad. À cela s'ajoute le fait qu'Israël ne connaît guère la guerre des services. À l'exception de Rafi Eitan (Lekem) qui était à couteaux tirés avec Zvi Zamir (Mossad), mais qui s'entendait comme larron en foire avec Nahum Admoni (Mossad)...

Mais, dans l'affaire de Dubaï, l'officialité israélienne a choisi de se retrancher derrière la bonne vieille règle du AFMR : According to Foreign Media Reports qui consiste à ne pas commenter les nouvelles publiées dans la presse étrangère. Simple et efficace ! Alors que, généralement, cette même presse étrangère est régulièrement mise à contribution pour la diffusion d'informations sensibles.

Quelles suites aura l'Affaire de Dubaï sur le long terme ? L'impact diplomatique sera faible. Certes, les ambassadeurs israéliens (à Londres, Dublin et Canberra, pour l'instant) ont bien été convoqués pour rendre des comptes. Mais, à quoi bon ? Outre que la culpabilité du Mossad ne fait guère de doute, les diplomates israéliens n'y peuvent rien : le Mossad (comme le Lekem), dépend du Premier ministre, et de lui seul. Ni les députés ni les membres du gouvernement ne sont avertis de ses missions, et a fortiori les diplomates.

Tout ce que le Premier ministre israélien, Binyamin Nétanyahu, doit éviter, ce sont les facéties sémantiques comme celle qui caractérisa Yitzhak Shamir, lors de l'Affaire Pollard, et qui déclara, toute honte bue : « Ceux qui savent, savent. Ceux qui ne savent pas n'ont pas besoin de savoir ».

Malgré tout, nous ne sommes certainement pas au bout des surprises. Ainsi, le ministère autrichien de l'Intérieur vient, à son tour, de faire savoir qu'il enquêtait sur l'utilisation présumée de téléphones portables autrichiens par les membres du commando. Sept téléphones auraient été activés, à partir de l'Autriche, et l'analyse des communications pourrait être instructive.

Mabuah or not Mabuah

Par ailleurs, The Guardian a diffusé la nouvelle selon laquelle « un agent de la sécurité » du Hamas aurait été emprisonné en Syrie pour son implication présumée dans l'élimination de Mahmoud Al-Mabhouh. Les Syriens se sont refusés, quant à eux, à confirmer ou non l'information. Enfin, le Département concerné de la police de Dubaï – même s'il a reconnu la véracité des faits – ne s'est guère montré loquace quant aux deux Palestiniens arrêtés dans cette affaire. Selon Al-Hayat, le premier aurait appartenu aux SR palestiniens tandis que le second appartiendrait aux services de sécurité de l'Autorité palestinienne. Leur rôle aurait consisté à apporter une aide logistique au commando du Mossad en réservant les chambres d'hôtel et en louant les voitures nécessaires à l'opération³²⁵. Les deux hommes avaient quitté Gaza après l'arrivée au pouvoir du Hamas et avaient obtenu, d'une part un permis de séjour à Dubaï et, d'autre part, un emploi dans l'immobilier dans une compagnie appartenant à un chef du... Fatah. Leur identité n'a pas été révélée, mais leur interrogatoire devrait permettre de savoir s'ils ont collaboré avec le Mossad et s'ils sont, ou non, des Mabuah, autrement dit des collaborateurs non-juifs des SR israéliens....

In fine, à propos de votre papier, Chère Nehemia Strassler, beaucoup de bruit pour rien ! À se demander même si celui-ci ne serait pas, lui aussi, une petite opération de déception destinée à noyer le poisson (et à nous faire croire qu'il y a en Israël, des gens pour regretter vraiment cette opération). En tout cas, il y ressemble comme deux gouttes d'eau³²⁶ !

Est-ce bien tout ? Pas sûr, car, « derrière l'assassinat de Mahmoud al-Mabhouh », nous avertissait Xavière Jardez, se profileraient « des événements bien plus graves ». En fait, par l'affaire al-Mabhouh, Israël devait ouvrir « le champ à des attaques contre l'Iran »³²⁷. Et, poursuivait Xavière Jardez, « Les États-Unis lorgnent depuis Bush sur les Émirats Arabes Unis et comment s'y prendre pour y déployer des troupes en cas de conflit armé avec la République Islamique. Aucune stratégie militaire n'a de chance de succès si on n'établit pas de prime abord une tête de pont à travers l'étroit chenal du Détroit d'Ormuz pour empêcher sa fermeture par l'Iran »³²⁸.

Pour l'instant, ces tentatives américano-israéliennes visant à l'élargissement de la zone de « guerre contre le terrorisme » à Dubaï n'ont pu aboutir. À l'évidence, « La célérité avec laquelle les forces de sécurité de l'émirat ont enquêté, rassemblé les preuves, les indices, donné un maximum de publicité à leurs révélations prouve que Dubaï refuse que sa qualité de centre financier et économique, et que ses intérêts soient pollués par des actions terroristes israéliennes. Il en va de sa réputation, de sa survie et de sa prospérité, même si la crise l'a frappé »³²⁹. La suite au prochain épisode...

Mais, là encore, on est en droit de se demander qui est le donneur d'ordre, le commanditaire réel de l'opération de décapitation conduite à Dubaï ? Car, pour plagier le secrétaire général adjoint du Hezbollah, Cheikh Na'im Qâsem³³⁰, demandons-nous sérieusement si « La décision de [l'opération] fut américaine, et l'exécution israélienne » ? En l'espèce, l'Affaire de Dubaï serait donc un galop d'essai de facture américaine et d'exécution israélienne, en vue d'une confrontation plus directe avec la RI d'Iran ? À voir...

Dindons de cette sinistre farce : une fois encore, les chancelleries européennes qui ont eu un mal fou à faire croire que leurs passeports s'évanouissaient subitement au soleil pour parvenir aussi facilement entre les mains des techniciens du Teud, la branche faux-en-tous-genres du Ha'Mossad Ley'Modi'in u-lé Tafkaidim Méyuh'Adim...

Ce d'autant que le Mossad est familier de la méthode³³¹. Xavière Jardez de nous rappeler que « Le Canada avait, lors de la tentative d'assassinat de Khaled Méchaal, en 1997, protesté violemment contre l'utilisation (...) de documents canadiens. Israël avait promis de ne plus rien faire de semblable, comme il avait fait la même promesse à Margaret Thatcher en 1987 avec la découverte de 8 passeports oubliés par le Mossad dans une cabine téléphonique en RFA, et à la Nouvelle-Zélande en 2005 après l'emprisonnement de deux de ses agents. Ian Wilcocks, l'ancien ambassadeur d'Australie en Israël dit avoir averti, dans les années 1990, les officiels du ministère des Affaires étrangères israélien de ne plus fabriquer de faux passeports pour des opérations secrètes »³³².

Quid du rôle qu'aurait pu jouer les États-Unis dans une affaire qui, à terme, aurait dû, si les autorités dubaïotes n'avaient pas été aussi réactives, servir leurs petites affaires iraniennes ?

Selon Xavière Jardez, « L'administration Obama a réagi très discrètement à l'assassinat du dirigeant palestinien Mahmoud al-Mabhouh, à Dubaï, si discrètement que deux des assassins porteurs, l'un, d'un passeport britannique et l'autre, d'un passeport irlandais, ont pu entrer aux États-Unis³³³ sans être

inquiétés alors que le contrôle aux frontières est, depuis les attentats du 11 septembre, devenu drastique : les vérifications des informations biométriques ou holographiques sont faites à partir de bases de données internes comme externes aux États-Unis »[334](#).

Or, précise Xavière Jardez, « L'Irlandais y est arrivé dès le 21 janvier – le lendemain de l'opération – et le “Britannique” du nom de Roy Allan Cannon voyageant avec son faux-vrai passeport y est entré, le 14 février, soit trois semaines après la publication des résultats de l'investigation des autorités de Dubaï ! »[335](#)

Autrement dit, il y avait largement de quoi donner quelque fil à retordre à l'ami israélien pour l'administration US. Qui, pourtant, n'en a rien fait...

Au-delà, poursuit Xavière Jardez, « La piste états-unienne conduit à se demander comment il se faisait que MetaBank[336](#) ait fourni aux agents du Mossad les cartes de crédit qu'ils ont utilisées. Selon la direction, la banque émet des cartes prépayées dans le cadre d'un programme Meta Payment Systems. Ce dernier met sur le marché par l'intermédiaire de divers programmes de gestion – dans ce cas Payoneer[337](#) – des cartes de paiement du personnel. Ces dernières sont proposées à des sociétés US de renom pour leur permettre de payer leur personnel expatrié, leurs sous-traitants... etc. Lesdites cartes ont été chargées par les sociétés (dans le cas de l'assassinat de Mahmoud al-Mabhouh, il reste à découvrir lesquelles) avec les fonds déposés par elles dans ce système »[338](#).

En fait, conclut Xavière Jardez, « Jusqu'à présent, rien n'indique que les responsables états-uniens aient l'intention ou la volonté d'enquêter sur le financement, par des sociétés US, des opérations et dépenses des assassins israéliens, même si deux de ces criminels sont revenus aux États-Unis. Or, le recours illégal à des banques et des sociétés de cartes de crédit US traduit une expansion alarmante des opérations d'espionnage sur le sol américain et révèle la pénétration du Mossad, à un degré inconnu jusqu'ici, des principales institutions financières dans le but de consolider l'influence d'Israël sur la politique étrangère de Washington et les corps constitués qui la font »[339](#).

Mais, la vraie raison de ce profil bas US se fonde, selon nous, sur deux points :

Question mains sales, bavures et coups tordus, les Américains n'ont pas intérêt à s'attirer, en retour, des répliques étayées sur des faits précis qu'un Premier ministre israélien comme Benyamin Nétanyahou est tout à fait à même d'obtenir de ses relations personnelles et contacts

aux USA ;

Les États-Unis ont trop cruellement besoin de l'expertise israélienne au Proche et Moyen-Orient, pour faire la fine bouche dans une affaire semblable à celles conduites, un peu partout, par leurs propres SR (CIA, DIA, etc.). Un besoin qui pourrait s'aggraver si, d'aventure la Turquie devait de détacher durablement du camp occidental.

Mais, une fois n'est pas coutume, contrairement à d'autres opérations humides³⁴⁰ précédentes du Mossad, celle de Dubaï a attiré l'attention d'Interpol qui a publié des notices rouges à l'encontre des 11 individus recherchés par la police dubaïote.

Selon son propre communiqué, Interpol avait « des raisons de penser que les suspects liés à ce meurtre ont usurpé les identités de personnes réelles »³⁴¹. Les notices rouges précisant que les noms des intéressés sont des « pseudonymes utilisés pour commettre le meurtre »³⁴². Du coup, Interpol a officiellement rendu publics les photos et les noms apparaissant frauduleusement sur les passeports afin de « limiter la capacité des meurtriers présumés à se déplacer librement avec les mêmes faux passeports »³⁴³.

Il est à noter que la publication des notices rouges a eu lieu à la demande expresse de la police dubaïote et du Bureau central national d'Interpol à Abu Dhabi, avec lesquels le Secrétariat général et le Centre de commandement & de coordination de Lyon collaborent étroitement, ainsi qu'avec les BCN d'autres pays membres, afin « d'établir la véritable identité des auteurs présumés du meurtre de Mahmoud al-Mabhouh »³⁴⁴.

« Grâce à une étroite coopération entre nos pays membres, et d'après les informations communiquées par des citoyens ordinaires, il devient évident que ceux qui ont soigneusement planifié et commis le meurtre de Mahmoud al-Mabhouh ont selon toute vraisemblance utilisé de faux passeports européens appartenant à des personnes innocentes dont les identités ont été usurpées »³⁴⁵, a déclaré, à l'époque, le secrétaire Général d'Interpol, Ronald K. Noble.

Par ailleurs, Ronald K. Noble « a vivement encouragé la police à porter toute son attention sur les photographies des suspects publiées dans les notices rouges d'Interpol afin de décider qui placer en détention, interroger et appréhender »³⁴⁶.

« Dans la mesure où les noms figurant sur les passeports découverts dans le cadre de l'enquête de la police dubaïote appartiennent très probablement à des personnes réelles et innocentes dont les identités ont été usurpées, Interpol ne pense pas que nous connaissions les véritables identités des individus

recherchés. Nous avons donc mentionné les identités usurpées, car si l'une des personnes apparaissant sur les photographies des notices rouges Interpol était trouvée en possession de faux passeports ou de passeports altérés frauduleusement, de tels éléments constitueraient une preuve de culpabilité pour diverses infractions »³⁴⁷, devait également déclarer le Secrétaire général Noble.

« La décision de Dubaï et d'Interpol de communiquer à la communauté internationale des services chargés de l'application de la loi la totalité des informations disponibles ne peut qu'aider à faire la lumière sur les individus qui ont perpétré et planifié cette attaque. Cela permettra, par la même occasion, d'aider à établir l'innocence des citoyens ordinaires – voire des pays – dont l'identité a été usurpée et utilisée de façon frauduleuse »³⁴⁸, a ajouté Ronald K. Noble.

En fait, l'utilisation de faux papiers semble être la marotte du secrétaire général Noble. En effet, lors du dernier Forum économique mondial de Davos, Noble mettait déjà en garde les dirigeants et les décideurs du monde entier « contre la menace que constitue, pour la sécurité internationale, l'utilisation de faux passeports permettant aux malfaiteurs de voyager incognito »³⁴⁹.

Quid des vraies conséquences ?

Reste à savoir ce que pourra réellement donner, sur le long terme, ce sursaut d'indignation de l'instance policière internationale.

On peut légitimement douter que les choses aillent plus loin. Car, au-delà, rien ne pourra se faire sans la bonne volonté des États et de leurs dirigeants. Or, on remarquera que la Grande-Bretagne a décidé, dans la foulée immédiate de l'Affaire de Dubaï, de modifier sa législation en matière de crimes de guerre afin que les personnes recherchés (six, au total) pour l'opération Plomb durci³⁵⁰ – tels l'ex-chef de la diplomatie israélienne, Tzipora Malka Tzipi Livni, l'ex-Ra'Mat'Kal (chef d'état-major), le Rav Alouf (lieutenant-général) Shaul Mofaz, le ministre de la Défense, Ehud Barak – ne puissent plus être inquiétés lors de leur(s) séjour(s) au Royaume-Uni...

Et, comme il fallait s'y attendre, les Britanniques ont choisi de classer pudiquement l'affaire de Dubaï qui, in fine, n'aura causé que quelques dégâts collatéraux. Londres a, en effet, annoncé que le patron de l'antenne du Mossad (à Londres) devrait quitter le pays. Pour la forme (mais pouvait-il en être autrement), le Foreign Office a également mis en garde les citoyens britanniques en leur recommandant de ne pas remettre leurs passeports à des

« officiels israéliens »³⁵¹. Une forme inattendue d'humour britannique, sans doute. On voit mal, en effet, des Anglais lambda refuser d'obtempérer : a) au Royaume-Uni, s'adressant aux services consulaires, il faut bien remettre son passeport à des « officiels israéliens » pour obtenir un visa ; b) sur place (en Israël), les Britanniques, comme tous les étrangers, sont soumis aux lois du pays et aux demandes expresses que peuvent, là encore, leur formuler des « officiels israéliens » (policiers, militaires, douaniers, etc.). La mise en garde est d'autant plus dénuée de sens que dans 99,99 % des cas, les documents en question sont rendus à leurs propriétaires légitimes. Il existe d'autres voies, parallèles, pour se procurer des passeports (vols, pertes, etc.)

En Israël on a été surpris par cette démarche, mais tout un chacun a compris qu'il s'agissait d'une crise contrôlée. En effet, un nouveau représentant du Mossad va, tout naturellement reprendre ses fonctions en Grande-Bretagne.

Pour la galerie, le mardi 23 mars 2010, le ministre britannique des Affaires étrangères, David Miliband, a dû annoncer aux Communes³⁵² que le rapport d'enquête de la Serious Organised Crime Agency (SOCA) établissait bien un lien entre Israël et la contrefaçon des passeports britanniques. « La Grande-Bretagne n'était pas informée et n'était pas impliquée dans cette affaire. Les autorités israéliennes ont coopéré avec l'Agence qui a mené l'enquête et les éléments qui nous ont été communiqués vendredi indiquent clairement qu'Israël est responsable de la contrefaçon des passeports ». Quelque part, on se doutait un peu que ça n'était pas le Vanuatu !

Toujours selon Miliband, le contenu des passeports a été copié par les SR en Israël et dans d'autres pays³⁵³. « Cet acte expose les citoyens britanniques à des risques dans cette région et nous avons actualisé nos conseils aux voyageurs qui se rendraient en Israël en conséquence. Nos relations avec Israël sont importantes, mais il est important aussi qu'elles soient basées sur la confiance et la transparence. Le fait que cet acte soit le fait d'un pays ami, qui possède des liens diplomatiques, culturels, économiques et personnels avec la Grande-Bretagne ne fait qu'ajouter l'injure à l'insulte. Aucun pays ne peut rester sans réagir à une telle situation ».

À Tel-Aviv, on a fait mine de se montrer « très surpris de la démarche »³⁵⁴, tout en décidant de ne pas réagir « pour ne pas aggraver la crise »³⁵⁵. Enfin presque pas ! Un responsable israélien a, tout de même, affirmé que puisqu'il n'existait « aucune preuve » liant Israël à cette affaire, « nous estimons qu'il s'agit d'une décision politique liée aux tentatives de Miliband et du Parti travailliste pour attirer l'électorat musulman en vue des prochaines élections »³⁵⁶. Et d'enfoncer le clou, soulignant malicieusement³⁵⁷ que « Des éléments anti-israéliens au ministère britannique des Affaires étrangères ont fait pression sur Miliband afin qu'il prenne une mesure sévère. Miliband a

sauté sur cette occasion qui lui convient d'un point de vue politique »³⁵⁸, a déclaré hier le responsable en question.

Malgré des propos (en apparence) très durs, en Israël comme en Grande-Bretagne, mais correspondant, en fait, aux cuisines politiques locales, il semble bien, comme l'ont écrit nos estimés confères du Yediot³⁵⁹, qu'il ne s'agissait pas d'une crise, mais d'une « explosion contrôlée ». Et encore, une mini-explosion, voire un pétard mouillé.

On notera, en effet que Londres a autorisé Tel-Aviv à nommer un nouveau représentant du Mossad. Quant à son prédécesseur, il lui a été demandé poliment de quitter le Royaume-Uni, de lui-même, sans (surtout pas) le déclarer persona non grata. Ce que l'intéressé, très gentleman like, s'est empressé de faire.

Comme l'a fort justement fait remarquer un autre responsable israélien, « Les Britanniques ont voulu exprimer clairement leur mécontentement et signifier qu'ils n'accepteront plus que l'on utilise leurs passeports pour des opérations d'espionnage. Ils n'ont cependant pas voulu créer de crise prolongée. Ce n'est pas agréable, c'est surtout vexant, mais ce n'est pas la fin du monde. C'est pourquoi Israël ne prendra aucune mesure de représailles »³⁶⁰.

En fait, la seule réaction israélienne officielle aura été celle du ministre des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, qui a affirmé accorder « une grande importance à nos relations avec la Grande-Bretagne, un pays avec lequel nous avons un dialogue dans divers domaines sensibles, et nous regrettons la décision britannique. Nous n'avons reçu aucune preuve quant à l'implication d'Israël dans cette affaire »³⁶¹. Affaire suivante, SVP !

Pour l'instant, seule l'Australie a choisi d'adopter des mesures similaires à celles du Foreign Office britannique contre des diplomates israéliens, suite à l'affaire de Dubaï. La presse australienne, a cité des sources israéliennes selon lesquelles on s'attendait en Israël à « de telles mesures »³⁶². Seule chose (à peu près) sûre : le ministre australien des Affaires étrangères, Stephen Smith, s'est entretenu avec son homologue britannique, David Miliband, qui lui aurait promis de lui remettre le dossier d'enquête. Ce qui explique la similitude des mesures prises à Londres et à Canberra...

Concernant Washington et Tel-Aviv – bien que les relations personnelles semblent exécrables entre Binyamin Nétanyahu et Barack H. Obama – personne, des deux côtés de l'Atlantique, ne semble disposé à faire de l'élimination de Mahmoud al-Mabhouh une affaire d'État. Au plan diplomatique, dix jours après avoir téléphoné à Binyamin Nétanyahu pour le réprimander quelque peu, le chef de la diplomatie US, la sénatrice Hillary Clinton, s'exprimait, le 22 mars 2010, devant la conférence de l'AIPAC³⁶³ à

Washington.

Contrairement à ce que beaucoup attendaient, elle a été chaleureusement accueillie et ses propos « ont même été interrompus à de nombreuses reprises par des applaudissements enthousiastes »³⁶⁴, notaient dans leur article à deux mains Barak Ravid & Natacha Mozgovaya. Il faut dire que, dans son discours, la secrétaire d'État avait souligné que si le gouvernement américain n'hésitait pas à exprimer clairement son avis en cas de désaccord avec la politique israélienne, le soutien américain à Israël demeurerait « fort comme le roc, permanent et éternel »³⁶⁵.

« Notre crédibilité dans le cadre de ce processus dépend en partie de notre capacité à féliciter les deux camps quand ils font preuve de courage et, quand nous ne sommes pas d'accord, à le dire sans équivoque. En tant qu'amis d'Israël, il est de notre responsabilité de faire des compliments, quand ils sont mérités, et de dire la vérité, quand elle est nécessaire »³⁶⁶, devait admettre la Sénatrice Clinton, qui a, surtout, souligné que les États-Unis « n'imposeront pas leur propre plan de paix »³⁶⁷ à Tel-Aviv. Ce qu'a confirmé son porte-parole au US Department of State, Philip Caroli, qui a insisté sur le fait qu'Israël est « un partenaire stratégique des États-Unis et le restera ».

Que demander de plus, en effet ?

En fait, à y regarder de plus près, les relations étaient, déjà, en train de s'améliorer entre les deux alliés. Ainsi, le général David Howell Petraeus, alors patron de l'US CentCom³⁶⁸, s'est entretenu au téléphone avec le Ra'Mat'Kal (chef d'état-major israélien), le lieutenant-général Gaby Ashkénazi, qu'il a assuré « ne jamais avoir dit » que la politique israélienne mettait « en danger les vies » de soldats américains au Proche-Orient³⁶⁹. Ces informations selon lesquelles le général Petraeus aurait, lors d'une audition au Congrès, porté des accusations à l'encontre d'Israël avaient déjà été démenties officiellement, mais le général Petraeus a tenu à s'entretenir³⁷⁰ personnellement avec le chef d'état-major israélien pour lui faire savoir qu'il n'avait « jamais tenu les propos qui lui ont été attribués ».

Au-delà, il importe de noter que le paysage géopolitique avantage particulièrement les Israéliens. Et Nétanyahu – celui qu'on surnommait au début de sa carrière politique Bibi l'Américain, le sait plus que tout autre – la situation n'est plus celle des années de son premier mandat à la tête d'Israël. Aujourd'hui, menace iranienne oblige³⁷¹, l'appui de l'AIPAC est total. Le lobby ne vient-il pas de conseiller à Barack Obama de « prendre des mesures

immédiates pour apaiser la tension avec l'État hébreu » et de mettre fin, au plus vite, à « l'escalade rhétorique de ces derniers jours qui détourne des problèmes urgents que sont la volonté de l'Iran de se doter d'armes nucléaires » ?

De fait, c'est un Premier ministre israélien, Binyamin Nétanyahu, au firmament de sa forme qui estime, non sans raison, ne pas avoir à ménager un président américain qui peine à faire passer ses réformes et n'a que des arguments de façade à lui opposer.

Question subsidiaire : parti comme il est, le Kidon³⁷², va-t-il en rester là ?

Une chose est sûre, pour expéditifs qu'ils soient, les tueurs de l'ombre de Tel-Aviv prennent leurs ordres de leur centrale. À ce titre, ils ne mèneront que des opérations de décapitation décidées au plus haut sommet de l'État. Ni plus ni moins. La vraie question est donc bien de savoir si, côté israélien, il existe des contentieux justifiant de tels passages à l'acte.

Or, concernant le Hamas, la réponse pourrait fort bien être positive. En effet, à côté de ses activités présumées de trafic d'armes, de son implication dans l'enlèvement et l'exécution de deux soldats israéliens, Mahmoud al-Mabhouh, pourrait n'être que le premier maillon d'une chaîne de représailles « à la tentative d'assassinat à la bombe perpétrée contre l'ambassadeur d'Israël en Jordanie, Danny Nevo, le 14 janvier dernier, à proximité du Pont Allenby, point de passage entre la Jordanie »³⁷³, a cru savoir le magazine *Raids*. Or, l'affaire serait plus complexe qu'elle n'est apparue au début. En effet, « selon certaines sources, cette tentative de meurtre serait imputable à un commando d'Al-Qaïda qui aurait répondu à une demande des autorités iraniennes. Pour d'autres, elle porte la marque du Hezbollah qui, par ce biais, aurait cherché à venger la mort de son responsable militaire Imad Moughnieh, à Damas, en février 2008 »³⁷⁴.

Quel rapport avec le Hamas ? Guère plus que lors de l'assassinat de Mahmoud Hamchari, en France, abattu en représailles de la tuerie de Munich, mais qui, pourtant, simple représentant de l'OLP à Paris n'avait aucun lien avec Septembre Noir ! Une sorte d'avertissement sans frais adressé à Téhéran et/ou au Hezbollah, leur signifiant de ne plus se mêler des affaires de Palestine³⁷⁵, en quelque sorte...

En quoi l'élimination de Mahmoud al-Mabhouh, ne serait que l'élément d'une chaîne ? En ce sens que les Israéliens ont souvent eu, par le passé, une vision étendue de la Loi du Talion. Un homme pour un homme, même si Danny Nevo s'en est finalement sorti, c'est peu payé, selon le ratio appliqué généralement par les Israéliens dans ce genre d'affaires...

Or, au moment où ces lignes étaient couchées, la question méritait effectivement d'être posée. Car, Info ou Intox, à la suite de l'exécution parajudiciaire de Mahmoud al-Mabhouh, la direction du Hamas adressait, en date du 1^{er} février 2010, un avertissement solennel à dix de ses chefs militaires ainsi qu'à deux responsables du Djihad Islamique. Raison de cet émoi : le Hamas aurait reçu des informations lui indiquant que les SR israéliens concernés étaient en train de concocter d'autres assassinats...

La liste comporterait les noms de Mohammed Deif³⁷⁶ ; Ahmed Al-Jaabari, un des patrons des Kata'eb al-Chahid Izz ad-Din al-Qassam (brigades Ezzedine al-Qassam), Abou Khaled ; Marwan Issa ; Abou Khaled Hojazi ; Mohammed Kharroub, chef du Djihad Islamique ; Abou Al-Montassir. ; Abou Qossai ; Nader Jaabir ; Khaled Mansour, responsable du Djihad Islamique à Gaza ; Mohammed Sanwar ; Mohammed Abou Shimala et Ahmed Ghandour.

Si, d'ordinaire, les SR n'ont pas pour habitude d'afficher, ainsi, leurs intentions homicides, il est important de noter l'exception israélienne en ce domaine. On rappellera, à cet effet, la liste Golda, rendue publique à l'occasion de l'Opération Colère de Dieu, et qui énumérait les cadres palestiniens à éliminer pour leur implication dans la tragédie de Munich.

En fait, selon des sources convergentes, feu vert aurait été donné au Mossad pour un certain nombre d'opérations de décapitation visant le Hamas et le Hezbollah. L'assassinat d'Al-Mabhouh n'étant, à cet égard, que le premier d'une longue série. Tel-Aviv visant clairement deux objectifs :

Semer le doute et le désordre dans les SR arabes et mouvements d'opposition armés de la région.

Pousser le Hamas et le Hezbollah à des actes allant à l'encontre des intérêts israéliens en Europe, pour, ensuite, les accuser de terrorisme.

Si le premier but peut sembler redondant, les SR arabes ne disposent pas de moyens réels pour réagir face à ces menaces. Pas plus que la plupart des mouvements d'opposition. Le second est, beaucoup compréhensible en termes de guerre asymétrique entre Tel-Aviv et ses deux principaux adversaires sur le terrain.

Toutefois, il sera, très certainement, difficile d'attirer ainsi le Hezbollah sur un terrain aussi prévisible. Par le passé, le Parti de Dieu a parfaitement su se contrôler face à des frappes israéliennes censées provoquer ses représailles.

Une raison à cela, « Le parti a fixé les règles générales de l'action de la Résistance », a su rappeler dans son livre, Hezbollah, la voie, l'expérience,

l'avenir, Cheikh Na'im Qâsssem, le n° 2 du Hezbollah, « que ce soit avant la libération ou après, pour les Fermes de Chebaa toujours occupées, ce qui ne signifie pas que la Résistance agit mécaniquement pour les exécuter, découvrant à l'ennemi la manière d'agir, car le camouflage et le changement de plans, ou le changement des prévisions font partie des ruses de la guerre. L'exemple le plus évident illustrant cette façon de procéder a eu lieu le 8 février 2000, lorsque l'ennemi a lancé plusieurs attaques aériennes touchant les stations électriques à Baalbek et le transformateur électrique de Jumhur, qui fut entièrement détruit, plongeant Beyrouth, ses banlieues, la montagne et la région de Baalbek dans le noir et causant plusieurs blessés. Le but consistait à provoquer la Résistance et l'amener à riposter, afin de justifier une opération militaire israélienne de grande envergure, que le Conseil des ministres restreint avait appelé "opération d'escalade". La Résistance n'a pas riposté, ce jour-là, contrairement aux prévisions de l'ennemi, ce qui a fait échouer les préalables dont avait besoin Israël pour mener son plan à l'époque »³⁷⁷.

Concernant, le Hamas, le pari pourrait être gagné plus aisément. En effet, peu après les funérailles de Mahnmoud al-Mabhough dans le camp de réfugiés de Yarmouk (Damas), Khaled Méchaal s'est fait menaçant, affirmant que « Nous vengerons la mort de ce grand homme ». Et, « Vous vous faites des illusions si vous croyez que nous abandonnerons la résistance, qui ne sera nullement affectée par l'occupation, la colonisation de nos terres, le blocus alimentaire, les assassinats ou même le mur de séparation ». Car, s'« Il est vrai que cet assassinat nous a affligés, mais c'est la guerre entre nous : vous nous tuez et nous vous rendons la pareille, vous menez contre nous une guerre injuste et nous ripostons par une résistance légitime, telle est la loi de la guerre entre nous. (...) Les Brigades Ezzedine al-Qassam riposteront à ce crime sioniste au moment et dans le lieu opportuns ».

Il est étonnant que le mouvement palestinien fasse aussi peu preuve de sang-froid. En effet, rien ne prouve que les infos parvenues au Hamas, quant à de nouveaux assassinats, soient autre chose qu'une brillante opération de déception lancée par le Mossad ? Quoi qu'il en soit, vues les réactions palestiniennes, le premier but – semer le trouble dans le camp adverse – a parfaitement été atteint.

Quant à de futures représailles du Hamas, elles constitueraient très exactement ce qu'attendent Israéliens et Américains, pour classer, sine die, le dossier des négociations israélo-palestiniennes. Ce faisant, le Hamas rendrait un fiéffé service tant à Washington qu'à Tel-Aviv. Le quant-à-soi de Nétanyahu sur ce dossier polluant ses relations avec le locataire de la Maison-Blanche. Aider ainsi deux compères de le glisser habilement sous le tapis du salon leur permettrait de passer à autre chose : se concentrer sur l'Iran, entre autres...

Premier dommage collatéral en Algérie ?

Va-t-il falloir parler d'une nouvelle affaire (du genre) de Dubaï, ou bien s'agit-il de la manifestation de la prudence excessive dont savent faire preuve les autorités algériennes ? En tout cas, à en croire les médias algériens, un ressortissant israélien a bien été arrêté dans le sud du pays, suspecté d'être, lui aussi, un agent du Mossad.

En fait, une semaine auparavant, les mêmes journaux rapportaient que cet Israélien de 35 ans avait été enlevé par Al-Qaïda, mais il s'avérerait qu'en fait, il ait été arrêté par les services de Contre-espionnage locaux.

Selon A-Nahar Al-Jadid, l'homme aurait utilisé un « faux passeport espagnol » portant le nom d'« Alberto ». Après un séjour à Alger, il s'est installé à Hassi Messaoud, ville pétrolière située à 850 km au sud de la capitale, où il se serait présenté comme un arabe israélien du nom d'Abou-Amar, habitant de Jérusalem-Ouest et partisan de la résistance palestinienne, et s'identifiant clairement avec le Hamas.

Selon les mêmes sources, il serait rentré en Algérie grâce à des garanties que lui auraient accordées quatre ressortissants égyptiens, résidents de Hassi Messaoud et travaillant pour une filiale de la société égyptienne Orascom, spécialisée dans le bâtiment. Une version des faits qui pourrait accréditer la thèse d'une implication des SR égyptiens...

Depuis son arrestation, Alberto a été interrogé « en profondeur » (?) par les Algériens. Il a, ensuite, été transféré sur la capitale, pour de plus amples vérifications, notamment sur les circonstances de son séjour dans le pays. Il a, toutefois, été autorisé à parler avec sa famille à Tel-Aviv, à la suite des rumeurs qui faisaient état de son enlèvement par la branche locale d'Al-Qaïda.

295. Ce qui avait sauvé Khaled Méchaal, à Amman, mais, cette fois-ci, le *Mossad* n'a pas renouvelé son erreur.

296. Membre du *Kidon*, le service action du *Mossad*.

297. Ce qui aurait permis à certaines sources de soulever l'hypothèse, chronologiquement peu défendable, d'une séance de torture précédant son exécution par les membres du *Kidon*.

298. En ce cas, il s'agirait du *Katsa* répertorié sous le nom de Gail Foliard.

299. *Ha'aretz* (*le pays*, en hébreu), quotidien de centre gauche.

300. *Ha'aretz* (23 février 2010).

301. *Ibid.*

302. *Ha'aretz* (23 février 2010).

303. *Ibid.*
304. Opérationnels.
305. Notamment, communiquer dans les langues locales, Dans le cas de Dubaï, véritable *Tour de Babel*, une seule langue était à éviter : l'hébreu.
306. Ce qui n'a pas été le cas : c'est la non-réapparition de la cible qui a conduit le personnel hôtelier à ouvrir sa chambre.
307. *Ma'ariv* (16 février 2010).
308. *Yediot Aharonot* (16 février 2010).
309. *Ha'aretz* (23 février 2010).
310. L'affaire étant plus complexe qu'il n'y paraît.
311. *Opération Corned Beef*, avec Jean Reno & Christian Clavier.
312. *France-Irak Actualités* (10 mars 2010).
313. *Ibid.*
314. *Ha'aretz* (23 février 2010).
315. *Ha'aretz* (23 février 2010).
316. Xavière Jardez comme là une petite erreur, Meïr Amit (1963-1968), fut le 3^e patron du *Mossad*, l'avaient précédé : Reuven Shiloah (1951-1952) et Isser Harel (1952-1963).
317. *France-Irak Actualités* (10 mars 2010).
318. *Debka* (26 juin 2010).
319. *Ibid.*
320. *Ibid.*
321. Le *Sunday Times* du 28 février 2010 : « *Le Premier ministre israélien Binyamin Nétanyahu a rencontré les membres du commando, au quartier-général du Mossad à Tel-Aviv, avant qu'ils ne se rendent à Dubaï pour tuer un haut responsable du Hamas* ».
322. À ce jour, d'ailleurs, aucun revirement majeur dans sa diplomatie n'est à noter.
323. Le cinquième corps (arme) de *Tsahal* (aux côtés de l'infanterie, des blindés, de l'artillerie & du génie).
324. Certaines sources donnent le nom d'*Unité 269*.
325. Autrement dit à effectuer le travail généralement dévolu aux *Sayanim*, issus de la diaspora.
326. Elle n'implique pas nécessairement la responsabilité directe de cette consœur. Se rappeler, en effet, la brillante opération de *déception* conduite lors de la *guerre des Six Jours* avec l'instrumentalisation du fils de Winston Churchill...
327. *France-Irak Actualités* (10 mars 2010).
328. *Ibid.*
329. *Ibid.*
330. Qui s'interrogeait sur les tenants et les aboutissants de la *Guerre des 34 Jours*.
331. Pas le seul, Dublin s'est régulièrement plaint de l'usage de passeports irlandais réutilisés par la *CIA* pour infiltrer des agents en Iran, dans les années 80.
332. *France-Irak Actualités* (10 mars 2010).
333. *Two Suspects Entered U.S. After Killing in Dubaï*, Robert Worth, *New York Times* (1^{er} mars 2010).
334. *France-Irak Actualités* (10 mars 2010).
335. *Ibid.*
336. *Mossad, permis de tuer, La grande hypocrisie occidentale*, Xavière Jardez (*AFI- Flash* n° 102), <http://www.france-irak-actualite.com/article-mossad-permis-de-tuer-46403385.html>.

337. Banque privée, *Payoneer* compte parmi ses partenaires financiers : *Carmel Ventures* basée à Herzliya en Israël, *Crossbar Capital & Greylocks*. Charlie Federman, après avoir fondé *BRM Capital* en 1999 et servi comme directeur de son extension en Israël jusqu'en 2007, est directeur général de *Crossbar Capital*. Dans son portefeuille se trouvent *Data Robotics*, *Digg*, *Facebook* *Lindekin*, etc.. Ses activités d'investissement en Israël ont été initiées en 2002 par Moshé Mor, ancien capitaine de l'*A'Man*.

338. *France-Irak Actualités* (10 mars 2010).

339. *Ibid.*

340. Assassinats.

341. Communiqué de presse *Interpol* (18 février 2010).

342. *Ibid.*

343. *Ibid.*

344. *Ibid.*

345. *Ibid.*

346. *Ibid.*

347. *Ibid.*

348. *Ibid.*

349. *Ibid.*

350. *La guerre de Gaza*.

351. *Yediot Aharonot* (24 mars 2010).

352. Le parlement.

353. Il serait intéressant, pour le coup, de connaître ces *autres* pays. Les États-Unis peut-être ?

354. *Yediot Aharonot* (24 mars 2010).

355. *Ibid.*

356. *Ibid.*

357. Mais fort intelligemment, puisque tout cela cadre parfaitement avec les tensions internes au *Labour*.

358. *Yediot Aharonot* (24 mars 2010).

359. Modi Kreitman, Itamar Eichner & Ronen Bergman.

360. *Yediot Aharonot* (24 mars 2010).

361. *Ibid.*

362. *Ma'ariv* (25 mars 2010).

363. *American-Israeli Public Affairs Committee*.

364. *Ha'aretz* (23 mars 2010).

365. *Ibid.*

366. *Ibid.*

367. *Ibid.*

368. Petraeus a, depuis, pris le commandement de l'*ISAF*.

369. Précision d'importance, puisqu'il s'agit précisément de la zone d'action du *CentCom*. Théâtre où les troupes américaines subissent actuellement le plus de pertes.

370. Une réaction compréhensible. En effet, le *lobby* pro-israélien *Anti-Defamation League* (*ADL*) avait vivement réagi aux propos prêtés : « *le Général Petraeus fait l'erreur de relier les défis de l'armée et des forces de la coalition dans la région avec un règlement du conflit israélo-palestinien (...), mais aussi de dénoncer l'apparente bienveillance des États-Unis à l'égard d'Israël* ».

371. Que celle-ci soit avérée ou non n'a, en l'espèce, aucune importance. Ce dont nous

parlons ce sont des rapports de force.

372. Service action du *Mossad*, rappelons-le.

373. *Raids*, n° 286 (mars 2010).

374. *Ibid.*

375. Là le choix de la cible, supposée rencontrer des responsables iraniens dans le cadre de ventes d'armes, répond à une certaine logique.

376. Bien que déjà gravement blessé dans une précédente tentative d'assassinat.

377. *Hezbollah, la voie, l'expérience, l'avenir*, p.102, Cheikh Na'im Qâsem, Albouraq, 2008.

CHAPITRE 7 – L’AFFAIRE DU MAVI MARMARA

Flottille de Gaza : La crise de trop ? – Apartés égyptiennes – Et si Ankara changeait de camp ? – Vers un Grand Jeu au Levant & en Méditerranée

À quoi tiennent les choses ? Classique, bien que brutale, sur le plan de l’action commando, l’abordage par le Shayetet 13 de la flottille cherchant à forcer le blocus de Gaza, a quelques chances (ou risques, selon le point de vue où l’on se place) de compromettre durablement la place de l’État hébreu, en tant que puissance thalassocratique dominante de la région. Sauf, bien sûr, si Ankara décidait de passer l’éponge sur l’attaque d’un navire battant pavillon... turc. Hypothèse de travail hasardeuse pourtant privilégiée, en amont, par les planificateurs de Tsahal et les analystes de l’Agaf Ha'Modi'in (SR militaires israéliens). Une nouvelle donne particulièrement explosive pour Washington et ses alliés, ce d’autant que l’Égypte, elle aussi, se retrouve plongée dans une situation d’affrontement asymétrique dans le Sinaï avec des tribus nomades...

Flottille de Gaza : La crise de trop ?

La plupart des analystes n’ont pas manqué de noter, à cette occasion, l’inadéquation du modus operandi privilégié par les commandos israéliens. Beaucoup moins auront relevé la faillite des SR concernés qui n’ont pu fournir de renseignements fiables sur l’état et la nature de l’opposition que le Shayetet 13 allait devoir rencontrer à bord du navire turc...

Sur le drame lui-même, selon Tsahal, citée par le Jérusalem Post, au moins « dix activistes auraient été tués »³⁷⁸ et « six commandos de marine israéliens blessés »³⁷⁹ dans l’assaut à 2 h du matin d’un des navires turcs de la flottille humanitaire qui voulaient forcer le blocus de Gaza. D’autres sources dont Channel-10, ont avancé le chiffre de « seize morts »³⁸⁰ et, côté arabe, Al-Jazira a fait état de « quinze morts »³⁸¹. Une remontée des informations assez chaotique. Phénomène assez révélateur de la difficulté des SR militaires³⁸² à

obtenir des éléments précis en temps réel.

Toujours selon ces mêmes sources militaires israéliennes, les commandos se sont heurtés à une « forte résistance »³⁸³ de la part d'hommes équipés d'armes blanches et la situation a dégénéré en tuerie quand l'un d'entre eux « s'est emparé de l'arme d'un soldat et a ouvert le feu »³⁸⁴. Une version des faits pour le moins discutable (et contestée unanimement par les passagers du Mavi Marmara) et qui justifie assez mal un bilan aussi élevé face à des civils ne disposant, au bout du compte, que d'une³⁸⁵ arme à feu, face à des commandos d'élite !

Un certain nombre de blessés étaient alors transportés en hélicoptère vers l'hôpital d'Ashdod, en Israël. On a cru, un temps, que parmi les personnes décédées, figurait Cheikh Raed Salah³⁸⁶, donné pour mort après avoir été grièvement blessé par les commandos de l'unité Shayetet 13 issue des Kommando Yami. Selon le correspondant d'Al-Manar à Gaza, « une troisième Intifada pourrait éclater »³⁸⁷ au cas où la nouvelle serait confirmée. En fait, Cheikh Salah n'a été que capturé³⁸⁸, la victime étant, en fait, une personne lui ressemblant physiquement. Il n'est donc pas à exclure qu'à cette occasion, les Israéliens n'aient pas eu l'intention de s'offrir leur énième opération de décapitation. À ce stade, il ne nous est, toutefois pas possible d'affirmer si Cheikh Salah fait partie, ou non, de la short list des responsables islamistes à abattre des SR hiérosolymitains. Si cela s'avérait être le cas, le fait que Cheikh Salah s'en soit sorti indemne serait un échec dans l'échec, en ce qui concerne l'Affaire du Mavi Marmara...

Autre raté de taille pour les SR israéliens, lors de cette opération. Parmi les activistes qui se trouvaient à bord du Mavi Marmara figuraient, aurait appris le Yediot Aharonot, deux cibles potentielles en matière de Renseignement : Amin Abou Rashid, « un des hauts responsables du réseau de collecte de fonds du Hamas »³⁸⁹, et Yasser Muhammad Sabag, « un agent syrien qui a servi d'officier de liaison pour les renseignements iraniens dans les Balkans »³⁹⁰. Or, les deux hommes ont été libérés sans être même interrogés. De hauts responsables des SR « ont réagi avec colère »³⁹¹ à ce nouveau couac et ont appelé à enquêter sur l'incident...

« Je ne sais pas pourquoi Abou Rashid a été libéré. Ou il y a eu un raté lors de l'identification et les services n'ont pas su qui ils avaient entre les mains, ou bien on savait qui on venait d'arrêter et, malgré cela, on a décidé de le libérer. Je ne sais pas quelle est la pire hypothèse des deux »³⁹², aurait déclaré un haut responsable des SR, interrogé par le quotidien.

Les réactions n'ont pas tardé.

Mollement, le chef de la diplomatie de l'Union européenne, Catherine Ashton, a, dès la nouvelle de l'assaut, appelé le ministre israélien des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, pour réclamer une enquête d'Israël. Idem, à Paris, où le Quai d'Orsay, avec sa réserve coutumière a appelé à l'ouverture d'une enquête. Comme elle sera, forcément, israélienne, la demande n'engageait à rien. Cela revenant, plus ou moins, à exiger d'un pompier pyromane qu'il enquête sur les incendies dont on le suspecte ! Ou presque... Tout comme le fait que l'ambassadeur israélien à Paris ait été convoqué en urgence. Toutefois, gêné aux entournures, le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, se déclarait « profondément choqué par les conséquences tragiques de l'opération militaire israélienne ». « Rien ne saurait justifier l'emploi d'une telle violence que nous condamnons », devait ajouter, par voix de communiqué, le chef de la diplomatie française, qui participait au sommet Afrique-France à Nice. « Nous ne comprenons pas le bilan humain, encore provisoire, d'une telle opération contre une initiative humanitaire connue depuis plusieurs jours ».

De son côté, Amnesty International demandait à Israël d'ouvrir immédiatement une « enquête crédible et indépendante » sur l'assaut mené par son armée contre la flottille. « Les forces israéliennes semblent manifestement avoir fait un usage excessif de la force », lançait Malcolm Smart, responsable Proche-Orient & Afrique du nord d'Amnesty. « Israël dit que ses forces ont agi en état de légitime défense, prétendant qu'elles ont été attaquées par les manifestants, mais il est difficile de croire que le niveau de force utilisé par les troupes israéliennes ait pu être justifié », ajoutait-il. « Il semble avoir été disproportionné par rapport à la menace posée ».

Là encore, pas vraiment de quoi s'inquiéter. Sur le plan géopolitique, s'entend. En effet, les enquêtes conduites par l'État hébreu n'ont jamais remis en cause les fondements de la politique israélienne à l'égard de ses voisins. Normal, une telle remise en cause n'a jamais été leur objet. Politiquement, ce qui explique le peu d'ardeur mis par l'administration Nétanyahu à s'y contraindre, l'exercice pourrait s'avérer plus périlleux. Rappelons, en effet, qu'à l'issue de la guerre de 1973, les têtes (politiques et militaires) avaient fini par tomber. Et parmi les victimes les plus touchés avaient été les SR, principalement l'Agaf Ha'Modi'in (SR militaires). Plus près de nous, même s'il n'y a pas eu de demandes directes en ce sens, les rapports³⁹³ des commissions d'enquête sur la Guerre des 34 Jours au Liban (2006) ont, quelque part, été les vis du cercueil politique d'Ehud Olmert...

Finalement, le Premier ministre israélien, Binyamin Nétanyahu, a fini par céder à la pression internationale. Du moins en façade. Après plusieurs jours de délibération, le forum des sept, dirigé par Binyamin Nétanyahu, a opté pour la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner l'opération

israélienne sur le Mavi Marmara.

En fait, un panel de juristes, férus en matière de lois internationales et de règlements maritimes, du moins l'espère-t-on ! Deux spécialistes non israéliens, dont au moins un Américain, participeront au panel. Mais seulement en tant qu'observateurs. En plus de l'action sur le Mavi Marmara, les juristes auront en charge d'examiner la question du blocus de Gaza et la légalité de son isolement maritime.

Mais une chose est sûre : aucun des soldats ou officiers qui ont pris part à l'opération ne pourront être interrogés, du moins par les non-Israéliens. Et on ne sait toujours pas si le Ra'Mat'Kal (chef d'état-major israélien), le lieutenant-général Gaby Ashkénazi, ou même le patron de l'Heyl Ha'Yam (marine israélienne), Eliezer Marom, passeront devant la commission d'enquête. Les Nations unies avaient réclamé une commission d'enquête internationale, mais Tel-Aviv a tenu bon. Binyamin Nétanyahu l'a rappelé : Israël a parfaitement le droit d'enquêter par lui-même sans pression extérieure.

Au passage, l'on notera le camouflet infligé, à cette occasion, au président français, Nicolas Sarkozy. En effet, peu avant la réunion des Sept, Nétanyahu aurait reçu un appel téléphonique de Sarkozy lui demandant d'accepter la proposition du secrétaire général de l'ONU. Le locataire de l'Élysée expliquant à Nétanyahu qu'Israël devait accepter une enquête « fiable et équitable », précisant que la France était disposée à participer à une commission d'enquête internationale. Résultat : pas d'enquête internationale, et pas de Français parmi les experts invités à donner un avis...

En attendant, Tsahal a entamé sa propre enquête interne en créant une « équipe d'experts », composée d'officiers supérieurs issus de la Réserve. Cette équipe, dirigée par le général (CR) Giora Eiland, ayant pour mission « d'examiner le déroulement de l'opération et d'en tirer les leçons »³⁹⁴, explique un communiqué de l'armée. « Elle devra avoir remis ses conclusions d'ici le 4 juillet »³⁹⁵, précise le communiqué, cité par la radio de l'armée. Mais, là encore, rien de bien contraignant : les enquêtes et les rapports pondus en interne sont monnaie courante au sein de l'institution militaire. Et les militaires israéliens sont rodés à ce genre de procédure.

D'une manière générale, l'on peut dire que Tel-Aviv n'a guère été soutenu par ses alliés et amis en cette affaire. Y compris par ceux des pays considérant (et traitant) le Hamas comme une organisation terroriste. Pays alimentant pourtant Israël en renseignements sur le Hamas et ses activités. Seule voix passablement discordante dans cet océan des protestations, le sous-secrétaire italien aux Affaires étrangères, Alfredo Mantica, qui a vu dans le drame « ...

une pure provocation avec un objectif politique précis »³⁹⁶, arguant qu'« Il est possible de discuter de la réaction israélienne, mais penser que tout allait se passer sans une quelconque réaction israélienne était une interprétation ingénue de ceux qui ont provoqué cette affaire »³⁹⁷.

Côté palestinien, le Hamas³⁹⁸ avait, immédiatement, appelé à une « Intifada » devant les ambassades d'Israël dans le monde. Ce qui allait provoquer un enchaînement de protestations plus ou moins violentes.

Côté arabe, à cette occasion comme tant d'autres, les réactions se sont faites pathétiques, hystériques et, unanimement inefficaces. À l'exception de l'Égypte qui décidait, assez rapidement, de rouvrir le Terminal de Rafah. Terminal qui reste, juridiquement et matériellement sous le contrôle des forces de sécurités cairotés connues pour leur collaboration en matière de Renseignements avec les SR israéliens ! Est-ce à dire que rien d'intéressant ne se passait, de l'autre côté de la Méditerranée, au moment où le tumulte se déchaînait en dehors des eaux territoriales de l'État hébreu ? Justement non. La nouveauté, au-delà du drame qui se nouait, est que ce qui prenait l'ampleur : une crise durable entre Ankara et Tel-Aviv, n'était pas le seul signe fort à nous parvenir de la région.

Apartés égyptiennes

En effet, peu en auront parlé, quasiment au même moment où les commandos israéliens se faisaient hélitreuiller sur le pont du Mavi Marmara, l'Égypte moubarakienne se retrouvait engluée dans sa plus grave crise depuis ses affrontements asymétriques avec les mouvements (d'inspiration³⁹⁹) salafistes de la dernière décennie.

En effet, depuis près d'une semaine, nous rappelait Meir Ben-Hayoun, des « combats difficiles ont été observés depuis mardi 25 mai entre les forces spéciales égyptiennes et des combattants de tribus bédouines faisant passer des armes pour Al-Qaïda⁴⁰⁰ dans tout le Proche-Orient, et également pour le Hamas⁴⁰¹ vers la Bande de Gaza »⁴⁰².

Et pas de vulgaires escarmouches. En effet, « L'ampleur de ces affrontements » était « telle que des observateurs occidentaux les ont comparés aux combats entre l'armée pakistanaise et Al-Qaïda et les Talibans dans la province du Vizirstan au nord-ouest du Pakistan ». Et « Après quatre journées consécutives de combat, les troupes égyptiennes équipées de véhicules et de transporteurs de troupes blindés, d'artillerie et d'hélicoptères

de combat, n'ont pas réussi à prendre le dessus sur les combattants bédouins »⁴⁰³. Ce au point que, le 29 mai 2010, « les forces égyptiennes se sont retirées à El-Arish pour se rafraîchir, se réorganiser et se rééquiper pour un nouveau round de combats »⁴⁰⁴.

Des affrontements concernant principalement le secteur de Wadi Omar (centre du Sinaï). Où, des deux côtés de l'oued s'élèvent des reliefs culminant à 1 600 mètres.

« Les combattants bédouins », précisait Meir Ben-Hayoun, étaient « pour la plupart de la tribu Tarabine qui contrôle le nord du Sinaï et également les zones frontalières entre Israël et l'Égypte. À leur tête se trouve Salem Abou Lafi »⁴⁰⁵, présenté, par notre confrère israélien, comme « un des hommes de liaison d'Al-Qaïda et du Hamas dans le Sinaï »⁴⁰⁶. Vrai ou faux ? Il n'en reste pas moins que « Salem Abou Lafi était prisonnier jusqu'à il y a deux ans des forces spéciales égyptiennes. Il a toutefois réussi à échapper à ses geôliers en 2008 pour revenir au Sinaï. C'est alors qu'Abou Lafi a structuré et entraîné une petite armée de Bédouins dont la fonction principale est de protéger les chemins de contrebande »⁴⁰⁷. Concrètement, « Les forces égyptiennes qui ont tenté de conquérir les postes des hommes d'Abou Lafi situés dans les montagnes se sont opposées à un tir nourri et dense de mitrailleuses et d'armes antiblindage comme les RPG contre les véhicules blindés égyptiens. Les Bédouins se sont servis également des mitrailleuses lourdes contre les hélicoptères »⁴⁰⁸.

Naturellement, la possibilité de voir dans l'irruption de cette violence bédouine une énième opération des SR israéliens ne nous a pas échappé. Au moment où ces lignes sont couchées, rien ne nous permet de céder à cette tentation. Il sembler bien que la *via factis* privilégiée par Le Caire, d'un côté, et Abou Lafi, de l'autre, soit bien une affaire égypto-égyptienne et rien d'autre. Le peu d'affect affiché par les Égyptiens eux-mêmes à ces incidents nous conforte dans cette analyse. On imagine les cris d'orfraie des médias cairotes si ces derniers avaient pu seulement supputer la main de Tel-Aviv en cette affaire...

Comment ne pas comprendre le déséquilibre régional qui affecte le Proche-Orient sous égide états-unienne ?

Crise de Gaza, en voie d'enlissement, pour ne pas dire d'internationalisation. Internalisation pénalisant gravement l'Allié n° 1, de référence dirons-nous, vu qu'il s'agit d'Israël.

Allié n° 1, de plus en plus isolé, malgré son statut de puissance régionale.

Allié n° 3, l'Égypte, s'engluant dans ce Sinaï, frontalier avec l'Allié n° 1.

C'est peu de dire que les perspectives dessinées un temps par les experts du Pentagone, et les think tanks washingtoniens, pour un Nouveau Moyen-Orient (sic) ont passablement du plomb dans l'aile...

Quant à Israël, ses postures agressives impressionnent de moins en moins. Au Levant, la tension, provoquée⁴⁰⁹ par Tel-Aviv sur fond de missiles divers et variés, censée semer le trouble et calmer les ardeurs diplomatiques des dirigeants de la région a fini par retomber sans qu'Israël obtienne la plus petite avancée ou concession. Au point qu'à la suite de ses entretiens successifs avec les présidents syrien⁴¹⁰ et libanais⁴¹¹, et le Premier ministre libanais, Saad Hariri, le chef de la diplomatie française, Bernard Kouchner, s'est dit « plutôt rassuré » après sa tournée proche-orientale, reconnaissant que « Personne ne parle plus de tension, ou alors cette tension est retombée ».

Visiblement, montrer ses muscles ne suffit plus pour Tel-Aviv. Pour se faire respecter, il semble désormais incontournable de s'en servir aussi, quelle que puisse être la nature de l'adversaire. C'est aussi cela la leçon du dramatique épisode de la Flottille de Gaza ! Compte tenu de la suite des événements, ce fait semble avoir du mal se faire son chemin auprès des instances dirigeantes israéliennes. Encore une carence du Renseignement...

Quant aux bénéfices de l'opération conduite sur le Mavi Marmara, il n'y a pas, non plus, de quoi pavoiser.

Évidemment, les Israéliens pourront se targuer d'avoir conduit sous bonne escorte des navires jugés hostiles au port d'Ashdod. Et après ? Personne ne s'attendait sérieusement à ce que ces bâtiments dépourvus du plus petit armement triomphassent militairement de l'Heyl Ha'Yam (marine israélienne). Navalement, certes, Tel-Aviv l'a emporté, mais la Flottille de Gaza ne se croyait ni à Actium ni au Rio de la Plata que l'on sache ? Appliquant, un schéma de guerre coloniale, Tel-Aviv, s'enfonçant à pleine brasses dans l'erreur, a, peut-être, gagné militairement⁴¹², mais, tout aussi sûrement, a perdu politiquement et géopolitiquement. In vraisemblable, pour un état-major et des Services de Renseignements supposément nourris aux lumières de David Galula⁴¹³ (récemment réédité en France⁴¹⁴).

Damas, également, ne s'en laisse plus compter comme auparavant. Répondant aux puissances occidentales qui l'invitaient à ne pas soutenir le Hezbollah, la Syrie a sèchement répondu qu'elle refusait d'être « le gendarme d'Israël »⁴¹⁵

en empêchant la Résistance libanaise de se procurer des armes. « Israël a-t-il jamais cessé de s'armer ? A-t-il cessé d'inciter la violence ou de se livrer des manœuvres militaires ? Pourquoi les armes sont-elles interdites pour les Arabes et autorisées pour Israël ? »⁴¹⁶, demandait le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid Moallem, à l'issue d'une rencontre avec son homologue allemand, Guido Westerwelle.

En fait, comme le soulignait, Abir Taleb, « La Syrie, pays jugé critique par Washington pour la paix au Proche-Orient, n'a donc montré aucun signe de retrait de son appui au Hezbollah qui est aussi soutenu par l'Iran, bien que cette question ait compromis un rapprochement entre Damas et Washington »⁴¹⁷.

Et si Ankara changeait de camp ?

Mais, le problème majeur pour les stratèges hiérosolymitains est que, désormais, cette manière d'agir rencontre l'opposition de plus en plus tenace d'Ankara. Car réagissant à la tragédie qui s'est nouée dans les eaux internationales, la Turquie a, aussitôt, mis en garde Israël contre des « conséquences irréparables »⁴¹⁸ sur les relations bilatérales entre les deux pays. « Une telle action contre des civils impliqués seulement dans des activités pacifiques est inacceptable »⁴¹⁹, précisait, de son côté, le ministère turc des Affaires étrangères. « Israël devra supporter les conséquences de cette attitude, qui constitue une violation de la loi internationale »⁴²⁰. Le ministère convoquant, sans délai, l'ambassadeur israélien, Gabby Lévy. « L'ambassadeur a été convoqué au ministère des Affaires étrangères. Nous allons transmettre notre réaction dans les termes les plus fermes »⁴²¹ faisait également savoir un diplomate turc requérant l'anonymat.

Très concrètement, le vice-premier ministre, Bulent Arinc, tenait une réunion d'urgence avec de hauts responsables, dont le ministre de l'Intérieur, le chef de la marine et le chef des opérations militaires. Arinc a annonçant, dans la foulée que les préparatifs pour des manœuvres militaires conjointes avec Israël avaient été annulés. Il confirmait qu'Ankara avait demandé une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU.

Apparemment conscient des conséquences sur les relations israélo-turques, déjà au plus bas, le ministre israélien du Commerce & de l'Industrie tentait de prendre les devants, regrettant le bilan de l'intervention. « Ces images ne sont certainement pas agréables. Je ne peux qu'exprimer du regret pour toutes ces victimes », assurait, sans convaincre grand-monde, le général (CR) Binyamin

Visiblement, ces seules paroles n'ont pas suffi à calmer Ankara...

Ce d'autant, lourde erreur de prévision pour les analystes de l'Agaf Ha'Modi'in, que la seule frange de la société turque à avoir encore quelque affect pour Israël était l'armée turque. Mais cette dernière est aussi (et surtout, politiquement et géopolitiquement parlant) le garant de l'héritage national-kémaliste. Ce au point de s'être offert quelques petits coups d'État pour assurer la pérennité de cet héritage.

Or, là, difficile pour cet establishment politico-militaire de laisser passer l'affront fait au drapeau turc en cette affaire. Ce d'autant que, selon la télévision du Hamas, Al-Aqsa, présente à bord, quinze Turcs comptaient parmi les victimes. Or, si le chiffre a pu être revu à la baisse. Il n'en a rien été quant à la nationalité des victimes : turques ou, pour la dernière américano-turque

De plus, selon des membres d'une ONG grecque, contactés à l'aube, par Al-Manar, « il y a eu une attaque à balles réelles contre le bateau grec Sfentoni et le bateau turc Mavi Marmara, à partir d'hélicoptères et de canots gonflables » et « les bateaux ont été pris d'assaut »⁴²². L'attaque a eu lieu « dans les eaux internationales à 80 milles des côtes »⁴²³ israéliennes. Localisation confirmée par des sources militaires israéliennes...

Plus l'on y pense, plus l'impasse faite sur le volet turc du dossier semble incompréhensible, vu la connaissance qu'ont les SR militaires israéliens de leurs homologues turcs. Dans un éditorial prémonitoire, Gidéon Lévy, connaisseur de ces questions, avait pourtant prédit, dans les colonnes d'Ha'aretz que la stratégie israélienne envisagée pour résoudre la question de la flottille pour Gaza était d'une « totale stupidité »⁴²⁴.

Cette brusque poussée d'adrénaline entre les deux puissances régionales est une mauvaise surprise pour Tel-Aviv. À de nombreux égards. À commencer par le fait que, régionalement parlant, il est au moins aussi important (pour l'Europe particulièrement) de ménager autant Ankara que Tel-Aviv. Rappelons, à ce sujet que la Turquie est un acteur majeur de l'OTAN. Également, peu le savent, un fournisseur d'armes des armées et polices européennes.

Comment s'étonner, dès lors, du ton, étonnamment sec et nouveau, adopté par le chef de la diplomatie française, Bernard Kouchner, dans son communiqué où il a affirmé que « Toute la lumière doit être faite sur les circonstances de ce drame et nous souhaitons qu'une enquête approfondie soit mise en place sans

délai », car, « Ces événements nous rappellent que la situation actuelle à Gaza n'est pas tenable et qu'elle appelle une réponse politique urgente. Nous prendrons toutes les initiatives nécessaires pour éviter que cette tragédie ne donne lieu à de nouvelles escalades de violence »[425](#).

Un malheur géopolitique arrivant rarement seul, cette nouvelle équation thalassocratique, n'a, évidemment, pas échappé au Hezbollah. Le 27 mai 2010, son secrétaire général, Sayyed Hassan Nasrallâh, lui aussi prémonitoire, avait averti que « Dans toute guerre prochaine que vous voulez mener contre le Liban, si vous bloquez notre littoral, nos plages et nos ports, tous les navires militaires, civils et commerciaux se dirigeant vers les ports de la Palestine occupée tout au long de la mer méditerranée seront la cible des missiles de la résistance islamique »[426](#).

Une vision des choses confirmée par l'ancien patron de la marine libanaise, Samir ElKhadem, qui rappelait que « Pendant la guerre de 2006, lorsque le navire militaire israélien Hanit s'est approché de la côte libanaise, le missile qui l'a frappé était présent à un point et on a dû le transporter à une position plus proche. Tels sont les missiles disponibles actuellement, et l'équation lancée au 10^e anniversaire de la fête de la résistance est vraie et logique. Soit on recourt au GPS pour fixer les cibles à travers les satellites, soit on précise les coordonnées pour que le missile se dirige seul vers l'objectif. La précision de l'attaque est estimée à 90 %, c'est-à-dire, trois des quatre missiles lancés atteignent leur cible »[427](#).

À l'évidence, les choses sont en train de changer en Méditerranée. En termes de rapport de forces, Israël va devoir tenir compte des ambitions turques. Or, la Türk Silahlı Kuvvetleri[428](#) (TSK) est la deuxième armée en effectifs de l'OTAN, immédiatement derrière l'armée américaine. De manière historique, la TSK occupe une place particulière en Turquie, notamment par le biais du Milli Güvenlik Kurulu[429](#) (MGK). D'après la Constitution, les décisions du MGK prévalent en matière de sécurité et de Défense[430](#).

Ceci sans parler du poids de l'armée dans l'économie, où celle-ci est présente à travers deux organismes : le Fonds de pension des forces armées (OYAK) et la Fondation pour le renforcement des forces armées (TSKGV). Fondé en 1961, l'OYAK est un holding militaro-industriel coiffant une trentaine d'entreprises (construction automobile, agroalimentaire, travaux publics, assurances, tourisme...) et possédant, à travers OYAK Bank, l'une des plus grandes institutions financières du pays. Le TSKGV, qui coiffe également plus d'une trentaine d'entreprises d'armements allant de la conception à la fabrication de systèmes électroniques militaires, de fabrication sous licence de chasseurs F-16 et de production de radars et d'armement classique (blindés, véhicules blindés, armes lourdes et légères...). Ces deux holdings,

comparables aux chaebols coréens, réalisent, bon, mal an, un chiffre d'affaires de l'ordre de plusieurs milliards de dollars.

Jusqu'à une date récente, l'establishment militaire était à couteaux tirés avec le pouvoir politique. Les choses se sont sensiblement arrangées. Concernant l'affaire de la Flottille de Gaza, plusieurs éléments doivent être pris en compte :

Difficile d'imaginer que plusieurs bâtiments turcs aient pu prendre part à pareille initiative sans l'aval du MGK. Cet aval du MGK pour une telle opération n'a pu être donné qu'en fonction des objectifs et ambitions du MGK et de l'exécutif dans cette même Méditerranée où se sont déroulés les graves incidents impliquant, d'un côté, la marine israélienne et, de l'autre, un navire turc.

Si d'aventure, les ambitions du MGK et des militaires étaient, à l'origine, limitées, l'ampleur des incidents avec sa désormais rivale, Heyl Ha'Yam, font de la Türk Deniz Kuvvetleri⁴³¹ un acteur de premier plan en Méditerranée. Cela, il faudra, tôt ou tard, qu'Israël s'y fasse.

Cela dit, doit-on, pour autant, suivre ces lobbies qui, à la suite de l'abordage de la Flottille Free Gaza, ont dénié le droit à ses organisateurs de se définir comme humanitaires, au prétexte de la violence utilisée par une partie des activistes à bord du Mavi Marmara ?

À l'évidence, non. Au-delà du fait que ces hommes et femmes ont dû faire face à une agression caractérisée de la part de commandos lourdement armés, d'où ces donneurs de leçons tiennent-ils que les humanitaires (sic) refusent la légitime défense (voire plus) et, par-là, la violence, lorsque celle-ci leur semble nécessaire ? Rappelons-leur, si vous le voulez bien, quelques vérités :

Dès les années 80, les humanitaires (sic) ne se sont pas privés de se protéger en louant les services d'hommes en armes, prêts à tuer qui se mettrait en travers du chemin, pour préserver leur existence. À noter que cette protection s'étendait rarement aux employés locaux. Ne mélangeons pas les torchons et les serviettes !

À Mogadiscio, Mog pour les initiés, les grandes ONG les plus emblématiques de ce business⁴³² – toutes deux titulaires de Prix Nobel de la paix qu'elles aient pu être – n'hésitaient pas à louer des miliciens locaux (les mêmes que ceux des seigneurs de la guerre) pour assurer leur protection. Des jeunes gens charmants, shootés au qat, bardés de Kalachnikovs et de RPG et chevauchant leurs technicals⁴³³ avec la même ardeur que celle déployée, la veille ou

l'avant-veille, pour aller razzier tel ou tel village ou quartier adverse.

Certains étaient, aussi, protégés par des contingents militaires occidentaux. Qui sait issus de cette unité parachutiste canadienne – le régiment finira par être dissous – qui avait rebaptisé sa mission humanitaire en Somalie du surnom significatif de « chasse aux nègres » !

En Irak et en Afghanistan, aujourd'hui, beaucoup de ces humanitaires (sic) évoluent protégés par des contractors (anglo-saxons, le plus souvent) fournis par les mêmes sociétés qui ont épaulé la CIA dans ses séances de torture à Abou Ghraïb ! Ce qui s'est passé en Méditerranée était certes, violent – effectivement, on voit, assez rarement, les commandos hélicoptères sur des navires se faire balancer à la mer comme des sacs de linge sale – mais, reconnaissons que rien de tel ne se serait passé si les hommes du Shayetet 13 étaient restés à quai...

On peut, enfin, s'étonner de la lourdeur et de l'inadéquation des moyens employés, côté israélien, alors que les planificateurs de cette opération savaient parfaitement qu'ils n'avaient pas à faire à des pirates, mais à des militants politiques accomplissant une mission somme toute limitée : ravitailler Gaza, sous embargo. En fait, sous blocus ! Le modus operandi, plus léger, lors de l'arraisonnement du Rachel Corrie prouve à l'envi que les Israéliens avaient bien choisi de recourir à une violence délibérée et intentionnelle. Mais inadaptée.

Quant à savoir si l'indignation générale, à la suite de cette affaire, va au-delà de ce que l'on a connu ces dernières semaines. Oui et non, à la fois.

Oui. Dans la mesure où la Turquie, a littéralement piégé les Israéliens au jeu du chat et de la souris qu'ils affectionnent dans leurs guerres asymétriques avec leurs adversaires plus traditionnels⁴³⁴. Une raison à cela : à Ankara – aussi bien la classe politique que l'establishment militaro-kémaliste, échaudés par les mensonges et la procrastination d'Européens incapables de tenir leurs promesses à l'endroit de la Turquie – ont décidé de jouer une autre partie géopolitique : devenir la puissance régionale sans laquelle plus rien ne pourra se faire en Méditerranée et au Levant.

Au Moyen-Orient, également, mais de manière sensiblement différente, dans la mesure où, au Moyen-Orient, Ankara va devoir compter avec l'Iran, qui est, lui aussi, une puissance régionale en renaissance. Et cela, les Turcs le savent bien.

Au Moyen-Orient, il faudra donc s'entendre avec des Iraniens que les Turcs connaissent d'ailleurs fort bien depuis les tentatives du Pr. Necmettin

Erbakan⁴³⁵ et de l'Hodjatoleslam Ali Akbar Hachémi Rafsandjani⁴³⁶, de restaurer le projet géopolitique de la Route de la Soie, visant à s'affranchir de la pesanteur géopolitique de la thalassocratie nord-américaine. A contrario, en raison de la faiblesse intrinsèque des Européens, le Levant – et Ankara ne le sait que trop – est le ventre mou de cette partie, pourtant vitale, de l'échiquier mondial. Ce à une exception notable : Israël qu'il va s'agir de contenir. Or, la force navale est le point faible de la puissance régionale proche-orientale que reste – encore, mais pour combien de temps – Tel-Aviv. Il s'agit donc pour les Turcs de se mesurer aux Israéliens sans en arriver au casus belli ni au conflit ouvert. D'où la liberté de mouvement accordée au Mavi Marmara...

Quant aux Occidentaux, Américains en tête, ils finiront par céder le pas devant Tel-Aviv. Ils l'ont toujours fait. Pourquoi changeraient-ils d'attitude et abandonneraient-ils leur pusillanimité de tradition pour un courage qui leur fait défaut depuis 60 ans et plus ?

Qui plus est, comme toujours en ces affaires, où Israël agit en dépit des droits et des usages, l'Occident est-il le mieux placé pour donner des leçons de vertu ? Des navires arraisonnés en haute mer dans les eaux internationales ? La belle affaire ! Que font les Européens et les Américains dans le golfe Persique, depuis l'avènement de la Révolution Islamique en Iran, si ce n'est arraisonner, arrêter, détenir des hommes et saisir des cargaisons ? Et ne parlons même pas de leur présence armée dans les eaux de la Corne de l'Afrique, sur laquelle il y aurait beaucoup à dire...

Certes, sur le Mavi Marmara, il y a eu mort d'hommes. Mais bien moins que le 3 juillet 1988 où, opérant, en toute illégalité, dans les eaux territoriales iraniennes, un bâtiment de guerre US, le USS Vincennes, abattait de DEUX missiles surface/air, l'Airbus assurant le Vol 655 d'Iran Air. Bilan de ce geste ô combien héroïque (sic) : 289 victimes. Qui peut sérieusement croire que ce même Occident qui a laissé perpétrer (et commis, pour son primus inter pares US) une telle abomination, et toutes celles qui ont suivi, depuis, aille bien loin dans ses récriminations contre l'un de ses membres : Israël dont il a toléré, sans vraiment sourciller, une petite dizaine de guerres, dont celles de 2006 et de Gaza ?

Ceci posé, un certain nombre d'éléments doivent, objectivement, être soulignés, et ce à la décharge d'Israël :

L'offre faite par Tel-Aviv à la Flottille Free Gaza d'accoster à Ashdod, afin que les autorités israéliennes transfèrent la cargaison, après vérification, par voie terrestre démontrait une réelle volonté de la part d'Israël de trouver une solution raisonnable (du point de vue israélien,

il s'entend) à la crise qui se profilait. Offre qui sera rejetée par les organisateurs de l'Opération Free Gaza.

Ce rejet de l'offre d'Ashdod, dirons-nous, accrédite la thèse israélienne d'une volonté délibérée (d'une partie) des membres de la flottille d'arriver à un clash avec l'Heyl Ha'Yam.

Autre point : seuls six navires parviendront au point de rendez-vous, deux bâtiments ayant été immobilisés pour raisons mécaniques « suspects », d'après les organisateurs. L'un d'entre eux : le Rachel Corrie a, de manière indiscutable, été saboté par des agents, dont tout permet de supposer qu'ils étaient plutôt israéliens que Monégasques ou Monténégrins !

Ces tentatives de sabotage démontrent clairement que les Israéliens – en dehors de leur volonté de ne pas lever, même de manière temporaire, le blocus naval de Gaza – n'étaient nullement dans une phase de montée aux extrêmes⁴³⁷ dans leur situation de crise avec la flottille Free Gaza, mais ont, tout au contraire :

32633. Tenté de préserver le statu quo (offre d'Ashdod et maintien du blocus).

32634. Tout fait pour que l'Opération Free Gaza ne puisse être menée à bien.

De même, le simple fait que le très à droite ministre israélien des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, ait, après force tergiversations et réflexions, suggéré, à la mi-juillet 2010, que l'inspection des cargaisons à destination de Gaza ne se fasse plus en Israël, mais à Limassol (Chypre), voire même en Grèce, avant de continuer vers la Bande de Gaza – même si cette proposition vient a posteriori – accrédite bien que l'idée que l'Affaire du Mavi Marmara, ne faisait pas partie d'un hidden agenda israélien, élaboré en vue d'un affrontement délibéré avec les Palestiniens, mais résultait bien de la gestion, au jour le jour, d'une crise imposée de l'extérieur à Tel-Aviv.

Vers un Grand Jeu au Levant & en Méditerranée

L'intéressant de cette affaire est qu'on voit bien – à la différence de la Guerre des 34 jours faite au Liban, une guerre imposée⁴³⁸, comme diraient les Iraniens – que les Israéliens n'ont pas eu la maîtrise de la dynamique des événements. À l'exception de l'assaut final conduit par leurs commandos : ils ont subi de bout en bout. Ajoutons que la crise en question était ce que les Anglo-Saxons appellent une Catch 22 situation : quoi que vous fassiez, vous perdez ! Laisser passer les navires chargés d'aide aurait été une défaite. Les

intercepter en a été une autre. Même accoster à Ashdod en eut été une aux yeux de la droite radicale qui permet au Premier ministre israélien, Binyamin Nétanyahu, de conduire ses réformes. Assurément, en cette affaire, Nétanyahu a tiré les marrons du feu pour un autre. Et cet autre est, à n'en pas douter, la Turquie qui marque, comme c'est de son droit (et à assez peu de frais, du moins pour l'instant), son retour dans le concert de nations. Les nations qui comptent géopolitiquement parlant, évidemment.

Corollaire de tout ce qui précède : comment expliquer que les Israéliens aient été aussi dépassés par les événements ?

Premièrement, parce que ce genre d'intervention est extrêmement délicat à mettre en œuvre. Rappelons, ici, l'affaire du Ponant. Au bout du compte, un mort sur quatre à cinq personnes à libérer lors qu'une opération d'arraisonnement, c'est près d'un quart de victimes ! Nettement plus que sur le Mavi Marmara. Or, soulignons que les commandos marine français sont parmi les meilleurs au monde... Qui plus est, les membres du Shayetet 13 étaient confrontés à une sorte de quadrature du cercle. Entraînés à des scénarii similaires au détournement de l'Achille Lauro, sur le Mavi Marmara, ils ont dû opérer avec des passagers tous acquis à la cause de ceux qui conduisaient le navire. Un peu, comme si à bord d'un Ponant de la taille d'un petit ferry, une partie des otages atteints du syndrome de Stockholm s'étaient jetés à la gorge des commandos français ! Triste banalité de l'Art de la Guerre, l'opération du Mavi Marmara a aussi tourné au désastre parce qu'il était quasiment impossible qu'il en fut autrement...

Deuxièmement, parce qu'ils avaient affaire à forte partie. Les Turcs sont des adversaires redoutables, intelligents et tenaces. En amont, leurs SR sont excellents. Or, un bon Renseignement doit toujours précéder l'action. On est toujours très fort de la faiblesse de ses adversaires. C'est Foch (ou Joffre) qui, confessait, à l'issue de la 1^{re} Guerre mondiale, qu'il admirait beaucoup moins Napoléon depuis qu'il savait en quoi consistait une guerre de coalition. Israël s'est longtemps battu contre un camp arabe vétilleux, pusillanime, divisé et ayant peur de son ombre. Là, la Turquie, c'est autre chose. Une puissance jeune, montante et déterminée. Tel-Aviv ferait mieux de relire l'épopée du peuple hittite pour éviter de finir comme le Royaume de Juda⁴³⁹...

Et, puis, quelque part, les dirigeants israéliens d'aujourd'hui sont l'ombre des pères historiques de l'État hébreu. Qui irait comparer ces vieux Européens, pétris de culture et d'expérience⁴⁴⁰, qu'étaient Ben-Gourion, Chaltiel, Weizmann ou Rabin à des histrions comme l'était le ministre israélien des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman ? Les premiers venaient de l'élite culturelle, politique et militaire européenne. Le tonitruant Avigdor est un ancien videur de boîte de nuit !

Jusqu'où peut aller la brouille entre Ankara et Tel-Aviv ? Pas bien loin. Comme deux vieux chiens de chasse se croisant sur un sentier de battue, les deux molosses (le turc et l'Israélien) se flairent la croupe pour s'évaluer et se reconnaître. Au-delà, les Turcs ont une pratique multidécennaire des incidents (navals et/ou aériens) avec les Grecs. Ils sauront en jouer. Quant aux Israéliens, bien que souvent plus primaires dans leurs réactions, ils savent aussi évaluer une situation. Ce grand jeu qui s'esquisse au Levant et en Méditerranée fait penser à celui qui a longtemps opposé la Russie et l'Empire britannique dans ces Orient compliqués⁴⁴¹ chers au Général⁴⁴². Avec une différence, de taille, cependant. À l'époque du Grand Jeu, Moscou et Londres avaient, souvent, des difficultés à se trouver des terrains de lice où s'affronter. On parlait, dans les gazettes d'alors du duel entre l'Ours et la Baleine. Là, avec la Méditerranée à leurs pieds, les deux rivaux ont tout ce qui convient pour régler leurs contentieux autrement que par la diplomatie. Sans compter des flottes aériennes, sensiblement équivalentes, qui n'ont besoin ni de réservoirs conformes ni de ravitaillement en vols pour se renifler de près, et plus si affinités (sic).

Espérons que les deux acteurs de cette tension plus seulement dialectique, sauront raison garder. Mais, vraisemblablement, l'intensité de leur joute ne devrait pas dépasser celle de la Guerre d'Attrition⁴⁴³ entre Israéliens et Arabes. Aux dernières nouvelles, les autorités turques avaliseront les premières conclusions d'enquêtes internationales sur l'Affaire du Mavi Marmara. Les conspirationnistes de tous poils qui se passaient déjà dans la tête le film d'un remake de la Bataille de Lépante entre Turcs et Israéliens peuvent se rafraîchir le visage : Ankara, au Levant et en Méditerranée défendra ses intérêts et les siens seulement...

Naturellement, même limitée, cette tension entre les deux ne se fera pas sans dégâts collatéraux. Côté, israélien, l'administration Nétanyahu pourrait, qui sait, se laisser tenter par un « réveil » du PKK kurde, aujourd'hui en mal de sponsor. Du travail en perspective pour le Ha'Mossad Ley'Modi'in u-lé Tafdikim Méyuh'Adim et ses Katsa.

Et comme en Orient, rien n'est jamais simple, finissons sur ce point important. En dépit de la menace, au plan géopolitique, d'une Turquie revenant au premier plan au Levant et en Méditerranée, il serait hasardeux de croire, pour autant, à l'effacement de l'État hébreu. Quelque part, la nouvelle donne pourrait raviver l'intérêt, toujours⁴⁴⁴ géopolitique, que lui porte Washington. Histoire de contrebalancer le retour d'Ankara sur le devant de la scène, justement.

Last but no least, que penser du lamentable épisode du Al-Amal, ce navire libyen qui avait annoncé vouloir accoster à Gaza, avant de, finalement, jeter

pitoyablement l'ancre dans le port égyptien d'El-Arish ?

Notons que son arrivée à Gaza nous avait été annoncée à grands roulements de tambours et fifres tripolitains. Après l'affaire du Mavi Marmara, on allait voir ce qu'on allait voir ! Las, après leurs usuelles rodomontades, les caciques de la Révolution verte ont préféré faire marche arrière toute et choisir l'option égyptienne...

C'est d'ailleurs, le ministre égyptien des Affaires étrangères, Ahmed Aboul Gheit, qui avait annoncé, en personne, que l'équipage du Al-Amal avait bien demandé l'autorisation de jeter l'ancre à El-Arish. Ainsi se terminait en eau de boudin une affaire qui, après les événements de la flottille turque, menaçait de causer un nouvel affrontement violent avec l'Heyl Ha'Yam (marine israélienne). Au fond, pourquoi pas, l'essentiel étant que les Gazaouis reçoivent l'aide qui leur est destinée. Même si l'on reste en droit de se demandait à quel jeu les Libyens ont pu vouloir jouer en cette affaire.

Car, personne ne sait exactement ce qui bien pu convaincre les passagers du Al-Amal, des membres de la Fondation Kadhafi⁴⁴⁵ de ne pas forcer le passage vers Gaza. Mais, à en croire le journaliste Eran Zinger (Kol Yisrael), la décision aurait été prise – lisez bien – « suite à la médiation du milliardaire autrichien Martin Schlaff »⁴⁴⁶, proche à la fois des dirigeants libyens et du « ministre israélien des Affaires étrangères »⁴⁴⁷, Avigdor Lieberman. Ce même Avigdor Lieberman qui vient de proposer une intéressante sortie de crise avec son option de contrôle des cargaisons qui pourrait se faire en Grèce ou à Chypre, et non plus en Israël. Beaucoup de coïncidences tout de même, non ?

Au moins, désormais, en sait-on un peu plus sur les relations réelles qu'entretiennent les maîtres de Tripoli et de Tel-Aviv. Peut-être, cela explique-t-il pourquoi, de Tel-Aviv, la main longue des Kidonim du Mossad n'a, étonnamment, jamais atteint les rivages de Tripoli, ce en dépit de décades d'invectives et de diatribes lancées de ces mêmes rivages ?

L'aparté libyenne n'a, semble-t-il, guère été appréciée à Gaza, où, malgré le changement de cap d'Al-Amal, plusieurs dizaines de personnes l'ont vainement attendu dans le port de Gaza. Le chef du gouvernement du Hamas, Ismaïl Haniyeh, ayant même appelé les organisateurs du convoi à ne pas revenir sur leur décision et à se rendre à Gaza.

En fait, le Hamas comprend bien que la décision prise par le navire libyen est un échec qui pourrait être mis à profit pour mettre un terme à la « guerre des flottilles ». Et, si, compte tenu des compromissions (récentes et anciennes, visiblement) de Tripoli, ça n'était pas cela le but recherché ?

378. *Jérusalem Post* (31 mai 2010).
379. Ibid.
380. *Channel 10* (31 mai 2010).
381. *Al-Jazira* (31 mai 2010).
382. Source d'information importante des *media* en Israël, comme dans le reste des pays occidentaux.
383. *Jérusalem Post* (31 mai 2010).
384. Ibid.
385. Selon la propre version de *Tsahal*. Cette version des faits étant contestée par les organisateurs de la *Flottille Free Gaza*.
386. Dirigeant du *Mouvement Islamique d'Israël*,
387. *Al-Manar* (31 mai 2010).
388. Puis libéré, depuis.
389. *Yediot Aharonot* (11 juin 2010).
390. Ibid.
391. Ibid.
392. Ibid.
393. Quatre au total : le *Rapport Winograd*, le *Rapport Brodet*, le *Rapport Rubin*, le *Rapport Lidetsrauss*.
394. *Galeï Tsahal* (8 juin 2010).
395. Ibid.
396. *Ansa* (31 mai 2010).
397. Ibid.
398. Au pouvoir à Gaza, depuis sa victoire électorale.
399. Terme qui a son importance, résumer le *salafisme* à ces seules manifestations violentes serait une erreur.
400. Affirmation dont nous laissons l'entière responsabilité à notre confrère.
401. Idem.
402. *Israel7.com* (30 mai 2010).
403. Ibid.
404. Ibid.
405. Ibid.
406. Ibid.
407. Ibid.
408. Ibid.
409. Qui s'apparentait, à l'évidence, à une *opération de déception* des SR israéliens.
410. Le Dr Bachar el-Assad.
411. Le général (CR) Michel Sleimane.
412. Le contraire eut été étonnant, vu le rapport des forces.
413. « *Le Clausewitz de la contre-insurrection* », dit le général David Howell Petraeus. David Galula est l'une des *trois* références majeures du manuel de contre insurrection de

l'armée américaine, le *FM3-24, Counterinsurgency* (décembre 2006).

414. *Contre-insurrection : Théorie & pratique*, David Galula, Economica, 2008, ISBN 2717855092.

415. *Sana* (28 mai 2010).

416. Ibid.

417. Ibid.

418. *Anatolia* (31 mai 2010).

419. Ibid.

420. Ibid.

421. Ibid.

422. *Al-Manar* (27 mai 2010).

423. Ibid.

424. *Ha'aretz* (30 mai 2010).

425. *Jérusalem Post* (31 mai 2010).

426. *Al-Manar* (27 mai 2010).

427. Ibid.

428. Forces armées turques.

429. *Conseil de sécurité nationale* qui se compose, d'une part, des chefs d'état-major et, de l'autre, du président de la République, du Premier ministre et des ministres de la Défense et des Affaires étrangères. Ne voir, en cette affaire, qu'une lubie du *seul* Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdoğan, serait une vision réductrice du dossier.

430. Et, financièrement fondamental, en matière de dépenses d'armement.

431. Marine turque.

432. Parce que, pour vous, c'est autre chose l'humanitaire ?

433. Véhicules 4x4 lourdement armés, généralement d'une pièce de 12,7 mm, voire de 14,5 mm.

434. Le *Hezbollah* et le *Hamas*, pour être clair.

435. Premier ministre de 1996 à 1997.

436. À la fois, ancien chef de l'État et président du *Majma-é-Tashkhis-é-Maslahat-é-Nezam-é-Jomhuri-é-Islami* (Conseil de discernement des intérêts supérieurs du régime),

437. Au sens *Clausewitzien* du terme.

438. *Jang-é-Tahmîli* (guerre imposée, nom officiel de la Guerre Iran-Irak en Iran).

439. Cela ne signifie pas que les Hittites sont les responsables de la chute du Royaume de Juda (due à Nabuchodonosor, en 582 av. J-C). Ce peuple majeur de l'Histoire du Levant est à l'origine du premier traité international. Après le match nul de Qadesh, Ramsès II et Hattusili III, signent *à la fois* un pacte de non-agression, un pacte d'assistance mutuelle et même des clauses mutuelles d'extraditions de réfugiés.

440. Le « S » se justifie par la place dans les sciences, les arts, les armes, le Renseignement, etc. de ces chefs expérimentés qui débarquèrent en Terre promise.

441. Le pluriel est, délibérément, de l'auteur.

442. Le général De Gaulle. Rappelons, ici, que l'auteur est gaulliste de gauche et jobertiste.

443. Ou d'*Usure*. Se dit des affrontements, pratiquement sans interruption, qui ont opposé, de 1968 à 1972, Israël aux pays de la ligne de front. La Syrie, mais surtout l'Égypte. Quasiment, une guerre classique à elle seule, en termes de dégâts humains et matériels. Elle est, de manière étonnante, assez peu traitée (voire pas du tout) par les historiens de langue française.

444. Personnellement, je pense *seulement* géopolitique, mais ce point mériterait un ouvrage entier...

445. La fondation dirigée par Seïf el-Islam, le fils du guide libyen, Muammar Kadhafi.

446. *Kol Yisrael* (15 juillet 2010).

447. Ibid.

CHAPITRE 8 – LES PERSONNALITÉS DE LA COMMUNAUTÉ DU RENSEIGNEMENT ISRAÉLIEN

*Les têtes galonnées de l'A'man – Des pontes du Sherut Ha'Bitaron Ha'Klali –
Quelques peintures du Mossad – Renseignements et politique...*

Il semblait difficile de terminer un ouvrage consacré aux Services secrets israéliens sans y ajouter une galerie de portraits de quelques-uns des hommes et femmes qui ont fait l'Histoire de ces SR. Pour ce faire, nous reprendrons l'ordre des chapitres : Agaf Ha'Modi'in, Sherut Ha'Bitaron Ha'Klali, Mossad et Lekem. Certains lecteurs seront sans doute quelque peu surpris en lisant le nom de certaines personnalités. Mais ces noms n'ont été ni tirés d'un chapeau de prestidigitateur ni placés là par hasard. Toutes les personnes que nous citons ont, soit reconnu d'elles-mêmes, leur appartenance à la Communauté du Renseignement israélien, soit vu leur nom mentionné comme y appartenant par des sources sérieuses et/ou concordantes. Naturellement, pour éviter redites et répétitions, les éléments biographiques cités au cours des chapitres précédents ne seront pas répétés dans celui-ci.

Les têtes galonnées de l'A'man

Grande maison du Renseignement et, à la clé, une foultitude d'officiers supérieurs, passés, la plupart du temps par les corps d'élite de Tsahal :

Major-général Chaïm Herzog, ou encore Haïm Herzog, né à Belfast le 17 septembre 1918 et mort à Tel-Aviv le 17 avril 1997, fut successivement général, diplomate et homme politique. Il fut le 6^e président d'Israël, du 5 mai 1983 au 13 mai 1993.

Herzog émigra en Palestine, dès 1935. Il étudia le droit à Jérusalem, puis à Cambridge et Londres. Durant la 2^e Guerre mondiale, il servit dans une unité d'élite britannique, puis dirigea les SR britanniques en Allemagne. Après la guerre, rentré en Palestine, il rallia la Haganah. À l'annonce de

l'indépendance, en 1948, Herzog demeura dans l'armée. De 1954 à 1962, il dirigea l'Agaf Ha'Modi'in (A'Man).

Revenu à la vie civile, Chaïm Herzog devint journaliste, se faisant connaître par ses chroniques, notamment à l'occasion de la Guerre des Six Jours et de la Guerre du Kippour. En 1975, il fut nommé ambassadeur d'Israël auprès des Nations unies. Son livre, les guerres israélo-arabes (1982) connut un grand succès. En 1981, il fut élu député travailliste. Herzog devint président d'Israël pour deux mandats de cinq ans, en 1983 et en 1988.

Colonel Binyamin Gibli. Né en 1919, Gibli intègre les SR de l'armée dès la création de l'État d'Israël. Il est l'un des juges militaires qui condamnent à mort en 1948 Meïr Toubianski pour haute trahison. Une affaire qui fera du bruit quand, des années plus tard, il s'avéra que Toubianski était innocent...

En 1950, il est nommé à la tête de l'A'Man et sera, de ce fait, l'une des figures centrales de l'Affaire Lavon dans les années 50. Forcé à la démission quand ses hommes se font prendre la main dans le sac en Égypte, sa carrière militaire s'est néanmoins poursuivie. Gibli devint même commandant adjoint de la Région Centre puis attaché militaire en Grande-Bretagne et en Scandinavie, après que Ben-Gourion ait refusé qu'il passe général.

Major-général, Shlomo Gazit. Né en 1926 à Istanbul, dans une famille juive ukrainienne. Il commence à servir dans les SR avant la guerre des Six Jours. Il prend la tête de l'A'Man en 1974, poste qu'il occupe jusqu'en février 1979. C'est à partir de 1988 qu'il rejoint le Centre Jaffee pour des études stratégiques de l'Université de Tel-Aviv.

Major-général Ehud Barak, Personnage hors du commun : Premier ministre d'Israël, ministre de la Défense, 14^e chef d'état-major de Tsahal. Occupa également les postes de ministre de l'Intérieur, de ministre des Affaires étrangères et de ministre de la Défense. Le militaire le plus décoré de Tsahal (Ot Hamofet, Tz'Alash Hara'Mat'Kal, etc.). Pour des questions de censure militaire, les raisons d'attribution de plusieurs décorations et citations n'ont jamais été révélées. Ce que semble regretter Samuel Katz⁴⁴⁸. Ce qui pourrait signifier qu'Ehud Barak est probablement l'une des barbouzes les plus décorées au monde...

Ehud Barak est né en 1942 au Kibboutz de Mishmar-ha-Sharon. En 1959, Ehud Barak s'engage dans Tsahal où il intègre rapidement le Sayeret Mat'Kal. Dès 1971, il en devient le patron.

En 1976, commandant, de fait, les sayerot expédiés à Entebbe, Barak aurait dû, à ce titre, mener lui-même le groupe chargé de libérer les otages. Au

dernier moment, il fut expédié au Kenya, afin de coordonner et sécuriser le retour de la mission. À sa place, Yonathan Nétanyahu dirigea l'assaut et fut le seul mort israélien de l'opération. Selon certaines sources, une partie de l'animosité qui l'oppose au Premier ministre israélien, Binyamin Nétanyahu, viendrait de là. Une information à prendre, en fait, avec les plus grandes réserves.

En 1978, Barak, après un passage à Stanford, reprit du service au sein de Tsahal et, en janvier 1982, promu au rang de général, il prend la direction du Département de la planification à l'état-major général. À ce titre, il fut parmi ceux qui conçurent le programme Ornim qui devint l'Opération de Paix en Galilée.

En avril 1991, le ministre de la Défense, Moshé Arens, le nomma Ra'Mat'Kal (chef d'état-major), malgré l'opposition du Premier ministre, Yitzhak Shamir.

La carrière militaire de Barak fut, toutefois, assombrie par l'affaire des Tzaalim B. Le 5 novembre 1992, cinq soldats furent tués et six furent blessés dans un accident d'hélicoptère lors d'un entraînement pour une opération secrète. Au cours de l'enquête, qui fut publiée par le Yediot Aharonot, des hommes qui avaient participé à l'exercice affirmèrent que Barak avait quitté les lieux avant l'évacuation des blessés. Le 15 mars 1999, fut publié le rapport du contrôleur de l'État, Eliezer Golberg, qui montrait que le chef d'état-major était resté sur les lieux 45 minutes après la catastrophe.

Major-général Amnon Lipkin-Shahak. Né en 1944, fut le 15^e chef d'état-major de Tsahal, puis l'un des dirigeants du Parti du Centre.

Amnon Lipkin-Shahak grandit à Tel-Aviv. À la fin de la classe de troisième, il est envoyé à l'internat militaire de Haïfa, où il croise Matan Vilnay, qui deviendra plus tard son adjoint. En 1962, Lipkin-Shahak s'enrôla chez les Tzanhanim (parachutistes). Il participa à la guerre des Six Jours en tant que commandant de compagnie. En avril 1973, il participa à l'opération Aviv Néorim⁴⁴⁹.

Lors de l'Opération Litani (1978), il commanda les troupes parachutistes. En 1982, pendant la 1^{re} guerre du Liban, il assura le commandement d'une division. En février 1986, Lipkin-Shahak remplaça Barak à la fonction de patron de l'A'Man. Fonction qu'il occupa cinq années durant.

En 1995, Lipkin-Shahak fut nommé chef d'état-major général. Il choisit comme adjoint Matan Vilnay, ce qui amena une brouille tenace entre lui-même et, d'autre part, Uri Shagaï et Yitzhak Itzik Mordechaï, qui lorgnaient sur le poste...

Major-général Yéhoshua Saguy. Né le 27 septembre 1933 à Jérusalem. Il fut membre de la Knesset de 1988 jusqu'en 1992.

En 1979, Saguy a pris la tête de l'Agaf Ha'Modi'in (A'Man). Poste qu'il perd en 1983 sur les recommandations de la Commission Kahane, pour son manque de discernement lors des massacres de Sabra et Chatila, ce qui entraîne son départ définitif de l'armée.

Il est élu sur la liste du Likoud aux élections de 1988, mais perd son siège en 1992.

Major-général Aharon Ze'evi-Farkash. Né en 1948 en Roumanie. Occupe la direction de l'A'Man de 2002 à 2006. Passé dans le monde des affaires, il a fondé, et est président (CEO), de FST21 Ltd, une entreprise de haute technologie.

Des pontes du Sherut Ha'Bitaron Ha'Klali

L'Amiral Ami Ayalon fit tout son service militaire dans la marine israélienne, dont il prit le commandement en 1992. Personnalité relativement atypique au sein de la communauté du Renseignement.

Ayalon appela au désengagement des territoires occupés et à l'évacuation des implantations, y compris de façon unilatérale, en cas de refus palestinien.

En 2002, Ayalon prit avec le recteur de l'Université Al-Quds, le Dr Sari Nusseibé, une initiative de paix qui conduisit à une déclaration de principes généraux en vue d'un accord entre Israël et les Palestiniens. Cet accord devant être fondé sur le principe de deux États pour deux peuples, sur la base des frontières de 1967 avec échange de territoires. Jérusalem serait la capitale des deux États. Corrolaire : les Palestiniens renonceraient au droit au retour et seraient autorisés à revenir uniquement dans un État palestinien qui, par précaution, serait démilitarisé.

Originaire du Kibboutz Ma'agan, Ami Ayalon est marié à Bila, une des fondatrices du mouvement Shuvi (Reviens, en hébreu) qui agit en faveur du retrait de la Bande de Gaza. Ils habitent au village de Kerem et ont trois enfants.

Avi Dichter. Né le 4 décembre 1952 à Ashkélon, fut le 11^e directeur du

Shabak entre les années 2000 et 2005.

Ce pupille du Ha'Shomer Ha'Za'ir⁴⁵⁰ fit son service militaire au sein du prestigieux Sayeret Mat'kal. Il refusa, cependant, la proposition de Ehud Barak, alors patron de l'unité, de suivre le cours destiné aux officiers. Après avoir quitté Tsahal, il rejoint le Shabak. Il apprit l'arabe dans un oulpan, puis suivit un cours comme coordinateur des Renseignements.

En 1996, à la suite de l'assassinat du Premier ministre israélien, Yitzhak Rabin, Avi Dichter est nommé chef du Département de la protection, et en 1999, directeur adjoint du Sherut Ha'Bitaron Ha'Klali. Parallèlement à son parcours à la tête du Shabak, il termina sa licence en criminologie et en psychologie à l'Université Bar-Ilan, et sa maîtrise en gestion d'entreprises à l'Université de Tel-Aviv.

Yuval Diskin, est le 12^e chef du Shabak. Marié et père de cinq enfants, Il est titulaire d'une licence en études sur la terre d'Israël et en Sciences politiques de l'Université de Bar-Ilan, et d'une maîtrise en Sciences politiques et en gestion publique de l'Université de Haïfa.

Yuval Diskin est né en 1956. Il fit son service militaire comme officier dans le Sayeret Shaged. En 1978 il entre au Sherut Ha'Bitaron Ha'Klali. Durant la 1^{re} guerre du Liban, il servit à Beyrouth et à Sidon. Certainement, un des plus brillants, et par là, redoutables, patron des SR intérieurs israéliens. En 1984, il passe coordinateur de la région de Naplouse, et jusqu'en 1988, fut également coordinateur des régions de Djénine et de Tulkarem. En 1990, il passe au Département des Affaires arabes, dont il reçut la direction en 1994. En 1997, il fut nommé commandant de la région militaire de Jérusalem. De 2000 à 2003, il assure le rôle de directeur-adjoint du Shabak. De 2004 à 2005, il fait un court passage au Mossad où il assume le rôle de conseiller spécial du directeur du Meïr Dagan.

Yuval Diskin était à la tête du Sherut Ha'Bitaron Ha'Klali.

Quelques pointures du Mossad

Honneur aux dames, commençons donc par **Cheryl Ben-Tov**, l'hirondelle⁴⁵¹ qui attira Mordechaï Vanunu à Rome, d'où celui-ci sera exfiltré vers Israël. Son alias pour l'opération était Cindy. La méritante demoiselle fut décorée pour son travail...

Cette galanterie passée, si nous reprenons le cours des événements à la tête du Mossad, il convient de citer celui qui fut, pour ainsi dire son père fondateur : **Reuven Shiloah** (1909-1959), qui fut le directeur du Ha'Mossad Ley'Modi'in u-lé Tafkaidim Méyuh'Adim, depuis sa création en 1949 jusqu'en 1952.

Reuven Shiloah est né à Jérusalem. Mais, à l'époque, il s'appelait Reuven Zoslanski. Sa jeunesse à Jérusalem lui fit acquérir la maîtrise de l'arabe et de la culture palestinienne.

En 1931, il fut envoyé pour le compte du Département politique de la Histadrout en mission de renseignement en Irak, où il opéra sous couverture. Pragmatique, il en profita pour se spécialiser en Sciences orientales à l'Université de Bagdad. À son retour (1934), il s'initie plus avant aux joies du Renseignement dans le cadre du Département hébraïque de la Histadrout et du Sha'Y (le SR de la Haganah). Par la suite, il adopta comme nom de famille son surnom de clandestin, Shiloah.

En 1936, Reuven Shiloah rejoint le Département politique de l'Agence juive (qui elle aussi faisait dans le Renseignement). Durant cette période, il fut l'homme des contacts entre l'Agence et les autorités du mandat britannique en Palestine. À ce titre, il est considéré comme l'homme de confiance de David Ben-Gourion⁴⁵², et de Moshé Sharett, chef du Département politique.

En juin 1948, après la création d'Israël, le Sha'Y fut démantelé, sur ordres de David Ben-Gourion, et ses domaines d'expertise furent répartis entre trois nouveaux organes de Renseignements. À Reuven Shiloah furent confiées la création et la direction de l'un d'entre eux : le Machleket Ha'Keher (Direction de la Recherche & de la Planification politique ou en anglais Research & Political Planning Center), qui était destiné à présenter et à évaluer les Renseignements venant de l'étranger au sein du ministère des Affaires étrangères. Parallèlement, il devint conseiller du ministre des Affaires étrangères, Moshé Sharett, et participa, à ce titre, aux pourparlers d'armistice avec les pays arabes. Il fut également mêlé aux pourparlers qui eurent lieu avec le souverain de Jordanie, le roi Abdallâh, avec qui fut conclu, en février 1950, un éphémère accord de paix entre Amman et Tel-Aviv⁴⁵³.

La répartition des fonctions et des pouvoirs entre les nouveaux organes de Renseignements n'étant pas claire, en avril 1949, fut mis en place un comité de coordination entre les SR sous la houlette de Reuven Shiloah. Les membres de ce comité étaient les chefs du Service de la sécurité générale, ceux du Département politique des Affaires étrangères, ceux des Renseignements de l'armée et de la police.

In fine, David Ben-Gourion ordonna, en décembre 1949 (sur proposition de

Reuven Shiloah, bien sûr), de créer un organisme central pour coordonner les services de Renseignements et de Défense. Reuven Shiloah fut naturellement propulsé à la tête du tout nouvel organe : le Ha'Mossad Ley'Modi'in u-lé Tafkaidim Méyuh'Adim. Le Mossad était né.

Durant son mandat, Reuven Shiloah consacra de nombreux efforts à créer une relation étroite entre le Mossad et la CIA, mais aussi avec les SR turcs et ceux de l'Iran impérial.

En 1952, Reuven Shiloah démissionna de sa fonction et fut remplacé par Isser Harel. Après sa démission, Reuven Shiloah fut nommé à l'ambassade d'Israël aux États-Unis (1953-1956). À son retour en Israël, il finit conseiller politique au ministère des Affaires étrangères.

Afin de perpétuer le souvenir de Reuven Shiloah fut créé l'Institut Shiloah de recherche sur le Moyen-Orient & l'Afrique (1959). L'Institut Shiloah fut intégré à l'Université de Tel-Aviv en 1966, ce jusqu'à son union avec le Centre Moshé Dayan (1983).

Meïr Amit (1921 – 2009), qui passa quelque temps à la tête des Renseignements militaires (1962-1963), fut un efficace directeur du Mossad (1963-1968), qu'il restructura largement. Meïr Amit est né dans le village de Kinneret. En 1923, ses parents s'installèrent à Ramat-Gan. En dehors de quelques années où il étudia au collège régional de Givat ha-Shlosha, il fit le reste de ses études secondaires au Lycée Balfour de Tel-Aviv.

En 1936, Meïr Amit rejoignit à la Haganah et en 1939. Il fit d'abord son service militaire dans les Golani, et prit part à de nombreux combats durant la Guerre d'Indépendance. En 1950, il fut nommé à la tête de la Hativat (brigade) Golani.

Meïr Amit fut chef du Département des Opérations à l'état-major général, commandant de la région Sud, chef de la Branche des Opérations (à l'époque de l'Opération Qadesh), commandant de la Région Centre (1958). En 1958, il fut grièvement blessé dans un accident de parachutisme, et passa près de quinze mois à l'hôpital. Durant sa convalescence, il termina une maîtrise en gestion des affaires à l'Université Columbia (New-York).

En 1962, Meïr Amit fut nommé à la tête de l'Agaf Ha'Modi'in (les SR de Tsahal). Dans l'exercice de cette fonction, il contribua amplement au renforcement des unités de collecte des renseignements. Il fut également à l'origine de la création du Sayeret Mat'Kal comme unité du service des renseignements.

En 1963, après la démission de Isser Harel, Meïr Amit fut nommé par David Ben-Gourion à la tête du Ha'Mossad Ley'Modi'in u-lé Tafkidim Méyuh'Adim. Aussitôt, Meïr Amit entra en conflit avec les fidèles d'Isser Harel, et ceux qui, au plan politique, ne voyaient en lui que le protégé de Moshé Dayan. En 1965, le Premier ministre Lévi Eshkol ayant fait de Isser Harel son conseiller pour les Questions de Renseignements, le conflit entre Amit et Harel dura tout le long de leurs mandats respectifs.

Yitzhak Hofi est né en 1927 à Tel-Aviv. Durant la Guerre d'Indépendance, il fut commandant d'unité dans le premier bataillon du Pal'Mach, qui appartenait à la Brigade Yiftah.

Après la création de l'État et la fondation de Tsahal, Yitzhak Hofi fit carrière dans l'armée.

Lors de l'Opération Qadesh (1956), il participa aux durs combats de la Passe de Mitla comme commandant en second de la Brigade 202 celle des Tzanhanim.

En 1964, Yitzhak Hofi partit étudier aux États-Unis, à West Point. À son retour, en 1965, il est nommé chef du Département des Opérations à l'état-major général, et, lors de la guerre des Six Jours, il fut l'adjoint du chef de la Division des Opérations, le général Ezer Weizman. De 1972 à 1974, et en particulier durant la Guerre de Kippour, Yitzhak Hofi fut commandant de la région Nord.

Peu de temps après la guerre, en janvier 1974, Hofi fut nommé chef de la Division des Opérations de l'état-major général, et après la démission du chef d'état-major, David Dado Elazar, en avril de cette même année, il remplaça le chef d'état-major général jusqu'à l'entrée en fonction de Mordechaï Mota Gur (qui avait été durant la guerre attaché militaire aux États-Unis, et commandant de la région Nord après que Yitzhak Hofi eut laissé cette fonction).

À l'entrée en fonction de Mordechaï Gur comme Ra'Mat'Kal (chef d'état-major) en avril 1974, Yitzhak Hofi quitta Tsahal et fut nommé chef du Mossad à la place de Zvi Zamir. Dans cette fonction, il joua un rôle décisif lors de l'Opération Yonathan, à Entebbe, en juin 1976. Il dirigea le Mossad jusqu'en 1982.

Nahum Admoni, né en 1929, fut le directeur du Mossad de 1982 à 1989. Après sa démission de cette fonction, il intégra le monde des affaires.

Nahum Admoni est né à Jérusalem dans le quartier de Rehavia. Adolescent, il rejoignit la Haganah. Plus tard, il intégra la branche Renseignements de l'Irgoun.

Avec la création de Tsahal, Nahum Admoni fit son service dans les Renseignements. À la fin de la Guerre d'Indépendance, il fut démobilisé avec le grade de lieutenant et partit faire des études à l'Université de Berkeley aux États-Unis. C'est durant ce séjour aux États-Unis qu'il termina une maîtrise en Relations internationales.

En 1954, Nahum Admoni rejoignit les rangs du Mossad. Au départ, il fut conférencier dans le domaine dans lequel il excellait, celui des Relations internationales. En 1976, il fut nommé directeur-adjoint du Bureau.

En 1982, le général Yekutiél Adam, nouveau chef du Mossad, est tué, avant même d'entrer en fonctions, au début de la 1^{re} Guerre du Liban. Nahum Admoni est immédiatement désigné pour le remplacer. Il est épargné par la Commission Kahane qui enquêta sur les massacres de Sabra et Chatila qui conclut que la responsabilité directe de Nahum Admoni dans les événements était limitée.

En 1989, Nahum Admoni quitta le Mossad et fut nommé directeur général de Mekorot (compagnie nationale des Eaux). Il se tourna ensuite vers le monde des affaires. Il fut, entre autres, directeur de plusieurs sociétés, parmi lesquelles les banques Mishkan, Ha-Po'alim.

Il intégra le comité de contrôle interne du Shabak chargé de vérifier le fonctionnement de SR après l'assassinat de Yitzhak Rabin. Il fut également membre de la commission qui examina la tentative manquée d'élimination de Khaled Méchaal, mais quitta cette commission peu de temps après son entrée en fonction.

En 2006, Nahum Admoni fut nommé responsable de la commission d'enquête gouvernementale sur le rôle des autorités politiques dans la Guerre des 34 Jours au Liban.

Meïr Dagan. Né en 1945, général de réserve, et patron du Mossad depuis 2002. Meïr Dagan est né en Ukraine de parents survivants de la Shoah. Il immigra en Israël en 1950. En 1963, il commença son service militaire dans les troupes aéroportées.

En 1970, sous la responsabilité de Ariel Sharon, en tant que patron de la région Sud, Meïr Dagan mit en place le Sayeret Rimón. Une unité d'arabisants qui agissait dans la Bande de Gaza et opérait dans le domaine de la localisation de terroristes, de leur arrestation et de leur élimination. Au cours des années qui suivirent, on entendit des voix discordantes sur les méthodes de cette unité.

Durant la Guerre de Kippour (1973), Meïr Dagan participa à la traversée du canal de Suez. Lors de la 1^{re} guerre du Liban (1982), il commanda une unité de blindés et fut l'un des premiers à entrer dans Beyrouth. Meïr Dagan fut considéré comme l'un des initiateurs de l'Armée du Liban-sud⁴⁵⁴ (ALS) et de la plupart des diverses forces de sécurité, qui étaient des parallèles locaux au Shabak.

Ayant échoué à obtenir le commandement de la région Sud, Meïr Dagan quitta l'armée après trente-deux années de service actif. Après sa démission, Meïr Dagan fut conseiller pour la Lutte contre le terrorisme des présidents du Conseil Yitzhak Rabin et Binyamin Nétanyahu. En 2000, il rallia la campagne contre le retrait du Golan et entra au Likoud. En 2001, il fut directeur de la campagne d'Ariel Sharon pour l'accès au poste de Premier ministre. Après la victoire de Sharon, Meïr Dagan fut nommé à la tête de l'équipe israélienne des pourparlers avec les Palestiniens.

En 2002, Meïr Dagan fut nommé chef du Ha'Mossad Ley'Modi'in u-lé Taffkidim Méyuh'Adim par le Premier ministre d'alors, Ariel Sharon. Il remplaça à cette fonction Ephraïm Halévy. Son mandat fut prolongé à deux reprises par le Premier ministre, Ehud Olmert : une première fois, en février 2007, et une seconde fois, pour un an, en février 2008.

Selon des sources étrangères, dont l'authenticité est sujette à caution, au cours de son mandat, le Mossad aurait mis en œuvre de nombreuses actions de décapitation au Liban et en Syrie, l'une des principales (et avérée) d'entre elles ayant été celle de l'assassinat d'Imad Mughniyeh.

Pêle-mêle, quelques autres agents secrets israéliens :

Michael Ross, ancien de la branche clandestine du Mossad, 1988-2001.
Élie Cohen, agent d'origine égyptienne, infiltré pendant trois ans en Syrie.

Zvi Henkine, agent d'origine française, directeur adjoint du Mossad ayant joué un rôle important dans l'affaire des vedettes de Cherbourg.

Wolfgang Lotz, agent d'origine allemande infiltré en Égypte.

Terminons par une exception : non pas un espion du Mossad, mais un espion infiltré en Israël. Marcus Klingberg, reste, à ce jour, le plus célèbre espion soviétique arrêté en Israël, Marcus Klingberg est monté en Israël en 1948 et s'est enrôlé peu après dans les services médicaux de Tsahal. À partir de 1952, il commence à travailler au Centre de recherches biologiques de Nès-Tsiona, chargé, selon des sources concordantes, de développer des armes biologiques et chimiques (NBC), dont il finira directeur-adjoint. Durant toute cette période, il collabora étroitement avec les SR soviétiques (le KGB). Le Sherut

Ha'Bitaron Ha'Klali le soupçonnait depuis les années 1960 d'être un espion russe.

Renseignements et politique...

... Ont toujours fait bon ménage en Israël. Là encore, honneur aux dames, nous commencerons donc par l'ex-chef de la diplomatie israélienne, Tzipora Malka Tzipi Livni.

Au début des années 1980, après avoir fait une année de Droit et quitté l'armée, Tzipi Livni commença à travailler pour le Mossad. On ne sait pas avec certitude quelle fut la durée de son engagement pour le Bureau, ni sur quelles missions elle fut engagée. Tzipi Livni se garde d'en parler avec précision : « J'ai servi pendant quatre ans au sein du Mossad. J'ai également suivi des stages de formation et j'ai été en fonctions à l'étranger », reconnaîtra-t-elle laconiquement auprès de Galei Tsahal⁴⁵⁵. Des médias israéliens et étrangers avaient, déjà, évoqué son passé au sein des SR israéliens, entre 1980 et 1984, mais elle n'avait jusqu'alors jamais donné de précisions à ce sujet.

L'ex-chef de la diplomatie israélienne, occupa officiellement le poste de conseillère juridique de 1980 à 1984, mais aurait été, selon le Sunday Times, un agent clé en Europe pour au moins quatre ans, période durant laquelle elle aurait appartenu au Kidon. Francophone, elle aurait été basée à Paris et aurait dirigé ce que l'on appelle une safe house⁴⁵⁶.

Comme l'a rappelé le site Bakchich.info, « Du haut de ses 48 ans qu'elle ne fait pas, Tzipi Livni puise ses racines dans la droite israélienne pure et dure. Ses parents, nés en Pologne, étaient tous deux membres de l'Irgoun, l'organisation clandestine terroriste qui combattait le colonialisme britannique avant la création de l'État d'Israël en 1948 et ont été arrêtés par les Anglais pour des actes de terrorisme. Son père était le chef des Opérations de l'Irgoun. À ce titre, en 1946 et sur ordre de Menahem Begin, il a organisé le célèbre attentat à la bombe contre l'hôtel King David, où se trouvait le QG britannique, et qui a coûté la vie à 91 Anglais, Arabes et Juifs. Plus tard et toujours aux côtés de Begin, papa Livni a été l'un des architectes de la naissance du Likoud et de la victoire du parti qui a porté Begin au pouvoir en 1977 »⁴⁵⁷.

L'ex-chef de la diplomatie israélienne est probablement le premier homme (enfin, femme) politique, à afficher aussi ouvertement son passé d'agent

secret. En effet, poursuit Bakchich.info, « Après le décès de son père, Tzipi Livni, qui cherchait à succéder à son paternel à la Knesset sur le ticket du Likoud, a opté pour un slogan bien particulier : “Mon nom est une institution” » Un slogan lourd de sens, car, en hébreu, le mot « institution » signifie Mossad⁴⁵⁸, le nom des services secrets israéliens »⁴⁵⁹.

Car, Tzipi Livni a, bel et bien, été Katsa du Mossad. Et si « on ne sait pas avec exactitude pour combien de temps ni pour quelles missions, car elle refuse encore aujourd’hui d’en parler. On sait toutefois qu’elle a été un agent clé en Europe pour au moins quatre ans, dans les années 80 »⁴⁶⁰ et ce « au moment où le service entamait une campagne d’assassinats en Europe. Elle était notamment en poste en France en 1980, lorsqu’un scientifique égyptien spécialisé dans le nucléaire et travaillant pour Saddam Hussein a été assassiné dans la chambre de son hôtel parisien par le Mossad »⁴⁶¹.

Est-ce tout ? Non, bien sûr, « Livni était toujours en poste en Europe lorsqu’un dirigeant de l’OLP, Mamoun Meraish, a été tué par des balles tirées par un agent du Mossad à Athènes, en Grèce, en 1983. Un assassinat où, pour le Times de Londres en date du 1^{er} juin 2008, Tzipi Livni était impliquée »⁴⁶², et aurait même été « l’un des tueurs, dans cet assassinat et dans d’autres, comme le prétend la presse britannique... »⁴⁶³

Tzipora Malka Tzipi Livni démissionne en 1984 pour retourner en Israël et terminer ses études (Droit), en raison, selon le Times, de trop fortes pressions dans son travail d’agent de terrain. « J’ai quitté le Mossad quand je me suis mariée, car je ne pouvais plus vivre ce genre de vie », a-t-elle officiellement expliqué.

Un cursus atypique, mais pas plus, finalement, que celui de la personne dont il va être question et dont le nom est revenu à de nombreuses reprises sous notre plume : le président israélien, Shimon Pérès.

Pas un spook⁴⁶⁴, à proprement parler. Mais quelqu’un qui a baigné dans le Renseignement et le secret dès sa jeunesse. Un de ceux qui en a parlé le mieux est Uri Dan, lorsqu’il notait, à son sujet qu’« il se trouve que c’est lui qui a été l’initiateur de la mise en chantier du réacteur nucléaire de Dimona (...). En 1957, dans le plus grand secret, Pérès a réussi à persuader le ministre [français] de l’Énergie, Jacques Soustelle, de vendre une pile atomique à l’État hébreu »⁴⁶⁵.

Par ailleurs, on peut clairement affirmer que c’est bien Pérès en personne qui fut à l’origine d’une opération de déception destinée à retarder les révélations de Mordechai Vanunu sur le nucléaire israélien, lorsqu’il demanda à Robert Maxwell de publier une version de l’affaire totalement fausse, Maxwell, ne voyant « aucun inconvénient à faire une faveur à Pérès, bien au contraire »⁴⁶⁶.

Apparemment, sans problème moraux d'aucune sorte, car, toujours selon Uri Dan, « l'éthique journalistique ne semblait pas l'embarrasser, pas plus d'ailleurs que l'éthique financière »⁴⁶⁷.

Autre personnalité politique de premier plan à avoir versé dans le Renseignement, de la manière la plus officielle, Yitzhak Shamir. Né le 15 octobre 1915, à Ruzhany (Biélorussie), il grandit à Białystok. Shamir émigra en Palestine en 1935. Son patronyme était, alors, Jazernicki, qu'il changera en Shamir.

Il rejoint l'Irgoun Zvai Leumi, une organisation armée sioniste de droite de l'époque, qui commettra de nombreux attentats contre les civils arabes palestiniens entre 1936 et 1939, période de la grande révolte arabe en Palestine.

Lorsque le groupe se divisa en 1940, Shamir suivit la faction la plus militante, dirigée par Avraham Stern, plus tard connue sous le nom du groupe Stern, ou Lehi, faction qui souhaitait réorienter la lutte armée contre l'occupant britannique, et ce, par suite de la publication par ceux-ci en 1939 du livre blanc sur la Palestine qui condamnait, pour ainsi dire, à mort une partie des juifs européens en leur interdisant, de fait, toute possibilité de gagner la Palestine mandataire....

Le Lehi reprend ses attentats contre les Britanniques à compter du début 1944, en liaison avec l'Irgoun. Sous sa direction opérationnelle, le Lehi fut responsable de l'assassinat, en 1944, du ministre d'État britannique pour le Moyen-Orient, Lord Moyne, et de l'assassinat en 1948 du représentant des Nations unies pour le Moyen-Orient, le comte Folke Bernadotte et son adjoint le colonel Dubois.

Arrêté le 2 août 1946 dans les rafles qui suivent l'attentat contre l'Hôtel King David, Shamir est déporté en Érythrée, s'évade de nouveau en janvier 1947, et, de là, se réfugie en France, d'où il ne reviendra qu'à l'indépendance d'Israël, en mai 1948. Ce qui signifie clairement que Yitzhak Shamir ne fut jamais inquiété, ni même interrogé, par les autorités françaises pour son implication supposée dans la disparition du colonel Dubois...

C'est après l'indépendance que Shamir rejoint le Mossad, où il opère de 1955 à 1965. Gagné par le virus de la politique il est élu à la Knesset en 1973 sur la liste du Likoud. Il en est président en 1977, puis devient ministre des Affaires étrangères en 1980. En 1983, il succède à Menahem Begin au poste de Premier ministre. Poste qu'il retrouvera en 1986.

Passées au crible ces quelques éminentes personnalités à multiples casquettes,

terminons par quelques-uns des professionnels du Renseignement qui ont, après leur service actif, entamé une carrière politique. Une précision capitale toutefois : nombre de ces hommes du Renseignement étant aussi des militaires de haut rang, leur passage dans la sphère politique n'a rien de bien étonnant, une large partie du personnel politique israélien venant de l'establishment militaire.

Meïr Amit prit la tête du consortium Koor (1968-1977). En 1977, il rejoignit le parti Dash et fut même élu député au titre de ce parti aux élections à la 9^e Knesset (1977), où il fut membre de la Commissions des Affaires étrangères & de la Défense. Meïr Amit fut ministre des Transports et ministre de la Communication dans le gouvernement de Menahem Begin. Mais, au bout d'un an, Meïr Amit se retira du gouvernement.

Après une seule législature, Meïr Amit abandonna la vie politique. Depuis lors, il a été l'un des initiateurs du projet du satellite israélien de communication Amos. En outre, Meïr Amit assura la direction du Centre d'études stratégiques de l'Université de Tel-Aviv.

Meïr Amit est décédé en juillet 2009. Il est enterré au cimetière de Ramat-Hasharon.

Au terme des années passées sous les drapeaux, le général Amnon Lipkin-Shahak fit comme la majorité de ses pairs, il entama une carrière politique et fonda avec Dan Méridor et Roni Milo le Parti du Centre. En fin de compte, ce fut Yitzhak Itzik Mordechaï qui fut choisi pour être la tête de liste de la nouvelle formation.

En 1999, Lipkin-Shahak fut élu député à la Knesset. Il fut nommé ministre du Tourisme puis ministre des Transports. Après la défaite d'Ehud Barak face à Ariel Sharon, il démissionna de la Knesset et quitta la vie politique.

Une fois terminé son mandat à la direction du Mossad, Yitzhak Hofi fut nommé directeur général de la société d'électricité (1982-1990). Il présida le conseil d'administration de Tadiran (1990-1994). Yitzhak Hofi est l'un des fondateurs du mouvement Troisième Voie, mais il s'en retira en 1995.

Bien qu'il eût déclaré qu'il ne se voyait pas entrant en politique, l'amiral Ami Ayalon finit par faire comme tout le monde et examina à la fin de l'année 2004 la possibilité de participer à la course pour la direction du Parti travailliste. Finalement, il entra dans la vie politique en tant que simple membre du Parti. Le 18 janvier, Ayalon fut élu à en 6^e place sur la liste du Parti travailliste à la 17^e Knesset.

Fin 2006, Ami Ayalon annonce son intention de se présenter comme candidat au poste de secrétaire général du Parti travailliste, en mai 2007. Il est battu de peu par Ehud Barak. En septembre 2007, il est nommé ministre sans portefeuille dans le gouvernement Olmert après de nombreuses semaines de négociations avec Ehud Barak.

Bien sûr, la galerie des anciens des SR ayant embrassé la politique serait incomplète sans l'ancien patron du Sayeret Mat'Kal et de l'Agaf Ha'Modi'in, Ehud Barak.

En janvier 1995, Ehud Barak quitte Tsaahal. Six mois plus tard, à la demande du Premier ministre, Yitzhak Rabin, il rejoint le gouvernement au titre de ministre de l'Intérieur. En novembre 1995, après l'assassinat de Rabin, Shimon Pérès, de toujours son mentor politique⁴⁶⁸, le propulsa à la tête des Affaires étrangères. Résultat, Barak fut de ceux qui menèrent au Liban en avril 1996 l'opération Raisins de la Colère...

Aux élections de 1996, Barak fut élu sur la liste travailliste. En juin 1996, il est désigné secrétaire général du Parti travailliste à la place de Shimon Pérès, et devient ainsi chef de l'opposition.

À l'approche des élections de 1999, Barak, unissant le Parti travailliste aux Geshet⁴⁶⁹ et au Meimad⁴⁷⁰, constitue le groupe Israël Ahat (Israël Un). Barak l'emporta aux élections contre Binyamin Nétanyahu, par une majorité de 56 % contre 44 %. Il exerça alors les fonctions de Premier ministre et de ministre de la Défense.

Le 6 février 2001, Barak fut battu par Ariel Arik Sharon et remit sa démission de la Knesset et de la direction du parti travailliste.

Fin 2004, Barak annonça son retour à la vie politique. Après la victoire d'Amir Péretz à la tête des Travaillistes et l'échec de Shimon Pérès qu'il avait soutenu, Ehud Barak décida de ne pas se présenter comme candidat à la 17^e Knesset lors des primaires du parti.

Barak attend janvier 2007 pour revenir sur le devant de la scène et de se présenter comme candidat au poste de secrétaire général aux primaires travaillistes. Le 12 juin 2007, il gagne les primaires avec 51,3 % des voix contre Ami Ayalon. Le 15 juin, il est nommé ministre de la Défense dans le gouvernement Olmert à la place de Amir Péretz.

Comme ministre de la Défense, il dirigera l'Opération Plomb durci contre la Bande de Gaza.

Malgré l'opposition d'une partie de ses députés de participer au gouvernement Nétanyahu, il obtient le soutien du Comité central pour rejoindre la coalition. Il est à nouveau nommé vice-premier ministre et ministre de la Défense dans le 32^e gouvernement. À ce jour, Ehud Barak occupe toujours le poste de ministre de la Défense,

Le 28 décembre 2005, Avi Dichter, 11^e directeur du Shabak entre les années 2000 et 2005, annonça dans une conférence de presse son adhésion à Kadima⁴⁷¹. Avi Dichter fut élu député de la 17^e Knesset. À la suite de l'hospitalisation de Sharon, Ehud Olmert lui maintint sa confiance le nomme ministre de la Sécurité Intérieure dans son gouvernement.

Avi Dichter a été réélu député lors des élections à la 18^e Knesset.

Ceux qui pensaient que son échec aux dernières élections avait guéri Rafaël Rafi Eitan de la politique en seront pour leurs frais. Eitan, du haut de ses 84 printemps, ne se décourage pas, affirmant être prêt à reprendre ses activités en lançant une nouvelle formation, qui, à l'entendre, aurait plus de chances de siéger à la Knesset.

Le Parti des Retraités, qui n'a vécu que le temps d'un seul gouvernement, a subi un échec cuisant lors des dernières élections, en ne parvenant même pas à franchir le seuil d'éligibilité. Qu'à cela ne tienne, Eitan a décidé de relancer le projet. Et, lors d'une conférence de presse à la Maison de la Presse de Beit-Sokolov à Tel Aviv, il a annoncé officiellement la création du Nouveau parti des Retraités.

À ses côtés se trouvaient le Pr. Amnon Kaspi, de l'Université Bar-Ilan, le général de brigadier-général (CR) Ephraïm Lapid, l'ancienne comédienne de théâtre Irit Frank et Yoram Klinger, directeur général du parti.

La chasse aux bonnes places sur l'échiquier politique, traditionnelle après la partie de chaises musicales touchant les organes de force devrait connaître une certaine accalmie. En effet, comme l'a annoncé Aluf Benn, dans Ha'aretz, se référant à « des sources au sein des services de sécurité », un accord se profile selon lequel le mandat du patron du Mossad, le Dr Meïr Dagan, sera prolongé de quelques mois, jusqu'à l'été prochain. Selon ces sources, le Premier ministre israélien, Binyamin Nétanyahu, a d'ores et déjà vérifié auprès de Dagan s'il acceptait de rester en poste après décembre 2010. La prolongation du mandat de Dagan permettra d'éviter une situation dans laquelle le chef d'état-major général, et les directeurs du Mossad et du Sherut Ha'Bitaron Ha'Klali sont tous trois relevés de leurs fonctions simultanément, à une période délicate, durant le processus diplomatique avec les Palestiniens, et

alors que l'on s'efforce d'endiguer des menaces extérieures.

Selon l'accord qui se profile, la relève se fera progressivement : le chef d'état-major israélien, le lieutenant-général Gaby Ashkénazi, sera remplacé par Galant en février 2011, le patron du Shabak, Yuval Diskin, quittera ses fonctions en mai 2011 et ce n'est qu'ensuite que Meir Dagan sera remplacé.

448. In *Israeli Defense Forces, since 1973*, Samuel Katz, Osprey.

449. *Printemps des jeunes*

450. *La Jeune Garde*.

451. Expression russe pour désigner ce type d'agent chargé de séduire la partie adverse.

452. Alors secrétaire général de l'Agence juive.

453. Abdallâh revint sur cet accord peu de temps après.

454. Milice pro-israélienne.

455. La radio de l'armée. Un des meilleurs *media* du pays, soit dit en passant.

456. Lieu sécurisé servant de base arrière ou de lieu de repli pour *les agents repérés ou en attente d'exfiltration*

457. *Tzipi Livni : du Mossad à la tête du gouvernement ? Bakchich.info* (18 septembre 2008).

458. En fait, la référence est double : a) le propre passé de Livni au *Mossad*, b) celui de son père et son implication dans l'attentat à la bombe contre le *King David*.

459. *Tzipi Livni : du Mossad à la tête du gouvernement ? Bakchich.info* (18 septembre 2008).

460. *Ibid.*

461. *Ibid.*

462. *Ibid.*

463. *Ibid.*

464. Espion.

465. *Qui a tué Maxwell*, p.47, Uri Dan, Michel Lafon, 1992.

466. *Ibid.*

467. *Ibid.*

468. Ce que peu de gens savent, en dehors d'Israël.

469. De David Lévy.

470. De Mikhaël Melchior.

471. Le parti créé par Ariel Sharon.

CONCLUSION – DES SERVICES SECRETS POUR QUOI FAIRE ?

« La guerre est le domaine de l'incertitude ; les trois quarts des éléments sur lesquels se fonde l'action restent dans les brumes d'une inquiétude plus ou moins grande ; (...) la guerre est le domaine du hasard. Aucune autre sphère de l'activité humaine ne laisse autant de marge à cet étranger, car aucune autre ne se trouve à tous égards en contact aussi permanent avec lui ».

De la guerre, Livre 1, Chapitre 3, Carl von Clausewitz.

De l'utilité des SR – Services secrets Vs terrorisme – Les leçons retenir pour la fonction Renseignements – Lobbies contre lobbies – Guerre prochaine au Liban : intox, déception ou vraie menace ?

Au fond, à quoi servent les Services secrets, aujourd'hui ? À beaucoup de choses à la fois.

De l'utilité des SR

Si l'on se concentre sur le Proche et le Moyen-Orient, il est important de noter que la perception des SR n'est pas la même, selon le camp (arabe ou israélien, en l'espèce) où l'on se place. En effet, comme l'écrit fort justement La Voix des Opprimés : « Les services de Renseignement sont souvent le reflet d'une certaine vision de la société. En Israël, ces services aux méthodes parfois contestées sont bien acceptés par une population fortement militarisée qui se considère en état de siège permanent et qui voit en eux l'un des garants de sa sécurité. Dans le monde arabe, au contraire, la société civile, peut-être plus fataliste, ne ressent pas de manière aussi aiguë un tel sentiment d'insécurité. De ce fait, l'existence des SR y est bien souvent vécue comme un mal nécessaire, qui présente cependant l'avantage d'occuper et de nourrir une frange non négligeable de la population. Dans tous les cas, le Renseignement est perçu comme un instrument de pouvoir »⁴⁷².

Côté israélien, bien que de nombreuses personnalités politiques aient une expérience reconnue en la matière – La Voix des Opprimés citant, pêle-mêle, « Shimon Pérès et Yitzhak Shamir (anciens Premiers ministres), Chaïm Herzog (ancien Président) ou bien encore Ehud Barak et Amnon Lipkin-Shahak (chef de file du centre sur l'échiquier politique israélien), sans même parler des chefs d'état-major et des ministres de la Défense qui, pour la plupart, ont tous occupé des responsabilités importantes dans le renseignement durant leur carrière »⁴⁷³ – les Renseignements, à eux seuls, ne sont pas conçus comme un instrument de pouvoir (de pouvoir politique il s'entend). Ce qui n'est pas le cas de la fonction (au sein dumézilien du terme) militaire. Passer par Tsahal, et y occuper un poste élevé, est encore aujourd'hui un ascenseur social efficace pour atteindre les hautes sphères politiques. Les Renseignements beaucoup moins. On retrouve, en effet, pas mal d'anciens de la communauté du Renseignement dans les secteurs liés à la défense, à la sécurité, aux transports. Mais, pas davantage que dans la plupart des pays occidentaux. Et, le plus souvent, ces anciens du Renseignement ont aussi un passé militaire imposant.

Sur le plan de l'efficacité politique, au sens noble de la fonction : c'est-à-dire de gouverner, avoir l'expérience du Renseignement est, à la fois, un avantage et un inconvénient. Certes, la classe politique israélienne a, dans son ensemble une bonne connaissance de sa communauté du Renseignement. De l'autre, elle peut, souvent, pécher par un excès de confiance, voire des réflexes teintés de corporatisme.

Côté arabe, à quelques exceptions notables, passer par les différents Moukhabarrat (SR) n'est pas vraiment synonyme de carrière politique. La secrète n'est pas un ascenseur social très performant. Parfois, cela peut même en signifier la fin. Comme ce fut le cas pour le général Oufkir, au Maroc. Exception notable : le cas tunisien avec le président Zine el – Abidine Ben Ali, inamovible depuis le 7 novembre 1987.

Accomplir son travail n'est pas, nécessairement, de tout repos pour les professionnels du Renseignement. En toute logique, il faut, naturellement, compter avec l'ennemi. Mais son propre camp peut parfois s'avérer un lourd handicap. L'incurie des politiques est suffisamment avérée pour que nous n'y revenions pas. Celle des militaires, en général, n'est pas mal non plus, lorsque certaines têtes galonnées se laissent aller à leurs mauvais penchants. Citons, à cet égard, les douces pensées du patron du collège de l'US Air Force jusqu'en 1950, le général Orville Anderson, auteur de cette phrase pleine de saveur : « Donnez-moi l'ordre et je peux pulvériser les cinq sites de bombes A russes dans la semaine (...) et quand je me présenterai devant mon Créateur, je crois que je pourrais lui expliquer que j'ai sauvé la civilisation »⁴⁷⁴.

Le Renseignement, c'est aussi l'Elint et le Sigint. Sur ce terrain, il importe de souligner que l'État hébreu, même s'il n'aligne pas les moyens de la NSA (voire de la Navy) est loin d'être sourd et aveugle. En effet, Israël vient d'ailleurs de mettre sur orbite son 6^e satellite de Renseignements Ofek-9, qui a été lancé avec succès de la base de l'Heyl Ha'Avir (armée de l'air) de Palmahim.

Bien qu'aucune donnée précise n'ait été communiquée quant aux capacités d'Ofek-9, on estime qu'il est équipé d'un appareil de prise de vue Jupiter fabriquée par la société Elbit. La résolution de cet appareil lui permet de distinguer des objets d'une taille de 50 centimètres à partir d'une orbite de 600 kilomètres.

Ofek 9 s'ajoute aux cinq satellites d'espionnage israélien Ofek-5, Ofek-7, Eros, Eros B et Tecsar./.

Services secrets Vs terrorisme

Les Israéliens ont, à nouveau, commémoré le souvenir des 22 684 hommes et femmes tombés au combat et victimes du terrorisme. Sur ce nombre, plus de 10 000 – soit pratiquement la moitié – sont des victimes du terrorisme (vu du côté israélien) ou de la lutte armée, si l'on prend le point de vue des groupes palestiniens. En tout cas, une forme de guerre asymétrique particulièrement implacable. La guerre asymétrique étant une guerre comme une autre, il en résulte que le corps sociopolitique qui la subit – ici, Israël, en tant qu'État – se considère comme en état de guerre. Et, au bout du compte, demande à ses Services secrets de faire, régulièrement, le ménage parmi ceux de ses adversaires qu'il appréhende comme les plus dangereux. Et, là, ne nous leurrions pas, tant qu'une situation autre⁴⁷⁵ ne verra pas le jour entre les parties concernées, côté israélien, les SR continueront à faire ce qu'exige d'eux le pouvoir politique : liquider ses ennemis...

Mais, à ce moment-là, une question, quelque peu irrévérencieuse, nous revient au visage dès que l'on pose le problème de l'efficacité des SR comme arme pour combattre le terrorisme : est-ce bien leur rôle ? De prime abord, oui : « Le Renseignement est la clé du succès », affirme clairement le Centre de Doctrine d'emploi des forces, à Paris. « Il n'est pas de répression ni de contre-insurrection victorieuse sans de bons renseignements obtenus de sources humaines, dont le recueil, le recoupement et l'interprétation sont toujours ardu »⁴⁷⁶. Certes, on comprendra bien qu'on ne va pas demander aux pompiers ou aux associations caritatives de combattre le terrorisme, mais les SR peuvent-ils, à eux seuls, triompher de la guerre asymétrique que constitue

le phénomène terroriste ?

L'un des problèmes, et les SR israéliens pas plus que les autres SR dans le monde n'y peuvent guère, est qu'« On trouve (...) plusieurs définitions du terrorisme (...) », comme nous l'a, fort justement, rappelé Pascal Boniface, « Pour le Département de la Défense⁴⁷⁷, il s'agit du "recours délibéré à la violence qui est destiné à inspirer la peur pour contraindre ou intimider les pouvoirs publics ou la société, en vue de fins qui sont généralement d'ordre politique, religieux ou idéologique". Pour le FBI, il s'agit du "recours illicite à la force et à la violence, dirigé contre des personnes ou des biens aux fins d'intimider ou de contraindre les pouvoirs publics, la population civile ou tout segment de celle-ci dans la poursuite d'objectifs d'ordre politique ou social". Enfin, selon le Département d'État⁴⁷⁸, c'est une "violence préméditée, à mobile politique, qui est perpétrée à l'encontre de cibles non combattantes par des agents clandestins dont le but est généralement d'influencer une opinion" »⁴⁷⁹. Et encore, Pascal Boniface ne s'interrogeait là que sur les définitions en vigueur aux États-Unis...

Dès lors, quelle est la marge de manœuvre des SR face à un terrorisme sur lequel personne ne s'accorde vraiment lorsqu'il s'agit d'en donner une définition qui l'emporte sur les autres ? Le spécialiste des Services de Renseignement, des terrorismes et violences politiques qu'est Jacques Baud a, en partie, répondu à cette question, en nous rappelant que « Les armes les plus sophistiquées ont ou auront leurs contre-mesures, mais pas l'homme prêt au sacrifice de sa propre vie. Comment peut-on espérer un succès en menaçant de mort celui qui est prêt à mourir ? Nous sommes au cœur de la guerre asymétrique »⁴⁸⁰.

On notera, ici, que les SR agissent souvent en soutien des forces armées. Celles-ci étant souvent l'ultima ratio choisi par les États (Israël, à cet égard, ne fait pas preuve d'une grande imagination) pour combattre le terrorisme. En fait, et le distinguo a son importance, pour combattre les manifestations du terrorisme. Et, elles seules !

Au niveau de la doctrine anti-insurrectionnelle, les Israéliens semblent appliquer, au pied de la lettre les théories de David Galula, tirées de son *Counterinsurgency : Theory & Practice*. Du moins pour ce qui est des étapes 1 à 4, qui ressemblent, au mot près, à un descriptif de la guerre de Gaza conduite par les penseurs militaires israéliens. Sans les résultats escomptés⁴⁸¹. L'on aurait tort d'ignorer la pensée de David Galula, pourtant quasiment inconnu en France, car « Pour les spécialistes américains des guerres irrégulières, David Galula est un classique dont on redécouvre l'importance. Son ouvrage *Counterinsurgency Warfare, Theory & Practice* a été republié en 2005 chez Hailer Publishing. David Kilcullen et David Petraeus le citent

volontiers dans leurs contributions respectives, compulsées dans les états-majors. Ahmed S. Hashim, dans son livre *Insurgency & Counter-Insurgency in Irak* (2006), fait l'éloge de « ce théoricien français par trop sous-estimé, dont les écrits redeviennent d'actualité⁴⁸². Certains voient même en lui le "Clausewitz de la contre-insurrection" »⁴⁸³.

Las, le fait que les Israéliens, eux, connaissent David Galula, ne semble guère leur avoir profité. En effet, si l'on en croit Jacques Baud, « ... force est de constater qu'aucun pays dans le monde n'a été si peu efficace qu'Israël dans sa lutte contre le terrorisme. Même un pays comme l'Espagne, qui n'a pas réussi à vaincre totalement son terrorisme intérieur, est parvenu à en éroder significativement la base populaire : par des mesures de démocratisation, et de dialogue, l'État espagnol a réussi à réduire la base radicale de gauche qui soutenait l'Eta, a réussi grâce à des mesures législatives à couper les indépendantistes de leur base nationaliste populaire. La combinaison de ces mesures politiques, stratégiques et tactiques a considérablement réduit l'impact des terroristes. Rien de tel en Palestine, où la base radicale s'est accrue de manière exponentielle depuis la faillite des accords d'Oslo, et où l'action israélienne ne s'est jamais orientée sur l'érosion de la base populaire du terrorisme et s'est au contraire acharnée à la renforcer »⁴⁸⁴.

Selon lui, face au terrorisme islamique, celui auquel sont confrontés les SR israéliens, « la victoire n'est pas absolue, mais incrémentielle : il suffit de marquer sa volonté de défense pour être victorieux. Ceci explique que Saddam Hussein à Bagdad en 1991, Moqtada al-Sadr à Nadjaf en 2004 et Hassan Nasrallah⁴⁸⁵ au Liban en 2006 aient tous proclamé la victoire en dépit du fait que leurs forces aient subi des pertes et des destructions majeures. Ceci explique aussi la multiplication des tirs de roquettes – imprécis et, finalement, peu meurtriers – depuis la bande de Gaza, depuis l'érection du Mur entre Israël et les territoires occupés : le fait de riposter est plus important que le nombre de victimes causé »⁴⁸⁶.

Face à cela, les SR peuvent parfaitement intervenir pour juguler ou empêcher des manifestations terroristes. La DCRI française a, jusqu'à présent, réussi à préserver le territoire national d'attaques semblables à celles qui ont ensanglanté des capitales européennes comme Londres et Madrid. Ces années de tranquillité, obtenues par un travail de tous les instants peuvent, toutefois, être mises à bas à tout moment. Ne serait-ce que parce que les SR, rappelons-le, n'agissent que sur les manifestations du terrorisme, pas sur ses causes.

En fait, les SR doivent gérer une situation – le terrorisme – dont la genèse ne leur incombe pas directement. Situés en amont du dispositif sécuritaire, ils ne font qu'hériter de la patate chaude que tous se repassent depuis des lustres. Or, si la situation est explosive entre Israéliens et Palestiniens, c'est

largement, c'est aussi parce rien n'a vraiment été fait pour la résoudre.

À sa manière, le conseiller de G. W. Bush, Aaron Miller, ne faisait que reconnaître cette criminelle incurie internationale, lorsqu'il déclarait qu'« En 25 ans de travail sur cette question [israélo-palestienne] avec six secrétaires d'État, je ne peux pas me rappeler une seule réunion où nous avons eu une discussion sérieuse avec un Premier ministre israélien sur les dégâts que la colonisation et les confiscations de terres, les routes réservées aux colons et les démolitions de maisons pouvaient créer au processus de paix. Obama devrait dire clairement que les États-Unis n'accepteraient pas de s'associer à un processus où l'une des parties compromet volontairement les chances d'un accord »⁴⁸⁷. Et, là, ne rêvons pas Barack H. Obama, pas plus que ses prédécesseurs, n'en fera rien...

Autre erreur à ne pas commettre : idéaliser conceptuellement, que ce soit positivement ou négativement, le terrorisme⁴⁸⁸. Car, nous prévient encore Jacques Baud, « le terrorisme n'est ni une idéologie, ni un objectif politique, ni une fatalité. C'est une méthode de combat. Une méthode que l'on peut réprouver et dont la légitimité se trouve davantage dans les objectifs politiques que dans les objectifs opérationnels »⁴⁸⁹.

Pas plus qu'il ne faut appréhender le terrorisme de manière affective, ce, qu'en passant, font la plupart des analystes. « Nous ne jugerons pas ici le bienfondé ou la légitimité des causes qui font appel au terrorisme », avertit pourtant Jacques Baud. « Cette légitimité est d'ailleurs fluctuante. Le terroriste est tantôt un simple criminel, un résistant ou un “combattant de la liberté”. L'analyse sémantique ne retient cependant pas la contradiction : le mot “terroriste” contient implicitement la méthode de combat utilisé, alors que “combattant de la liberté” désigne une finalité de l'action. Cette finalité est l'objet d'une appréciation subjective, la méthode, elle, peut être constatée de manière objective. C'est dans cet esprit que nous utiliserons le mot “terrorisme” »⁴⁹⁰.

Ce d'autant plus, que le terrorisme « est bien souvent une manière de communiquer »⁴⁹¹, et rien d'autre, pour ses auteurs. Et là, on voit vite la limite de l'action préventive des SR face à cette forme d'activisme. Dans la mesure où « à travers l'acte terroriste, c'est moins la destruction qui est importante, que la manifestation d'une détermination ou la démonstration de la faiblesse de l'adversaire. Plus des deux tiers des attentats de l'Eta basque ou de l'Ira irlandaise sont précédés d'un avertissement »⁴⁹². De manière à en limiter les dégâts. De manière générale (sauf cas d'espèce), les planificateurs d'une offensive militaire, lors d'une guerre classique, se gardent bien d'avertir l'ennemi de leurs intentions...

En fait, si l'on en croit Steven Metz, c'est bien « l'ère de l'asymétrie » qui scelle la fin de la période où le militaire était le garant de la sécurité⁴⁹³. « Désormais », écrit, de son côté, Samia Chouchane, « face aux principaux défis qui menacent notamment les États démocratiques, l'élément militaire est important, mais il n'est plus dominant »⁴⁹⁴. Car « La puissance militaire est devenue comme secondaire, notamment en termes politiques »⁴⁹⁵, puisque l'asymétrie entend transférer le conflit du champ de bataille « vers Internet, les médias, les manifestations de la rue, les Nations unies, et les autres lieux de la lutte psychologique et politique »⁴⁹⁶.

L'autre problème des SR – d'une manière générale, les SR israéliens sont, eux, plus libres de leurs mouvements du fait de l'état de guerre qui caractérise les relations de l'État hébreu avec leurs cibles désignées – est qu'ils ne sont que les exécutants de politiques édictées au-dessus de leurs têtes. Au mieux, lorsqu'on leur laisse une certaine liberté de manœuvre, tout ce qu'on leur demande est de ne pas se faire prendre la main dans le sac, ou, comme disent, de manière encore plus explicite, les Anglo-Saxons : the smoking gun !

Une situation que Jacques Baud résume de manière lapidaire, écrivant que « Dans la lutte contre le terrorisme, l'Occident s'est cantonné dans une posture défensive, avec des instruments tactiques, alors qu'elle exige une approche plus stratégique et plus offensive »⁴⁹⁷.

Les médias, on l'a encore vu avec l'Affaire de Dubaï, ont tendance à tirer à boulets rouges sur les SR, israéliens en l'espèce, qui ne sont qu'une partie du problème (ou de la solution, selon le point de vue où l'on se place). D'autant, qu'à bien les écouter, les hommes de la guerre de l'ombre ne sont pas nécessairement les plus radicaux dans leur approche des problèmes. J'en veux pour preuve les propos de cet ancien directeur du Mossad, le Dr Ephraïm Halévy, qui rappelait ce qu'oublie beaucoup de ténors de la vie politique israélienne. À savoir qu' « ... Ils [les chefs du Hamas] ont reconnu que cet objectif idéologique n'est pas atteignable et ne le sera pas à l'avenir. Ils sont prêts et désireux de voir s'établir un État palestinien à l'intérieur des frontières temporaires de 1967, et ils sont conscients qu'ils devront donc emprunter un chemin qui pourrait les mener loin de leurs objectifs originels ».

Les leçons à retenir pour la fonction Renseignements ?

Les hommes apprennent-ils à force de côtoyer la violence, la guerre et le sang ? Oui et non, à la fois. Ainsi, à l'issue de la Guerre du Kippour, la commission d'enquête constituée pour évaluer les responsabilités dans l'état d'impréparation de l'armée israélienne à la veille des hostilités et dans les

échecs militaires subis par celle-ci durant les trois premiers jours du conflit ne tirera que des conclusions militaires. À meilleure preuve, seuls les militaires furent sanctionnés, alors les responsables politiques du pays échappaient aux foudres de la commission, alors même que leur rôle paraissait difficilement détachable du cours des événements. Et si Golda Meir et Moshé Dayan n'en quittèrent pas moins les affaires, quelques mois plus tard, ce fut uniquement en raison de la pression populaire.

Mais le malaise est malheureusement global. En effet, comme l'explique fort bien Jacques Baud, « La perception occidentale a pour effet que le terrorisme n'est pas traité de manière préventive. On ne parvient pas à la traiter au niveau de ses causes. Cette manière de voir a des conséquences sur la structure des appareils de Renseignements et de sécurité occidentaux, toujours plus articulés pour agir en aval du processus décisionnel terroriste. L'interception de terroristes est généralement comprise comme une action de prévention, mais on ne sait pas élaborer des stratégies qui éloignent les terroristes potentiels de l'action violente. En fait, il y a une confusion entre les notions de "prévention" et de "préemption" »⁴⁹⁸.

Et, au-delà ? « De cet échec à anticiper la Guerre d'Octobre », note La Voix des Opprimés, « les dirigeants israéliens ont tiré plusieurs leçons. Toute crise devrait désormais faire l'objet de deux évaluations provenant d'A'Man et du Mossad. De plus, le rapport annuel des renseignements militaires, remis à la Commission parlementaire des Affaires étrangères & de la Défense de la Knesset, devrait contenir un appendice séparé, incluant une synthèse contradictoire émanant d'experts chargés d'évaluer ce rapport de manière critique »⁴⁹⁹. De fait, « La structure d'A'Man fut donc modifiée en vue de refléter ces changements. Le Jaffa Center for Strategic Studies de l'université de Tel-Aviv⁵⁰⁰, centre d'études et d'analyse stratégiques, fut créé pour apporter aux dirigeants israéliens une vision alternative détachée de la pensée militaire officielle »⁵⁰¹.

Et après ? Il est à noter que « Toutes ces réformes de principe n'empêchèrent pas de nouveaux échecs dans l'analyse du renseignement de portée politique. Quatre ans après la fin des hostilités, les services israéliens, engoncés dans une logique conflictuelle, furent incapables d'anticiper l'initiative de paix d'Anouar el-Sadate, ni la proposition de visite du président égyptien en Israël, prélude à l'Accord de Camp David »⁵⁰².

Mais, convient-il, pour autant, de tout demander à ses SR ? Ces derniers, surtout dans un pays en état de guerre permanente comme Israël sont-ils forcément préparés à évaluer des situations essentiellement politiques et géopolitiques ? Les SR israéliens sont-ils les seuls responsables de la vision à courte vue prévalant dans le pays ? Largement, mais pas seulement.

Si l'on revient sur l'après guerre des Six Jours, autrement dit l'apogée de la puissance politico-militaire de Tel-Aviv dans la région, les SR israéliens ont, aussi, été influencés par les retours d'information en provenance de SR amis. États-Uniens, notamment. Comme l'a encore fait remarquer *La Voix des Opprimés*, « L'échec du Renseignement israélien dans la prévision de la Guerre du Kippour constitue un cas exemplaire d'intoxication réciproque entre services de pays différents. Les agences de Renseignement américaines se sont, en effet, fondées sur les estimations des services israéliens, réputés les meilleurs de la région, qui s'appuyaient eux-mêmes sur les analyses concordantes des agences américaines. Ce phénomène fut d'autant plus amplifié que les responsables des SR des deux pays entretenaient traditionnellement d'étroites relations entre eux »[503](#).

Ainsi, « La veille du déclenchement des hostilités, un rapport de la CIA estimait encore que les armées égyptienne et syrienne, malgré un regain d'activité certain, ne paraissaient pas préparer d'offensive militaire contre Israël »[504](#). Et si, de son côté, la Defense Intelligence Agency (DIA) concluait « à une reprise possible des hostilités »[505](#), les dirigeants américains « lui préférèrent les analyses de la CIA » qui confirmaient les analyses de l'ami... israélien. Aller-retour, en somme...

L'incurie des SR états-Uniens sera confirmée, le 12 septembre 1975, lorsque le New York Times publia de brefs extraits d'un rapport secret démontrant que « la communauté américaine du Renseignement n'avait pas su prévoir le déclenchement de la guerre du Kippour »[506](#).

Il existe, d'ailleurs une controverse à ce sujet aux États-Unis pour déterminer les responsables de cette erreur. Ray Cline, l'ancien directeur de la branche Renseignement du US Department of State et officier supérieur de la CIA, « estima », rapporte *La Voix des Opprimés*, « que la responsabilité principale en incombait à Henry Kissinger, à la fois secrétaire d'État et chef du Conseil National de Sécurité, ce dernier ayant, selon lui, refusé d'accepter les conclusions des SR américains »[507](#).

Mais, toujours selon la même source, « Peut-être le secrétaire d'État espérait-il en réalité laisser se déclencher cette crise, afin de mieux la gérer par la suite, redorant ainsi le blason de la Maison-Blanche sali par l'affaire du Watergate ? »[508](#) Dear Henry, pour sa part, reportera la faute sur les SR, faisant notamment état du fait que « nos rapports reflétaient ceux qui émanaient d'Israël »[509](#).

Les seuls à avoir tiré leur épingle du jeu, en ces temps incertains, furent (intellectuellement parlant) les... Français ! Telle est, en tout cas, la thèse

soutenue par La Voix des Opprimés qui note qu'« Il est intéressant de souligner que le Sdece français (Service de documentation extérieure & de Contre-espionnage), grâce aux excellents contacts qu'il a toujours su entretenir au Moyen-Orient, semble être l'un des rares SR occidentaux à avoir correctement analysé la menace et pronostiqué avec précision le créneau de déclenchement des hostilités »[510](#).

Sans que la France en tire de bénéfices notables, « puisque bien que le président Pompidou ait, semble-t-il, alerté certains de ses partenaires européens sur les risques engendrés par une nouvelle guerre au Proche-Orient, ceux-ci semblent ne lui avoir manifesté qu'un intérêt poli. L'Europe a fait face à cette crise en ordre dispersé. L'information apparemment délivrée par le Sdece a tout au plus permis à la diplomatie française de gagner quelques jours sur ses partenaires, pour tenter d'élaborer une réponse qui s'est, de toute façon, heurtée aux intérêts américains et n'a, de ce fait, débouché sur aucun résultat concret »[511](#).

Et nos excellents confrères, de rappeler combien « Cet exemple illustre, là encore, les limites du Renseignement, fût-il excellent et exploitable. En bout de chaîne, il convient, en effet, de toujours se poser les questions suivantes : comment utiliser le renseignement acquis ? À quoi peut-il utilement servir ? Si le décideur n'est pas en mesure ou n'a pas la volonté d'exploiter ce renseignement, on peut légitimement s'interroger sur la pertinence du processus »[512](#)

De plus, les gouvernements ont, trop souvent, la détestable habitude d'utiliser leurs SR pour tout et n'importe quoi. À commencer pour s'essayer à de nouvelles techniques. Y compris pour le compte d'autrui. Ainsi, si « Les assassinats ciblés sont une des mesures privilégiées par Israël dans [la] guerre asymétrique. Force est de le constater, ce pays est le laboratoire des États-Unis »[513](#). Lorsque les décisions d'engagement d'un SR sont prises en raison de critères aussi farfelus, on peut se demander où est la place pour une approche professionnelle des problèmes...

Selon Ariel Colonomos « ... au Yémen en 2002, les États-Unis ont éliminé des membres présumés d'Al-Qaïda en tirant un missile depuis un drone sur la voiture dans laquelle ils se trouvaient. Cette intervention, reconnue par la CIA, a eu lieu dans un pays avec lequel les États-Unis ne sont pas en guerre »[514](#). Depuis, la pratique a fait florès sur l'ensemble des fronts...

Sur ce point, toutefois, il existe trois différences fondamentales entre la praxis israélienne et l'états-unienne en matière de décapitation.

Contrairement à ce qu'on laisse croire Ariel Colonomos, la plupart des activistes choisis par les SR israéliens⁵¹⁵ sont des ennemis avérés de l'État hébreu et, généralement, des récidivistes dans leur engagement armé contre Israël, et parfaitement identifiés comme tels. C'est l'ampleur des moyens utilisés qui cause des dommages collatéraux importants, et non le choix initial des cibles. Côté US, les cibles appartiennent à la catégorie particulièrement floue des ennemis de l'Amérique, des « membres présumés [par qui, au fait ?] d'Al-Qaïda ». Une différence, donc, qui ne plaide pas en faveur des Américains et qui, plus gênant, les disqualifie totalement lorsqu'ils font mine de donner des leçons de maintien à leur allié hiérosolymitain.

On cherchera en vain parmi les victimes de ces frappes US un quelconque lien avec le 11 septembre et les victimes du terrorisme international et/ou islamique. Au pire, les morts sont des civils afghans incapables de situer Manhattan sur une carte. Au mieux, des insurgés, défendant leur village perdu au fond d'une vallée contre des étrangers venus d'un bout du monde dont ils n'avaient pas entendu parler auparavant.

Dans les frappes israéliennes les plus récentes⁵¹⁶, la responsabilité des SR apparaît, le plus souvent, comme indirecte : les centrales de Renseignements concernées (Mossad, A'Man, Shabak, etc.) se contentent de loger pour les militaires leurs cibles sur le terrain. A contrario, lors de frappes US, la responsabilité des SR, en l'occurrence la CIA, est souvent pleine entière : les drones MQ-1 Raptor et MQ-9 Reaper étant opérés par l'agence elle-même, sans aucun autre intervenant dans la boucle...

Mais, plus globalement, « Les assassinats ciblés posent un grave problème moral pour la société israélienne », reconnaît Ariel Colonomos, pour qui « Il n'y a pour l'heure pas de preuve empirique consensuelle de leur efficacité, tout du moins y a-t-il des divergences de vues sur la pertinence de cette politique systématique de la prévention. Force est de le constater, un certain flou règne aussi dans les objectifs déclarés de ces frappes. S'agit-il de provoquer directement le dysfonctionnement du réseau par l'élimination d'un de ces maillons et dès lors, effet secondaire positif, dissuader de nouvelles attaques ? Ou bien s'agit-il de punir et donc peut-être dissuader en espérant que les activités du réseau seront à terme affectées négativement »⁵¹⁷.

Il serait également opportun pour les SR israéliens de ne pas servir de bonne à tout faire aux autorités de leur pays. Et d'éviter – du point de vue israélien, il s'entend – des fautes majeures. Comme avoir porté sur les fonts baptismaux le Hamas, en subventionnant⁵¹⁸ l'Al-Moujamma al-Islami, le mouvement créé en 1967, et enregistré le plus légalement du mode, en Israël, par le Cheikh Ahmed Yassine. Aide dont la mise en place a, nécessairement, impliqué, un

(si ce n'est plus) SR israélien.

Sur ce sujet, Jacques Baud souligne ce qu'il appelle l'attitude ambiguë d'Israël. Dans la mesure où Tel-Aviv « a contribué à l'essor du Hamas de deux manières : a) en encourageant les rivalités au sein des Palestiniens, dans l'espoir que leurs luttes intestines les éloignent des activités terroristes contre Israël et b) en privilégiant une ligne dure qui a montré aux Palestiniens l'inutilité d'une solution négociée du conflit »[519](#). Concrètement, « le gouverneur militaire de Gaza alors le brigadier-général Yitzhak Sager) dispose de crédits pour financer la construction des mosquées »[520](#). Ces mêmes mosquées dont se servira le Hamas dans sa conquête du pouvoir à Gaza...

En fait, c'est tout le vieux problème de la provokatsia, comme mode de lutte contre le terrorisme. Le remède peut, parfois, s'avérer pire que le mal lui-même. L'Okhrana tsariste[521](#) – à qui les SR modernes doivent beaucoup – y eut amplement recours. Ainsi, écrit Simon Sébag Montefiore, dans son *Jeune Staline*, « au cours des années 1880, le colonel G.P. Soudeikine (...) fréquenta un jeune terroriste (...) Degaev, succès qui permit au policier de devenir “le maître de la révolution en Russie”. Mais cela avait un coût : le colonel fut même obligé d'ordonner des meurtres pour cacher son agent double. En 1883, Degaev l'attira à une réunion et l'assassina. Puis Degaev disparut »[522](#). Car, pour reprendre les propres termes de Montefiore, « De telles tactiques sont toujours très risquées. À notre époque, les agents des Renseignements américains qui ont créé les moudjahiddin afghans pour lutter contre les Soviétiques et les agents des Renseignements israéliens qui ont patronné les radicaux islamiques en Cisjordanie pour contrebalancer l'OLP l'ont appris à leurs dépens lorsque ces organisations sont devenues respectivement Al-Qaïda et le Hamas djihadistes »[523](#).

L'autre problème des SR est qu'on leur demande en permanence de faire preuve d'une capacité d'anticipation des problèmes qui dépasse, parfois, leur capacité. Ce fut, pour partie, le cas pour les SR et tout particulièrement pour le Contre-espionnage US le 11 Septembre, difficilement prévisible[524](#). Encore que. Si nous reprenons ce qu'écrit Sébag Montefiore, « L'Okhrana ne pouvait se permettre d'ignorer l'ingéniosité des assassins des Socialistes Révolutionnaires. Préfigurant Al-Qaïda et les attentats du 11 septembre, le succès des vols aériens au début du siècle dernier suggéra aux terroristes l'emploi des nouvelles machines volantes comme armes. Ils envisagèrent de lancer un biplan bourré de dynamite contre le Palais d'hiver et l'Okhrana décida en 1909 de contrôler tous les vols, les gens qui apprenaient à piloter ainsi que les membres des aéro-clubs. Que l'Okhrana ait été suffisamment inventive pour imaginer, à cette date, l'éventualité d'un crime qui échappa au FBI et à la CIA est le signe de son excellence »[525](#).

En revanche, il serait particulièrement injuste de tenir grief au Mossad et à l'A'man d'avoir activement participé à la campagne d'intoxication lancée par George W. Bush et Tony Blair à partir d'août 2002, visant à accréditer la thèse d'un Irak en possession d'Armes de destruction massive (ADM).

Conclusion à laquelle était arrivé, en décembre 2003, le Centre Jaffee d'études stratégiques (Tel Aviv). Le général (CR) Shlomo Brom, relevant que les commissions d'enquête travaillant, tant aux États-Unis qu'au Royaume-Uni, sur les « erreurs » des SR occidentaux oubliant « qu'il y avait un troisième partenaire important soutenant ces informations (...) et ce troisième partenaire était Israël »⁵²⁶. Et de préciser que les SR israéliens avaient bien été « un partenaire à part entière pour la présentation des capacités non conventionnelles irakiennes par le Royaume-Uni et les États-Unis »⁵²⁷. Aux yeux du général Brom, allant jusqu'à parler d'« échec » et de « faiblesses inhérents aux services de renseignement et aux décideurs israéliens »⁵²⁸, du fait que ces SR avaient « grandement exagéré le risque d'une attaque non conventionnelle sans oser dire qu'il était à peu près nul »⁵²⁹. Ça n'est qu'à la veille de l'offensive, une fois que la population s'était lourdement équipée en vue d'une telle attaque, que le Premier ministre israélien, Ariel Sharon, annonçait, le 15 mars 2003, qu'il existait « 1 % de chances qu'Israël soit attaqué »⁵³⁰.

Certes, en l'espèce, les SR israéliens dans leur ensemble ont menti comme un congrès d'arracheurs de dents. Mais n'était-ce pas, très exactement, leur rôle que d'attirer les foudres occidentales sur l'Irak. Seule puissance arabe tenant encore la route et dirigée, de surcroît, par un adversaire avéré et résolu de l'État hébreu ? Poser la question revient, n'en doutons pas, à y répondre. Du point de vue israélien, les SR de Tel-Aviv auront mené à cette occasion ce qui s'apparente à une opération de déception du plus bel effet...

Lobbies contre lobbies

Cette situation n'est pas sans rappeler ceux que les médias appellent, d'un ton entendu, les « lobbies ». Là encore, pas de quoi fouetter un chat : le lobbying est une activité vieille comme le monde et, aujourd'hui, plusieurs grandes capitales – Bruxelles et Washington, notamment – sont littéralement couvertes de lobbyistes de tout poil : lobbies industriels, pétroliers, laitiers, etc. Mais également (mais pas seulement, tant s'en faut) lobbyistes représentant un (pas forcément le leur) pays. Voire plusieurs...

Israël n'a donc rien de spécifique en ce domaine. Sauf que les différents lobbies pro-israéliens sont parmi les plus efficaces. Question de métier.

J'écris les, parce que, contrairement aux idées reçues, il y en existe plusieurs. Là encore, rien que de très normal : le lobbying étant une activité fort répandue, mais concurrentielle et diversifiée. De fait, un lobbyiste représentant le Likoud n'aura pas nécessairement le même carnet d'adresses, ni la même approche, que son collègue œuvrant pour les Travailleurs. Idem pour l'aéronautique, l'armement ou l'agriculture. Cela n'ayant rien à voir avec Israël, mais avec la profession.

L'autre caractéristique du lobbying pro-israélien au sens large est sa grande diversité (pour ne pas dire dispersion). Logique, des cabinets de lobbying défendant les intérêts de clients aussi variés que l'État d'Israël, ses diverses entités (ministères, personnalités, etc.), les entreprises israéliennes, des clients privés israéliens et/ou américano-israéliens, mais aussi les communautés diasporiques⁵³¹. D'où des accrochages fréquents : entreprises entre elles, partis et courants se crêpant politiquement le chignon. Et, même, des communautés hassidiques souvent opposées entre elles et rarement sur la même longueur d'onde avec ceux que l'on appelle les « juifs libéraux » ...

Autre travers à éviter : gardons-nous également de faire automatiquement du lobbyiste l'agent dormant d'une puissance étrangère. Les lobbyistes, dans 99,99 % des cas, servent le plus fidèlement leurs clients, qui le font vivre et sont majoritairement dans la sphère privée. Au mieux, et quel que soit le pays, un lobbyiste sera, le cas échéant, ce que les Français appellent un honorable correspondant⁵³² pour le pays qui l'emploie. Notons que généralement, les lobbyistes sont des ressortissants des pays où ils travaillent.

À noter, toutefois, le défaut majeur du lobbyiste par rapport à l'agent secret : son manque de discrétion ! Dans la plupart des pays du monde, le lobbyiste a pignon sur rue, car le lobbying est tout simplement une activité professionnelle, légale, rémunérée et non dissimulée. Et aux États-Unis une activité des plus respectables et respectée et, surtout, visible. Tout le contraire de l'espionnage, en somme. Rappelons, ici, que Johnatan Jay Pollard, l'espion du Lekem emprisonné aux États-Unis, gardait profil bas sur ses engagements profonds, ne passant même pas pour particulièrement pro-israélien autour de lui...

Évitons, surtout, de trop croire à l'influence quasi magique des lobbyistes. Les plus voyants ne sont pas nécessairement les plus efficaces et les plus incontournables, même si leur penchant à le laisser croire est irrésistible. Car, contrairement aux espions, cette manière naturelle de se mettre en avant pour le lobbyiste a un but : plus on « croit » à ses vertus autour de lui, plus il a de chance de voir fructifier sa clientèle. A contrario, un espion repéré est un

espion grillé !

En fait, dans la réalité, les lobbyistes se neutralisent souvent entre eux. Dès lors, à qui attribuer réellement les succès d'entreprises (simple exemple) comme Elbit ? À des lobbyistes gravitant autour du secteur *hi-tech* israélien ou, plus prosaïquement, aux chercheurs et commerciaux attirés de l'entreprise ?

Et, naturellement, nos hommes d'influence se montrent des plus discrets en cas d'échec. On les aura assez peu vu se mettre en avant lors de l'échec du Lavi, ce chasseur de dernière génération que tentera de développer l'industrie aéronautique israélienne. Un fiasco non pas dû aux ingénieurs israéliens eux-mêmes, mais au... lobbying (décidément) des avionneurs US et du Pentagone (pas forcément les mêmes) refusant de voir arriver un concurrent de plus sur le marché des avions de combat.

Et, in fine, quel rôle ont pu jouer d'autres hommes d'influence – chinois, israéliens ? allez savoir – dans la naissance du J-10 chinois, le tout nouveau jouet des pilotes de chasse chinois, déjà déployés à près de 150 exemplaires sur le continent, ressemblant comme deux gouttes d'eau au défunt Lavi ?

Quant au meilleur exemple de la réalité de l'impact du lobbying politique made in Tel-Aviv, reste à ce jour l'incapacité d'Israël à obtenir la libération de Johnatan J. Pollard. Et c'est là tout le problème du lobbying. Contrairement à ce que peut laisser croire une presse conspirationniste amatrice de sensations, le lobbying israélien, pour professionnel qu'il puisse être, n'a pas un boulevard ouvert devant lui. Il se heurte de front à d'autres lobbies. Dans le cas de Pollard, celui mis en place par la puissante US Navy⁵³³ l'a toujours emporté.

Évidemment, il existe bien un fond commun qui unit les différents lobbies liés, de diverses façons, à Tel-Aviv : la survie même de l'État hébreu. Mais cette survie n'ayant été réellement menacée qu'épisodiquement – si l'on prend comme référence les crises régionales (confrontations de moyenne ou haute intensité), soit : 1948, 1956, 1967, 1973, 1982, 1990, 1993, 1996, 2006 – le moins qu'on puisse dire est qu'en soixante ans, les dossiers courants les auront notablement plus occupés (et divisés) que les coups de grisou. Ce d'autant que, de 1973 à 2006, il a toujours été clair pour l'ensemble des observateurs que sa suprématie régionale assurait à Tel-Aviv la victoire sur ses ennemis. Ou, à défaut, sa pérennité comme État-nation. Certes, les lobbies se seront également manifestés sur des dossiers comme l'Intifada, l'Iran, le pétrole, le terrorisme. Mais notons que dans ces domaines leur activité s'est toujours heurtée à d'autres lobbies. Et pas les moins tenaces, à Washington.

S'il a bien fallu aborder la question des lobbies – parfois, mais pas toujours – relais des opérations de manipulation et de déception des SR israéliens, il convient de terminer avec l'entregent propre du Premier ministre israélien, Binyamin Nétanyahu, dans les relations qu'il entretient avec les États-Unis. Nétantayhu avait beaucoup surpris, lors de son premier mandat, en tant que président du Conseil, par le peu de cas qu'il faisait de ses rencontres avec les lobbyistes et les journalistes. En, fait, le Premier ministre israélien s'appuyait davantage sur ses réseaux personnels et amis de longue date qu'il avait su séduire au cours de toutes les années passées à Washington. En quelque sorte, Binyamin Nétanyahu était un lobby à lui tout seul qui sut parfaitement se contenter d'un service minimal de la part de lobbyistes professionnels et de journalistes qui ne lui apportaient guère plus que ce qu'il était à même d'obtenir directement de ses propres relations au Capitole et dans les entreprises...

Le reste de l'année 2010, comme les années précédentes, verra aussi de beaux lobbies continuer la partie. Là encore, les lobbies pro-israéliens se feront fort de représenter leurs mandants. Là encore, l'on verra d'autres lobbies faire de même. Qui pour la Navy, pour que Pollard finisse ses jours en prison. Qui pour les pétroliers US, afin de se rapprocher de Téhéran et de ses réserves énergétiques. Sans parler de la lutte acharnée opposant Airbus à Boeing, sur fond de contrats juteux et de parts de marchés. Et, on l'a vu avec le KC-45A, le vainqueur n'est pas toujours celui que l'on croit...

Guerre prochaine au Liban : intoxic, déception ou vraie menace ?

Dernier exemple en date du rôle que l'on fait jouer aux SR : les menaces de guerre que fait peser l'administration Nétanyahu sur le Liban, sur fond de livraisons de missiles au Hezbollah.

Au point que, de retour d'une visite à Beyrouth, le ministre égyptien des Affaires étrangères, Ahmed Aboul Gheit, n'avait pas craint d'affirmer qu'au Liban on était « totalement paniqué »⁵³⁴ par la possibilité qu'Israël attaque le pays et qu'une « nouvelle guerre se déclenche »⁵³⁵.

Une panique qui faisait suite aux « informations » (sic) selon lesquelles Damas aurait fourni des missiles Scud au Hezbollah. Mais qu'en était-il des données réellement disponibles sur ce dossier ? À vrai dire, pas grand-chose, et c'est bien là où le bât blessait. Des diplomates ayant même affirmé à Ha'aretz que plusieurs SR occidentaux se disaient incapables de vérifier « de

manière autonome »[536](#) ces informations concernant les missiles.

Selon des diplomates occidentaux, qualifiés « de haut rang »[537](#) par notre confère Barak Ravid, les vérifications effectuées par plusieurs SR « n'ont pas démontré avec certitude que les missiles ont été livrés »[538](#). Selon eux, les Renseignements américains étaient les seuls à avoir obtenu « leurs propres informations »[539](#), mais celles-ci indiquaient uniquement que des membres du Hezbollah « sont formés en Syrie à la manipulation de missiles Scud et non que les missiles aient été livrés »[540](#).

Toujours selon notre confrère Barak Ravid, c'est la publication de ces informations dans les médias qui était à l'origine de ce sentiment de panique au Liban. Au cours de la même conversation, le chef de la diplomatie cairote expliquait qu'ayant constaté la « forte inquiétude »[541](#) qui régnait à Beyrouth, il avait « immédiatement » adressé des lettres à son homologue US, la Sénatrice Hillary Clinton, et à plusieurs de ses collègues européens, leur demandant d'intervenir rapidement auprès de Tel-Aviv pour empêcher toute escalade face au Liban.

Ahmed Aboul Gheit ajoutant qu'au Liban et dans la plupart des pays arabes, on estimait que les missiles n'ont jamais été livrés au Hezbollah. « Ce n'est pas logique. Ce sont de gros missiles qu'on ne peut pas cacher »[542](#), avait-il déclaré. Selon lui, les informations publiées dans la presse concernant les missiles donnaient l'impression qu'Israël cherchait un prétexte pour déclencher une nouvelle guerre au Liban. In fine, le soufflé ayant tellement mal pris, qu'il a fallu en rajouter une couche avec le terrrrrible M600[543](#), made in Syria[544](#), livré par centaines au Hezbollah !

Avec comme source, une personne de poids, vu qu'il s'agissait du patron de la Division de Recherche de l'Agaf Ha'Modi'in, le général Yossi Baidatz, s'exprimant, preuve du sérieux de l'affaire, devant la Commission des Affaires étrangères & de la Défense de la Knesset, à qui il assurait qu'il ne s'agissait que « de la partie émergée de l'iceberg »[545](#), la Syrie transférant indubitablement des missiles au Hezbollah. Et, Baidatz, sérieux comme un Pape, d'avertir du risque de frapper Israël « plus profondément que jamais »[546](#), en raison (notamment) de la « contribution importante de Damas à l'arsenal du Hezbollah »[547](#), malgré les nombreux démentis syriens sur le sujet.

Une affaire rondement menée, si ce n'est que le général Baidatz concluait son propos en affirmant sa croyance en la « volonté syrienne de parvenir à un accord de paix »[548](#) avec Israël...

Toute cette agitation allait, en tout cas, laisser apparemment de marbre le

secrétaire général adjoint du Hezbollah, Cheikh Na'im Qâsse, pourtant bien placé pour se faire du mouron ! Sur Al-Manar, Cheikh Na'im Qâsse, réaffirmait, en toute simplicité, le « droit »⁵⁴⁹ du Parti de Dieu à développer son arsenal. Rappelant, au passage, ne pas avoir pour objectif une guerre contre Israël, même si le parti « reste sur ses gardes »⁵⁵⁰.

Curieuse crise, non ? Et, si tout cela n'était qu'une nouvelle et habile opération de déception montée par les SR de l'État hébreu ? Pour quelles raisons ? Mais parce que fragiliser le Liban, en lui faisant croire à une menace aussi pressante, c'est aussi et probablement d'abord fragiliser ses deux protecteurs dans la région : Damas et Téhéran. Le premier se cramponnant au dossier du Golan, comme préalable à toute négociation avec Tel-Aviv et le second restant rétif à toutes les pressions occidentales sur le dossier nucléaire.

Sur ce sujet, le Centre d'Études Euro-Arabs, basé à Beyrouth a sa petite idée, s'interrogeant sur les raisons réelles de ce qu'il considère comme un prétexte forgé de toutes pièces. Soit :

La possibilité d'une attaque militaire israélienne visant à déterminer si le Hezbollah possède bien les armements antiaériens qu'il prétend détenir.

La possibilité de déclencher une nouvelle confrontation avec le Liban qui ferait, alors, oublier « les activités de colonisation à Jérusalem »⁵⁵¹.

La volonté de créer « une atmosphère au sein du Conseil de sécurité pour retirer la résolution » visant à « mettre les observateurs internationaux sur le long de la frontière terrestre entre le Liban et la Syrie »⁵⁵².

La volonté de faire pression sur la Syrie pour obtenir de Damas des concessions sur le dossier irakien. Notamment, « l'acceptation de Nouri al-Maliki comme nouveau président de gouvernement irakien après que Damas » ait fait pression « sur ses alliés irakiens à accepter cette option »⁵⁵³.

Espérons que ces bruits de guerre se seront estompés, au moment où sortira ce livre. Le Liban, pas plus que le reste de la région, n'a besoin d'une nouvelle guerre. Israël non plus d'ailleurs. À se demander quel peut-être l'intérêt du Premier ministre israélien, Binyamin Nétanyahu, à jouer ainsi de la carte militaire ? Lui qui vient de redresser spectaculairement la situation économique de son pays...

473. *Ibid.*
474. *Le Pari de la Guerre*, p.41, Ariel Colonomos, Denoël, 2009.
475. Paix, victoire définitive d'un camp sur l'autre, peu importe...
476. *De Galula à Petraeus, L'héritage français dans la pensée américaine de la Contre-insurrection*, p.34, CDEF/DREX/BRCH.
477. Comprendre le *US Department of Defense*, autrement dit le ministère de la Défense.
478. Ministère des Affaires étrangères.
479. *Vers la 4^e Guerre mondiale*, p.127, Pascal Boniface, Armand Colin, 2009.
480. *Encyclopédie des Terrorismes & violences organisées*, p.2, Jacques Baud, Lavauzelle, 2009.
481. Manquent, il est vrai les étapes 5 à 8. soit : « *Le ralliement ou la réduction définitive des éléments restant de la guérilla sont obtenus dans la phase finale militaire qui achève la contre-insurrection. Le noyau dur des insurgés doit être mis hors d'état de nuire avec l'appui résolu de la population par l'anéantissement ou la négociation (la paix des braves). Omettre cette étape présente le risque de voir l'insurrection renaître à brève échéance, d'autant plus que les éléments subsistants sont alors très endurcis par les épreuves traversées* ». In *De Galula à Petraeus, L'héritage français dans la pensée américaine de la Contre-insurrection*, pp.15-16, CDEF/DREX/BRCH.
482. « *David Galula, the much under-appreciated French counter-insurgency theorist, whose writings are making a comeback* ». Ahmed S. Hashim, professeur d'Études stratégiques à l'*US Naval War College*, a été entre novembre 2003 et septembre 2005 conseiller du commandement américain en Irak, dont il a dressé un bilan sans concession de la stratégie, conduite pendant trois ans. Il a rejoint l'équipe du général Petraeus en 2007.
483. *De Galula à Petraeus, L'héritage français dans la pensée américaine de la Contre-insurrection*, pp.15-16, CDEF/DREX/BRCH.
484. *Djihad, l'Asymétrie entre fanatisme & incompréhension*, p.61, Jacques Baud, Lavauzelle, 2009.
485. Là encore, il n'existe pas d'unanimité sur ce que l'on entend par terrorisme. Le *Hezbollah* n'est répertorié comme mouvement terroriste que par certains pays, loin de la majorité des pays membres des *Nations unies*...
486. *Encyclopédie des Terrorismes & violences organisées*, p.295, Jacques Baud, Lavauzelle, 2009.
487. *The Economist* (14 février 2009).
488. Ce que font, pourtant, si souvent nos spécialistes audiovisuels.
489. *Encyclopédie des Terrorismes & violences organisées*, p.2, Jacques Baud, Lavauzelle, 2009.
490. *Ibid.*
491. *Ibid.*
492. *Ibid.*
493. *La Guerre asymétrique & l'avenir de l'Occident*, p. 26-40, Steven Metz, *Politique Étrangère*, vol. 1, 2003,
494. *La judiciarisation de l'éthique militaire en Israël*, Samia Chouchane, *Bulletin du Centre de recherche français de Jérusalem* (10 mars 2010).
495. *La Guerre asymétrique & l'avenir de l'Occident*, p. 26-40, Steven Metz, *Politique Étrangère*, vol. 1, 2003,
496. *Ibid.*
497. *Encyclopédie des Terrorismes & violences organisées*, p.2, Jacques Baud, Lavauzelle, 2009.

498. *Djihad, l'Asymétrie entre fanatisme & incompréhension*, p.12, Jacques Baud, Lavauzelle, 2009.

499. *La Voix des Opprimés* (3 février 2004), <http://news.stcom.net>.

500. En Égypte, une structure similaire fut mise en place par Nasser : le *Centre de recherche & de prospective Al Arham* du Caire.

501. *La Voix des Opprimés* (3 février 2004), <http://news.stcom.net>.

502. Ibid.

503. Ibid.

504. Ibid.

505. Ibid.

506. Ibid.

507. Ibid.

508. Ibid.

509. Ibid.

510. Ibid.

511. Ibid.

512. Ibid.

513. *Le Pari de la Guerre*, p.203, Ariel Colonomos, Denoël, 2009.

514. Ibid.

515. La manière peu discriminante dont de nombreuses cibles ont été engagées et détruites n'est pas de la responsabilité des SR, qui ne font, en l'espèce, que leur travail de Renseignement.

516. À l'exception notable de l'*Affaire de Dubaï*.

517. *Le Pari de la Guerre*, p. 203, Ariel Colonomos, Denoël, 2009.

518. Le fait a été reconnu par l'ex gouverneur militaire de Gaza, le brigadier-général Yitzhak Sager.

519. *Encyclopédie des Terrorismes & violences organisées*, p.562, Jacques Baud, Lavauzelle, 2009.

520. Ibid.

521. L'*Okhrana* (*Okhrannoye otdeleniye*, Охранное отделение, *Section de sécurité*) était la police politique secrète de la Russie tsariste. « *Prototype de la police politique moderne* », selon Victor Serge, l'*Okhrana* a été instaurée par une ordonnance d'Alexandre III. Prenant la suite de la 3^e Section du ministère de l'Intérieur (abolie en 1880) et fut créée pour juguler la menace révolutionnaire et anarchiste, marquée par la recrudescence d'attentats meurtriers, et notamment celui du 1^{er} mars 1881, à Saint-Petersbourg, par l'organisation populiste *Narodnaïa Volia* (*La volonté du peuple*) et ayant entraîné la mort du tsar Alexandre II.

522. *Jeune Staline (Le)*, Simon Sébag Montefiore, Calmann-Lévy, 2007.

523. Ibid.

524. Pour certains.

525. *Jeune Staline (Le)*, Simon Sébag Montefiore, Calmann-Lévy, 2007.

526. *Kol Ysrael* (2 février 2004).

527. Ibid.

528. Ibid.

529. Ibid.

530. Ibid.

531. Là encore, pas une spécificité israélienne : les communautés balkaniques, grecques et

asiatiques étant tout aussi connues pour leur intense *lobbying*.

532. Le sens que donne Jacques Baud, au mot *honorable correspondant* est moins élégant que *sayan* : « *informateur (bénévole) des Services de Renseignements* ». In *Encyclopédie du Renseignement & des Services secrets*, p.361, Jaques Baud, Lavauzelle.

533. La plus « cossue » des quatre armes (terre, air, mer, *Marines*) : calculez-donc le prix d'un porte-avions ou d'un croiseur pour voir...

534. *Ha'aretz* (29 avril 2010).

535. *Ibid.*

536. *Ibid.*

537. *Ibid.*

538. *Ibid.*

539. *Ibid.*

540. *Ibid.*

541. *Ibid.*

542. *Ibid.*

543. Le *M600* serait un clone du *Fateh-110* iranien, affichant une portée de 250 km, et doté une ogive conventionnelle de 500 kg. Selon l'*A'man* le *Hezbollah* a obtenu des centaines de ces *M600*, qui constituent une menace plus grave que les *Scud*.

544. Cette fois-ci, *on* avait pensé à tout.

545. *Jérusalem Post* (12 mai 2010).

546. *Ibid.*

547. *Ibid.*

548. *Ibid.*

549. *Al-Manar* (13 mai 2010).

550. *Ibid.*

551. *Centre d'Études Euro-Arabs* (30 avril 2010).

552. *Ibid.*

553. *Ibid.*

ANNEXE 1 – NOTICE BIOGRAPHIQUE DE MAHMOUD AL-MABHOUH

Mahmoud al-Mabhouh (محمود عبد الرؤوف المبحوح).

Né le 14 février 1960, dans le camp de réfugiés de Jabaliya (nord de Gaza).

Mort le 19 janvier 2010 à Dubaï).

En 1990, Mahmoud al-Mabhouh fut l'un des fondateurs des Kata'eb al-Chahid Izz ad-Din al-Qassam (brigades Ezzedine al-Qassam), la branche armée du Harakat al-Muqâwama al-Islâmiya (Hamas).

À l'âge de 18 ans, il rejoint les Frères musulmans (Ikhwan al-Muslimin), qui a fondé le Hamas. En 1986, il a notamment été emprisonné pour la possession d'une Kalachnikov.

« Très jeune, il s'est passionné pour la résistance et le jihad », affirme sa biographie officielle publiée sur le site internet du Hamas.

Militant actif, il a régulièrement été détenu dans les geôles israéliennes au cours des années 1980. En 1986, il a notamment été emprisonné pour la possession d'une Kalachnikov.

Mais il s'est surtout fait connaître pour avoir orchestré l'enlèvement et l'assassinat de deux soldats israéliens en 1989.

Il se déguisa lui-même en juif religieux, avec d'autres activistes palestiniens, pour enlever l'un des deux soldats Ilan Sa'adon et Avi Sasportas, dont le cadavre fut retrouvé en avril 1989.

Mahmoud al-Mabhouh a lui-même décrit cette exécution dans une vidéo diffusée après sa mort par Al-Jazira. « J'ai sorti mon revolver de .38 et l'ai pointé sur la tête (d'un des soldats israéliens) pour lui tirer dessus, mais (mon camarade) Abou Souhaib a été plus prompt que moi. Il a ouvert le feu avec son propre pistolet », affirme al-Mabhouh.

Mahmoud al-Mabhouh ne se faisait que peu d'illusions quant à son devenir rappelant lui-même que « Les Israéliens ont essayé de me faire assassiner à trois reprises ».

ANNEXE 2 – PRINCIPALES OPÉRATIONS DE DÉCAPITATION CONDUITES OU ATTRIBUÉES AUX SR ISRAÉLIENS

26 juillet 1979 – Zouheir Mohsen, dirigeant du groupe prosyrien Al-Sa'ïqah, est abattu à Cannes (France), probablement par un commando israélien.

16 avril 1988 – Khalil al-Wazir, dit Abou Djihad, est abattu à Tunis, par un commando israélien.

16 février 1992 – Cheikh Abbas Moussaoui, secrétaire général du Hezbollah, est abattu par des tirs de missiles air/sol.

28 novembre 1993 – Ahmad Khalil Abou al-Ricehi, chef des Suqur al-Fatah (Faucons du Fatah), est éliminé par une unité spéciale de Mistaravim.

26 octobre 1995 – Fathi Abd Al-Aziz Shakaki, chef militaire du Harakat al-Jihâd al-islami fi Filastin (Djihad Islamique) palestinien, est abattu par deux inconnus dans une rue de Sleima (Malte). Shakaki, artificier hors pair, était le planificateur et l'un des auteurs d'un attentat à la bombe à Netanya (janvier 1995).

6 janvier 1996 – Yehyah Ayache, dit l'ingénieur, est éliminé par le biais de son téléphone portable (piégé) à Gaza. Ayache passé pour être l'homme supervisant, pour le Hamas, la mise au point des bombes utilisées dans la plupart des opérations suicides.

9 novembre 2000 – Hussein Abayat, un des plus hauts responsables des Tanzim, est abattu par un tir de missile contre sa voiture à Bethléem. Opération menée par un hélicoptère d'assaut AH-64 Apache.

13 février 2001 – Massoud Iyad, officier de la Force 17, soupçonné de mettre en place une cellule du Hezbollah dans la Bande de Gaza. Opération menée par un hélicoptère d'assaut AH-64 Apache. Usage d'un engin air/sol guidé.

18 octobre 2001 – Atef Abayat, cadre des Tanzim. Moyen utilisé : une voiture (jeep) piégée.

27 août 2001 – Abou Ali Mustafa, responsable du FPLP. Opération menée par un hélicoptère d'assaut de type non précisé. Usage d'un engin air/sol guidé.

23 avril 2002 – Marouan Zaaloum, chef du Tanzim pour Hébron.

20 mai 2002 – Mohammed Jihâd Djibril, responsable du FPLP-CG. Voiture piégée. Jacques Baud précisé à ce sujet, « qu'on estime généralement qu'il s'agit d'une exécution parajudiciaire menée par le Mossad israélien. Peu après le service de sécurité du FPLP-CG a arrêté Amir Arraji, un ami, et le chauffeur de Jihâd Djibril »[554](#).

22 juillet 2002 – Cheikh Salah Chahadah, initiateur des Brigades Ezzedine al-Qassam, est abattu par une attaque aérienne. Opération qui fera 14 autres victimes dans le quartier de Daraj (Gaza).

13 octobre 2002 – Mohammed Abayat, cadre des Tanzim. Moyen utilisé une cabine téléphonique piégée.

21 août 2003 – Ismaïl Abou Chanab, cadre du Hamas. Opération menée par un hélicoptère d'assaut AH-64 Apache.

22 mars 2004 – Cheikh Ahmed Yassine, fondateur & guide spirituel du Hamas, est abattu par un tir de roquettes. Opération, semble-t-il, menée par un hélicoptère d'assaut AH-64 Apache.

17 avril 2004 – Dr Abd el-Aziz al-Rantissi, successeur du Cheikh Yassine à la tête du Hamas, est abattu par un tir de missile air/sol. Opération, semble-t-il, menée par un hélicoptère d'assaut AH-64 Apache.

26 mai 2006 – Mahmoud Majzoud, responsable du Harakat al-Jihâd al-islami fi Filastin (Djihad Islamique) palestinien est tué en plain Beyrouth. Opération conduite par un Mabuah[555](#), à l'aide d'une voiture piégée.

13 octobre 2007 – Des kidonim précipitent Ashraf Marouane du haut de son balcon dans la banlieue de la City. Marouane, ancien agent du Mossad sous le nom de code Babel, gendre de Nasser recruté par l'Institut dans les années qui ont précédé la Guerre du Kippour.

12 février 2008 – Imad Fayez Mughniyeh, victime d'un attentat à la voiture piégée, à Damas. Attribué au Mossad.

25 avril 2008 – Hisham Faiz Abu Libda, conseiller personnel de Khaled Méchaal, se rend à un rendez-vous secret. Libda engage sa voiture dans le trafic houleux de la capitale syrienne. Alors qu'il s'arrête à un feu rouge, une voiture vient à sa hauteur. Plusieurs balles le frappent au visage. Il s'effondre.

1^{er} janvier 2009 – Abdel el – Qadir Rayyan, responsable de la branche militaire du Hamas, est abattu par les Israéliens.

554. *Encyclopédie des terrorismes & violences organisées*, p.477, Jacques Baud, Lavauzelle, 2009.

555. Agent arabe du *Mossad*.

ANNEXE 3 – LES TÊTES PENSANTES DU MOSSAD

Directeurs du Mossad

Reuven Shiloah, 1951-1952

Isser Harel, 1952 -1963

Meir Amit, 1963-1968

Zvi Zamir, 1968-1974

Yitzhak Hofi, 1974-1982

Nahum Admoni, 1982 -1990

Shabtai Shavit, 1990-1996

Danny Yatom, 1996-1998

Ephraïm Halévy, 1998 – 002

Meïr Dagan, 2002 à aujourd’hui

DIRECTEURS-ADJOINTS DU MOSSAD

Shmuel Tolédano 1956-1963

Yaakov Karoz 1963-1980

Zvi Henkine 1980-1990

Ephraim Halévy 1990-1995

Aliza Magen 1995-1998

Amir Lévine 1998-2000

ANNEXE 4 – LA LISTE GOLDA

Abdel Wael Zwaiter (tué en octobre 1972 à Rome)

Mahmoud Hamchari (tué en décembre 1972 à Paris)

Bachir Abdel Hir (tué en janvier 1973 à Chypre)

Ahou Zeid (tué en avril 1972 à Athènes)

Al-Qubeisi (tué en avril 1973 à Paris)

Kamal Adouan (tué en avril 1973 à Beyrouth)

Mohammed Youssef al-Najjar dit Abou Youssef (tué en avril 1973 à Beyrouth)

Boutros Nassir (tué en avril 1973 à Beyrouth)

Mohamed Boucha (tué en juin 1973 à Paris)

Ali Hassan Salameh (tué en janvier 1979 à Beyrouth)

Khalil al-Wazir dit Abou Jihad (tué le 16 avril 1988 à Tunis)

Wadie Haddad (mort d'une leucémie en 1978 à Berlin-Est)

Salah Khalaf dit Abou Iyad (tué en janvier 1991 à Tunis par des agents irakiens)

Atef Bseiso (tué en juin 1992 à Paris)

ANNEXE 5 – COMMUNIQUÉ DE SEPTEMBRE NOIR (Munich, 5 septembre 1972)

Nos forces révolutionnaires ont pénétré en force dans le pavillon israélien au Village olympique à Munich pour obtenir que les autorités militaires israéliennes adoptent une attitude plus humaine à l'égard du peuple palestinien, qu'il se trouve sous le joug israélien ou qu'il se retrouve, parce qu'il y a été forcé, en exil. L'occupation par les Israéliens de la Palestine a entraîné pour les habitants de la Palestine l'application des méthodes les plus inhumaines et les plus systématiques de torture et de colonialisme, la destruction de villages, la mort de milliers de personnes, la destruction sans la moindre raison, par explosif, de maisons habitées par des civils, des interrogatoires barbares pour les prisonniers, et des tortures caractéristiques des régimes les plus répressifs.

Le massacre perpétré par Israël contre la population de la Palestine crée les conditions d'une persécution raciale contre 3 millions de Palestiniens, et tout aussi bien contre les Juifs orientaux, en déracinant une nation entière, et en lui enlevant toute existence.

Alors que la Rhodésie s'est vu refuser l'admission aux Jeux de Munich, le régime israélien en Palestine n'avait pas non plus le droit d'être admis.

En même temps, tous les peuples épris de paix de l'Europe et du monde rejeteront toujours la greffe, l'intrusion d'un corps étranger au Proche-Orient, ce qu'est Israël, comme conséquence de l'impérialisme américain. Le seul objectif d'une telle intrusion est de créer dans la région un État agent de l'Amérique, tenant les peuples du Proche-Orient sous une menace permanente, militarisant la Méditerranée et rendant ainsi impossible la neutralisation de ce berceau de la civilisation.

C'est ce rôle d'Israël, État client et porteur de mort de l'impérialisme américain, qui ne sera jamais toléré par les peuples épris de paix.

De la même façon qu'aucun crime contre l'humanité ne paie, cela ne paiera pas. Cela est le cas en Afrique du Sud et en Rhodésie, et il en va de même en Palestine.

La victoire temporaire des Israéliens dans leur conquête de la Palestine ne pourra jamais empêcher l'exercice des droits du peuple palestinien dans sa patrie et ne donnera jamais le droit à l'occupant de représenter la Palestine occupée à un rassemblement mondial tel que les Jeux olympiques.

Texte du communiqué distribué par Septembre Noir aux agences de presse arabes. Cité par Mohammed Daoud Odeh, dans son livre Palestine : de Jérusalem à Munich.

ANNEXE 6 – LES ATHLÈTES ISRAÉLIENNES TUÉS A MUNICH

Mark Slavin (18 ans, lutteur)

Eliezaar Halfen (24 ans, lutteur)

André Spitzer (27 ans, arbitre d'escrime)

David Mark Berger (28 ans, haltérophile)

Zeev Friedman (28 ans, haltérophile)

Yosef Romano (32 ans, haltérophile)

Moshé Weinberg (32 ans, entraîneur de l'équipe de lutte)

Yosef Gottfreund (40 ans, arbitre de lutte)

Amitzur Shapira (40 ans, entraîneur de l'équipe d'athlétisme)

Yakov Springer (50 ans, entraîneur de l'équipe d'haltérophilie)

Kehat Schor (53 ans, entraîneur de l'équipe de tir)

ANNEXE 7 – L’AFFAIRE DE DUBAÏ EN TEMPS RÉEL

19 Janvier 2010

12 h 9 – Michael & James arrivent à l’aéroport de Dubaï

12 h 30 – Gail Foliard & Kevin Daveron arrivent de France par le vol AF526

12 h 58 – Michael & James s’enregistrent à la réception de leur hôtel.

13 h 21 – Un taxi dépose Gail Foliard à l’hôtel (chambre 1102). Elle se présente à la réception en pantalon, avec une queue de cheval & des lunettes teintées.

13 h 31 – Kevin Daveron s’installe dans le même hôtel que Gail Foliard (chambre 3308). Le Contre-Espionnage (CE) dubaïote estime que les protagonistes n’ont pas directement communiqué entre eux avec leur téléphone. Par la suite, ont été découverts des appels suspects vers des numéros internationaux basés en Autriche.

14 h 29 – Un Katsa, muni d’un passeport français au nom de Peter Elvinger (né le 10 octobre 1960), arrive à Dubaï avec un bagage suspect.

14 h 30 – Peter Elvinger quitte l’aéroport pour y revenir, plus tard.

14 h 39 – Peter Elvinger, après s’être assuré qu’il n’était pas suivi, rencontre un membre de l’équipe à l’aéroport avant de prendre un taxi.

14 h 40 – Les deux suspects quittent l’aéroport dans deux directions différentes, l’un d’entre eux a été filmé au parking souterrain.

14 h 46 – Peter Elvinger s’enregistre à un hôtel (chambre 518). Il arbore une casquette blanche, qui masque une partie de son visage barbu, un Tee-shirt à rayures bleues et un pull sur les épaules.

10 h 30 – Peter Elvinger visite un centre commercial à Dubaï.

10 h 30 – Trois autres membres de l'équipe arrivent au centre commercial.

10 h 50 – Kevin Daveron & Gail Foliard arrivent au même centre commercial.

11 h 30 – Gail Foliard, en pantalon blanc, quitte seule le centre commercial.

12 h 18 – Kevin Daveron quitte le centre commercial en compagnie d'une femme, elle, non identifiée.

12 h 41 – Deux autres membres du Kidon quittent le centre.

13 h 30 – Kevin Daveron enregistre son départ à la réception de l'hôtel. Il est ensuite filmé à la sortie de l'hôtel en train de prendre un taxi.

13 h 45 – Kevin Daveron, arrivé chauve, se présente à un autre hôtel. Il a lourdement modifié son apparence (perruque noire & s grosses lunettes).

14 h 12 – Une équipe de surveillance de deux Katsa, en tenue de sport et short, arrive à l'Hôtel Al-Bustan Rotana.

14 h 14 – Kevin Daveron, grîmé, arrive à un autre hôtel avec une valise à roulettes.

14 h 21 – Deux membres de l'équipe arrivent au même hôtel que Kevin Daveron.

14 h 30 – Un Katsa, de l'équipe de surveillance, s'installe à l'hôtel où la cible était censée arriver, mais, le quitte après avoir eu la confirmation que la cible s'est inscrite ailleurs.

14 h 41 – Peter Elvinger quitte définitivement son hôtel et règle sa note auprès de la réception.

15 h 12 – Idem pour Gail Foliard.

15 h 19 – L'équipe de surveillance au complet attend la cible dans le hall de l'hôtel.

15 h 20 – La cible arrive à l'aéroport de Dubaï où elle est aussitôt prise en charge par un membre du Kidon qui communique immédiatement avec les autres Katsa.

15 h 23 – Une voiture dépose un Katsa dans le même hôtel que Kevin Daveron et les autres Katsa.

15 h 24 – Peter Elvinger arrive dans le même hôtel dans une voiture de location avec chauffeur.

15 h 25 – Gail Foliard s'installe dans un autre hôtel pour modifier son apparence. Elle ne porte plus de queue de cheval, mais est coiffée d'une perruque brune qui lui couvre une partie du visage.

15 h 25 – La cible (Mahmoud al-Mabhouh) arrive à la réception de l'Hôtel Rotana, encadré au guichet par deux Katsa, dont un en tenue de sport avec une raquette de tennis. La cible est accompagnée d'une hôtesse qui l'introduit dans l'ascenseur. Deux Katsa déguisés en sportif le suivent dans l'ascenseur et le suivent jusqu'à la chambre 230.

15 h 30 – Les deux Katsa habillés en sportifs sont filmés en train d'utiliser un matériel de communication sophistiqué (type Turaya). Ils attendent sur le palier près de l'ascenseur le retour de l'hôtesse et plaisantent avec elle.

15 h 32 – Selon toute vraisemblance, le numéro de la chambre 237, face à celle de la cible, est communiqué au reste de l'équipe.

15 h 47 – Gail Foliard arrive dans le même hôtel que toute l'équipe.

15 h 51 – Peter Elvinger coiffé d'une casquette sombre entre dans un centre commercial voisin. Il téléphone à l'hôtel pour réserver la chambre 237 et, dans la foulée, réserve un vol pour Munich via le Qatar.

16 h 3 – Une nouvelle équipe de surveillance arrive en complément de celle déjà sur place.

16 h 14 – Kevin Daveron quitte son l'hôtel et se dirige vers l'Hôtel Rotana en taxi.

16 h 16 – Gail Foliard quitte aussi son hôtel en taxi accompagnée par un membre de l'équipe et se dirige vers le Rotana.

16 h 23 – al-Mabhouh quitte, seul, sa chambre d'hôtel et se dirige vers l'ascenseur suivi par un membre du commando. Il quitte ensuite l'hôtel.

16 h 24 – Un Katsa transmet aux autres membres de l'équipe la description du véhicule de la cible, puis regagne son poste de surveillance.

16 h 25 – Kevin Daveron, couvert d'une casquette, arrive à l'Hôtel Rotana.

16 h 27 – Peter Elvinger arrive à l'Hôtel Rotana, il remet son sac à Kevin.

16 h 33 – Peter Elvinger s'enregistre à la réception qui lui remet la clef de la chambre 237.

16 h 40 – Peter Elvinger quitte l'hôtel après avoir donné sa clef à Kevin.

16 h 44 – Kevin Daveron gagne la chambre 237 avec la valise remise par Peter Elvinger.

17 h 6 – Gail Foliard relookée avec une grande perruque arrive à l'hôtel et se dirige vers la chambre 237.

17 h 36 – Un Katsa coiffé d'une casquette et portant postiche arrive à l'hôtel et se rend dans la chambre 237.

18 h 21 – Gail Foliard quitte la chambre emportant plusieurs paquets qu'elle distribuera aux autres Katsa dans le parking souterrain. Puis elle regagne la chambre.

18 h 32 – La première équipe d'exécution, en tenue décontractée et toujours coiffée de casquettes, arrive à l'hôtel et se rend directement à la chambre 237.

18 h 34 – Une deuxième équipe d'exécution, portant les mêmes casquettes, arrive à l'hôtel, se dirige vers la chambre 237, en portant des sacs.

18 h 41 – Une nouvelle équipe de surveillance, un couple dont la femme n'est pas Gail, grimée de perruques et de grosses lunettes, portant de grands chapeaux de paille, arrive à l'hôtel pour y remplacer l'équipe sur place. On la voit utiliser du matériel de communication près de la réception de l'hôtel.

18 h 42 – La première équipe de surveillance quitte l'hôtel pour éviter d'être repérée.

19 h 30 – Peter Elvinger quitte le pays par l'aéroport de Dubaï. Il est filmé par les caméras de surveillance de l'aéroport en train de passer les contrôles.

20 h – Kevin Daveron est en planque sur le palier, près de l'ascenseur, en train d'utiliser son téléphone.

20 h 1 – Après le départ du personnel de l'hôtel, l'équipe tente de pénétrer

dans la chambre 230, mais Kevin les prévient de l'arrivée d'un vrai touriste. Le contrôle informatique d'accès de l'hôtel a effectivement enregistré une tentative de reprogrammer l'accès à la chambre 230.

20 h 24 – La cible retourne à son hôtel. On le voit sortir seul de l'ascenseur pour se diriger vers sa chambre. Gail Foliard apparaît alors sur le palier, en communiquant par téléphone, après avoir rejoint Kevin, chargé de la surveillance de l'étage.

20 h 27 – Gail et Kevin se mettent en position pour contrôler le hall de l'étage pendant que l'équipe d'exécution passe à l'action.

Comment il a été possible d'accéder à la chambre, n'est pas encore clairement établi. Deux pistes probables :

Par reprogrammation de l'accès à la chambre – comme le confirmerait le compte rendu du système informatique de l'hôtel. Se rappeler, en effet, la tentative, à 20 h 21, de reprogrammation d'accès à la chambre 230 enregistrée par le contrôle informatique de l'hôtel ;

Grâce à Kevin et Gail, qui auraient frappé à la porte en se faisant passer pour des membres du personnel.

Sur place, les Kidonim auraient fait des copies de tous les documents trouvés sur place, puis ont quitté la chambre après avoir accroché le panneau Ne pas déranger.

20 h 46 – Les deux membres du groupe chargé de l'exécution de la cible, devisant de manière très décontractée sur le palier attendent tranquillement l'ascenseur. Ils y sont rejoints par deux autres Katsa et à quatre, ils prennent l'ascenseur pour quitter l'hôtel.

20 h 47 – Gail Foliard quitte aussi l'hôtel accompagnée d'un autre membre de l'équipe.

20 h 51 – Kevin Daveron quitte l'hôtel en emportant sa valise.

20 h 52 – L'équipe de surveillance installée dans le lobby quitte l'hôtel.

22 h 30 – Gail et Kevin, filmés par les caméras de surveillance de l'aéroport, quittent le pays.

20 janvier 2010

1 h 30, la direction de l'hôtel fait ouvrir la chambre 230 qui avait été fermée de l'intérieur, avec la chaîne et la serrure intactes, après plusieurs tentatives d'avoir Mahmoud al-Mabhouh au téléphone.

ANNEXE 8 – PERSONNES CAPTURÉES DANS DES OPÉRATIONS ATTRIBUÉES AUX SR ISRAÉLIENS (extraits)

13 avril 2002 – Nasser Awais, dirigeant des Kataeb Chuhada' Al-Aqsa (Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa) pour la Cisjordanie, est capturé par l'armée israélienne.

Avril 2002 – Marwan Ben-Hatib Barghouti, secrétaire général du Fatah en Cisjordanie, considéré par Israël comme étant le patron des Tanzim et le dirigeant secret des Kataeb Chuhada' Al-Asa (Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa)⁵⁵⁶, est capturé par l'armée israélienne.

Octobre 2002 – Rakat Salem, secrétaire général du Jebah et-Tahrir al-Arabiya (Front de libération arabe) palestinien, capturé par les forces spéciales israéliennes.

2002 – Thabet Azmi Souleïman Mardawi cadre du Harakat al-Jihâd al-islami fi Filastin (Djihad Islamique) palestinien, impliqué, selon Tel-Aviv dans au moins 10 attentats à la bombe, capturé lors de l'Opération Remparts, en 2002.

14 mars 2006 – Ahmed Saadat & Haged Ghulmel, responsables de la branche armée du FPLP, sont capturés par l'armée israélienne.

4 avril 2010 – Abas Zakhi, membre du comité central du Fatah. Depuis la 1^{re} Intifada, c'est la première fois qu'un membre du Fatah de ce rang est arrêté pour avoir pris part à une activité contre l'occupation. Abas Zakhi a été interpellé après avoir participé à une manifestation contre la politique israélienne à Jérusalem et l'atteinte portée à la liberté de culte des chrétiens.

⁵⁵⁶. Son motif d'inculpation part le *Tribunal du District de Tel-Aviv*.

ANNEXE 9 – PETIT LEXIQUE DES SR ISRAÉLIENS

Avtahat Paylut Modienit. Opérations de sécurité du Renseignement (protection du Renseignement).

Bodel (ou Lehavdil). Messenger entre les planques et les ambassades, ou entre différentes planques.

Duvshanin. Forces de la paix de l'ONU payées pour transmettre paquets et messages de part et d'autre des frontières entre Israël et les pays arabes.

Mabuah, collaborateur non-juif des SR israéliens. Au moins deux, ont été impliqués à Dubaï.

Marat, agent d'écoute.

Nakam (ou Nokmin, Vengeurs). Chargés de faire payer les anciens nazis. Dès 1945, ils ont infiltré les prisons alliées pour y empoisonner, abattre ou égorger les tortionnaires nazis. La plus retentissante de ces opérations provoqua la mort, par empoisonnement, de 4 300 SS, dans la nuit du 13 au 14 avril 1946 dans la prison de Nuremberg.

Oter. Arabe payé pour contacter d'autres Arabes et les retourner. Indemnités pour ce salaire de la peur : 3 000 à 5 000 \$ US par mois, plus les frais.

Saifanim (Poisson rouge). Chargé de l'OLP.

Sayan. Volontaire juif de la diaspora. Réseau de plusieurs milliers de personnes prêtes à aider (logistiquement) au besoin. Souvent évoqué au pluriel, les Sayanim.

Sikul Memukad (Prévention ciblée). La terminologie officielle pour les exécutions orchestrées par les SR israéliens

Teud (Documents). Service de fabrication des faux papiers du Mossad. Opèrerait au sous-sol de l'Académie.

Tevel (ou Kaisarut). Officiers de liaison stationnés dans les ambassades d'Israël. Les autorités locales les considèrent comme des officiers du renseignement.

Tsafririm (Brise du matin). Chargé d'organiser les communautés juives de la diaspora. Participe à toute opération de sauvetage de Juifs menacés.

Tsomet (ou Meluckah, le Royaume). Département de recrutement dont dépendent les Katsa.

Yahalomim (Diamant). Gère les communications avec les agents des pays cibles (arabes).

Yarid. Branche chargée de la sécurité en Europe.

ANNEXE 10 – LES DIRECTEURS DU SHABAK

Isser Harel (1949-1952)*

Izy Dorot (1952-1953)

Amos Manor (1953-1963)

Yossef Harmelin (1964-1974)

Abraham Ahituv (1974-1981)

Abraham Shalom (1981 - 1986)

Yossef Harmelin (1986 - 1988)

Yaakov Péri (1988 - 1994)

Carmi Guilon (1995 - 1996)

Ami Ayalon (1996 - 2000)

Avi Dichter (2000 - 2005)

Yuval Diskin (2005 - 2011)

Yoram Cohen (en) (2011-2016)

Nadav Argaman (2016-)

BIBLIOGRAPHIE

- 1967, Six jours qui ont changé le monde, Tom Séguen, Hachette, 2007.
- Amérique en guerre (L'). Irak, Afghanistan, Gérard Chaliand, Éditions du Rocher, 2007.
- Arouts 7.
- Bible (La).
- Chute de la CIA (La), les mémoires d'un guerrier de l'ombre sur les fronts de l'islamisme, Robert Baer, Lattès, 2003.
- CIA & Jihâd, 1950-2002, une désastreuse alliance, John K. Cooley, Autrement, 2002.
- CIA, guerres secrètes, Bob Woodward, Stock, 1988.
- Communiqué de presse Interpol (18 février 2010).
- Contrecoup, the Struggle for the Control of Iran, Kermit Roosevelt, McGraw Hill, 1979.
- Conversations avec Shimon Pérès, Robert Littell, Denoël, 1997.
- Counterinsurgency Warfare, Theory & Practice, David Galula, Greenwood Press, 1964, rééd. Hailer Publishing, 2005, Economica, 2008.
- De la guerre, Carl von Clausewitz.
- Destruction des Juifs d'Europe (La), Raul Hilberg, Gallimard, 2006.
- Détentions secrètes & transferts illégaux de détenus impliquant des États membres du Conseil de l'Europe, Dick Marty, Commission des Question juridiques & des droits de l'Homme, Doc.11302 rév, 11 juin 2007
- Djihad, l'Asymétrie entre fanatisme & incompréhension, Jacques Baud, Lavauzelle, 2009.
- Échec de l'islam politique (L'), Olivier Roy, Seuil, 1992.
- Economist (The).
- Eichmann à Jérusalem. Rapport sur la banalité du mal, Hannah Arendt, 1963, Paris, Gallimard, 1991.
- Eichmann par Eichmann, Adolf Eichmann, Grasset, 1971.
- Encyclopédie des Terrorismes & violences organisées, Jacques Baud, Lavauzelle, 2009.
- Encyclopédie du Renseignement & des Services secrets, Jacques Baud, Lavauzelle, 2002.
- Fiasco, The American Military Adventure in Irak, Thomas E. Ricks, Penguin, 2006.
- France-Irak Actualités.

Galei Tsahal.

Galula à Petraeus, L'héritage français dans la pensée américaine de la Contre-insurrection (De) CDEF/DREX/BRCH.

Généalogie de l'islamisme, Olivier Roy, Hachette, 2002.

Sunday Times (The).

Géopolitique d'Israël : dictionnaire pour sortir des fantasmes, Frédéric Encel, Seuil, 2004.

Guerre moderne (La), Roger Trinquier, Economica, 2008.

Ha'aretz.

Hezbollah, la voie, l'expérience, l'avenir, Cheikh Na'im Qâsem, Al-Bouraq, 2008.

Histoire Romaine, Tite-Live.

Histoire secrète du Mossad, de 1951 à nos jours, Gordon Thomas, Nouveau Monde, 2007.

Inside British Intelligence, Gordon Thomas, 2008.

Israël-Palestine, l'Appel aux armes, Raids, Hors-série n° 2.

Israeli Defense Forces, since 1973, Samuel Katz, Osprey.

Israeli Response to the 1972 Munich Olympic Massacre & the Development of Independent Covert Action Teams (The), A. B. Calahan, 1995.

Jerusalem Post (The).

Jeune Staline (Le), Simon Sébag Montefiore, Calmann-Lévy, 2007.

Judiciarisation de l'éthique militaire en Israël (La), Samia Chouchane, Bulletin du Centre de recherche français de Jérusalem (10 mars 2010), <http://bcrfj.revues.org/index6197.html>.

Kol Yisrael.

Legacy of Ashes, th History of the CIA, Tim Weiner, Penguin, 2007.

Livre Noir de la CIA (Le), Yvonnick Denoël, Nouveau Monde, 2007.

Ma'an News Agency.

Ma'ariv.

Maison de la rue Garibaldi, le chef des services secrets israéliens raconte la recherche & la capture de Adolf Eichmann (La), Isser Harel, Robert Laffont, 1976

Mémoires d'un homme de l'ombre, les coulisses de la politique internationale au Moyen-Orient par l'ex-directeur du Mossad, Ephraïm Halévy, Albin Michel, 2006.

More of the same: judicial activism in Israel, p.361, Suzie Navot, European Public Law, Vol.7.

Mossad, 50 ans de guerre secrète, Uri Dan, Presses de la Cité, 1995.

Mossad, les nouveaux défis, Gordon Thomas.

Mossad, un agent des services secrets israéliens parle, Claire Hoy & Victor Ostrovsky, Presses de la Cité, 1990

New York Times (The).

Nucléaire, la guerre secrète entre Israël & l'Iran, Jacques Benillouche, Slate.fr

(14 janvier 2010).

Palestine : de Jérusalem à Munich, Mohammed Daoud Odeh.

Pari de la Guerre (Le), Ariel Colonomos, Denoël, 2009

Qui a tué Maxwell, Uri Dan, Michel Lafon, 1992.

Sept Piliers de la Sagesse (Les), du colonel T.E. Lawrence.

Slate.fr

Stratégies de la guérilla. De la longue marche à nos jours, Gérard Chaliand, Payot, 1979.

Territory of Lies, Wolf Blitzer.

Terrorismes & guérillas, Gérard Chaliand, Flammarion, 1984.

Tsahal, Nouvelle Histoire de l'Armée israélienne, Pierre Razoux, Perrin, 2006.

US Department of Justice, Criminal Division, Klaus Barbie & the US Government, Vol.2: Exhibits to the Report to the Attorney General of the United States. Allan A. Ryan Jr, Washington, Aug. 1983.

Vers la 4^e Guerre mondiale, Pascal Boniface, Armand Colin, 2009.

Voix des Opprimés (La) (3 février 2004)

Washington Post (The).

Wikipédia

Yediot Aharonot

FILMOGRAPHIE

Les Patriotes, Éric Rochant.

Munich, Steven Spielberg.

Ô Jérusalem. Élie Chouraqui.

Tu marcheras sur l'eau, Eytan Fox.

SOMMAIRE

Page titre

Copyrights

Avertissements

Introduction – Genèse & Méthodes

Chapitre 1 – Rafi Eitan, Isser Harel, les maîtres-espions

Chapitre 2 – L’A'Man

Chapitre 3 – Le Shabak

Chapitre 4 – Le Mossad

Chapitre 5 – Le Lekem

Chapitre 6 – L’Affaire Mahmoud Al-Mabhouh (Dubai)

Chapitre 7 – L’Affaire du Mavi Marmara

**Chapitre 8 – Les personnalités de la communauté du
Renseignement israélien**

Conclusion – Des Services secrets pour quoi faire ?

**Annexe 1 - Notice biographique de Mahmoud al-
Mabhouh**

**Annexe 2 - Principales opérations de Décapitation
conduites par les SR israéliens**

Annexe 3 - Les têtes pensantes du Mossad

Annexe 4 - La Liste Golda

Annexe 5 - Communiqué de Septembre Noir (Munich, 5 septembre 1972)

Annexe 6 - Les athlètes israéliens tués à Munich

Annexe 7 - L’Affaire de Dubaï en temps réel

Annexe 8 - Personnes capturées dans des opérations liées aux SR israéliens (extraits)

Annexe 9 - Petit lexique des SR israéliens

Annexe 10 - Les Directeurs du Shabak

Bibliographie